Philippe Sagnac
Historien français
Professeur honoraire à la Sorbonne
(1868-1954)

La formation de la société française moderne

Tome I
La société et la monarchie absolue
(1661-1715)

Presses Universitaires de France, Paris, 1945

Un document produit en version numérique par Jean-Marc Simonet, bénévole,
Courriel : Jean-Marc_Simonet@uqac.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web : <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web : <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marc Simonet,
ancien professeur des Universités, bénévole.

Courriel : Jean-Marc_Simonet@uqac.ca

À partir de :

Philippe Sagnac

Historien français

Professeur honoraire à la Sorbonne
(1868-1954)

**La formation de la société
française moderne**

Tome I

La société et la monarchie absolue
(1661-1715)

Presses Universitaires de France, Paris,
1945, 240 pages.

Polices de caractères utilisées :

Pour le texte: Times New Roman, 14 et 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 15 septembre 2010 à Chicoutimi, Ville de
Saguenay, province de Québec, Canada

Table des matières

[Préface.](#)

[Introduction.](#)

[LIVRE PREMIER](#)

[LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET L'ÉTAT. \(1661-1685\)](#)

[Chapitre Premier. — La société française vers 1661 ; l'activité générale de la société.](#)

[I. L'œuvre de reconstruction.](#) — [II. L'armature chrétienne.](#) — [III. Le grand mouvement scientifique et philosophique.](#) — [IV. Les fausses sciences : la crédulité générale.](#) — [V. Le libertinage.](#) — [VI. L'autorité, la règle imposée à la pensée.](#) — [VII. Conclusion.](#)

[Chapitre II. — Les classes de la société en 1661.](#)

[I. La Noblesse : Noblesse d'épée.](#) — [II. Noblesse d'église.](#) — [III. Les « officiers » : Noblesse de robe.](#) — [IV. La Noblesse des hautes fonctions du gouvernement.](#) — [V. La Bourgeoisie.](#) — [VI. Le peuple des villes.](#) — [VII. Le peuple des campagnes.](#) — [VIII. Conclusion.](#)

[Chapitre III. — L'État, de 1661 à 1685.](#)

[I. Louis XIV et ses ministres.](#) — [II. La monarchie absolue : centralisation et unification de la France.](#) — [III. Le gouvernement militaire et la sujétion de la Noblesse d'épée.](#) — [IV. Le gouvernement judiciaire et la réduction de la Noblesse de robe à l'obéissance.](#) — [V. La charte du travail.](#) — [VI. Le gouvernement de la propriété et le droit du domaine.](#) — [VII. L'intrusion de l'État dans la vie des familles.](#) — [VIII. Le gouvernement des forces spirituelles et morales : l'éducation.](#) — [IX. Le gouvernement des forces intellectuelles : l'inquisition sur la pensée et la parole publique.](#) — [X. Le gouvernement de la religion et le « sacerdoce royal ».](#)

[Chapitre IV. — La société de 1661 à 1685.](#)

[I. Les classes de la société : le Clergé.](#) — [II. La Noblesse.](#) — [III. La Noblesse de robe.](#) — [IV. La Noblesse de fonctions gouvernementales.](#) — [V.](#)

[La Bourgeoisie d'offices royaux.](#) — [VI. La Bourgeoisie capitaliste.](#) — [VII. La Bourgeoisie intellectuelle.](#) — [VIII. Évolution sociale de l'ensemble de la Bourgeoisie.](#) — [IX. Les ouvriers et artisans.](#) — [X. Les paysans.](#) — [XI. Conclusion.](#)

[LIVRE II](#) [LA CRISE DE LA SOCIÉTÉ \(1685-1715\).](#)

[Chapitre Premier. — L'esprit nouveau vers la fin du XVII^e siècle.](#)

[I. La diffusion des idées nouvelles et de l'esprit critique.](#) — [II. La critique de la société.](#) — [III. Les guerres et les progrès de l'absolutisme.](#) — [IV. Les débuts de la crise sociale et politique \(1690-1700\).](#)

[Chapitre II. — La transformation des mœurs et de la société et la monarchie absolue \(1700-1715\).](#)

[I. Les conséquences sociales de la guerre.](#) — [II. L'atmosphère intellectuelle et morale.](#) — [III. Les critiques et les projets de réformes :](#) I. Vauban ; II. Fénelon et le duc de Bourgogne ; III. Saint-Simon. — [IV. L'absolutisme monarchique aux prises avec la société :](#) I. L'économie sociale ; II. L'administration et la fiscalité ; III. L'absolutisme dans le gouvernement de la religion ; IV. L'échec royal dans la direction de l'intelligence et des mœurs. — [V. La société vers la fin du règne de Louis XIV :](#) I. La crise économique affecte presque toutes les classes ; II. Le déclin de la Noblesse et du Clergé ; III. La Noblesse de robe et son esprit gallican ; IV. La haute bourgeoisie ; les financiers, les armateurs ; V. La moyenne et la petite bourgeoisie ; VI. La situation des ouvriers est très critique : chômage, désertion ; VII. Les paysans.

[Conclusion.](#)

[Appendice.](#)

[I. Plans de gouvernement concertés avec le duc de Chevreuse pour être proposés au duc, de Bourgogne \(novembre 1711\).](#) — [II. Mémoire des bonnes œuvres entreprises par la Compagnie du Saint-Sacrement de Lyon \(1694\).](#) — [III. Lettres patentes, mai 1680, autorisant l'établissement d'un bureau des Petites Écoles, à Lyon.](#) — [IV. Lettres patentes, janvier 1710, au sujet de la maison de recluses de Lyon, quartier Bellecour.](#)

PRÉFACE

Nous nous proposons d'étudier la formation de la société française moderne, depuis l'établissement de la monarchie absolue.

Frappés des vicissitudes des régimes politiques que la France a vus depuis un siècle et demi, et dont les appellations servent à marquer les divisions traditionnelles de son histoire, beaucoup de Français se sont accoutumés à penser que la forme du régime politique (royauté, empire ou république) est la question essentielle, dont tout le reste dépendrait. Certes, l'État, sous quelque forme que ce soit, exerce une énorme influence sur les destinées d'un pays ; souvent même il se flatte de modeler la société à sa guise ; mais il est certain aussi que l'État et sa politique n'ont point créé la société. L'Empire romain, avec ses fortes institutions, sa domination omnipotente sur les individus comme sur les nations, eut beau faire : Rome, du jour où elle eut conquis le monde, où elle ne fut plus qu'un peuple de « clients », attendant de l'État « le pain et le Cirque », était déjà marquée pour la décadence et la mort. L'Espagne, si riche et si puissante, de Charles-Quint et de Philippe II, qui colonisa tout un monde, domina l'Europe, créa une civilisation originale et féconde, mais pour qui le travail n'était qu'œuvre servile, après un grand siècle de gloire, ne put se maintenir ; la vie s'échappa du corps social, et ce « corps mort », au début du XVIII^e siècle, il fut bien difficile de le ranimer, et seulement sous l'impulsion de l'étranger. En Espagne, comme dans le vaste Empire romain, ce qui manqua à l'État pour le soutenir, c'est la société. Par son renoncement au travail, par son peu de foi en elle-même, la société, romaine ou espagnole, affaiblit dangereusement l'État et finit par le détruire.

Des deux principaux moteurs de l'évolution historique, la société et l'État, il semble bien que les historiens anciens n'aient mis en relief que le second, qui, de leur temps, était si puissant. Peut-être les historiens modernes, imitant les Anciens, vivant dans des États centralisés ou même despotiques, ont-ils plus volontiers étudié les

institutions imposées par l'État que la structure et le développement même des sociétés modernes.

Pourtant, même dans des monarchies despotiques ou absolues, il y a des coutumes, des mœurs, des arts, indépendants de l'État, ^{pvi} souvent une civilisation, originale ou empruntée, qui reflète l'esprit national. En France, la société fut toujours très vivante. Or c'est à peine si, pour la France moderne et contemporaine, quelques historiens ont présenté des tableaux de la société, à deux époques. A peine, pour notre histoire des XVII^e et XVIII^e siècles, pourrait-on en citer deux : celui que Lavissee a donné de la société au temps de l'apogée de Louis XIV et celui que Taine a si brillamment brossé de la société à la fin de l'Ancien Régime ¹. Mais c'est l'évolution, pendant deux grands siècles, et étape par étape, que nous voudrions suivre, en marquant dans quelle mesure la société a agi sur l'État et l'État sur la société, sous le régime de la monarchie absolue.

De cet essai nous ne nous dissimulons aucunement la très grande difficulté. La société d'un pays, à une époque donnée, se présente comme un tout vivant et changeant. C'est une synthèse extrêmement complexe, que l'historien devrait pouvoir reproduire, alors qu'il ne l'a pas eue, comme un peintre, sous ses yeux, et qu'il ne peut plus l'atteindre que par des documents, souvent fort peu nombreux ou sujets à caution ². Et cette synthèse vivante, il lui faut, pour la comprendre, en essayer l'analyse, la fixer d'abord par la pensée, en arrêter en quelque sorte le mouvement, sans être dupe de ce procédé artificiel. Mais, après avoir disséqué l'organisme social, l'historien doit rechercher les rapports de ses divers organes et montrer l'être vivant, avec ses tendances générales, sa docilité ou sa répugnance aux ordres d'en haut, ses aspirations profondes. Comme toutes les transformations, aux XVII^e et XVIII^e siècles, ne se sont faites qu'avec lenteur, il convient de les suivre à la piste, de les dérouler, période par période, suivant les générations qui se sont succédé. Ambition peut-être vaine ; mais la tâche est belle à tenter, même si elle ne remplit pas les promesses qu'elle semblait donner à première vue. Au reste, si cet

¹ E. Lavissee, *Histoire de France*. Louis XIV. Le livre V est intitulé : *Le Gouvernement de la société*, t. VII, p. 321-404. — H. Taine, *Les Origines de la France contemporaine*, t. I^{er} : *L'Ancien Régime* (Paris, 1875, in-8°).

² Voir les réflexions de Lavissee à ce sujet, p. 321.

essai ne doit pas avoir un intérêt général et sociologique, peut-être vaudra-t-il du moins pour la France et gardera-t-il un intérêt national. Il appartiendra aux historiens futurs de le mener plus loin ³.

[*Table des matières*](#)

³ Nous ne donnons pas une bibliographie ; car elle existe déjà, soit complète pour Louis XIV (celle d'E. Bourgeois et de Louis André, en dix volumes), soit sélective, dans, l'Histoire de France, d'Ernest Lavis, t. VI, sur le XVI^e siècle et le XVII^e jusqu'en 1643 ; trois volumes sur Louis XIV, t. VII et VIII, parus de 1905 à 1908, et dans *Peuples et Civilisations*, t. IX et X. de Henri Hauser (1560-1660), et de Ph. Sagnac et A. de Saint-Léger (1661-1715), 2^e édit. Nous renverrons aux ouvrages spéciaux ou même aux sources, dans quelques cas seulement.

Introduction

On sait que la monarchie française fut, au temps de saint Louis, de Philippe le Bel et de leurs successeurs, une monarchie tempérée par des coutumes, et même, à partir du XIV^e siècle, par une sorte de représentation nationale, les États généraux, qui, sans être périodique, eût pu devenir une institution régulière, si l'entente s'était faite entre la nation et le roi, et entre les trois « ordres » de la nation. Mais, quand l'unité du royaume commença de s'établir, et que, pour rivaliser avec la puissante Maison d'Autriche qui entendait dominer l'Europe, les rois furent entraînés à des guerres interminables en dehors des limites du territoire, l'autorité royale ne connut plus les États généraux ni les vieilles coutumes que respectait tant saint Louis : le danger national fit accepter le pouvoir absolu de François I^{er} et d'Henri II. Puis les guerres religieuses et politiques affaiblirent le pouvoir, qui, guetté par des factions fanatiques, se vit forcé de faire appel à la nation et de réunir à Orléans, à Blois ou à Paris même, les États généraux, déjà bien oubliés, mais que les dangers intérieurs et extérieurs réclamaient comme une suprême ressource. Ce ne fut là qu'une période, fort triste à la vérité, où l'on put se demander si la France allait disparaître dans des flots de sang et tomber au rang de colonie espagnole, mais qui, heureusement, prit fin, quand le pays revint à son bon sens national et trouva un roi d'une dynastie nouvelle qui le comprit et le ramena à la claire lumière française.

Henri IV parut : son habileté politique, ses talents de chef militaire et d'homme d'État, son arbitrage suprême, qui savait concilier, pour l'instant, les factions encore déchaînées, le charme de sa personne, son éloquence primesautière et familière, qui lui gagnait les esprits et les cœurs, tout le favorisa. En ayant l'air, d'abord, de se mettre au niveau de ses sujets et de leur parler sans ambages, comme un père à ses enfants, il eut tôt fait de rétablir l'autorité royale sans dépendance et sans partage ; et, se voyant solide sur le trône, depuis ses victoires sur les factions et sur l'Espagne, il ne fit plus appel, après avoir réuni les Notables à Rouen, à aucune assemblée de la nation, et, sous des

p002 apparences patriarcales et des formes populaires, se mua en monarque absolu. Il reprenait la tradition de Louis XI, de François I^{er} et d'Henri II, avec un progrès de plus vers l'absolutisme. Le danger que faisait toujours courir à la France l'encerclement espagnol et autrichien était encore là ; un gouvernement puissant était nécessaire plus que jamais ; la nation le sentit, surtout cette bourgeoisie de patriotes qui s'était dressée contre les factions extrêmes, et laissa faire au roi.

La minorité de Louis XIII renouvela les troubles, les intrigues et les périls du temps de la Ligue. Avec une reine-mère italienne et une reine espagnole, une aristocratie féodale relevant la tête, reprenant la tradition des guerres civiles, trahissant le roi, s'alliant à l'Espagne, complotant sans cesse contre lui, l'autorité s'affaiblit dangereusement, pendant que l'Europe était en feu. Alors parut Richelieu. Il reprit la tradition d'Henri IV, avec plus d'obstination et de continuité, même avec une violence inusitée, contre l'aristocratie féodale qui faisait des grandes provinces du royaume de véritables fiefs indépendants, et qui n'hésitait pas à s'entendre avec l'Espagne, soutenue par les deux reines et le propre frère du roi. On sait comment Louis XIII sut faire taire devant la raison d'État ses sentiments d'affection filiale, déjouer la conspiration et maintenir à la tête des affaires le cardinal-ministre, désormais tout puissant : ce jour-là, il sauva son royaume, marcha résolument vers l'absolutisme et en même temps vers de nouvelles conquêtes territoriales.

Sans doute la révolution politique que fit Richelieu, au milieu des complots, des menaces d'attentat sur sa personne, des guerres de toute sorte, à l'intérieur et à l'extérieur, ne put-elle tenir, après sa mort, toutes ses promesses ; tant ce régime nouveau, encore très imparfait, paraissait contraire aux vieilles traditions monarchiques et aux ambitions d'une aristocratie férue de son antique idéal féodal ; mais, malgré la Fronde de la Noblesse d'épée et même de la magistrature, qui se déchaîna en pleine guerre, le soutien que la royauté trouva, comme jadis, dans la bourgeoisie de toutes les provinces, et les nécessités de la guerre qui se poursuivait avec l'Espagne, rallièrent la nation entière autour du jeune roi Louis XIV ; et, grâce à la souplesse tenace de Mazarin, l'ordre revint peu à peu : dès 1653 reprirent les procédés de la monarchie absolue, et, insensiblement, la soumission de tous à l'autorité, même du prince de Condé, ce transfuge, qui,

vaincu aux Dunes avec l'armée d'Espagne, vint enfin à résipiscence. Des commissaires du roi, des « intendants », comme au temps de Richelieu, apparurent dans les provinces, plus nombreux, revêtus de grands pouvoirs, résolus ^{p003} à faire plier tous et chacun devant l'autorité royale, pendant qu'aux armées d'autres « intendants », secondés par des « commissaires des guerres », s'efforçaient, sous la sage direction du secrétaire d'État Le Tellier, de mettre un peu plus d'ordre et d'économie dans toute l'organisation militaire. La monarchie absolue s'établissait peu à peu.

Le glorieux traité des Pyrénées (1659), succédant, à onze ans d'intervalle, aux non moins glorieux traités de Westphalie, agrandissant considérablement la France au nord, à l'est et au midi, la délivrant définitivement du danger de l'enveloppement espagnol et autrichien, semblait justifier, s'il en eût été besoin, le nouveau régime monarchique. Pour le roi et ses ministres, pour Richelieu, pour Mazarin, c'était l'absolutisme qui avait valu à la France ses victoires et ses conquêtes et sa glorieuse situation dans le monde. Ce régime nouveau ne s'était guère proposé la « réforme du dedans » : l'ordre des finances, la juste répartition des impôts, la réorganisation de la justice, le progrès de l'agriculture et de l'industrie, le bien-être des populations des campagnes et des villes. Peut-être la royauté, vers 1624 ou 1630, eût-elle pu entreprendre cette réforme intérieure, après l'anarchie et le gaspillage financier de la minorité de Louis XIII. Mais l'occasion inespérée que lui offrait la guerre de Trente ans était plus tentante et glorieuse, et c'est vers la grande politique extérieure, vers la conquête et la domination de l'Europe que Richelieu, puis Mazarin dirigèrent l'action de la monarchie : tradition ancienne certes, mais surtout nouvelle, qui allait prendre une ampleur inaccoutumée. Le monarque ferait avant tout la guerre, agrandirait son royaume, le mettrait à l'abri de toute attaque, deviendrait l'arbitre de l'Europe. Et, pour le rester, il soumettrait les Français à son autorité absolue, ne souffrirait plus chez les plus grands de ses sujets, princes du sang et autres, la moindre liberté ni la moindre critique, les enchaînerait à son auguste personne, par toutes sortes de charges honorifiques, de faveurs, de gratifications et de plaisirs. Il aurait une armée de ministres, de « commis », d'intendants de province, pour administrer son royaume à sa convenance, exigeant de tous l'obéissance absolue. Bien plus, il prétendrait exercer sur l'ensemble de la société française

une sorte de magistère, qui eût fait, s'il avait toujours été obéi, des Français, des esclaves « rampant misérablement »⁴ devant leur maître.

Cette œuvre, méthodique, suivie, servie par de grands ministres, mérite d'être exposée dans son ensemble, dans sa ^{p004} continuité ferme et sévère. On verra comment, suivant quelles doctrines et par quels moyens la monarchie s'efforça de transformer la société, cette société si vivante vers 1660, peu ordonnée certes, mais riche d'initiative, capable de grandes choses, en ayant réalisé de son propre mouvement tant de belles et de glorieuses, dans tous les domaines de la pensée et de l'action. On sera peut-être surpris de voir comment cette société, se livrant à Louis XIV et à ses ministres, sembla d'abord succomber et se laissa prendre dans leurs filets de plus en plus serrés. Mais on constatera aussi qu'avant la fin du siècle elle regimba, pour se libérer au XVIII^e siècle. La tentative révolutionnaire de la royauté que fut l'établissement du régime absolu et administratif n'a pu en fin de compte parvenir à modeler la société française à sa guise. Il s'agira alors de savoir si la monarchie, fondée par Louis XIV après les tentatives de Richelieu et de Mazarin, pourra se réformer, s'adapter aux besoins et aux aspirations de la société, au lieu de la diriger despotiquement. A la société française, désormais, de commander, en fait.

Ce sont ces actions et réactions réciproques qui font, selon nous, l'intérêt principal de cet essai. C'est sur elles que nous nous proposons d'insister, sans entrer dans tous les détails de la vie économique, politique, intellectuelle, religieuse et morale de la société française.

Cet essai, nous le diviserons en deux parties : la première, de 1661 à 1715, comprend l'époque de la monarchie absolue où le pouvoir a cherché tous les moyens d'assujettir la société, mais où déjà sa défaite apparaît certaine. Non que la date de 1715 ait une signification profonde pour l'évolution de la société— la vraie date serait bien plutôt 1685 ou 1688, si l'on peut assigner une date à des transformations sociales qui ne s'opèrent que lentement ; mais la réaction contre le régime de Louis XIV a été assez violente, après la mort du grand roi, pour qu'on regarde cette année 1715 comme un

⁴ Le mot est de Turenne.

nouveau point de départ, avec un nouvel essai de gouvernement. La deuxième partie de l'ouvrage comprendra l'époque 1715-1789 et les diverses transformations sociales qui conduisirent peu à peu la France vers la Révolution.

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

LIVRE PREMIER

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET L'ÉTAT (1661-1685)

Chapitre premier

La société française vers 1661. L'activité générale de la société

On connaît les grands courants d'idées, de sentiments et d'intérêts qui agitent la société française avant Louis XIV. C'est une société qui semble chercher son équilibre, si dangereusement troublé depuis un siècle, et qui ne le trouve point encore. Des courants divers et même opposés se combattent furieusement. On sent qu'on est à une époque de transformations profondes dans tous les domaines de l'action et de la pensée.

[*Table des matières*](#)

I. — L'œuvre de reconstruction

Ce qui frappe d'abord, c'est, à la fin de ces longues guerres contre l'Autriche et l'Espagne qui ont duré cent cinquante ans, et qu'ont traversées de terribles guerres civiles pendant quarante ans, la misère générale, la paralysie totale du corps Social. Plus d'industrie, plus de commerce, plus de ports, plus même de routes ; des provinces entières, l'Artois, la Picardie, la Bourgogne, dévastées par les armées ; les fermes détruites, se reconstruisant péniblement ; les propriétaires de terres acculés souvent à la ruine, par la diminution de leurs revenus et bientôt par la baisse des prix, qui ne s'arrêtera plus durant tout le

règne de Louis XIV, et après, et qui prolongera pour eux la crise où ils se débattent ; les émeutes, comme on en vit naguère en Normandie, renaissant lorsque le fisc veut accabler encore une province malheureuse, comme le Boulonnais (1662).

Toute une œuvre de reconstruction, de réfection des routes et de la terre même est à poursuivre inlassablement. Or la France s'est dépeuplée au cours des trente années terribles de 1630^{p006} à 1660 ; les peuples ne mangent pas encore à leur faim, en 1660 ; et, si nous n'avons pas un portrait du paysan, tel que celui de La Bruyère, dans les moralistes de ce temps, nous pouvons l'imaginer par toutes les scènes de misère qui ont accompagné la Fronde et la guerre contre l'Espagne. La société française sera-t-elle capable de modifier rapidement ce triste état de choses ? Et la monarchie viendra-t-elle à son aide avec toute la méthode et toute l'énergie nécessaires ? Là est la question capitale. Seule la bourgeoisie est capable de se vouer à cette tâche continue, à laquelle elle est, d'ailleurs, intéressée, et qui dépasse les forces, comme la volonté, de la Noblesse. C'est un ministre bourgeois, fils de marchand, qui seul pourra y concourir : Colbert. Encore faudra-t-il qu'il soit suivi par le roi ; et, comme cela reste incertain, il faudra que le roi le laisse faire et que la société finisse par obéir à sa volonté tyrannique.

[*Table des matières*](#)

II. — *L'Armature chrétienne*

En attendant, une solide armature religieuse, étroitement, associée à l'armature monarchique, maintient très fortement la société. Certes, parmi les hautes classes de cette société, la vie est encore trop engagée dans le monde ; toutefois ce n'est plus le temps où Saint-Cyran pouvait dire que sur dix mille prêtres il n'y en avait pas vraiment un seul, et que la vie intérieure n'existait plus. L'Église avait été régénérée⁵.

⁵ Outre les histoires générales de Lavis (XVII^e siècle, de Mariéjol), Hauser, *Peuples et civilisations*, t. IX, il faut rappeler surtout le *Port-Royal* de Sainte-Beuve ; l'*Histoire littéraire du sentiment religieux en France au XVII^e siècle*, de l'abbé Henri Brémond, et les travaux remarquables de A. Rébelliau, R. Allier, Mgr Calvet, A. Gazier, etc.

Que de fondations religieuses, et quelles fondations ! L'Oratoire, du cardinal de Bérulle (1611), rue Saint-Honoré, et le noviciat de cette Compagnie de prêtres séculiers, à l'« Institution de l'Oratoire », rue d'Enfer, « passé la barrière », fondée en 1650 par Nicolas Pinette, trésorier de Gaston d'Orléans ; le séminaire de Saint-Sulpice, établi par le curé Olier (1640), avec le petit séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, fondé par le curé Bourdoise, école de préparation au grand séminaire ; la « Congrégation des Prêtres de la Mission », instituée par Vincent de Paul (1625), qui s'installe en 1632 dans la vieille maison de Saint-Lazare, à la fois maison religieuse et hôpital, qu'il répare, en attendant qu'il l'agrandisse ; la « Compagnie des Filles de la Charité, servantes des Pauvres malades », fondée par Mme Legras, née Louise de Marillac, veuve d'un secrétaire des commandements ^{p007} de la reine Marie de Médicis (1633), qui reçoit de Vincent de Paul la mission de la diriger, d'abord sur la paroisse de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, enfin, en 1642, vis-à-vis Saint-Lazare, à proximité du « général de la Mission », Vincent de Paul. Que de réformes d'ordres et de congrégations ! La réforme des Bénédictins de Saint-Maur (1618) et la reprise de la tradition des grandes études de théologie et d'histoire, à partir de dom Tarris (1630) ; les Prêtres de la Doctrine chrétienne, rénovés, établis à Paris (1628), sous un général français, qui y réside, avec des maisons, rue des Fossés-Saint-Victor, à Paris, à Toulouse, à Avignon, etc. ; les Eudistes, fondés par le P. Eudes, frère de l'historien Eudes de Mézeray, très répandus à Caen et en Normandie, congrégation de prêtres séculiers qui dirigent des séminaires ou font des missions ; enfin le vieux monastère de Port-Royal, près Chevreuse, réformé sous l'influence de François de Sales et surtout de du Verger de Hauranne, abbé de Saint-Cyran. Et que dire des Missions lointaines, en particulier de celles des Capucins, du P. Joseph, « l'Éminence grise », soutenues par Richelieu, missions à la fois religieuses, politiques et commerciales, essaimées dans tout le Levant et jusqu'en Perse, à Ispahan ⁶ ! Et que de femmes de la haute société se présentent pour collaborer de tout leur cœur avec ces héros de la foi et de la charité ! Mme de Chantal avec François de Sales, Mme Legras avec Vincent de Paul ! Que de jeunes filles entrent en religion, prennent le voile : religieuses de Port-Royal, à Chevreuse et

⁶ Henri Hauser, *La Pensée et l'action économiques du cardinal de Richelieu*, Presses Universitaires, 1944.

à Paris, au faubourg Saint-Jacques ; Carmélites, près du Val-de-Grâce !

Il semble que toute la société du temps de Louis XIII pense sérieusement à son salut, se donne tous les moyens d'une profonde instruction chrétienne, en réformant les congrégations, en en créant de nouvelles, en bâtissant ou embellissant des églises. Ces congrégations puissantes se présentent pour confesser, prêcher, instruire : au premier rang, les Jésuites, si fortement favorisés par les rois, les Oratoriens, les Lazaristes, les Prêtres de la Doctrine chrétienne. C'est l'œuvre de la Contre-réforme catholique, qui se poursuit, avec quelque retard sur l'Italie et l'Espagne, mais avec quelle activité et quel succès !

Certes, en tous ces établissements nouveaux la pensée chrétienne se diversifie presque à l'infini, tant lui communique de richesse et de puissance l'âme ardente de ses réformateurs, un Olier, un Saint-Cyran, un Bérulle, un Vincent de Paul.

^{p008} Même chez les mystiques entre les mystiques il est bien, des nuances. Pour combattre le divertissement de l'âme, Olier, curé de Saint-Sulpice, va jusqu'à supprimer le goût de l'existence. Pour lui, l'idéal de la vie chrétienne, c'est l'état de mort ⁷. « C'est, dit-il, un état où le cœur ne peut être ému en son fond, et, quoique le monde lui offre ses beautés, ses honneurs, ses richesses, c'est tout de même comme s'il les offrait à un mort, qui demeure sans mouvement et sans désirs, insensible à tout ce qui se présente. » Et, comme ce mort peut encore « recevoir des attaques des choses extérieures et être ébranlé au dehors », préférable à l'état de mort sera l'état de sépulture : « Le mort, poursuit Olier, a encore la figure du monde et de la chair ; l'homme mort paraît encore être une partie d'Adam ; encore parfois le remue-t-on ; il donne encore quelque agrément au monde ; mais de l'enseveli on n'en dit plus mot ; il n'est plus dans le rang des hommes ; il est puant, il est en horreur ; il n'a plus rien qui agréé ; il est foulé aux pieds dans un cimetière, sans que l'on s'en étonne, tout le monde est convaincu qu'il n'est rien et qu'il n'est plus du nombre

⁷ C'est bien la doctrine mystique en général. Mais c'est un mysticisme septentrional ; il est infiniment plus triste que celui de François d'Assise et des Italiens, qui est plein de la poésie de la nature, en communion avec l'univers et les créatures les plus humbles, les oiseaux (la sœur hirondelle), les poissons qui accourent sur la plage de la mer pour écouter le saint.

des hommes. » Saint-Cyran ne va pas jusque-là dans l'expression de son mysticisme : il est tout à l'action ; il pense à guérir l'homme, incurablement malade, par le retour à Jésus-Christ, c'est-à-dire par l'Eucharistie et, encore mieux, par la prédication, « car c'est par elle qu'on engendre et qu'on ressuscite les âmes à Dieu » ; or à cette « chaire » de prédication « il ne faut aller qu'après avoir travaillé longtemps à la mortification de son esprit et de cette démangeaison qu'a tout le monde de savoir beaucoup, et de belles choses, qui est la plus grande tentation qui nous reste du péché d'Adam ». Mais, quelles que soient les nuances de leur doctrine, c'est le grand combat que mènent avec vigueur et rudesse les grands directeurs d'âmes, le combat éternellement à livrer contre le monde, contre le péché, si habile à se cacher dans les replis intimes de l'âme.

Cependant les chrétiens ont toujours coutume de voir moins ce qui les unit que ce qui les sépare ; et, s'il en fut ainsi dans les premiers siècles du christianisme, il en va encore tout de même au XVII^e siècle. Dans la lutte contre l'hérésie huguenote, les chrétiens ne savent pas former un front commun. Car la Contre-réforme catholique, qui a fait de la monarchie pontificale un ^{p009} gouvernement absolu, entend commander toute la catholicité, dans le dogme, dans la morale et dans la discipline ecclésiastique même. Or, en face de cette puissante orthodoxie, si féconde en fondations de toutes sortes, soutenue par les Jésuites et même par le pouvoir royal, persiste le mouvement gallican du XVI^e siècle ; mouvement qui prend alors une ampleur singulière et un sens religieux nouveau, avec le Jansénisme.

Le Jansénisme, en effet, qui défend l'indépendance temporelle de l'Église de France et renferme le gallicanisme, le dépasse considérablement, étant à la fois dogme, culte, morale et discipline ecclésiastique : un dogme, qui puise à saint Augustin sa doctrine sévère de la grâce ; une morale austère, hostile à la vie mondaine ; un culte simple, conforme à ce dogme et à cette morale, sans divertissement de l'âme plongée dans la prière, sans musique, sans fête pour les yeux ni les oreilles ; une discipline ecclésiastique qui remonterait volontiers au temps des Pères de l'Église, et qui, ne reconnaissant le magistère de Rome que pour le dogme, irait se référer, pour le reste, aux traditions françaises ; enfin une politique, si l'on peut parler ainsi, qui conduirait droit à une Église gallicane et nationale. Ce n'est plus une religion faite pour le monde, une voie aux

sentiers fleuris, comme celle des Jésuites, qui, par leur souple condescendance aux faiblesses des pécheurs, veulent gouverner tout doucement les âmes ; c'est une religion du cœur. Elle fait la part beaucoup plus large au sentiment religieux qu'à la raison démonstrative.

Les religieuses de Port-Royal s'efforcent de « se rendre des Eucharisties » ; elles veulent « porter Jésus-Christ dans leur cœur », s'isoler dans la prière et la communion avec Dieu et Jésus-Christ et avoir peu de communion avec les autres⁸. Tel est aussi l'idéal des « solitaires » de Port-Royal, de ceux qui, en pleine jeunesse, en pleine gloire, ont dit adieu aux plaisirs du monde, comme cet avocat de trente ans, M. Lemaître, qui a tué en lui toute ambition, veut mener une vie humble et cachée, suivre les « règles les plus pures de l'Église », et renoncer à la science qui enorgueillit. « J'aime mieux, disait-il, cette ignorance respectueuse et craintive, qui a été embrassée des plus grands hommes du christianisme, qu'une science plus hardie, et qui me serait plus périlleuse. » Et, à la suite de cette conversion étonnante, que de conversions ont éclaté dans ce monde du barreau et de p010 la « robe » ou même de l'épée ! Séricourt, frère cadet de Lemaître, major à Philippsbourg, et de Sacy, et Singlin, et Lancelot ! Aussi le pouvoir s'émeut. Il s'émeut aussi et surtout à cause de la grande dispute théologique et morale entre Jésuites et Jansénistes, menée d'abord par des théologiens, par Saint-Cyran, par Arnauld, dont le livre *De la fréquente communion* (1643) eut un immense succès, et enfin par le jeune Pascal, qui eut l'habileté de porter le débat moins sur la grâce que sur la morale, dans ses fameuses *Lettres provinciales* (1658), où apparaissait une éloquence nouvelle, prenant toutes les formes, toujours pressante et courant droit au but.

C'est le problème moral qui s'y trouve examiné, en toutes ses parties et toutes ses nuances, avec référence aux textes, et discussions dramatiques, voire comiques, avec les Pères jésuites, en vue d'une société qui a fait effort pour se moraliser, et qui se passionne pour les questions de morale, n'en ayant point d'autres, maintenant, auxquelles

⁸ *Les Constitutions du monastère de Port-Royal du Saint-Sacrement*, A Mons, chez Gaspard Migeot, M.DC.LXV, in-32. — « Ce qui maintient le plus l'esprit de cette religion, c'est le peu de communication avec les personnes du dedans et du dehors » (p. 402). Sur l'Eucharistie, p. 3, 4, 5, p. 299 et suiv.

il lui soit permis de prendre intérêt. Doctrine et pratique morale qui ne se confinent plus, comme au temps de Saint-Cyran, dans un couvent de religieuses, si célèbre soit-il, mais qui ont gagné une partie du Clergé, lequel y voit, pour une société trop mondaine, la sauvegarde du christianisme, et même la haute bourgeoisie et la magistrature, dont elles fortifient encore les traditions d'indépendance personnelle et d'autonomie gallicane qu'une reine espagnole, un ministre italien et les Jésuites n'ont cessé de regarder d'un œil hostile. Aussi, à l'avènement du jeune roi, la guerre se poursuit toujours entre Jésuites et Port-Royal ; Mazarin a même recommandé à Louis XIV de la faire sans répit aux jansénistes. Ainsi le pouvoir va diviser les chrétiens, les catholiques, sans voir que ce qu'il affaiblira dangereusement, ce sera la religion même ; car il est d'autres adversaires bien plus redoutables à l'Église et à la monarchie que le jansénisme des Pascal et des Arnauld ; et, s'il ne les ignore pas, il est certes loin de se douter encore de leur puissance et de leur influence secrète.

En attendant, le catholicisme, qui se défend contre le protestantisme et contre les sectes qui semblent le menacer à l'intérieur, s'est détourné de l'excès d'austérité et de contrainte, dans la morale, dans la vie religieuse, jusque dans l'architecture de ses églises. Mais il ne va ni vers le catholicisme espagnol, qui se repaît de la plaie saignante au flanc du Christ, ni vers le doux et trop somptueux catholicisme italien du Gesù. Et si les Jésuites, la milice de Rome par excellence, le veulent italianiser et trop orner et fleurir, il se tourne, un moment, vers Port-Royal. En somme, il est toujours en lutte, il n'a pas trouvé son ^{p011} équilibre. Et le trouvera-t-il, sous une monarchie qui prétend le guider, et dans une société que traversent tant de courants opposés d'idées et de sentiments ?

Au reste, l'État, dans la crise de la Fronde, a laissé toute initiative à l'Église, surtout aux ordres et aux congrégations religieuses, à toutes ces fondations pieuses et charitables qui pullulent, et qui sembleraient dispersées et agir indépendamment les unes des autres, s'il n'avait été établi à Paris, dès le temps de Richelieu, une Compagnie secrète, la « Compagnie du Saint-Sacrement de l'Autel »⁹, pour surveiller les

⁹ S. Rébelliau, *La Compagnie du Saint-Sacrement*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1903, t. XVI et XVII ; 1908, t. XLVI ; 1909, t. LIII et LIV, soit six importants articles. — R. Allier, *La Cabale des dévots* (Paris, 1902, in-12).

mœurs, soulager les misères, « rétablir le royaume d« Jésus-Christ et remédier aux vices qu'on voit fourmiller de toutes parts »¹⁰. Cette Compagnie prend une foule de précautions pour garder son secret. Car « la fin de ce secret est pour entreprendre les œuvres fortes avec plus de conduite, de prudence, de désappropriation et de succès, l'expérience ayant fait connaître que l'éclat est la ruine des œuvres, et la propriété la destruction du mérite et du progrès de vertu »¹¹. C'est donc une œuvre anonyme et cachée, d'abord inconnue du pouvoir, plus tard seulement de la reine Anne d'Autriche, où figurent tous les grands noms de la charité active et de la piété, gentilshommes, magistrats, ecclésiastiques : à côté du duc de Ventadour et du baron de Renty, les disciples du P. de Bérulle, Suffren et Condren ; Vincent de Paul, Olier, tous les grands fondateurs et propagandistes de la foi, tous ceux qui se sont emparés, entre 1620 et 1640, de ce ministère de l'assistance et de la police des mœurs que la monarchie laissait vacant, s'en remettant à l'Église de France, ce corps officiel, qui, en fait, ne le remplissait guère davantage.

Le mouvement, parti de Paris, s'est propagé rapidement à travers la France entière. Toutes les villes de quelque importance, ou peu s'en faut, ont leur « Compagnie du Saint-Sacrement », formée d'ecclésiastiques séculiers et de gentilshommes, de magistrats et de pieuses notabilités. On compte environ cinquante-deux sociétés vers 1658. Elles s'imposent aux autorités, tout en gardant le secret de leur formation et de leurs délibérations ; elles n'ont même pas de siège permanent, se réunissant tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre de leurs « officiers ». Tout se fait^{p012} individuellement ; chacun est chargé, à l'intérieur, d'une mission spéciale et définie : c'est un hôpital à créer, un refuge à fonder pour les femmes de mauvaise vie, des misères populaires à soulager, des églises à surveiller, à cause des rendez-vous qui s'y donnent, des compagnonnages à contrôler, à dénoncer, au besoin, à la municipalité et aux magistrats ; un Turc à catéchiser, des huguenots à convertir, ou même à chasser de la ville, comme dangereux ; office permanent d'inquisition morale sur les personnes et

¹⁰ Procès-verbal de la Compagnie de Marseille, 9 mars 1639, dans R. Allier, *La Compagnie du Très-Saint-Sacrement de l'Autel à Marseille. Documents* (Paris, 1909. in-8°). .

¹¹ G. Guigue, *Les Papiers des Dévots à Lyon, 1630-1731* (Lyon, 1922, in-12), p. 32.

sur les institutions publiques et privées de la ville. Certains évêques les soutiennent, font partie, en fait, sinon en droit, de leur « bureau », comme Godeau, de Vence, Solminihac, de Cahors ; d'autres les servent peu, ou même les redoutent ; elles ont, en effet, parfois de graves difficultés avec certains chefs de diocèse¹², qui voient avec peine un pouvoir occulte établi dans leur cité, à côté d'eux, peut-être au-dessus d'eux, et qu'elles entendent pousser à des interventions dangereuses, contraires à leur autorité sacrée et même aux lois de l'État.

Certes, elles ont déjà rendu des services éminents ; elles ont soulagé les misères de nombre de « pauvres honteux », petits maîtres de métier parisiens, à qui elles procurèrent, pendant la crise terrible du travail, de la laine, de la soie ou du cuir, pour reprendre le travail suspendu (1655)¹³. Dans cette distribution, qui se fit notamment en la paroisse Saint-Paul, près l'Hôtel-de-Ville, la « Compagnie » recommandait la plus grande discrétion, à cause des voisins, peut-être malveillants, de ses protégés. Mais elle ne fait rien pour les compagnons : aucune assistance pour leur permettre d'accéder à la maîtrise. Au fond elle veut « les obliger à travailler chez les maîtres, et que le public soit servi », comme dira, à la fin du siècle, la « compagnie des pauvres honteux de Saint-Gervais ». Au reste, la Compagnie du Saint-Sacrement et toutes ses filiales, à Lyon, à Toulouse, à Grenoble, luttent contre les « compagnonnages du devoir », qu'elles soupçonnent d'impiétés et de blasphèmes horribles. La Compagnie de Paris a même essayé, vers 1647, de créer, sous le patronage du baron de Renty, des associations catholiques de cordonniers, de tailleurs, qui vivent en commun, dans la même maison, au même pot. Après la mort de Renty, c'est Jean-Antoine de Mesmes, président à mortier au Parlement, qui, d'accord avec l'archevêque, soutient l'association de Henry Buche, ce pieux^{p013} cordonnier qui veut assurer le salut spirituel de Ses ouvriers, travaille avec eux au chant des cantiques, et qui va servir d'enquêteur secret à la « Compagnie » pour dévoiler les mystères des « compagnons du

¹² C'est le cas à Marseille, à Montpellier (voir les documents sur Marseille publiés par R. Allier).

¹³ Allier, *La Cabale*, *ouvr. cité*, p. 96, note. Voir aussi l'article, très neuf, de Léon Cahen, *Les Idées charitables à Paris* (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1899, t. I^{er}).

devoir ». Et c'est sur les résultats de cette enquête que la Compagnie demande à la Sorbonne, avant de s'adresser au Parlement, de condamner ce qu'elle appelle une parodie sacrilège de la messe et toutes les pratiques singulières usitées dans la cérémonie de l'initiation des compagnons. Au fond, c'était un symbolisme compliqué, qui n'était, dans sa naïveté populaire, qu'un hommage à l'Évangile. Mais la Compagnie prend tout au pied de la lettre : « C'est l'une des plus grandes impiétés que les sorciers commettent ; d'où l'on peut conclure qu'il y a des sorciers parmi ces compagnons, comme il y a des hérétiques. » La Sorbonne, qui a déjà condamné en 1645, condamne, avec des considérants plus forts (14 mars 1655). Les « docteurs en la sacrée Faculté de Théologie, à Paris », estiment : 1° Qu'en ces pratiques il y a péché de sacrilège, impureté et blasphème contre les mystères de notre religion... ; 4° Que les compagnons qui se font recevoir en telles formes ne peuvent sans péché mortel se servir du mot de guet qu'ils ont pour se faire reconnaître compagnons... »¹⁴. Ainsi, pour les Grandin, Cornet, Morel et autres signataires, c'est un péché mortel que commettent les compagnons ; ils doivent s'en accuser dans la confession, et déclarer leurs pratiques aux juges ecclésiastiques et même aux « juges séculiers ». Mais les juges séculiers se garderont bien d'intervenir.

Au reste, la police inquisitoriale des Compagnies du Saint-Sacrement, qui pénètre dans les familles, dénonce des femmes à leurs maris, lesquels se fâchent¹⁵, sans savoir d'où vient le coup ; qui a ses refuges, ses prisons, où, dans le plus grand secret, et sans jamais paraître elle-même, elle fait enfermer des femmes, contre tout droit, en dehors de tout arrêté de justice, finit par éveiller l'attention du pouvoir, après la longue crise de l'autorité, qu'elle a si bien su mettre à profit.

La Compagnie est découverte, le cardinal Mazarin furieux (1660). Le procureur général du Parlement ouvre une enquête, fait faire des perquisitions dans des maisons des paroisses Saint-Sulpice et Saint-Eustache, et au refuge Saint-Paul, où l'on trouve « plusieurs femmes et filles retenues sans aucun ordre de justice ». Et il déclare : « Sous le voile de piété et de dévotion, qui sert de prétexte à l'établissement des

¹⁴ Allier, *ouvr. cité*, p. 207.

¹⁵ Voir une lettre de Guy Patin, 28 sept. 1660, dans Allier, *Cabale*, 384.

dites assemblées, il s'y commet ^{p014} de notables abus, tant parce qu'on y enferme toutes sortes de personnes sans l'autorité et l'aveu du juge ordinaire que parce que l'on y peut pratiquer des cabales et des intrigues ruineuses et préjudiciables au service de l'État et du public ¹⁶. » Le magistrat n'a pas nommé ces assemblées : elles sont encore si puissantes, soutenues par de si grands personnages, si près de lui, et qu'il connaît sans doute ! Mais il conclut, en requérant la dissolution de telles assemblées. Sa requête est transmise au Parlement et mise en délibération (13 décembre 1660). Mais là, veille un des membres les plus puissants de la Compagnie du Saint-Sacrement, le premier président en personne, Lamoignon. Il réussit à adoucir les termes de l'arrêt : « Inhibition et défenses à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, de faire aucunes assemblées illicites ni confréries, congrégations et communautés en cette ville et partout ailleurs, sans l'expresse permission du roi et lettres patentes vérifiées en la dite Cour, comme aussi de tenir aucunes prisons et retenir aucuns sujets du roi contre leur volonté, dans maisons et Chartres privées, sous quelque prétexte que ce soit. » L'interdiction est générale, la Compagnie n'est pas nommée ; elle est dissoute sans l'être en propre nom ; c'est toujours le même voile qui l'enveloppe. Mais le gouvernement du cardinal la connaît, et elle doit redoubler de précaution, sans disparaître ; on la retrouvera pleinement agissante, sous le jeune roi, avec les docteurs de Sorbonne, Grandin, Morel, même le jeune abbé Bossuet, qui, ambitieux, se pousse dans le monde de la Cour, de la reine et des « dévots », et avec le tout-puissant premier président Lamoignon. Ainsi, avec ce pouvoir occulte, qui vient doubler la forte milice des Jésuites, la société est bien gardée ¹⁷.

En dehors de l'Église vit toujours l'hérésie protestante ; très répandue en Normandie, aux bords de la Loire moyenne, vers Saumur, et dans l'Aunis et la Saintonge, en Guyenne, en Languedoc, au Dauphiné. Elle reste seulement tolérée, suivant les articles de l'Édit

¹⁶ R. Allier, *La Cabale des dévots*, p. 363 et 364.

¹⁷ Les procès-verbaux de plusieurs Compagnies ont été publiés ; ceux de Paris, par Rébelliau (1908) ; ceux de Marseille, par Allier (1902) ; ceux de Lyon, par G. Guigue (1922) ; ceux de Toulouse, par A. Auguste (1913). Comme ces Compagnies ont été en rapport avec d'autres, elles renseignent sur d'autres : Marseille, sur Aix, Montpellier, etc.

de Nantes, que Richelieu même a fidèlement maintenus, en ce qui concerne l'exercice de la religion et des droits civils. En 1660, il n'est pas question pour le pouvoir, malgré les intrigues des Compagnies du Saint-Sacrement et les réclamations solennelles de l'Église de France réunie en Assemblée, de rien ^{p015} modifier au statut des protestants. Mais déjà, aux paroles prononcées par le jeune roi, on sait que les faveurs et grâces du gouvernement n'iront point aux huguenots. C'est encore la paix, mais on la sent précaire. En attendant, toute l'attention du pouvoir va se porter d'abord sur le jansénisme et le nouveau péril que, selon les ultramontains, il fait courir à la foi catholique. Les protestants de l'Ouest et du Midi, n'étant point encore sérieusement inquiétés, ont une vie religieuse intense. Ce ne sont pas seulement les paysans et les artisans huguenots qui pratiquent leur culte avec exactitude, suivant de vieilles traditions — car c'est dans les plus humbles familles, on le sait, que le protestantisme s'est d'abord répandu — ; c'est aussi une bourgeoisie de marchands, de fabricants, de financiers, d'« officiers royaux », riche ou aisée, souvent cultivée, et qui, avec ses pasteurs, dirige les destinées de sa religion, de ses temples, de ses collèges, de ses œuvres charitables et hospitalières, à Caen et à La Rochelle ou à Saumur, à Montauban, à Montpellier ou à Nîmes et à Uzès, ou en pleines Cévennes.

Ainsi, partout, dans le catholicisme comme dans le protestantisme, la foi chrétienne demeure vivante au cœur des Français. Au reste, l'Église semble moins résider dans le clergé séculier que dans les « ordres » et les congrégations. C'est à Saint-Sulpice, à l'Oratoire, rue Saint-Honoré, à l'Oratoire de l'Enfant-Jésus, rue d'Enfer, à la maison de Saint-Lazare, fondée à nouveau par Vincent de Paul, aux collèges et maisons de la Compagnie de Jésus, comme le fameux collège de Clermont, rue Saint-Jacques, c'est aux Compagnies du Saint-Sacrement, et d'abord à la société mère de Paris, toujours secrète mais maintenant découverte, avec sa « cabale » inquisitoriale ; c'est enfin à Port-Royal-des-Champs et au Port-Royal du faubourg Saint-Jacques que se réfugie, à Paris, la vie religieuse et morale de la capitale et celle même du royaume. De là, en effet, partent les directions spirituelles, les mots d'ordre aux fidèles ; de là aussi cette ardeur à la dispute qui enflamme Jansénistes et Jésuites d'un bout de la France à l'autre. Entre les combattants le roi pourrait s'ériger en arbitre ; mais, déjà par Mazarin, puis par son confesseur jésuite et par son entourage espagnol

des deux reines, il est prisonnier d'un parti. Il s'est engagé définitivement (1661). Il a imposé à tous les ecclésiastiques le « formulaire » rédigé à sa demande par l'« Assemblée générale du Clergé », qui condamne la doctrine de Jansenius, déjà condamnée deux fois par Rome ; il a ordonné aux supérieures des deux monastères de Port-Royal de renvoyer leurs pensionnaires, avec défense d'en recevoir à l'avenir : un pas de plus, et le roi de France se fera juge de la foi.

[*Table des matières*](#)

III. — *Le grand mouvement scientifique et philosophique*

^{p016} Pendant que tout ce mouvement religieux agite passionnément la société, le mouvement scientifique et philosophique issu de la Renaissance du XVI^e siècle, se poursuit, plus rapide et plus fécond. Le progrès continu des sciences mathématiques, l'application de l'algèbre à la géométrie, invention de Descartes, l'invention du calcul des infiniment petits, obtenue par la longue méditation d'une suite de savants, Fermat, Pascal, prédécesseurs de Newton et de Leibniz, permettent un plus grand développement de la physique et de la mécanique ; déjà auparavant se sont succédé la découverte des lois astronomiques, par Kepler, et celle des lois de la chute des corps, par Galilée, qui servent de fondement à une nouvelle conception de l'univers. Même les sciences de la vie sont renouvelées, par la découverte de la grande circulation du sang, honneur de William Harvey, qui frappa si vivement l'esprit des savants, comme en témoigne le *Discours de la Méthode*, de Descartes¹⁸. La science, fondée sur le raisonnement, sur l'observation et sur l'expérience, devient, entre les mains des hommes, non seulement connaissance, mais pouvoir, mais puissance. Et la philosophie, à son contact — la science n'est-elle pas déjà une « philosophie naturelle » ? — se transforme entièrement ; elle célèbre la souveraineté de la raison ; commence, avec Descartes, pour arriver à la vérité, par douter provisoirement de tout, en vue de tout construire par la seule force de la pensée et du raisonnement. Descartes, comme Bacon, et, au même temps, le chanoine Gassendi, de Digne, élèvent, contre la philosophie

¹⁸ Descartes, *Œuvres*, éd. Ch. Adam, t. X, biographie.

du Moyen âge, toute une doctrine rationaliste, qui, malgré les divergences ou les nuances qu'elle comporte, chez ces penseurs, pourrait miner la religion révélée. Or, elle trouve aussitôt de nombreux adeptes en France, comme dans toute l'Europe. Mais ces disciples, au début surtout, se sont souvent bien gardés de se montrer en pleine lumière.

« Les sciences sont actuellement masquées », déclarait Descartes dans ses *Pensées* (*Cogitationes privatae*), en 1619-1620. Et il disait encore, au moment où Galilée venait d'être condamné par le Saint-Office, pour sa théorie de la rotation de la Terre autour du Soleil, et où lui-même ajournait la publication de son *Traité du monde ou de la lumière* : « De même que les comédiens prudents, pour qu'on ne voie pas la honte qui monte à leur front, se vêtent de leur rôle ; de même, au moment où je vais monter sur la scène du monde, dont je n'ai été jusqu'ici qu'un ^{p017} spectateur, je marche masqué » : « quasi larvatus prodeo » ¹⁹.

Parmi les sciences masquées auxquelles fait allusion Descartes, il n'y avait pas seulement les sciences physiques, mais les sciences de la vie. Des médecins, des physiciens, des chimistes étaient même, dans toute l'Europe, pénétrés d'un profond mysticisme scientifique ; et, dans l'enthousiasme qu'éveillaient en eux les belles inventions et les grandes découvertes, ils s'abandonnaient aux plus vastes espérances pour l'humanité, et aspiraient, de toute la puissance de leur savoir et de leur volonté, à accroître le pouvoir de l'homme au point même de faire reculer la Mort. Cela confinait à la thaumaturgie. C'était l'idéal d'une secte, la secte des Rose-Croix. Les Jésuites ne l'ignoraient pas ; le P. Garasse dénonça avec violence cette hérésie redoutable. Elle se propageait en Allemagne et en Hollande, en Italie et en Espagne. Elle publiait des livres de chimie, que les savants français, comme Descartes, connurent. Il est hors de doute que les voyages, les déplacements si fréquents de Descartes, dès sa jeunesse, eurent souvent pour but la visite de savants qui appartenaient à cette secte. Aux environs d'Ulm, où il médite dans un « poêle », pendant qu'il fait la guerre, il rencontre le mathématicien Faulhaber, un rose-croix. En Allemagne, en 1619, 1621, 1633, il se rend à Dantzic, à Hambourg, à Nuremberg, centres de rose-croix ; en 1633, il est accompagné du

¹⁹ *Œuvres*, t. X, p. 213.

médecin alchimiste Étienne de Villebressieux, Dauphinois. En Italie, il ne va pas, après avoir sans doute hésité, au pèlerinage de Lorette, mais à Venise (1624) et à Mantoue, qui sont des centres rose-cruciens ; il reste quelque temps dans ce pays de science, où Galilée a enseigné, et qui est alors rempli de sa gloire²⁰. S'il a quitté Paris pour vivre en Hollande, tantôt ici, tantôt là, c'est pour y méditer à sa guise, y publier ses écrits, se mettre en rapport avec des savants indépendants et des républicains libres d'esprit, comme le père du futur grand physicien Huygens.

Cette philosophie, fondée sur la raison et l'expérience, qui se rénove par la science expérimentale, ne cesse de pénétrer dans les cercles cultivés. On lit la *Physique* de Descartes ; on lit aussi celle de Gassendi, qui réédite l'hypothèse des atomes, à la manière d'Épicure et de Lucrèce, avec les nouveaux développements que peut fournir la science du siècle. Et par Gassendi, comme par Descartes, on entend parler de l'éternité du monde, du mouvement de la matière, des formes diverses de ce mouvement sous des apparences et des modes aussi variés que la pesanteur, p₀₁₈ la chaleur, le son ou la lumière, enfin des transformations de l'univers, du progrès au sein de cet univers ; au lieu de la fixité, les Cieux enseignent le changement perpétuel.

Telle est la nouvelle physique. Les Jésuites la répudient, parce qu'ils la jugent contraire aux doctrines de l'Église ; ils font même la guerre à Descartes : guerre sourde encore, toute d'abstention quant à l'introduction de sa *Physique*, écrite en latin, dans leur enseignement, resté si pauvre et si puéril : n'enseignent-ils pas toujours imperturbablement que la cause qui fait monter l'eau dans les fontaines, c'est que « la Nature a horreur du vide » ? Ils ont peur d'une philosophie rationaliste, scientifique, qui a déjà pénétré dans la société laïque, même dans le monde ecclésiastique ; chez les Minimes, comme le P. Mersenne ; chez les Oratoriens, comme le P. Gibieuf, qui a eu des relations personnelles avec Descartes. Il est même des croyants qui ne laissent pas d'accueillir le rationalisme cartésien ; mais ils excellent à concilier la raison et la foi ; et n'est-ce pas pour démasquer Descartes que des amis, membres de la Compagnie du Saint-Sacrement, comme Clerselier et son beau-frère l'ambassadeur

²⁰ Sur tous ces faits, voir Maxime Leroy, *L'Homme au masque, Descartes*, 2 vol. in-12, t. I^{er}, et la biographie par Ch. Adam, t. X des *Œuvres de Descartes*.

Chanut, à Stockholm, ont essayé de faire revenir en France le philosophe, pour fonder avec lui cette instruction populaire, mi-théorique, mi-pratique, que la Compagnie destine aux artisans et aux ouvriers²¹ ? Pourtant, c'est ce même Clerselier, féru de Descartes, qui publiera le fameux *Traité du monde ou de la lumière*, en 1665, en donnera une deuxième édition avec figures, et soigneusement revue, en 1677, et en même temps éditera le *Traité de l'homme*, avec une préface qui atteste sa fervente admiration pour le philosophe²². Tant est puissante déjà sur l'élite scientifique cette doctrine cartésienne, et tant d'éclat jettent encore ses œuvres, si françaises ! Elle rencontrera cependant, de plus en plus, l'hostilité des Églises et des sectes : des Jansénistes comme des Jésuites ; des huguenots comme des catholiques, en attendant l'hostilité du pouvoir royal.

[*Table des matières*](#)

IV. — *Les fausses sciences : la crédulité générale*

Cependant, à côté de la science, en marge de la science, parfois même osant se confondre avec elle, l'astrologie, l'alchimie, voire la magie, la sorcellerie prétendent connaître l'univers et l'homme, disposer d'un pouvoir extraordinaire, prédire l'avenir, exercer même des charmes et des sortilèges. Les astronomes sont aussi des astrologues ; en tous pays les princes, les grands en ont à leur service : en Allemagne, où Wallenstein, à l'apogée de sa fortune, dans son ambition inquiète, consulte avidement le sien ; en France, au temps de Marie de Médicis et d'Anne d'Autriche, où l'on voit un vieux savant, J. B. Morin († 1656), professeur d'astronomie au « Collège royal », auteur d'une *Astrologia gallica*, pratiquer l'astrologie et pronostiquer la destinée des princes par la position des astres. La distance n'est pas grande entre le savant moderne et l'astrologue ou l'alchimiste du Moyen âge. Elle ne s'élargit peu à peu qu'à partir de Bacon, de

²¹ Voir sur ces efforts pour « enguirlander » Descartes, vers 1648 et plus tard, Maxime Leroy, *Descartes, ouvr. cité*, t. II, p. 188.

²² L'Homme, de René Descartes, et la formation du fœtus, avec les Remarques de Louis de La Forge ; à quoi l'on a ajouté Le Monde ou Traité de la lumière du mesme auteur. Seconde édition, revue et corrigée. A Paris, chez Charles Angot, Libraire Juré, rue S. Jacques, au Lion d'Or, M.DC.LXXVII. Avec Privilège du Roy.

Galilée et de Descartes. Mais l'opinion n'ira-t-elle pas encore confondre les vrais savants modernes avec ces faux savants ? Vers 1660, le danger de cette confusion apparaît toujours.

La magie, la sorcellerie sont périls plus graves, aux yeux du pouvoir, des magistrats et de l'Église. Comme les catholiques croient au Démon, il s'est créé toute une science qui traite de ses œuvres : la démonologie. Que de sorciers, de possédés ! On entend parler de loups-garous, ou d'hommes transformés en loups ; ceux-ci croient devenir loups toutes les nuits ; ceux-là s'imaginent qu'ils vont au sabbat : visions, mal surnaturel, qui s'appelle la « possession ». Sur ce mal, deux opinions s'opposent dans l'Église même. Pour le cardinal de Bérulle, qui expose la doctrine dans son *Traité des énergumènes* (1599), l'Incarnation, ce dogme essentiel du chrétien, n'empêche pas la possession par le Démon d'être aussi fréquente que jadis, et la permission du mal, donnée par la Providence, d'être tout aussi large. Selon d'autres, dont on trouvera l'écho, original d'ailleurs, chez le P. Malebranche²³, l'Incarnation a une vertu libératrice, si bien que la puissance du Démon n'éclate plus que rarement. Ainsi les uns enseignent que les véritables sorciers sont foule ; les autres inclinent à penser qu'ils ne sont que des exceptions. Cependant, vers 1660, c'est la doctrine de Bérulle qui est admise de préférence. Aussi, dans une société où même les gens cultivés croient à de telles visions, à de pareilles folies, les magistrats sont tout disposés à voir dans la foule des sorciers qui sont arrêtés moins des fous irresponsables que des coupables et des hérétiques, passibles du bûcher. Nicolas Rémy, procureur à p020 Nancy, au duché de Lorraine, sous le duc Henri II, s'est rendu célèbre par les nombreuses condamnations pour sorcellerie qu'il a fait prononcer. Bientôt plusieurs Parlements ne puniront point pour cette folie ; on remarque même qu'il se trouve beaucoup moins de sorciers dans les terres de leur ressort, et que, là du moins, comme dira plus tard Malebranche, « l'envie, la haine et la malice des méchants ne peuvent se servir de ce prétexte pour perdre les innocents ». Cependant on brûle ou l'on pend encore des sorciers après 1660 ; dans des pays qui vont bientôt devenir français, à Lille, « il n'est question que de multiplications de soleils, de dragons

²³ Malebranche, *De la recherche de la vérité*, livre II, *De l'Imagination*, III^e partie, chap. VI, *Des Sorciers*. Voir abbé Houssaye, *Le Père de Bérulle et l'Oratoire de Jésus*, t. II, p. 176-177.

volants, de loups-garous, de sorcières, de diables et parfois... de bons diables, et de prétendus sorciers sont encore pendus en 1663 » ²⁴.

[*Table des matières*](#)

V. — *Le libertinage*

Tous ces courants d'idées et de sentiments, contraires ou indifférents à la doctrine de l'Église catholique, et, en général, au principe d'autorité, maintiennent et même fortifient cette indépendance d'esprit qu'avait produite la Renaissance, et qui se développa encore en France à la faveur des minorités de Louis XIII et de Louis XIV. Le P. Mersenne n'était-il pas effrayé du grand nombre d'athées qu'il croyait voir à Paris ? Ce bon père, ami de Descartes, passionné pour la science expérimentale, se lamentait à cause des quarante mille athées de la capitale. C'est qu'il savait concilier la science et la foi. Mais les croyants n'avaient-ils pas eux-mêmes, par un zèle inconsidéré, contribué en partie, en mêlant la science et les Livres sacrés, à ruiner, chez certains esprits, l'autorité de ces Livres ? C'est à quoi, dans sa simplicité, il était loin de penser. Mais Malebranche l'avouera plus tard : « Lorsque certaines personnes, ou par un faux zèle, ou par l'amour qu'ils ont eu pour leurs propres pensées, se sont servies de l'Écriture Sainte pour établir de faux principes de physique ou de métaphysique, ils ont été souvent écoutés comme des oracles par des gens qui les ont crus sur leur parole, à cause du respect qu'ils devaient à l'autorité sainte ; mais il est aussi arrivé que quelques esprits mal faits ont pris sujet de là de mépriser la religion. De sorte que, par ^{p021} un renversement étrange, l'Écriture Sainte a été cause de l'erreur de quelques-uns ; et la vérité a été le motif et l'origine de l'impiété de quelques autres. » C'est précisément le grand débat qui s'était élevé, lors de la condamnation définitive de Galilée, en 1633, et qui avait tant fait réfléchir Descartes qu'il en avait

²⁴ A. de Saint-Léger, *Histoire de Lille, des origines à 1789* (Lille, 1942, in-8°), p. 203. Dr Georges Raviart, *Sorcières et possédées : la démonomanie dans le nord de la France* (Lille, 1936, petit in-4°). — Nous ne parlons ici des sorciers qu'aux environs de 1660 ; on brûle déjà beaucoup moins qu'à l'époque précédente (voir Hauser, *La Prépondérance espagnole*, sur la chasse aux sorciers en France et en Allemagne, ou en Angleterre, p. 477-478, avec sa bibliographie (ouvrages de H. Pensa, de E. Locard, etc.).

suspendu, comme on a vu, la publication de son *Traité du monde*. C'était cette opposition de la science nouvelle et des Écritures que les hétérodoxes avaient de plus en plus remarquée et mise en lumière, en France, comme en Italie ; et c'était cette libre pensée que Rome avait solennellement condamnée, en faisant périr Giordano Bruno sur le bûcher, en 1600, et le Parlement de Toulouse en condamnant au supplice du feu le célèbre Vanini d'Otrante (1619).

Au libertinage des idées était venu s'associer parfois le libertinage des mœurs ; l'impiété avait conduit certains esprits frivoles, peu dangereux d'ailleurs par leurs idées, à une morale très relâchée : c'étaient de joyeux compères, des écrivains de cour, de petits poètes, en quête de protecteur ou de protectrice, comme Théophile de Viau, qui virent de près la prison et peut-être le gibet. Mais le pouvoir royal les avait fait taire ; ils avaient dû s'assagir un peu, se montrer prudents. On ne les voit plus vers 1660 : bûchers et gibets ont fait leur œuvre. Mais, s'ils ne paraissent plus sur le devant de la scène, eux ou leurs descendants n'en existent pas moins. Les libertins ne sont plus alors des « précieux », qui excellent dans de petits vers délicieux à l'oreille, et bien légers de matière comme de sentiment. Ils se cachent derrière des œuvres toutes classiques de forme, comme *Les Précieuses ridicules* et *l'Étourdi*, ou les premiers vers de La Fontaine ; car Molière et La Fontaine, nés au temps où l'autorité venait de condamner au feu Vanini et menaçait Théophile, représentent bien l'esprit français dans son amour de l'indépendance, de la nature et de la réalité. D'autres cependant restaient masqués, derrière des œuvres burlesques, des imitations et des travestissements espagnols ou italiens qui, s'ils étaient parvenus à s'imposer définitivement, auraient fait perdre aux lettres françaises le caractère profondément national que leur donnaient déjà les tragédies et les comédies de Corneille, les *Provinciales*, de Pascal, et les premières pièces de Molière.

Ainsi le libertinage apparaît masqué dans les lettres, comme il l'est, selon Descartes lui-même, dans la philosophie et la science. Et ce courant d'idées, qui remonte au moins à la Renaissance, circule encore, avec prudence, dans le royaume, quitte à franchir la frontière quand il se montre trop à découvert pour le pouvoir. Les opposants fuient toujours à l'étranger, quand ils ^{p022} ne peuvent plus penser librement dans leur patrie : ainsi a fait Descartes ; ainsi, après la paix des Pyrénées, si vivement critiquée par lui, et peut-être avec raison,

s'est empressé Saint-Évremond²⁵. Le pouvoir ne saurait souffrir la moindre critique, même inspirée par l'intérêt national.

[*Table des matières*](#)

VI. — *L'autorité, la règle imposée à la pensée*

Ce que ce pouvoir veut désormais, et de plus en plus, c'est la règle, l'autorité en tout, jusque dans la pensée. Richelieu a déjà commencé, malgré les indépendants, comme le grand Corneille, en réunissant les membres de l'assemblée de Conrart en une Académie. Il y a désormais un corps littéraire, une corporation d'État, reconnue par le roi, qui décide sur la langue et les ouvrages de l'esprit, critique les tragédies qui n'obéissent pas à la règle aristotélicienne des trois unités, s'efforce d'épurer la langue, d'accord avec les femmes de la haute société, les « précieuses », qui tiennent des « salons », tels que l'hôtel de Rambouillet, foyers de réforme des mœurs comme de la langue. L'autorité de ces « salons », où Corneille vint lire son *Polyeucte*, et celle de l'Académie française imposent des lois, des règles, des mots, écartent des expressions grossières ou vieilles, et purifient la langue, au risque, d'ailleurs, de l'appauvrir ; que de vieux mots vont disparaître, pleins de saveur, sentant le terroir, que retiendront encore avec tant de bonheur La Fontaine et Molière, nos écrivains les plus français, et qui, hors de cause, seront si ingénieusement regrettés par Fénelon ! Mais c'est à ce prix — car l'ordre détruit toujours plus ou moins la liberté — que le goût s'affine dans la société « polie » et jusque dans la bourgeoisie cultivée de Paris ; c'est à ce prix que, par ces institutions libres ou d'État, salons, Académie, et par le théâtre — et quel théâtre, depuis Corneille ! — par les beaux ouvrages et par la passion de savoir, la sociabilité se développe dans la « grand'ville », modèle pour toutes les cités du royaume. Et c'est par l'art aussi, qui, jadis quelque peu esclave, dans

²⁵ On sait comment une lettre particulière de Saint-Evremond au maréchal de Créqui, trouvée dans une perquisition chez Mme du Plessis-Bellièvre, intime amie de Fouquet, comme le maréchal, et où Saint-Évremond comparait, à son désavantage, Mazarin avec don Luis de Haro, et regrettait patriotiquement, que la France eût laissé les Pays-Bas à l'Espagne, après tant de victoires, amena le roi, furieux de cette critique, à faire rechercher l'écrivain, et comment celui-ci, averti par des amis, finit par fuir en Angleterre.

son imitation des arts de l'étranger, se mue, avec les Poussin, les Claude Gelée, les Louis Le Vau, et tant d'autres, en un art vraiment français, plein ^{p023} d'élégance, de mesure et d'harmonie, sans renoncer, tout en suivant la règle, à la fantaisie, voire à la poésie.

Il y a là des éléments nouveaux d'activité intellectuelle, surtout pour les privilégiés de la naissance et de la fortune, mais qui ne leur sont pas uniquement réservés. Il est vrai que tous ces chefs-d'œuvre des lettres et des arts sont peu répandus ; car l'enseignement des meilleurs collèges est plus latin que français, trop formel aussi et empêtré dans la vieille scolastique, plus riche de mots que de choses, et hostile aux nouveautés de la science. Mais l'émancipation se fait néanmoins. Et, malgré l'esprit d'autorité qui est à l'ordre du jour, n'est-ce pas une circonstance providentielle que l'avènement d'un jeune roi, beau, ardent, fastueux, qui va former une Cour si peu austère, déconcerter, par son goût du plaisir, confesseur et Jésuites, et exercer sur la société mondaine, à laquelle il donne le ton, une influence toute-puissante ? A son appel accourent la fantaisie, le divertissement, le luxe. L'ère des grandes conversions va finir. On n'est plus à l'époque héroïque de Port-Royal, celle de Saint-Cyran, de Pascal, ce grand mystique, dont les *Pensées* portent l'ardent témoignage : livre unique, si l'on peut appeler un livre des intuitions profondes de l'intelligence, des plaintes déchirantes de l'âme, des colloques directs, de cœur à cœur, avec Jésus lui-même. Maintenant, c'est un second Port-Royal qui s'annonce, plus conciliant, même avec Arnauld, l'illustre docteur, qui fut aussi du premier Port-Royal, moins austère, mais plus formaliste et procédurier, en somme moins grand, dans un cadre religieux français moins large et moins héroïque, et qui finira par se résoudre en un gallicanisme tenace et avide de vengeance. La haute société, la bourgeoisie restent cependant fortement chrétiennes, sans renoncer au monde. Le petit peuple des villes et des campagnes, encore sans instruction, est chrétien par tradition, par habitude, sans rien connaître des principes de la religion, les prêtres n'étant pas toujours dignes du sacerdoce et se montrant souvent fort négligents de leurs églises : au milieu des guerres et de la misère populaire, règne la misère des tabernacles et des petites écoles chrétiennes.

[*Table des matières*](#)

VII. — *Conclusion*

Telle est la vie générale de la société. C'est, au milieu de la gêne et même souvent de la misère, une activité intense. Partout encore l'indépendance de l'esprit, la bataille des idées, l'héroïsme de l'action et de la pensée : héroïsme des officiers et des soldats sur les champs glorieux des Flandres ; héroïsme du savant qui agit, tel Descartes, en soldat de la vérité, sacrifiant tout à sa ^{p024} passion de savoir ; héroïsme de l'apôtre, d'un, Vincent de Paul, qui se voue, corps et âme, à la charité et au soulagement de la douleur humaine ; héroïsme de l'explorateur ou du colon, qui, à la suite des Champlain et des Lescarbot, va au delà des mers visiter et coloniser des terres inconnues et ingrates ; héroïsme de l'écrivain mystique, d'un Pascal, qui mène, non sans risque, le grand combat pour la forte morale des premiers chrétiens, contre l'adversaire le plus subtil et le plus redoutable ; héroïsme enfin du grand Corneille, qui ne fait vivre ses admirateurs que parmi les plus purs défenseurs de la patrie ou de la foi chrétienne. La société reste en proie aux grands débats théologiques et philosophiques, scientifiques, même artistiques, d'où sont déjà sortis tant de chefs-d'œuvre de raison, d'éloquence et de beauté. Mais dans quelle mesure participent à ces grands mouvements d'idées et de sentiments les diverses classes de la société ? Comment vont-elles vivre, dans cette paix, toute neuve, que les jeunes gens de vingt-cinq ans n'ont pas encore connue ? Dans quel état matériel et moral se trouvent les populations des villes et des campagnes, et comment entendent-elles, après les désastres, relever leur situation et, par là même, restaurer la société ? Telles sont les principales questions qui se posent à elles, qui se posent aussi à nous, si nous voulons les comprendre et essayer de connaître et d'apprécier leur intelligence et leur énergie dans la dure bataille de la vie.

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

Chapitre II

Les classes de la société

On a coutume de présenter les diverses conditions de la société française suivant le rang à elles assigné aux États généraux : ce sont les trois « ordres », Clergé, Noblesse, Tiers état. Mais au XVII^e siècle, quand ne se réunissent plus les États généraux, cette distinction en « ordres » cache les réalités, très complexes, beaucoup plus qu'elle ne les exprime. Le Clergé est Tiers état par la foule de ses prêtres, curés ou desservants des paroisses, ou simples religieux. A côté de l'ancienne Noblesse, de la Noblesse d'épée, se place la Noblesse de robe, sortie du Tiers état. Enfin le Tiers état, qui comprend la grande masse de la nation, renferme des classes très diverses, depuis le grand bourgeois jusqu'à l'artisan, au cultivateur ou même au serf des campagnes de Bourgogne. En réalité, on découvre quatre grandes classes : la Noblesse, qui englobe la Noblesse d'épée et le haut Clergé (évêques et gros bénéficiers ecclésiastiques) ; la Magistrature, ou Noblesse de robe, caste des « officiers », devenue héréditaire, en fait, depuis le commencement du siècle ; la Bourgeoisie, qui entre de plus en plus dans la Noblesse de robe ; enfin le « Tiers état », petite bourgeoisie et peuple, aux multiples et si variées conditions, depuis le petit marchand pu le desservant de la paroisse jusqu'à l'artisan et au pauvre cultivateur.

[*Table des matières*](#)

I. — La Noblesse : Noblesse d'épée

Des guerres et de la Fronde qui ont rempli les vingt-cinq années précédentes, la Noblesse est sortie vaincue, en grande partie ruinée. La haute Noblesse a dû capituler, avec son chef transfuge, Condé. Étant occupés à la guerre, les nobles n'ont pu prendre soin de leurs intérêts. Beaucoup, endettés, comme déjà au XVI^e siècle, ont dû

vendre, notamment en Poitou, dans le Forez, en Bourgogne, une partie de leurs domaines aux bourgeois des villes, qui, eux, ont de l'argent, gagné dans le commerce et soigneusement épargné. Ceux qui ont réussi à maintenir leurs ^{p026} fiefs dans leur intégrité n'ont plus que des revenus diminués, les terres, négligées, rapportant beaucoup moins, souvent à peine 2 pour 100 ²⁶. Et, comme ils ne gèrent pas eux-mêmes leurs biens, qu'ils doivent payer pour cette gestion un notaire, un procureur, et qu'ils ont encore à entretenir leur château et les officiers de leur justice seigneuriale, ils se trouvent forcément en déficit. Tel, par exemple, en Bourgogne, le comte de Tavannes qui, pour son seul château de Beaumont, dépense, vers 1660, 952 livres l'an, alors que ses recettes ne sont que de 483 livres ²⁷. Dans ces conditions, le noble de race doit chercher à réduire ses frais ; d'autant que, vivant à la ville ou à la Cour, presque toujours absent, il ne peut rien surveiller. Aussi préfère-t-il les redevances en argent, qu'il pourra bien plus aisément contrôler, par l'entremise de son notaire. Mais ces redevances lui procurent un revenu moindre que les redevances en nature. Il donne donc des tenures en censives, qui, si elles rapportent peu, sont sûres ; il consent aussi des baux à métayage — c'était déjà l'usage dans le Centre et le Midi, et ce mode d'exploitation s'étend alors, sous des formes variées, jusqu'en Bourgogne — car il n'est plus guère question, surtout dans les pays ravagés par la guerre, comme le pays dijonnais, de fermage en argent, le cultivateur, tombé dans la misère, ne connaissant plus la monnaie ²⁸. Ainsi se sont appauvris fatalement les seigneurs de la Noblesse d'épée. Seuls peuvent encore se maintenir ceux qui jouissent d'une grande fortune territoriale ; les autres succombent ou doivent attendre la lente restauration des terres et des fermes et le repeuplement des campagnes dévastées.

Sans doute nombre de nobles ruinés ne manqueront pas de s'adresser au roi. Mais après la paix, dans le désarmement partiel qui commence, le roi n'a pas d'emplois à leur donner dans ses régiments. Quelques-uns seulement, et des plus hauts, en trouveront à sa Cour.

²⁶ Voir G. Roupnel, *Les Populations de la ville et des campagnes dijonnaises au XVII^e siècle*, 1922, p. 280. Le marquisat d'Arc-sur-Tille, en Bourgogne, rapporte tout juste 2 pour 100.

²⁷ Roupnel, *ouvr. cité*, p. 280.

²⁸ Le métayage se répand dans la région dijonnaise, à partir de 1650. Roupnel, p. 258.

Aussi rencontre-t-on beaucoup de gentilshommes, surtout à Paris, qui, sans fortune et sans place, se font chevaliers d'industrie, se mêlent d'affaires louches, vivent du jeu et des femmes. D'autres se sont faits brigands et assassins, notamment en Auvergne. Dans ce pays de montagnes où les mœurs sont encore primitives, les seigneurs, les Canillac et leurs complices, massacrent et pillent à leur aise les paysans. Leurs crimes n'ont ^{p027} pu être encore punis. Voilà qui altère singulièrement la belle ordonnance du grand siècle, telle qu'a voulu nous la peindre Voltaire ! Que d'usurpations de terres, là et ailleurs, en vertu d'un certain droit de « triage » ! Que de prises de possession des biens communaux des villages par les seigneurs ! Vraiment, les seigneurs sont les maîtres, et le roi les laisse faire. Continuera-t-il donc à abandonner ses malheureux sujets à leurs exactions, voire à leurs crimes ?

Cette situation difficile de la grande Noblesse, le roi s'empresse de la mettre à profit, dans l'intérêt de sa tranquillité et de sa gloire. Des plus grands il va faire, comme on disait alors, des « domestiques », attachés à sa Maison ou à celle de la reine par de hautes charges de cour, le prince de Condé, prince du sang, tout le premier, maintenant soumis et repentant. Ducs, comtes, duchesses et comtesses, vivent à la Cour, reçoivent charges, honneurs, fortune, attendent tout du roi pour eux et leurs enfants, mettent leur influence au service de leurs parents et de leurs amis. Seuls quelques indépendants, de fortune bien assise, restent étrangers à cette haute domesticité de Cour qui ravale la Noblesse, cette vieille Noblesse, dont ils sont si fiers. A la Cour, déjà vers 1661 — on les y verra plus nombreux dans la suite — aux armées, les nobles paraissent encore dans la diplomatie, non qu'elle leur soit réservée — il y a eu des familles où se sont mêlés diplomates et officiers de l'armée, comme les Feuquières — mais la diplomatie sera désormais plutôt le domaine des hommes de robe ou de grands personnages du Clergé ; ceux qui l'ont dirigée ou la dirigent alors, les Abel Servien, les Hugues de Lionne sont des bourgeois, des « robins ». Car la diplomatie est une administration comme une autre, requiert beaucoup de connaissances, sans parler du tact et de l'habileté, et ne se fait que suivant les « instructions » précises du roi.

Quant aux cadets, si nombreux dans les familles nobles, privés du fief, qui revient à l'aîné, en vue de la « splendeur du nom », le roi a, pour les satisfaire, les évêchés et les grandes abbayes. Par là il tient

toute la Noblesse ; mais quel danger pour l'Église et l'esprit chrétien ! Tout cela ne suffit pas encore. A de jeunes nobles, qui ne peuvent ou ne veulent entrer dans l'Église, il faut des régiments, des compagnies à commander ; et, quand règne la paix dévorante, ils demandent à l'envi de l'emploi, car ils ne savent que les armes ; ils ont toujours laissé aux bourgeois, aux « robins », le droit, la justice, l'administration, et malgré les efforts de Richelieu²⁹ qui, par un article explicite du « Code Michau », p₀₂₈ les incita au grand commerce de mer, n'emportant plus « dérogeance », ils se sont abstenus complètement de se lancer dans des entreprises, pleines de risque certes, mais prometteuses de profit et de gloire ; ils ne veulent servir le roi qu'à leur manière, selon leurs traditions ; ils entendent vivre, après tant de transformations sociales, comme leurs aïeux du XVI^e ou du XV^e siècle.

Cependant, pour redorer le blason, pour jouer aussi le rôle auquel elle est appelée à la Cour, cette Noblesse, même la plus haute, ne dédaigne pas toujours les alliances avec la nouvelle Noblesse de robe ou de fonctions ministérielles. Le duc de Saint-Aignan, duc et pair, a épousé Antoinette Servien, fille de Nicolas Servien de Montigny, cousin germain du surintendant des finances ; grâce à un prêt de son beau-père, il a pu acheter la charge de premier gentilhomme de la chambre du roi — car les grandes charges de Cour s'achètent, comme toutes celles du royaume — ; du surintendant, flatté de cette parenté, il a reçu les subsides, peut-être 1 million de livres, qui lui permettent de faire grande figure à la Cour. Son fils, le duc de Beauvillier, se mariera aussi avec la fille d'un grand ministre, Colbert, qui lui apportera une belle dot³⁰. Ces exemples, nombre de nobles de haute naissance vont les suivre, si bien qu'on ne les remarquera plus : tant les aristocraties, de fraîche date ou d'ancienne origine, se reconnaissent vite, en se distinguant, les unes et les autres, du reste de la société, et contractent naturellement une alliance qui donne satisfaction à leur intérêt comme à leur orgueil !

²⁹ Voir Henri Hauser, *La Pensée et l'action économiques du cardinal de Richelieu*, ouvrage imprimé en 1944, et que nous avons eu le privilège de connaître avant sa publication.

³⁰ Voir sur Saint-Aignan, *Mémoires de Saint-Simon*, édit. de Boislisle, t. XXV, p. 39, et l'appendice.

Certes, chez quelques nobles de vieille race, entichés de leurs titres, les préjugés subsistent ; le duc de La Feuillade, le comte de Gramont, le marquis de La Vallière n'ont que dédain pour les ministres roturiers, comme pour les « robins » du Parlement ; ils voudraient bien ne pas obéir à des ministres de « vile bourgeoisie », mais ils y sont contraints, au nom du roi. Aux armées, où beaucoup de jeunes nobles ne veulent se conduire qu'à leur tête, sans se plier aux ordres d'un secrétaire d'État bourgeois, comme Le Tellier, ils commencent, par force, à se soumettre. Il n'est, d'ailleurs, parti pris qui ne s'affaiblisse, au contact de la vie, et au commandement du pouvoir royal ; ce sera, d'ailleurs, une œuvre longue et patiente ; tant cette Noblesse française, qui a vécu la Ligue, les longues minorités, la Fronde et les grandes guerres, a gardé de turbulence !

Elle est restée encore, au fond, ce qu'elle était au temps de ^{p029} Louis XIII et de Mazarin, gaspilleuse, passionnée pour le jeu et pour les intrigues féminines, chatouilleuse sur le point d'honneur, férue de l'amour du duel, malgré toutes les défenses du roi, depuis Richelieu. Ici apparaît la contradiction flagrante entre la loi et les mœurs : un noble insulté qui ne se battra point pour obéir aux édits royaux, n'encourra certes aucune réprimande du pouvoir ; mais il sera discrédité dans toute sa société et à la Cour, pour avoir perdu le sentiment de l'honneur. Aussi le duel reste-t-il en faveur dans toute la jeune Noblesse ; ce qui de temps à autre fait malheureusement perdre au roi quelques excellents sujets.

La politesse des mœurs n'est encore, chez la plupart des nobles, qu'un vernis assez mince. Sous la belle apparence des habits, peu de propreté ; aucune notion de l'hygiène. Les pauvres petits gentilshommes des campagnes, qui conduisent la charrue, sont parfois presque aussi sauvages que les paysans. La Cour ne doit pas faire illusion.

La vie intellectuelle est faible chez presque tous ; les connaissances scientifiques à peu près nulles, les collèges se refusant à les répandre, sous prétexte de religion. Nous ne sommes pas à l'époque des riches bibliothèques, des belles collections scientifiques. Au reste, comme tous les grands, comme les rois eux-mêmes, les gentilshommes sont assez crédules aux magiciens, aux sorciers, aux revenants. Seuls quelques-uns participent au brillant mouvement intellectuel, concentré

alors à Paris : le duc de La Rochefoucauld, sorti de la tumultueuse société frondeuse assagi et blasé sur la nature humaine ; le prince de Condé, grand admirateur des pièces héroïques de Corneille, mais porté aussi vers Descartes et la philosophie critique, qui plaît à son esprit indépendant ; surtout des femmes, en plus grand nombre peut-être que les hommes, soit dans l'aristocratie, soit dans la bourgeoisie qui fraie avec elle : la jeune Mme de Sévigné, qui n'a retenu des leçons latines et françaises de Ménage et de Vaugelas que ce qui s'accorde avec un goût affiné et délicat, sans pédantisme ; Mme de La Fayette, son amie, qui représente bien cette société polie, raffinée par les « salons » des précieuses et par le commerce des esprits délicats, comme La Rochefoucauld.

Cette société mondaine, faite par le monde et pour le monde, n'a vécu que de divertissements et d'intrigues d'amour ou d'ambition. L'excès de ces plaisirs, les déceptions qui les ont suivis, ont fait rentrer plusieurs de ces hommes et de ces femmes en eux-mêmes ; moment favorable à la conversion, chez les âmes d'élite. D'abord, commence à se faire sentir un besoin de repliement sur soi, de méditation, de retraite. On s'adresse à nos moralistes, ^{p030} on se nourrit aussi de Sénèque, de Marc-Aurèle. On cherche à se connaître ; à approfondir les raisons de ses erreurs et de ses péchés ; on a des frayeurs, des délicatesses surprenantes de sentiment, des craintes folles de voir reparaître sous des formes subtiles le vil amour-propre, l'éternel orgueil ; on écrit même sa confession pour son directeur de conscience ; car on a pris un guide, pour cette guérison.

« Il y avait longtemps, avoue Mme de Longueville, la sœur du grand Condé, que je cherchais, ce me semblait, la voie qui mène à la vie, mais je croyais toujours de n'y être pas, sans savoir pourtant précisément ce qui était mon obstacle ; je sentais qu'il y en avait entre Dieu et moi, mais je ne le connaissais pas, et proprement je me sentais comme n'étant pas à ma place... Il me semble, au contraire, depuis que je me suis mise sous la conduite de M. Singlin, que je suis proprement à cette place que je cherchais, c'est-à-dire à la vraie entrée du chemin de la vie chrétienne, à l'entour duquel j'ai été jusques ici ³¹. » M. Singlin est de Port-Royal. Comme tous les Messieurs de Port-Royal, il est sévère pour les belles pénitentes qui n'ont vécu que

³¹ Sainte-Beuve, *Portraits de femmes*, éd. de 1852 p. 332 (Mme de Longueville).

pour le monde et pour la vanité ; mais son illustre pénitente est sincère. Appelé par elle, Singlin entre dans la maison à la dérobée, car il est surveillé par le pouvoir, et la Bastille le menace ; aussi que de précautions ! Il fait ses visites déguisé en médecin, avec la grande perruque de la corporation — n'est-il pas un médecin de l'âme ? Quelques personnes seulement sont dans le secret : Mlle de Vertus, l'intermédiaire, écrit à Mme de Sablé, autre amie de Port-Royal : « Que Singlin vienne en chaise et renvoie ses porteurs, et je lui donnerai les miens pour le reporter où il lui plaira... S'il lui plaît de venir dîner, on le mettra dans une chambre où personne ne le verra qui le connais, et il est mieux, ce me semble, qu'il vienne de bonne heure, c'est-à-dire entre dix et onze heures au plus tard ³². »

Et maintenant, avec Singlin pour directeur, Mme de Longueville s'analyse, se découvre, s'humilie. Elle écrit : « Le démon proposa à nos premiers parents : « Vous serez comme des Dieux. » Et cette parole, qui perça leur cœur, a tellement blessé le mien que le sang coule encore de cette profonde plaie, et coulera longtemps, si Jésus-Christ par sa grâce n'arrête ce flux de sang ³³. » Elle fréquente le couvent des Carmélites de la rue Saint-Jacques, proche le Val-de-Grâce, qui a été déjà et sera ^{p031} encore le refuge ou la maison aimée des grandes pécheresses du monde. Quand elle n'aura plus Singlin, elle prendra pour directeur de Sacy, et, lorsque de Sacy sera envoyé à la Bastille, le curé de Saint-Jacques, et elle se mettra en relation avec Pavillon, évêque d'Alet, son oracle. Elle tiendra cachés, plus tard (1666), Arnauld et Nicole dans son hôtel. L'exemple que donne cette princesse n'est pas unique.

C'est par les directeurs de conscience, attachés aux grandes maisons, par les confesseurs, par les sermons, par l'action profonde de certains couvents, que la haute société française, après l'échec lamentable de la Fronde, s'est maintenue, malgré tant d'entraînements, tant d'erreurs et de fautes, à un certain niveau de moralité et de religion, qui parfois fut très élevé. On le sentira mieux, quand on étudiera la haute magistrature et ses traditions morales. Le grand mouvement chrétien du siècle ne fut pas vain : il fortifia l'antique tradition religieuse ; souvent oubliée dans le monde, au beau

³² *Ibid.*, p. 330.

³³ Sainte-Beuve, *Ibid.*, p. 333.

moment de la vie, la foi se réveillait enfin, donnait des fruits inespérés, éclatait en exemples merveilleux.

[*Table des matières*](#)

II. — *Noblesse d'église*

A la Noblesse appartient le haut Clergé — celui-ci seulement, car la plupart des cures, les petits « bénéfices ecclésiastiques » et les modestes paroisses et chapelles sont laissés à une sorte de bourgeoisie cléricale et à tout un peuple campagnard ; de sorte que l'ensemble du Clergé comprend au moins trois grandes classes, unies certes par la profession et le ministère sacré, mais très différentes par la naissance, la fortune, le genre de vie et la culture intellectuelle.

C'est à sa Noblesse surtout que le roi confère les évêchés et environ sept cents abbayes, plus de la moitié des abbayes du royaume³⁴, et les plus riches, depuis que les chapitres ont perdu le droit d'élire leurs évêques et que le pape Léon X a accordé au roi François I^{er} le droit de nomination. On raconte que le chancelier Duprat, ayant montré à François I^{er} des « expéditions » arrivées de Rome, ce roi ne put s'empêcher de lui dire : « Mon amy, il y en a assez pour nous damner tous deux³⁵. »

Il est très difficile de se représenter l'importance de ces p032 immenses biens ecclésiastiques, dont la majeure partie est à la disposition du roi. Deux documents, rédigés à un intervalle de soixante-dix ans, l'*État abrégé de l'Église de France*, en 1639, et des *Mémoires sur les finances*, en 1700, semblent, il est vrai, s'accorder pour fixer les revenus du Clergé de France à 270 millions. « Tout le revenu de la France, déclare ce dernier, se monte à 1.100 millions de livres tournois. Le clergé et les cloîtres possèdent presque le quart de

³⁴ Ezéchiel Spanheim, *Relation sur la Cour de France*, 1689, éd. E. Bourgeois, dira que le roi nomme à sept cents ou huit cents abbayes. Or l'*État de l'Église de France*, Bibl. Nat., fonds français 15.382, parle de mille quatre cent cinquante abbayes.

³⁵ P. E. Lemontey, *Essai sur l'établissement monarchique de Louis XIV* (1818). Voir aux *Œuvres complètes*, 1829, t. V, p. 28.

cet immense revenu, c'est-à-dire 268 millions de livres tournois. Le roi jouit d'un peu plus de la neuvième partie, c'est-à-dire 125 millions de livres tournois. » Malgré cet accord sur le chiffre des revenus, il convient de ne pas accepter ces affirmations, et de faire toutes réserves sur le montant de la fortune du Clergé de France ³⁶.

Quoi qu'il en soit, c'est une énorme richesse, bien supérieure aux revenus de l'État, et dont le roi dispose en grande partie. Certes ces terres d'église, ces dîmes ne lui appartiennent pas, quoique, dans la théorie de Louis XIV, tous les biens de ses sujets soient ses propres biens ; mais tout se passe comme s'ils étaient sa chose, sauf l'administration, qui reste entre les mains des évêques et des bénéficiers, et en général, du Clergé de France lui-même, considéré comme corporation.

Il est difficile d'estimer les revenus des évêchés et des abbayes. Les évaluations que l'on possède sont bien inférieures à la réalité. Pour cette époque, elles manquent encore beaucoup plus que pour les époques suivantes. Mais il est hors de doute que les grands sièges épiscopaux, comme Strasbourg, Rouen, Reims, Sens, Lyon, Narbonne et tant d'autres, donnaient à leurs prélats les moyens de vivre en princes fastueux ; d'autant qu'à leurs « menses » épiscopales ils ajoutaient les revenus d'une grande ou même de plusieurs riches abbayes. Le cumul des « bénéfices », condamné par les canons de l'Église, était constant. Le plus bel exemple en avait été donné par le cardinal Mazarin, qui réunissait ^{p033} dans ses mains les revenus de plusieurs belles abbayes, et qui édifiait, aux dépens de l'Église comme

³⁶ *Mémoires sur les finances en 1700*, manuscrit Clairambault, cité par de Boislisle, dans son édition de Saint-Simon, t. VII, p. 516.

En 1789, à une époque où le pouvoir d'achat de la monnaie était moindre qu'en 1639, les estimations de la fortune du Clergé furent les suivantes, très diverses selon les rapporteurs ; selon Talleyrand (*Archives Parlementaires*, t. IX, p. 398), 170 millions, dont 90 pour les biens-fonds et 80 pour les dîmes ; selon Sieyès, 80 millions net pour les dîmes ; le Comité des Dîmes évalua les dîmes 100 millions net et le revenu des fonds 170 millions (*Moniteur*, t. IV, p. 83), soit 270 millions. Nous retrouvons, dans cette estimation, peut-être excessive, si différente de celle de Talleyrand, nos 270 millions de 1639. Mais cette estimation s'applique à la France de 1789 tout entière, qui comprend maintenant Artois, Flandres, Hainaut, Cambrésis, Alsace, Lorraine, Franche-Comté, Roussillon. Et voilà pourquoi il nous est bien difficile d'admettre ce chiffre de 270 millions, pour une France qui n'englobait pas les pays du Nord et de l'Est, si riches en biens ecclésiastiques.

de l'État, une immense fortune, sans aucune vergogne — à peine en eut-il, à l'article de la mort.

Aussi, au moment de la vacance d'évêchés ou d'abbayes, que d'intrigues, que d'influences en mouvement ! La Cour s'agite, et l'archevêque de Paris et le P. Annat, jésuite, confesseur du roi, sont de tous côtés sollicités ; car c'est d'eux autant que du roi même que dépend, en fait, la nomination. Aussi n'est-il pas de meilleure diplomatie que de flatter les Jésuites. Que parle-t-on des libertés de l'Église gallicane ? C'est bien plutôt des libertés du roi et de son confesseur qu'il s'agit. Combien peu entrent dans le choix du roi les qualités personnelles du candidat ? N'est-ce pas surtout celles de sa famille ? Il est vrai que les cadets destinés à l'Église se sont distingués souvent dans leurs études théologiques. Les familles des hauts magistrats et des ministres du roi, qui veulent, elles aussi obtenir de grandes charges ecclésiastiques pour leurs enfants, ont pris grand soin de leur éducation : tel Michel Le Tellier, secrétaire d'État, dont le fils Maurice a fait de fortes études et soutenu brillamment en Sorbonne, en 1659, ses thèses, dédiées au cardinal Mazarin. Déjà la Noblesse de robe et la Noblesse de fonctions ministérielles qui composent la même classe de la société font concurrence à la vieille Noblesse d'épée, dans la recherche des grandes charges de l'Église : les Séguier, les Harlay, les Le Tellier, les Le Camus, toutes ces illustres familles de robe ont déjà obtenu ou vont obtenir de très hautes dignités épiscopales. Ce sont surtout, on le voit, des magistrats de Paris que touche la faveur, royale. Les magistrats des provinces ont peu d'influence : si Bossuet, fils d'un simple conseiller au Parlement de Metz, est venu à Paris, c'est qu'il a été remarqué par la reine, qui l'a entendu à Metz, en 1658, et qui l'a introduit à la Cour, où il prêchera bientôt un carême.

Ce mélange, dans l'épiscopat, de personnages de diverses origines, presque tous nobles, d'ailleurs, et même parfois simples bourgeois, donne à l'Église de France, vers 1661, une gravité qu'elle n'aura plus à la fin du règne de Louis XIV. Beaucoup d'évêques résident dans leur diocèse. Ceux du Midi, très éloignés, fréquentent peu la Cour ; il en est que l'on ne voit guère à Paris, même pas aux « Assemblées générales du Clergé » : Pavillon, évêque d'Alet ; Caulet, évêque de Pamiers, prélats austères, voire jansénistes intransigeants, tout entiers voués à l'administration de leur diocèse ; pourvus de revenus modestes — on sait, en effet, que, dans les pays du Midi, les petits

sièges épiscopaux ^{p034} n'ont point les gros revenus des sièges même secondaires des provinces du Nord et de l'Est. Certes tous les évêques et grands dignitaires ne se distinguent point par des mœurs simples, comme les évêques des pays pyrénéens, tirés de la bourgeoisie. Mais, s'il en est quelques-uns dont les dérèglements ont été notoires, comme cet abbé Le Camus, aumônier du roi, d'une célèbre famille de parlementaires parisiens, alliée aux Le Tellier et aux Colbert, qui, au mariage de Louis XIV, parut en joyeuse compagnie, mais fit ensuite oublier ce péché de jeunesse par une longue vie de saint, la plupart donnent l'exemple d'une existence de travail, comme César d'Estrées, évêque de Laon, pair de France (1653) ou Hardouin de Péréfixe, ancien précepteur du roi, confesseur, membre de l'Académie française, qui va devenir archevêque de Paris (1662).

Sans doute on voit encore de grands prélats qui affectent des airs d'indépendance, d'anciens Frondeurs, les Gondi, les Bonzi — ces Bonzi auront une immense influence en Languedoc — mais les hauts dignitaires ne jouiront plus du crédit qu'eut longtemps le cardinal de Retz, de la famille des Gondi, qui avait l'étoffe d'un grand premier ministre, qui fut redouté du Mazarin, et qui, errant, persécuté, obstiné à faire administrer son diocèse de Paris par ses vicaires généraux, las de toutes ses volte-face, se résigna enfin à se démettre (1662). Cependant, si Louis XIV ne veut plus de grand dignitaire de l'Église au gouvernement, il confiera à des cardinaux de brillantes missions diplomatiques : l'Église de France restera longtemps une pépinière de diplomates et d'administrateurs ; tradition qui se revivifiera au siècle suivant.

C'est qu'en effet la tradition reste la grande force du Clergé de France. N'est-il pas le corps le plus ancien de la monarchie, né même avant la monarchie ? A la différence de la Noblesse, qui se dissout en individus isolés, et qu'on ne voit guère réunis que dans les États de quelques provinces, il forme plus qu'un « ordre » : un corps puissant, qui se montre représenté, tous les cinq ans, en « Assemblée générale », où il vote au roi le « don gratuit », qui remplace les impôts dont il est exempt. Au reste, suivant son vieux contrat de 1562 avec le roi, il paye les « décimes » annuelles, imposées sur chacun de ses membres, et qui permettent de servir avec exactitude les arrérages des emprunts qu'il a contractés pour la monarchie ; ce dont se félicitent les nombreux bourgeois rentiers de Paris. C'est une vaste organisation

financière, bien réglée, que contrôlent des « agents du Clergé », en particulier les « agents généraux », bénéficiers du second ordre, qui résident à Paris, auprès de la Cour, et que l'Assemblée générale a chargés de suivre les affaires dans l'intervalle des sessions. ^{p035} Ces agents sont moins des prêtres chargés d'un ministère spirituel que des administrateurs des biens et des revenus du Clergé, et des diplomates qui tiennent ses intérêts, dans les constantes négociations avec le roi. En revanche, le roi écoute les vœux du Clergé, ses demandes pressantes sur la religion et contre l'hérésie : en quoi peuvent fort bien s'entendre le Clergé et « le roi très chrétien ». Dès ce moment l'Assemblée, en effet, sollicite des mesures de contrainte contre les huguenots : les catholiques entendent chasser les protestants de toutes les charges publiques et affaiblir leur puissance sociale.

Ainsi entre le Clergé et le roi se fait un échange constant de services. A cet échange ils trouvent tous deux leur profit. La Noblesse française, toutes les Noblesses, anciennes et nouvelles, ne vivent guère, en dehors de leurs grades et de leurs charges, qu'elles doivent acheter, que de ce splendide budget de récompenses que forme le temporel de l'Église, et que le pape a mis jadis à la disposition du roi : c'est sans doute par ce lien puissant de l'intérêt que la monarchie a pu si longtemps maintenir dans l'obéissance sa Noblesse, turbulente, qu'elle a chassée du gouvernement, et qu'elle a rendue oisive et presque inutile en temps de paix ; mais, heureusement pour la masse de la Noblesse d'épée, reste la guerre — la guerre, que Louis XIV lui donnera à satiété.

[*Table des matières*](#)

III. — *Les « officiers » : Noblesse de robe*

A côté de la Noblesse, n'a cessé de monter, surtout depuis Henri IV, la classe des « officiers » de justice et de finance. C'est la haute bourgeoisie, muée en Noblesse de robe, qui, ayant acquis les « offices » avec l'argent gagné dans le commerce et la banque, peuple les Parlements, les Cours des Aides, les Chambres des Comptes, les bureaux des Finances des « généralités » ou les trésoreries des grands États provinciaux de Languedoc, de Bourgogne ou de Bretagne. Ces parlementaires, ces trésoriers et receveurs généraux, ces « trésoriers de

la bourse des États », à Paris, à Bordeaux, à Toulouse, à Montpellier, à Aix-en-Provence, à Dijon, à Rennes, possèdent, à côté de leurs offices, valant souvent 100.000 livres et, à Paris, bien davantage — Fouquet avait payé 1 million sa charge de procureur général au Parlement — de magnifiques hôtels en ville, des terres et des châteaux, pourvus de gros droits seigneuriaux, et parfois encore des rentes sur les particuliers ou sur l'État. Il y a dans cette classe, dont l'ascension se poursuit, un énorme réservoir de richesses, surtout entre les mains de quelques grandes familles. A Paris, le Parlement tient le haut du pavé, conserve tout son prestige social, dans la Cité, ^{p036} l'« Université » et surtout au Marais, où présidents et conseillers habitent de vastes hôtels à porte cochère et grande cour, dont plusieurs subsistent encore. Le premier président Lamoignon, le président à mortier Le Coigneux, les familles Le Camus, de Mesmes, d'Aligre, d'Ormesson ont une très haute autorité, et, malgré la violente sortie du jeune roi défendant impérieusement les remontrances, gardent, au milieu de la population parisienne, et même parmi la haute Noblesse, toute leur considération,

Cette caste — on peut presque l'appeler ainsi, bien que malgré l'hérédité fréquente des offices, elle, ne soit pas encore absolument fermée — remplit, dans cette société en pleine transformation, un rôle considérable. Sans doute il arrive que par le jeu même de l'hérédité et la puissance de l'argent, elle donne accès à des magistrats peu capables, qui arrivent, avec des diplômes de droit délivrés par des Universités complaisantes, conseillers de Parlement à vingt-cinq ans et même parfois à vingt-deux ³⁷. Mais que de jurisconsultes éminents ne renferme-t-elle pas, même d'érudits ou de savants qui ouvrent à la science des voies nouvelles, tels un Fermat, à Toulouse, où un Pascal, le père de l'écrivain, à Clermont-Ferrand ! Et n'est-ce pas d'une famille de magistrats poitevins et bretons qu'était sorti Descartes ?

Dans les longs loisirs que leur laissent les fastidieuses audiences du Palais et les rebutants grimoires des « procureurs » ou les insipides plaidoiries des avocats, ces grands seigneurs de la loi cultivent les lettres, s'adonnent à la philosophie. Beaucoup se passionnent pour la morale et même la théologie et s'engagent dans les irritantes disputes

³⁷ Le fils du grand Lamoignon sera conseiller au Parlement à vingt-deux ans (1666).

de jansénistes à jésuites. Si plusieurs, comme le très dévot premier président Lamoignon, membre de la Compagnie secrète du Saint-Sacrement, rallié au parti de la Cour, sont partisans de la doctrine ultramontaine de la grâce et de la complaisante morale des Jésuites, il semble que beaucoup vont de préférence vers Port-Royal, dont les doctrines s'accordent bien mieux avec l'austérité requise par leur profession et avec leur traditionnel gallicanisme. Par là se rattachent à ces puissants seigneurs nombre d'« honnêtes gens » de la bourgeoisie, qui s'illustrent dans les lettres, le barreau, les sciences et les arts, et qui leur font comme une « clientèle » de choix.

Cette caste, si jalouse de ses privilèges et de son indépendance, le roi l'a déjà humiliée ; mais il a besoin d'elle : qui, en effet, « lèvera » les offices, en cas de nécessité ? Qui donnera ^{p037} à son règne le lustre des lettres et des arts, dont il sent l'utilité et la grandeur, si ce n'est ces « robins » de talent et de grosse fortune, et ces bourgeois de génie qui leur font escorte ? Cependant cette indépendance de la magistrature ira parfois jusqu'à l'indiscipline : des habitudes, souvent fâcheuses, d'avidité ; une paresse routinière ; la résistance à de nouveaux progrès dans la jurisprudence et dans la procédure civile, l'instruction médiocre de beaucoup de jeunes conseillers, amèneront le pouvoir royal à exiger un travail régulier, l'exécution des nouvelles Ordonnances, le renoncement à la vieille routine procédurière et à toutes sortes d'abus. Mais que de peine il aura à obtenir une soumission complète ! Tant le sentiment exagéré de la propriété des charges publiques acquises par l'argent a déjà altéré la notion exacte du devoir envers l'État !

[*Table des matières*](#)

IV. — La Noblesse des hautes fonctions du gouvernement

En dehors de la Noblesse ancienne et de la Noblesse de robe apparaît une nouvelle Noblesse, tirée de la « robe » ou directement de la bourgeoisie par la volonté royale : la Noblesse des grandes fonctions publiques auprès du roi. Sans doute le roi va le plus souvent chercher ses « secrétaires d'État », ses « ministres d'État », dans la classe instruite des lois et de l'administration ; mais parfois il les prend dans la bourgeoisie, dans la classe marchande, comme Colbert,

après un stage au Conseil d'État, il est vrai, qui a découvert toute la valeur de l'homme.

On peut suivre la filière des fonctions qu'ont remplies les personnages les plus représentatifs du gouvernement depuis dix ans. Abel Servien est de robe ; il devient président de Parlement, ensuite secrétaire d'État à la Guerre, puis diplomate aux conférences de Münster en Westphalie. Son neveu, Hugues de Lionne, est fils d'un conseiller du Parlement de Grenoble, mais n'est pas conseiller lui-même ; il devient attaché diplomatique de Servien, qui le forme ; puis, après la disgrâce de celui-ci, il voyage en Italie, y est chargé par Mazarin de missions spéciales, se voue à la diplomatie, où il se révèle un maître, au traité des Pyrénées, qui est son œuvre, et devient enfin ministre d'État (1659). Michel Le Tellier est un homme de robe qui a fait de solides études de droit, mais ne s'est pas enfermé dans les livres, a rempli des missions délicates aux armées, a su tourner les obstacles, avant de les briser, par sa patience, son esprit de conciliation, son habile maniement des hommes. Nicolas Fouquet, fils d'un conseiller d'État, lui-même maître des requêtes à vingt p038 ans, par une rare exception ³⁸, a acheté la charge de procureur général au Parlement (1650), est devenu surintendant des finances (1653). Enfin Colbert, fils d'un marchand drapier de Reims, placé chez les banquiers de Mazarin, choisi comme intendant particulier par le cardinal, est entré au Conseil d'État (1648), et va faire, après un long stage, sur la recommandation spéciale de Mazarin au roi, la fortune que l'on sait.

C'est surtout par les fonctions de maître des requêtes que l'on arrive au Conseil d'État comme conseiller, et ensuite, la chance ou la faveur aidant, à un secrétariat d'État ou au ministère d'État. Il y a là toute une filière qui s'organise peu à peu. Mais le pouvoir royal est libre de ses choix, malgré les « brevets de retenue » que doivent rembourser aux secrétaires d'État sortants ou à leurs veuves les secrétaires d'État entrants ; car ici même la vénalité s'est encore

³⁸ Le grand Lamoignon ne fut maître des requêtes qu'à vingt-sept ans, après avoir été déjà conseiller au Parlement.

infiltrée ³⁹. Cependant, on l'a vu déjà par l'exemple d'Hugues de Lionne, ce sont les ministres en place qui se préparent des successeurs, sans les faire passer par la filière ordinaire. Par le moyen des « survivances », qu'ils obtiendront du roi, ils s'assureront pour héritiers dans leurs hautes charges leurs fils ou leurs neveux, sans examens ni concours, ni passage par la maîtrise des requêtes ou par un « office » de justice quelconque. C'est une puissance nouvelle qui se forge, la plus élevée de toutes, puisqu'elle commande au nom du roi : la Noblesse d'épée, la Noblesse parlementaire, qui la regardent encore avec hostilité, seront bientôt forcées de lui obéir.

Ces ministres, ces secrétaires d'État, sont des travailleurs de ferme volonté, certes, mais au fond conciliants ; n'ont-ils pas appris, sous le souple Mazarin, la politique, parfois peu brillante, mais souvent sûre, des compromis et des négociations ? Ils mènent une vie de labeur, toute dévouée à l'État et au roi, simple, modeste : tous, Lionne, Le Tellier, sauf Fouquet, le maître du splendide château de Vaux, dont le luxe semble, aux yeux de certains, insulter à la détresse publique et à celle même du jeune roi ; et c'est pour ce faste insolent, comme pour ses gaspillages, ordonnés et couverts par Mazarin, qu'il sera sacrifié. Les ministres cherchent même, au début de ce nouveau gouvernement, à se faire tout petits, guère mieux logés que des conseillers ^{p039} au Parlement, changeant assez souvent de logis, comme Le Tellier, à mesure que monte leur fortune ⁴⁰.

[*Table des matières*](#)

V. — *La bourgeoisie*

La bourgeoisie est la classe de la société qui forme la partie supérieure du Tiers état. Les fonctions, les professions qu'elle remplit sont extrêmement variées, et font appel soit à l'activité intellectuelle, soit à l'activité manuelle, ou à un mélange des deux ; mais, sous des formes diverses, ces professions peuvent conduire à la fortune et

³⁹ Ce sont de grosses sommes à rembourser au secrétaire d'État sortant. Le roi aide, au besoin, le nouveau secrétaire de son choix dans cette opération, ainsi Colbert qui succède à Guénégaud.

⁴⁰ Voir Louis André, *Michel Le Tellier et Louvois* ; les changements continuels de logis de Michel Le Tellier, à la fin de son ouvrage, p. 600 et suiv.

même à une ascension, plus ou moins rapide, vers la Noblesse. Aussi est-ce en général une classe riche ou du moins aisée, intéressée, économe, même souvent avare. Que d'honnêtes bourgeois de petite ville comptent par sous et par deniers ! C'est ce qui fait la force de ces familles. Beaucoup n'ont cessé de grandir ; elles ont pignon sur rue, de beaux meubles meublants. Que de bourgeois sont de puissants seigneurs, possesseurs de fiefs, depuis le xv^e siècle, tout comme les nobles d'épée, auxquels, on l'a vu, ils ont acheté des domaines ! C'est que le placement le meilleur pour les marchands, pour les magistrats bourgeois, en peine de placement pour leurs économies, est la terre. Avec elle, ils jouissent de revenus plus sûrs, pour eux, que des rentes, et qui ont l'avantage de leur donner une assiette sociale solide. Leurs domaines seigneuriaux, souvent voisins de leur ville, ils les visitent fréquemment, les font valoir. En dehors de leurs fiefs, ils possèdent des terres roturières, dont l'inventaire est, d'ailleurs, impossible⁴¹. Mais, maintenant que tout ce monde est pourvu et casé, il ne reste, dans certains pays, comme la Bourgogne, que peu de terres à vendre : les mutations s'y font entre bourgeois, entre collègues ou amis. De vieux capitaines, retirés du service, sont venus, eux aussi, résider sur leurs terres, surveillant de plus près la main-d'œuvre, percevant avec exactitude les redevances seigneuriales, contrôlant tout, passant des baux de diverses sortes, sans préférence pour un système, selon les possibilités et les intérêts du moment ; rendant au sol en grande partie ce qu'ils en tirent, et ne l'épuisant point. Ainsi la haute bourgeoisie, qui confine à la Noblesse, joue déjà, surtout dans certaines provinces, comme le Poitou et la Bourgogne, un rôle foncier de premier ordre.

Ces bourgeois huppés ne se contentent pas de fiefs ; ils veulent^{p040} aussi des « offices » et s'empressent d'en acheter à beaux deniers comptants. Souvent ils ont à la fois fiefs et « offices ». Alors ils se muent en conseillers de Parlement ou de Chambre des Comptes ; ils entrent dans la Noblesse de robe. D'autres possèdent seulement l'office : cela suffit à leur ambition. On est, en effet, à une époque où les distinctions sociales prennent une très grande importance. « Je veux qu'on me distingue », ce mot d'un personnage de Molière, pourtant haut placé dans l'échelle sociale, répond au suprême désir du bourgeois français. L'intérêt, il est vrai, joue aussi son rôle, à côté de

⁴¹ Roupnel, *ouvr. cité*, p. 208.

la considération sociale, le possesseur d'un office élevé jouissant des privilèges fiscaux de la Noblesse. Et, comme parfois d'anciennes familles d'épée passent dans la « robe », il arrive que les nouvelles familles, par le moyen de l'office, viennent se confondre, au Parlement ou à la Chambre des Comptes, avec la vieille Noblesse. Quelques familles bourgeoises même font leur ascension, en achetant non un office, mais un grade de l'armée : ascension assez rare, sauf dans les provinces de l'Est, comme la Bourgogne, où le danger a toujours entretenu la vocation militaire ⁴².

Dans cette masse énorme que forme la bourgeoisie, on ne trouve pas une seule et unique hiérarchie de professions, mais plusieurs hiérarchies parallèles.

Il est cependant une hiérarchie qui l'emporte au moins par la considération publique qu'elle procure : d'une part, les magistrats du présidial et du bailliage, et, d'autre part, les magistrats de la municipalité, maire ou consul, et échevins, qui représentent la cité. C'est eux qui marchent les premiers dans les cérémonies publiques, à Lyon, à Marseille, à Nantes, à Reims, villes de première importance qui ne possèdent pas de Parlement, comme dans les plus modestes cités.

Au-dessous d'eux, souvent à côté d'eux, par leur talent, leur fortune, leur influence, les hommes qui appartiennent à ce que l'on appellera plus tard les « carrières libérales ». D'abord les avocats. Ils sont fort nombreux, aussi bien à Paris et dans les grandes villes, à cause des intérêts importants qui s'y discutent, que dans les toutes petites cités, souvent fort processives, comme celles de Normandie. Ils sont sans conteste parmi les premiers de leur cité, se succèdent généralement de père en fils, forment des dynasties, finissent parfois par monter sur un siège de conseiller au Parlement, mais souvent s'y refusent, tenant à faire honneur à une profession noble entre toutes, et qui est assez difficile à ^{p041} bien remplir ; car, à défaut d'un Code civil uniforme pour tout le royaume, il leur faut connaître à fond les diverses législations auxquelles ils doivent recourir, droit civil (romain) et droit canon, Coutumes, Ordonnances royales, et se tenir

⁴² Roupnel, *ouvr. cité*, p. 165. Les Thomas, à Dijon, passent de t'épée dans la robe.

prêts à les adapter aux causes qu'ils ont à défendre. D'aucuns parviennent à la fortune, même à la célébrité provinciale ; quelques-uns, fort rares, à l'« immortalité » que confère un fauteuil à l'Académie française : tel, à Paris, Olivier Patru, qui se fait remarquer par des plaidoiries claires et sobres, encore, il est vrai, quelque peu gâtées par l'emphase et l'érudition de l'époque. Désormais il y aura souvent un grand avocat à l'Académie ; l'éloquence judiciaire y prend place à côté de l'éloquence de la chaire chrétienne.

Au-dessous des avocats, sinon par la fortune, du moins par la considération et les honneurs, les « notaires royaux ». Conseillers des familles dans les questions délicates où de gros intérêts sont souvent engagés, rédacteurs des contrats de mariage, des testaments, des actes de mutation de biens, ils sont souvent pour elles de véritables banquiers, surtout dans les petites villes et les bourgs du royaume. La plupart sont riches ou aisés, possèdent des maisons et des terres, parfois même des fiefs, comme en Bourgogne ; ceux qui ne sont pas propriétaires préfèrent le maniement de l'argent, les prêts sur hypothèques, les constitutions de rentes. A côté d'eux, les « procureurs » (les « avoués » d'aujourd'hui), qui ont, eux aussi, une belle situation dans les grandes villes, en particulier dans les villes de Parlement, ainsi que les greffiers des Parlements, petits personnages, qui recueillent un reflet de la haute considération qui s'attache au corps illustre dont ils dépendent ; enfin les huissiers, membres beaucoup plus modestes de cette puissante hiérarchie judiciaire. Tous forment des corporations respectives et sont propriétaires de leur office.

Parallèle à cette hiérarchie est la hiérarchie médicale. A côté des magistrats, des avocats, se placent par le talent, la fortune et les honneurs., surtout dans les grandes villes, les médecins, les professeurs des Facultés de Médecine, à Paris, à Montpellier. A Paris, les plus illustres des médecins, les médecins du roi sont encore de plus hauts personnages ; approchant sans cesse la personne du roi, souvent confidents de Sa Majesté, ils se trouvent, naturellement, à part. Les chirurgiens ne viennent que bien loin après les médecins ; ils sont encore en procès avec ceux-ci, qui leur refusent de porter la robe et le bonnet ; il faut voir l'indignation de Guy Patin racontant la séance de

la Grand-Chambre où ce procès fut porté (1660)⁴³, et se livrant à ses, p042 aménités habituelles à l'adresse des chirurgiens et des apothicaires. Les apothicaires paraissent au dernier rang, quand ils ne se confondent pas avec les chirurgiens, dans la même corporation. Si les médecins ne sont guère des savants, si la plupart d'entre eux tardent vraiment, à Paris même, à suivre les progrès de la science moderne et à accepter les découvertes les plus incontestables, comme celle de William Harvey, ils ne sont pas étrangers aux lettres et fréquentent le monde, comme Guy Patin, ce médecin d'un conservatisme obstiné, un des plus fervents de la saignée et de la purge, mais qui, tout en aimant le roi, reste un frondeur d'esprit, heureux de médire, bref « satirique de la tête aux pieds ».

D'autres professions libérales sont nées, depuis cinquante ans, avec les progrès de la vie intellectuelle et artistique : hommes de lettres, professeurs, imprimeurs, libraires ; acteurs et gens de théâtre ; architectes, artistes, grands décorateurs.

Sans doute il est des écrivains qui de leurs ouvrages n'attendent aucun gain et qui ne font pas profession d'écrire : nobles de haute lignée, évêques, religieux : un La Rochefoucauld, un Saint-Évremond, etc. Mais la profession, toute neuve, d'homme de lettres rapporte, surtout quand elle s'exerce dans le genre dramatique ; car, pour les purs poètes, la cassette du roi ou celle d'un grand seigneur n'est pas inutile. Certes, les meilleures pièces de théâtre ne sont pas jouées longtemps, et il arrive qu'après la première série des représentations, elles ne reparaissent plus à la scène que de temps à autre : d'où la nécessité pour un théâtre, comme celui du Marais ou de l'Hôtel de Bourgogne, d'un répertoire très varié. Mais cette variété permet à nombre d'auteurs de gagner de l'argent, et aux acteurs d'être assurés d'une profession lucrative. Les acteurs d'une troupe ambulante, comme celle de Poquelin-Molière, qui parcourut douze ans les villes du Midi, purent gagner leur vie.

Les imprimeurs et les libraires ont acquis une situation sociale plus élevée, à Paris, à Lyon, à Rouen, à Tours, dans toutes les cités sur lesquelles a passé le souffle de la Renaissance : outre les livres de piété et de théologie, plus nombreux que jamais en ces temps

⁴³ Lettre de Guy Patin, 25 février 1660.

d'ardente controverse, les ouvrages de littérature, les tragédies et les comédies sont au premier rang, accompagnés de gros traités de jurisprudence, de livres sur l'agriculture ou sur les métiers, qui vont se multiplier, à la faveur du mouvement scientifique et technique du siècle. Imprimeurs et libraires travaillent pour un public toujours plus nombreux, qui, d'ailleurs, ne se limite point aux frontières de la France : la librairie française, qui publie tant de chefs-d'œuvre, va devenir une belle ^{p043} industrie d'exportation. Il est vrai qu'elle est sans cesse menacée par la censure, la suspension ou même la suppression de certains ouvrages de théologie et de philosophie qui déplaisent à la Sorbonne ou au gouvernement : risques fâcheux pour l'éditeur, pour sa maison d'abord, et ensuite parfois pour sa personne. Toutefois, pour le moment, grâce à la liberté dont les auteurs ont à peu près joui sous Mazarin, libraires et imprimeurs n'ont pas subi trop de dommages ni de tracas.

Les architectes, sculpteurs, peintres, décorateurs, dessinateurs de parcs et de jardins, forment, de leur côté, une classe à part ; c'est une importante hiérarchie : celle de l'art français. Au sommet, comme dans les sciences ou les lettres, plane une sorte d'aristocratie du talent, où l'on rencontre les grands bâtisseurs, comme Le Vau, l'architecte du petit et charmant Versailles de Louis XIII et du splendide château de Vaux ; François Mansart, créateur de l'imposant château de Dampierre, résidence des ducs de Luynes ; les peintres illustres, Lesueur, Philippe de Champaigne, grands décorateurs de Vincennes ou de l'hôtel Lambert. Au-dessous de ces maîtres et de leurs émules, il n'y a qu'une sorte de bourgeoisie de l'art, estimable certes, mais auxiliaire, et qui n'a pas la condition sociale de l'élite.

Peut-être faudrait-il placer ensuite le Clergé moyen, intermédiaire entre le haut Clergé des évêques et des grands abbés et la foule des desservants de campagne ou les simples moines ou régents de collège : les curés des villes, dont beaucoup, avec leur casuel et parfois leurs dîmes, vivent dans une assez large aisance, et qui ont souvent, surtout dans les principales cités, une grande valeur intellectuelle et une haute situation morale.

Tout autre est la hiérarchie industrielle et commerciale. Elle comprend, elle aussi, de nombreux degrés. Les rois en sont les financiers, les armateurs des ports, les grands négociants, les maîtres-

marchands-fabricants. Plusieurs ont édifié de grosses fortunes, à la faveur des guerres et de la détresse du Trésor public. Quelques-uns sont même entrés dans la Noblesse. Cependant la situation de nombre d'entre eux, en particulier des financiers, est devenue très instable ; beaucoup de « traitants », français et étrangers, se sont enrichis scandaleusement, au temps de Mazarin, où, le Trésor étant vide, l'État était forcé d'emprunter à des taux usuraires ; le nouveau gouvernement va revenir sur tous ces « traités » et leur faire rendre gorge. Mais, après la saignée, ils reviendront à la vie ; car de nouveau on aura besoin d'eux. Beaucoup de trésoriers ou de receveurs des finances, de fermiers des « aides » sont restés des bourgeois ; ils sont, en général, riches, et le Trésor compte sur leur concours.

^{p044} Les armateurs des ports de Marseille, de Bordeaux, de Nantes, de Rouen apparaissent comme des personnages importants dans leurs cités ; il est vrai que, dans la complète décadence de la marine, ils n'ont plus même la situation du temps de Richelieu ; mais on sent que la paix va les relever. Puis viennent les négociants, qui importent et exportent, en relations d'affaires avec des commissionnaires étrangers, Hollandais, Hanséates, Anglais, dans les ports du Ponant. Enfin les maîtres des métiers érigés en corporations, très riches déjà dans les grandes villes : à Paris, les maîtres des « Six Corps », à Rouen, à Amiens, etc. ; et à Lyon et dans quelques villes comme Dijon, du moins en partie, les patrons des principaux métiers libres ; car dans ces villes s'est conservée encore la liberté de la plupart des métiers. Parmi les maîtres il est bien des degrés. Ceux des grands métiers sont de gros bourgeois ; jurés des « jurandes », ils examinent les « compagnons », qui présentent leur chef-d'œuvre pour entrer dans la maîtrise, et ils en reçoivent fort peu. C'est une classe qui reste toujours ouverte, en principe, mais qui, en fait, n'est guère accueillante au pauvre « compagnon », qui n'a pour lui que sa capacité et son zèle, pendant que des « lettres de maîtrise », délivrées par le roi moyennant finance, permettent au riche d'entrer directement dans la corporation.

Nombre de ces marchands enrichis n'ont cessé, on l'a vu, d'aspirer à la Noblesse, d'acheter des « offices ». C'est parmi ces négociants, ces armateurs, ces financiers que commencent à être choisis, du moins en partie, les échevins des villes. Ces fonctions honorifiques les préparent à des situations plus hautes, surtout dans les grandes cités ;

car, dans les petites, il arrive parfois, comme à Sens, que les marchands ne sont pas admis à élire le maire, toujours pris parmi les « officiers » et les avocats ⁴⁴.

Au-dessous de cette bourgeoisie riche, que la fortune, l'ambition et souvent la capacité et la puissance de travail poussent toujours plus haut, mais en marquant sagement le pas, et respectant les étapes, de génération en génération, se place la petite bourgeoisie des métiers secondaires, où le maître travaille souvent ^{p045} avec un seul compagnon ou un ou deux apprentis, gagnant sa vie au jour le jour, mais propriétaire de son modeste atelier, et parfois d'un lopin de terre aux abords de la ville. A côté de ces modestes maîtres de corporation, on peut ranger des petits « officiers » qui tiennent un « grenier à sel », comme le père de Racine à La Ferté-Milon ; puis les principaux commis des Aides, des Fermes, etc. Plus bas encore, en général, ceux qui exercent un petit métier libre, dans certaines villes où le régime corporatif n'est pas dominant, comme Poitiers, Dijon, et où subsistent nombre de métiers qui n'ont point été érigés en corporations : petites gens, mais qui, encore vers le milieu du siècle, participent à l'élection des membres de leur municipalité ⁴⁵.

Toute cette bourgeoisie, formée de classes si diverses, aux hiérarchies indécises et flottantes, a un genre de vie très différent selon les villes, et surtout suivant la fortune, la profession, la valeur intellectuelle. Ce sont autant de petits mondes, séparés en fait. Magistrats, avocats, médecins ne fraient guère avec les maîtres de métier, même aisés. Armateurs, gros négociants, financiers, par leur luxe comme par leur profession, forment, dans les grands ports, une

⁴⁴ On voit qu'à Sens, avant 1679, il en est ainsi. Arrêt du Conseil (23 décembre 1679) pour la ville de Sens (Archives Nationales, ADI^{1A}). « Les officiers de justice de la ville ont entrepris de leur autorité privée de jouir toujours non seulement de la Mairie, mais des quatre places d'échevins. » Les marchands réclament. Ils exercent la juridiction consulaire gratuitement, quoiqu'ils se soient presque ruinés pour la conserver. Désormais le maire et les échevins seront choisis alternativement dans le corps des officiers et avocats et dans celui des marchands qui auront exercé les charges de Juges et Consuls. La situation changera en 1679 ; preuve de l'accroissement du commerce et de l'influence de la classe marchande, au temps de Colbert.

⁴⁵ Voir Roupnel, pour Dijon. Mais assez tôt le gouverneur désigne le maire, à moins que ce ne soit la Chambre des Comptes : d'où l'agitation, en 1656, des notables et des avocats. Il y avait eu, en 1611, un cens électoral, qui écartait les manouvriers et les vigneron de l'élection du maire.

société à part. A la vie intellectuelle de la nation ne participent guère, dans les petites villes, que les magistrats et les ecclésiastiques. Mais tous sont assidus aux offices de leur paroisse ; les uns en sont les marguilliers, d'autres les bienfaiteurs ; les métiers, qui depuis des siècles ont formé des « confréries », font dire des messes annuelles, à la fête de leur « patron » : fêtes religieuses qui constituent, en somme, la vie intime et traditionnelle de la petite cité, et qui en rompent un peu la lente monotonie. Point d'activité politique : seule l'élection de la municipalité garde encore quelque attrait et excite l'intérêt.

Représentons-nous, autant qu'il est possible de le faire aujourd'hui, une ville de moyenne importance vers 1660. À Dijon, cité de 22.000 habitants, 10.000 composent les familles des privilégiés, nobles d'épée ; ecclésiastiques, nobles de robe. Partout déjà s'élèvent des hôtels de parlementaires, de bourgeois riches (avocats, notaires, « procureurs », gros marchands), mêlés, d'ailleurs, aux modestes maisons des petits bourgeois ou des gens du peuple, les terrains étant souvent obtenus au centre de la ville par des démolitions de vieux immeubles. Si les différentes classes de la société voient dans la rue, elles sont déjà bien séparées : les parlementaires, qui se distinguent par le costume, ^{p046} les préséances, les saluts obligatoires, semblent s'isoler dans leur grandeur ; les riches bourgeois, fiers de leur maison de ville, voire de leur fief et de leur château à la campagne, se mettent à part. La société se hiérarchise ; l'esprit de communauté, qui faisait la force des villes aux XV^e et XVI^e siècles, s'affaiblit et va disparaître.

Dans les toutes petites villes, cette soif de distinctions n'est pas moindre. On y trouve des classes sociales tranchées, de petites oligarchies, avec de petits intérêts et de très mesquines idées. On n'y rencontre plus une communauté vivante. La vie française n'est pas là.

Elle est dans ces grandes cités du travail, dans les métropoles de l'industrie, Lyon et Rouen, Amiens et Reims, dans les ports du Ponant et à Marseille, où toute une bourgeoisie active est décidée à prendre sa part du commerce général que se disputent Anglais et Hollandais. Armateurs, négociants, banquiers, défiants de l'autorité, peu disciplinés, entendent déployer leur énergie personnelle en pleine liberté. N'ont-ils pas fait déjà des merveilles ? Que de Français des côtes du Ponant ou de la Méditerranée sont déjà passés au Levant ou

aux Indes, au Canada et aux Iles ⁴⁶ ! Mais ce mouvement d'expansion, qui crée de nouvelles Frances en terres lointaines, et y répand, avec la religion, la langue et la civilisation françaises, et auquel de petits pays de l'intérieur, comme le Perche ⁴⁷, ne sont pas restés étrangers, le nouveau gouvernement saura-t-il le revivifier et le développer ?

Toutes ces cités si laborieuses, ces ports, si heureusement, situés, et souvent si hardis dans leurs entreprises, sont de véritables républiques. Pendant la Fronde, s'est produit une sorte de réveil municipal, à Bordeaux, à Marseille, à Lyon comme à Paris. Mais maintenant le roi est bien décidé à ne plus rien tolérer de ses « bonnes villes ». Et, si elles ne sont pas encore serves, elles sont déjà ligotées. Elles ne constituent, d'ailleurs, tel le « Consulat » de Lyon, que des oligarchies bourgeoises, sur lesquelles le roi peut facilement avoir prise.

[*Table des matières*](#)

VI. — Le peuple des villes

Venons maintenant au petit peuple, qui forme la plus grande partie de la population, dans les villes et dans les campagnes.

^{p047} Dans les villes, ce sont les artisans, les journaliers et les domestiques qui composent en général ce qu'on appelle le peuple. Les artisans de petits métiers restés libres sont nombreux en certaines villes. Où, on le sait, le régime corporatif n'est pas le régime unique et exclusif, comme Dijon, Poitiers et surtout Lyon. Viennent ensuite les « compagnons » des maîtres de métier, qui aspirent, souvent en vain, comme on a vu, à la maîtrise ; puis les apprentis, en nombre limité par les règlements, chez chaque maître de corporation ; puis les journaliers, portefaix, manouvriers, qui vivent au jour le jour. Les valets, servantes, domestiques des grandes familles et des communautés ecclésiastiques sont extrêmement nombreux dans les villes principales, où le luxe consiste à en avoir beaucoup : c'est toute

⁴⁶ Voir pour l'époque de Richelieu, H. Hauser, *La Pensée et l'action économiques du cardinal de Richelieu*.

⁴⁷ Ceci a été noté par l'intendant d'Alençon (1698), qui dit que quarante ans auparavant plusieurs familles étaient passées au Canada ou aux Iles, et que cet exemple, vu le « profit raisonnable », « eût dû en exciter d'autres à sortir de leur pays pour goûter d'un autre ».

une armée, chez les princes et les hauts et puissants seigneurs de la Noblesse, chez les financiers, qui s'enrichissent si vite, chez nombre de parlementaires aussi. Mais chez les bourgeois économes il y en a peu, parfois point, bien que les gages, à l'année, soient relativement peu élevés. Enfin on rencontre parfois, à cette époque, des paysans réfugiés ou même installés à demeure fixe dans un faubourg de ville, comme le sont des centaines de vignerons à Dijon, que la guerre y a fait refluer. Tous ces gens, qui souvent comprennent les trois cinquièmes des habitants, sont de plus en plus rivés à leur condition. Mais ils ont, dans l'enceinte urbaine, la sécurité, et, en travaillant pour les privilégiés, la certitude de manger du pain. Cependant ils n'ont plus aucune influence sur les affaires de la cité. Les nouveaux privilégiés, à mesure qu'ils ont consolidé leur situation, les ont exclus de l'élection du maire, à Dijon, par exemple (1611). L'hôtel de ville devient le patrimoine d'une petite oligarchie bourgeoise. En Bourgogne, c'est le gouverneur de la province qui désigne les maires, à moins que ce ne soit, comme à Dijon, la Chambre des Comptes, en attendant que le roi nomme seul. D'où des résistances populaires, une vive agitation⁴⁸, d'ailleurs vouée à l'échec. Alors la séparation des classes est définitivement consommée.

[*Table des matières*](#)

VII. — *Le peuple des campagnes*

Dans les campagnes, au-dessous d'une classe souvent nombreuse, parfois très clairsemée, comme en Bourgogne, de « laboureurs », propriétaires de leurs terres, ou de gros fermiers et de petits métayers, on trouve une foule de manouvriers, voire, ^{p048} dans les pays de l'Est, de « mainmortables », possesseurs attachés à la glèbe, qui travaillent pour le maître ecclésiastique, noble ou bourgeois, moyennant des redevances en argent ou en nature, et très souvent mixtes ; lourdes charges, à cette époque de crise effroyable⁴⁹. Dans le travail de

⁴⁸ Agitation à Dijon, en 1656, cf. Roupnel, chap. sur la ville.

⁴⁹ Il y aurait bien des recherches à faire sur les paysans avant 1660 et même après 1660. Les travaux qui existent, comme celui de Roupnel, sont rares. Y a-t-il, à cette époque, un très grand nombre de paysans propriétaires ? A cette question on sait comment Roupnel a répondu pour la Bourgogne, ou du moins pour la campagne dijonnaise, au XVII^e siècle. Là où l'on trouvera beaucoup de

restauration qui s'impose, les bourgeois, qui à peu près seuls ont de l'argent, entendent ne le dépenser que s'ils trouvent des métayers ou des bailleurs capables ; car c'est souvent, on l'a vu, le métayage qui tend à dominer maintenant, même dans les vieux pays de fermages et de censives, comme la plaine dijonnaise. Cependant beaucoup de propriétaires, nobles endettés, ruinés, ne retenant souvent en leurs mains que des lambeaux de leurs domaines, bourgeois même exploitent les populations rurales, enlèvent à la communauté paysanne les biens communaux qui lui restaient, des pâtis, des marais, des forêts, nécessaires à son économie domestique ; d'autres encore, on l'a vu, en Forez, en Auvergne, deviennent des seigneurs pillards et même criminels, comme si tous les liens sociaux étaient abolis et qu'il n'y eût plus trace en France d'autorité et de justice. Encore si les saisons étaient favorables aux récoltes ! Mais, dans ces années, ce ne sont, malheureusement, que désastres, épidémies, qui tombent sur les hommes et sur le bétail, comme sur les champs. La nature même semble conjurée avec la société contre le paysan. Alors, désespéré, voyant tout lui manquer à la fois, il se révolte, à la première occasion : les émeutes des pauvres gens des campagnes ne furent pas rares, de 1650 à 1662, en Normandie, en Boulonnais, et on ne les connaît pas toutes. Chez eux reste un fonds de sauvagerie, qui reparaît à tout moment ; ce sont bien, comme dira plus tard La Bruyère, des « animaux farouches ». Que peut sur un tel peuple, abandonné à lui-même, exploité par ses seigneurs, par le fisc, par le curé décimateur, étranger au village, le pauvre desservant de la paroisse, souvent obligé de mendier lui-même son pain, ignoré, méprisé de ses supérieurs ? Point d'école, bien souvent ; et, quand il y en a une, le paysan n'y envoie guère ses enfants qu'en hiver, lorsque le travail chôme aux champs. Le beau monde des ^{p049} villes ne s'occupe ni de l'agriculture ni des paysans, qui pourtant le nourrissent. C'est là certainement le vice le plus grave de tout le régime social.

[*Table des matières*](#)

petits propriétaires au XVIII^e siècle, on en trouve donc très peu au XVII^e dans ce pays, foulé, saccagé, il est vrai, par l'invasion. Dans quelle mesure les autres pays se sont-ils comportés de même ou différemment, notamment ceux de l'Ouest, du Centre, du Midi, qui n'ont pas vu les guerres contre les Espagnols et les Impériaux, mais qui cependant ont vu la guerre civile ? On ne le sait pas au juste.

VIII. — *Conclusion*

Des classes séparées, mais point encore fermées ; une ascension, difficile d'ailleurs, des gens du peuple vers la bourgeoisie ; une montée continuelle, persévérante, des bourgeois vers la Noblesse, au moyen de l'argent beaucoup plus que du talent ; la vénalité des charges, cette plaie de l'État, entretenant et favorisant les vices d'une société avide de distinctions, de places et d'honneurs ; des hiérarchies de conditions qui se consolident ; un esprit de corps grandissant, non seulement dans l'ensemble d'une classe, mais dans les divers degrés de chaque classe, seules réalités sociales ; une société qui tend à se diviser en sous-classes, et celles-ci, à leur tour, à se différencier encore, à se compliquer, pour ne réunir plus que des gens tout à fait semblables par la profession, la fortune, les usages, les manières, le genre de vie : voilà le spectacle que donne la France en 1661, spectacle de division totale qui résulte du jeu des privilèges, de la faveur et surtout de l'argent. Il n'y a pas un lien d'ensemble.

La monarchie songera-t-elle à établir cette unité, qui rendrait la nation plus organique et plus puissante ? Fera-t-elle circuler dans ce grand corps, si divisé, des intérêts et des sentiments communs qui en rapprochent, au moins idéalement, tous les membres ? Laissera-t-elle subsister la misère la plus abjecte à côté de ces existences privilégiées, ornées des plaisirs délicats de l'esprit, souvent avides des fêtes gloutonnes de la table, ravagées par une passion du jeu qui va parfois jusqu'à la tricherie et par les plus folles intrigues ? Essayera-t-elle d'ordonner cette société si peu réglée et de la soumettre à la discipline que ni la religion ni l'éducation n'ont su lui donner ? Lui permettra-t-elle de se développer suivant ses aspirations les plus nobles, et lui laissera-t-elle la liberté de la pensée et de la conscience ? Tout va dépendre du jeune souverain qui entre en scène avec l'auréole de la victoire et une tradition monarchique déjà puissante.

[*Table des matières*](#)

Chapitre III

L'État, de 1661 à 1685

I. — *Louis XIV et ses ministres*

On le connaît déjà, avant même son gouvernement personnel, par un acte d'autorité qui a étonné tout le monde. Il a signifié sa volonté au Parlement et lui a ordonné d'enregistrer les édits et ordonnances en silence, sans « remontrances ». Et, après la mort de Mazarin, comme l'« Assemblée générale du Clergé de France » se trouve réunie, et que l'archevêque de Paris demande au jeune prince à qui il faudra désormais s'adresser, Louis XIV lui répond : « A moi, Monsieur l'Archevêque » (1661). Louis XIV veut gouverner lui-même. Pour savoir comment il prétend le faire, il faut le voir à l'œuvre, l'entendre exposer ses idées, les moyens dont il veut se servir, le but général qu'il va peu à peu se proposer.

Quand, après avoir rongé son frein avec une impatience grandissante, pendant les dernières années du cardinal Mazarin, Louis XIV arrive à gouverner en personne, il a déjà vingt-deux ans. Son éducation, au milieu des troubles de la Fronde et des péripéties de la guerre contre l'Espagne, a été fort négligée, et il ne l'ignore pas ; mais il a du caractère, de la volonté, de l'intelligence aussi. Espagnol par sa mère Anne d'Autriche, petite-fille de Philippe II, Italien par sa grand-mère maternelle Marie de Médicis, il tient de ses origines le goût de la représentation, l'amour du faste, de la « réputation ». Toute sa personne respire la majesté et un passionné désir de gloire. Tel il paraît, non pas peut-être ressemblant dans le détail, mais merveilleux d'expression, en un éblouissant buste de Bernin qui orne Versailles. C'est bien ainsi que l'ont vu et compris les perspicaces ambassadeurs vénitiens et le sagace envoyé piémontais, marquis de Saint-Maurice, dans leurs premières audiences. Ils ont même observé en lui un fonds de dissimulation. Par là encore, Louis XIV est peut-être plus Italien qu'Espagnol : c'est qu'il a été longtemps à l'école de Mazarin, ce

ministre qui sut dominer par la ruse et ^{p051} la souplesse plus que par la violence ; il n'oubliera aucune des leçons, aucun des conseils politiques et religieux, aucune des recommandations de personnages que le cardinal lui a faits avant de mourir. Tous ces traits de caractère, héréditaires ou acquis, se développeront vite par l'exercice du pouvoir. Ses idées, ses sentiments s'exprimeront avec une clarté parfaite. Et, avant même qu'ils aient reçu leur expression définitive dans des écrits, comme les *Instructions pour le Dauphin*, ce sont eux déjà qui dominent le jeune roi et le font agir. Si la doctrine n'est pas exposée dès 1661, elle existe déjà, dans son esprit, ferme, consciente : c'est celle de ses éducateurs, de Mazarin et de sa mère espagnole ; c'est celle de Philippe II, et c'est encore, au fond, celle d'Henri IV.

« Celui qui a donné des rois aux hommes a voulu qu'on les respectât comme ses lieutenants, se réservant à lui seul le droit d'examiner leur conduite. Sa volonté est que quiconque est né sujet obéisse sans discernement. » Ainsi c'est Dieu qui ordonne par les rois. C'est la doctrine du droit divin des rois. Elle est puisée dans la religion, dans les Livres sacrés. Où sont donc les « coutumes », les vieilles coutumes que saint Louis recommandait tant à son fils ? où les antiques traditions de la monarchie, tempérée par ces coutumes et par les assemblées de la nation, les États généraux ? Les voilà, maintenant, déclarées par Louis XIV indignes d'un grand monarque. « L'assujettissement qui met le souverain dans la nécessité de prendre la loi de ses peuples est la dernière calamité où puisse tomber un homme de notre rang. » Car, ajoute le roi, parlant au dauphin : « Vous devez être persuadé que les rois sont seigneurs absolus et ont naturellement la disposition pleine et libre de tous les biens qui sont possédés aussi bien par les gens d'Église que par les séculiers, pour en user en tout temps comme de sages économes. » Même la vie de ses sujets ne lui échappe pas : il a sur elle un droit absolu. « Comme la vie de ses sujets est son propre bien, le prince doit avoir bien plus de soin de le conserver. » Les sujets ne possèdent encore rien que par droit et autorité du souverain. Ils n'auront plus dès lors qu'un sentiment : la crainte, à moins que ce ne soit l'admiration et presque l'adoration. Ces sentiments, les représentants de l'Église s'empresseront de lès leur inculquer. Se servant des « propres paroles de l'Écriture sainte », Bossuet démontrera, de toute la puissance de son éloquence, que les rois sont les « lieutenants de Dieu sur la terre ». Et, en parfait

courtisan, le maréchal, duc de La Feuillade, fera monter l'encens vers la statue de son roi couronné par la Victoire, comme vers un dieu adoré par ses fidèles.

^{p052} Comme Louis XIV a, profondément ancrée dans son esprit, l'idée de l'origine divine de son pouvoir, il se fait une très haute idée de son devoir envers ses sujets. Ce devoir consiste dans un travail incessant avec ses ministres. C'est ce qu'il appelle son « métier de roi ». Métier, en effet, qui, tout en accordant des heures à la chasse et aux plaisirs, prend une bonne partie de la journée, occupée à des lectures de « dépêches » et à des délibérations en Conseil. Les ministres sont et seront toujours pris, sauf une seule exception à la fin du règne, dans la bourgeoisie, cette classe d'hommes actifs, travailleurs, dévoués à la monarchie et à la personne du roi. C'est après mûre réflexion que Louis XIV donne le pouvoir à ces gens sans grande naissance. Après la Fronde, qui avait voulu rétablir la domination de l'aristocratie, il était tout naturel qu'il en fût ainsi. Ce n'est pas cependant la principale raison qu'en donne le roi : « Je crus, dit-il, qu'il n'était pas de mon intérêt de choisir des hommes de dignité plus éminente, parce qu'ayant besoin sur toutes choses d'établir ma propre réputation, il était important que le public connût, par le rang de ceux dont je me servais, que je n'étais pas en dessein de partager avec eux mon autorité, et qu'eux-mêmes, sachant ce qu'ils étaient, ne conçussent pas de plus hautes espérances que celles que je leur voudrais donner. » Il faut donc qu'il apparaisse aux yeux de son peuple comme le maître, le seul maître. « Il me semble, a-t-il dit encore, qu'on m'ôte ma gloire, quand sans moi on en peut avoir ? » Il est jaloux de sa « réputation », même envieux des supériorités incontestées, indépendantes de lui ; il est hors de doute qu'il a éprouvé ce sentiment devant les grands hommes de son temps, en particulier devant Turenne, mais qu'il a cherché aussi à le dissimuler.

A l'entendre, on pourrait croire qu'il a choisi ses ministres. Mais, à son avènement, il garde ceux que sa chance lui offre ; Mazarin les lui a préparés : Hugues de Lionne, Le Tellier, enfin, après la disgrâce de Fouquet, Colbert, intendant de Mazarin, spécialement recommandé comme un futur ministre de grande ressource. Tels sont les trois

ministres d'État, formant son Conseil ⁵⁰, qu'il a à ses ordres, tous tirés de cette bourgeoisie judiciaire et même commerçante qui a donné tant de serviteurs dévoués à la royauté. Avec eux, dans le Conseil, il montre une ^{p053} grande application aux affaires, écoute les longs et fastidieux, rapports sur l'administration et la politique générale, pèse les arguments contraires et se flatte de décider par lui-même. Mais, encore sans expérience et sans grande puissance d'esprit, voulant tout connaître, il s'attache aux multiples détails des choses. Il lui restera toujours ce goût, qui satisfait sa curiosité et son esprit peu porté aux vastes horizons. L'expérience lui donnera plus tard les vues d'ensemble.

En bon disciple de Mazarin, il ne cesse d'opposer ses conseillers les uns aux autres. Il aime à écouter les thèses adverses de ses ministres, Colbert, Lionne, Le Tellier, puis Louvois. Il associe dans son Conseil des factions rivales, ne gronde que lorsqu'elles se font la guerre sous ses yeux et le gênent ⁵¹ ; il pense rester ainsi l'arbitre suprême. En réalité, il penche de plus en plus vers la faction Le Tellier, qui représente la guerre, son ambition la plus chère. Il écoute avec plaisir Colbert, quand il lui parle des « bâtiments », son autre passion, et d'une oreille moins complaisante quand il lui rend compte des progrès de sa marine ou de l'état de ses finances. Bref, ne pouvant

⁵⁰ Colbert est ministre d'État après Fouquet. « C'est sur ces trois hommes que repose toute la masse du manège et la charge des évolutions, non seulement de la France, mais je dirais volontiers de l'Europe tout entière ; c'est une image sur terre de la céleste Trinité ». dit Giustiniani, en 1668 (*Relazioni*, III, p. 179).

⁵¹ Voir la lettre du roi à Colbert (23 avril 1671), citée par Lavissee, *Louis XIV, Histoire de France*, t. VII, p. 158. « Ne hasardez plus de me lâcher encore, car après que j'aurai entendu vos raisons et celles de vos confrères et que j'aurai prononcé sur toutes vos prétentions, je ne veux plus jamais en entendre parler. Voyez si la Marine ne vous convient pas, si vous ne l'avez pas à votre mode, si vous aimeriez mieux autre chose ; parlez librement, mais après la décision que je vous donnerai, je ne veux pas une seule réplique. Je vous dis ce que je pense pour que vous travailliez sur un fondement assuré et pour que vous ne preniez pas de fausses mesures. » — Primi Visconti écrit en 1678 : « Le Tellier et Colbert ne sont pas trop bons amis, l'un voulant primer l'autre. Mais le roi les tient en équilibre pour mieux faire ses affaires. » Cité par L. André, *Michel Le Tellier et Louvois*, p. 290. — Dispute entre Louvois et Colbert, en plein Conseil. Le Tellier intervient : « Comment, Messieurs, vous perdez le respect que vous devez au roi en vous querellant en sa présence ? »

tout voir, tout contrôler, il laisse une énorme autorité à ses ministres⁵² qui, ayant des « départements » très complexes et fort chargés, ne peuvent étudier et expédier les affaires que par un travail harassant, où aux écritures et aux ordres succèdent des enquêtes sur place, parfois de longs voyages⁵³. Et ainsi, croyant être le maître de tout, il trouve son « métier de roi », si commode avec de tels hommes, vraiment délicieux.

Au reste, ce n'est pas sans heurt qu'il l'exerce, au milieu de ces ministres aux vues si différentes : d'un côté, Le Tellier, puis p⁰⁵⁴ son fils Louvois ; de l'autre, Colbert ; les arts de la guerre en face des arts de la paix. Louis XIV favorisera les uns et les autres. Mais, naturellement porté vers la guerre, il subordonnera à celle-ci tout le travail de la nation. Non qu'il se révèle un grand capitaine, comme son aïeul Henri IV, mais il est dans la tradition monarchique qu'un roi de France fasse la guerre, qu'il donne satisfaction à une foule de nobles, qui, « au premier bruit de guerre », viennent « grossir sa cour en un instant » et lui « demandent de l'emploi »⁵⁴. C'est « la plus digne et la plus agréable occupation des souverains »⁵⁵, dira-t-il un jour. Ses premières victoires l'enchantent ; dès qu'il est devant Lille, en 1667, il écrit : « J'ai été bien aise que la justice m'ait ouvert la porte de la gloire, et qu'elle m'ait fait naître l'occasion de montrer à toute la terre qu'il y a encore un roi au monde »⁵⁶. » Pourtant ce général, qui ne peut « plus être que seul à commander une armée », qui veut « avoir ce mérite de plus à la guerre, et faire voir qu'il sait embarrasser ses ennemis par sa seule présence »⁵⁷, aime peu la bataille rangée, décisive, qui pourrait tout compromettre d'un seul coup, et reste prudent ; car, « si quelque roi doit avoir ces

⁵² Marquis de Saint-Maurice, *Journal*, t. I^{er}, p. 160 (sur le roi jaloux de son autorité, 1667) ; p. 209, le roi « se laisse absolument gouverner par ses ministres ». — Sur l'influence des Le Tellier, Spanheim, *Relation*, p. 325, 329.

⁵³ Voir les voyages de Louvois aux armées, dans L. André, *ouvr. cité, passim*, p. 253, 264 et suiv.

⁵⁴ « Au premier bruit de la guerre de Flandre, ma cour se grossit en un instant d'une infinité de gentilshommes qui me demandaient de l'emploi. (*Instructions pour le Dauphin, Œuvres de Louis XIV*, t. II, p. 274.)

⁵⁵ Lettre au marquis de Villars, 8 janvier 1686.

⁵⁶ Conversations devant Lille, id., t. II, p. 42&.

⁵⁷ *Œuvres de Louis XIV*, t. IV, p. 84.

considérations, c'est assurément celui qui voit consister à sa seule personne tout le bonheur ou la perte de son État » ⁵⁸. Mais les sièges, réglés d'avance, les villes prises, où il conduit les dames, la reine avec La Vallière et Montespan dans le même carrosse, « les trois reines », pendant qu'il caracole fièrement devant Lille ou Douai, tel que l'a campé le grand peintre Van der Meulen, au milieu du décor printanier de la nature septentrionale ; mais les entrées solennelles, au son des cloches, le Magistrat présentant humblement, à la porte principale, les clefs de la cité : voilà ce que ce roi jeune et brillant aime avant tout, parce qu'ainsi il donne de lui à ses peuples l'idée d'un grand capitaine, d'un nouvel Alexandre. C'est par cet amour de la guerre, de « l'agrandissement » et de la gloire que Le Tellier et Louvois le tiennent, et qu'il échappe souvent à Colbert.

Colbert, en effet, représente la réforme intérieure du royaume, la sage administration des finances, l'expansion coloniale et la création d'une puissante marine, le progrès du travail national dans tous les domaines, enfin l'accroissement de la richesse ^{p055} privée et publique, et par là même de la puissance française. Il parle au nom de ce peuple nombreux d'artisans, de paysans, surtout de marchands, ces bourgeois qui veulent gagner toujours davantage, en montant de grands établissements. Mais l'argent intéresse peu un grand roi, qui ne sait que le répandre, comme ses ancêtres ⁵⁹. Commerce, marine et colonies, manufactures, ce n'est pas là qu'est son cœur. Il visite rarement les ports, sauf Dunkerque, dont seules les fortifications l'attirent, cette merveilleuse place de Vauban, à l'extrémité de son royaume, et qui, dans sa pensée, ne doit pas rester longtemps la dernière à la frontière. Cavelier de La Salle ne recevra pas de lui un accueil enthousiaste, quand, après avoir quitté son fort improvisé des Illinois, au cœur du pays indien, il viendra lui offrir à Versailles la « Louisiane », un immense empire : ce n'est pas terre d'Europe, arrondissant son vieux royaume, et qu'il puisse aller voir. Il ne visite guère non plus, malgré les prières de Colbert, les manufactures royales, les grands établissements scientifiques : on ne le voit qu'une

⁵⁸ *Id.*, t. II, p. 426.

⁵⁹ Le roi aime à « amasser », a dit Spanheim, *Relation de la Cour de France*, éd. Bourgeois, p. 73 ; mais il n'amasse que pour donner. Point d'avarice (voir Voltaire, *Siècle de Louis XIV*). « Il donne même autant et plus par ostentation que par choix » (Spanheim, p. 73).

fois aux Gobelins, qu'une fois à l'Observatoire, fondé par lui-même. Quant aux pensions accordées aux artistes et aux écrivains, c'est à peine si elles vont par an à 100.000 livres, à peine ce qu'il donne si aisément à un courtisan quémandeur. Il n'est qu'une chose qui le ravit dans l'administration de son grand ministre : le soin que celui-ci donne aux « Bâtiments » ; car il est, lui, un bâtisseur-né, un amant passionné de l'art. Bref, il resterait souvent dans la plus désuète tradition, s'il n'avait pas, pour gouverner l'intérieur de son royaume, un ministre hardi, voire révolutionnaire, qui essaye de le tirer de la vieille routine, à son avantage et à sa gloire.

Ici on sent la contradiction du règne dans son action sociale. Par la guerre, avec Le Tellier et Louvois, Louis XIV emploie et soutient sa Noblesse, rendue oisive, et qui ne connaît et ne veut connaître que les armes. Par les arts de la paix, il ferait, en suivant jusqu'au bout Colbert, une politique toute en faveur de la bourgeoisie et de son activité économique et scientifique, productrice de richesse et aussi de puissance. Deux politiques contraires : elles ne cesseront de se combattre pendant la belle période du règne ⁶⁰. On ne manquera pas de dire plus tard ^{p056} — et Saint-Simon ne s'en fera point faute — que le règne de Louis XIV a été un règne de « vile bourgeoisie » ; on pourrait plutôt prétendre que, si le grand roi a chassé les nobles, turbulents et « frondeurs », du gouvernement, par intérêt politique et par souci de sa « réputation », il leur a livré, comme on verra, et l'armée et l'Église, sans parler de la Cour et de ses prébendes, et qu'il n'a soutenu personnellement que fort peu la bourgeoisie et les classes laborieuses dans leur effort économique, intellectuel et moral.

C'est que Louis XIV conçoit la « réforme du dedans » uniquement en vue de sa domination et de sa gloire. Avant tout, il veut commander et être strictement obéi. Il entend mettre enfin de l'ordre dans une société habituée depuis longtemps à ce qu'il appelle indiscipline, fixer chacun à sa place traditionnelle : le noble à son régiment ou dans ses terres ; le prêtre dans son diocèse, sa cure ou son couvent ; le magistrat dans son tribunal ; le bourgeois dans son

⁶⁰ Sur la rivalité des Colbert et des Le Tellier, en 1679, vers la fin du ministère de Colbert, on peut voir encore les lettres de Mme de Sévigné (novembre, décembre 1679) ; celle du 8 décembre surtout, *Œuvres*, t. VI, p. 136 (éd. des grands écrivains).

« office », son comptoir ou sa boutique ; l'artisan à son métier ; le paysan à sa ferme ; tous payant des impôts ou des « dons », sans élever la voix, laissant faire à son gouvernement et à ses ministres. Aussi, plus d'assemblées, si ce n'est celles qu'on ne saurait supprimer, parce qu'elles votent des impôts ou des « dons » : assemblées municipales, États provinciaux en quelques provinces, « Assemblées générales du Clergé de France », toutes temporaires, d'ailleurs. Les États généraux, même les Assemblées de Notables, ne sont plus qu'un souvenir historique.

Pas plus de libertés privées que de libertés publiques, en vertu des principes déclarés par le roi. Étant le maître de l'existence de ses sujets, il veut fortifier la puissance paternelle, qui ressemble à la puissance d'un roi « père de ses peuples », et qui a la même origine, et il y travaille par son intervention constante dans la vie des familles et par sa justice propre. Des biens des sujets il usera sans ménagement, toujours suivant ses maximes générales et les belles théories de ses légistes, nourris du droit féodal ; l'État ordonnera des expropriations, sans verser ensuite aucune indemnité, et cherchera à usurper sur des propriétés sans maître, qu'il aura laissé cultiver, le long des fleuves ou sur les rivages de la mer. Une terrible fiscalité, l'oubli de tous les engagements financiers viendront ensuite, sans que jamais aucune assemblée de la nation soit consultée et appelée à donner son consentement à aucune levée d'impôt. Tout se fait uniquement par ordre du pouvoir et, au besoin, par violence.

C'est en vertu de la religion que la règle sera imposée, au besoin par la force : d'abord la foi catholique et même, pour ^{p057} les catholiques, l'orthodoxie pure de Rome et des Jésuites. Non que le jeune roi soit un parfait dévot ; mais il est attaché à la religion de ses pères et de sa mère ; et, même au beau temps de ses amours, du règne de La Vallière et de Montespan, « Sa Majesté Très Chrétienne » observe avec exactitude toutes les pratiques religieuses et ne manque jamais de faire ses Pâques ; mais, quand l'amour aura jeté ses derniers feux, quand ce roi de quarante-cinq ans aura fixé son attachement par un mariage secret, il pensera enfin à son salut, ou on l'y fera sérieusement penser, et de cette « conversion », de cette tardive victoire sur lui-même, on lui demandera des preuves, des garanties. S'il en a déjà donné quelques-unes, selon les recommandations de Mazarin, contre le jansénisme, il en donnera de nouvelles, de plus

éclatantes, de plus sûres, contre toutes les hérésies, sans souci des terribles conséquences pour la paix et la prospérité de son royaume. Alors, avec une âme sereine, en possession de la Vérité et de la Foi catholique, il se fera le tyran des consciences, pour tous les persécutés et leurs coreligionnaires du monde entier, comme il apparaîtra, aux yeux des orthodoxes persécuteurs, un nouveau Constantin. On discutera encore longtemps si, en voulant établir l'unité de foi dans son royaume, il ne fut pas le jouet d'influences puissantes et secrètes, difficiles à démêler⁶¹. Mais ses grandes manifestations d'intolérance ne sont-elles pas les conséquences naturelles de ses principes mêmes ? Toutes les théories royales, toutes les applications qui en sont faites, forment un système, qui a en vue l'établissement d'une monarchie absolue. Il s'est créé dans les vingt premières années du règne : il a fallu du temps pour plier tout et tous à la volonté du maître. De cette nouvelle monarchie, Versailles se présente comme le symbole durable, imposant. Loin de Paris, de ce grand Paris, naguère si turbulent et si frondeur, trois larges avenues mènent au château surélevé : dès la grande grille, le terrain monte lentement à travers la première cour, puis, à la deuxième grille, se poursuit une ascension, plus lente encore, vers la Cour de marbre⁶², et vers le vieux château de Louis XIII, où, au milieu de la façade brique et pierre, s'ouvre la chambre du roi. Derrière ce château, un autre, beaucoup plus grand, a été bâti, avec ses deux longues ailes du Nord et du Midi, sur les jardins orientés vers le couchant. Décor de rêve où Louis XIV, après Nimègue, en pleine gloire, a définitivement fixé sa résidence⁶³ : d'ailleurs p058 toujours en voie d'embellissement, suivant le goût et la fantaisie du maître, qui a la passion de l'art.

Versailles, une énorme Cour, où Louis XIV est entouré de princes et princesses de sa famille, de sa Noblesse et de ses ministres, voilà la traduction de sa pensée propre, le témoignage le plus vivant de sa monarchie absolue : tout y est réglé, subordonné, hiérarchisé. Après ses victoires, après ses conquêtes de Nimègue, il y apparaît comme un dieu de l'Olympe. Il y commande avec majesté : ses ordres sont

⁶¹ On les examinera plus loin.

⁶² La Cour de marbre était plus élevée qu'aujourd'hui.

⁶³ Louis XIV est définitivement fixé à Versailles en 1682. On nous excusera de rappeler ici les pages 186-187 de notre *Louis XIV* (1944, in-8°).

publiés par ses ministres. Il y vit dans un concert de louanges qui passent la mesure de la condition humaine.

Tel est le régime monarchique, formé complètement au bout de vingt ans d'un labeur patient et méthodique ; tel en est le somptueux décor, où le roi réside, avec sa Cour, isolé de Paris et de la nation, donnant la loi à ses sujets et à l'Europe, sans autres bornes à son autorité que celles de sa raison ou de sa fantaisie. Ce régime nouveau, Louis XIV l'a créé à sa mesure. Ce régime exige, pour se maintenir, un labeur énorme : un roi très actif, capable d'une grande puissance de travail, jamais malade, toujours dispos pour tenir Conseil et faire fonctions de « premier ministre », pour représenter à la Cour, monter à cheval, passer des revues, aller à la guerre, écrire, à l'occasion, aux maréchaux, aux ambassadeurs, aux cardinaux, à des évêques, parfois à des ducs et pairs. Ce régime demande aussi des ministres tout dévoués, très capables, de vrais « bourreaux de travail », des Colbert et des Louvois, qui s'usent à l'immense tâche ; de grands magistrats ; surtout d'excellents administrateurs dans les provinces, exécuteurs fidèles des ordres ; des chefs d'armée ou d'escadre incomparables, des Turenne, des Condé, des Duquesne ; il demande enfin encore et toujours des favoris de la victoire, des succès, du bonheur.

Mais le souverain est-il assuré, s'il règne longtemps, de déployer la même activité et avec la même chance ? Trouvera-t-il dans les fils de ses ministres, ceux-ci disparus, les mêmes talents et les mêmes dévouements ? A son appel, le génie et le succès resteront-ils fidèles ? Et la monarchie absolue pourra-t-elle, comme la monarchie, plus tempérée, d'avant 1660, produire des hommes de grande initiative et des esprits de vaste envergure ? Questions graves, que personne ne se posait alors, ni le roi ni ses ministres, ni personne dans le gouvernement ou à la Cour, ni aucun historien ou moraliste, la science des caractères des hommes et, à plus forte raison, celle des sociétés étant encore dans l'enfance⁶⁴. C'est avec une confiance absolue en eux-mêmes et dans leur œuvre que Louis XIV et ses ministres ont

⁶⁴ Une lueur à peine, dans Saint-Simon (mais il a écrit sous Louis XV) ; on trouve, presque au début du portrait fameux de Louis XIV : « Les mouvements dont l'État avait été si fortement agité au dedans et au dehors, depuis la mort de Louis XIII, avaient formé quantité d'hommes qui composaient une cour d'habiles et illustres personnages et de courtisans raffinés »

voulu appliquer les principes de l'absolutisme et y contraindre la société française, qui avait su plusieurs fois y échapper : nouvelle expérience, qui sembla d'abord réussir. C'est cette tentative, la plus puissante qu'on ait vue au XVII^e siècle dans l'Europe occidentale, qu'il faut maintenant exposer dans son ensemble.

[*Table des matières*](#)

II. — La monarchie absolue : centralisation et unification de la France

Au moment où Louis XIV prend en main le gouvernement, un obstacle vient d'être brisé par l'action personnelle du jeune roi : les Parlements, ces révoltés de la veille. Mais d'autres entraves restent : la France n'est pas alors un État moderne, au sens précis du mot ; elle conserve un régime social qui est encore la féodalité civile ; elle vit avec une Église, qui a beaucoup plus de revenus que l'État, qui perçoit même des impôts en nature, qui, par le mariage, considéré comme un sacrement, règle la condition des familles, et qui dirige, en fait, l'assistance et l'éducation ; enfin la France n'a ni l'unité législative, ni l'unité douanière, ni même l'unité administrative parfaite, s'étant formée peu à peu, et venant encore de s'agrandir de vastes provinces qui gardent jalousement leurs « privilèges ». Cet agrandissement territorial va, d'ailleurs, se poursuivre, de 1661 à 1681 environ ; si bien qu'au cours du siècle une France nouvelle s'ajoute à l'ancienne, au Nord, à l'Est et au Midi, couvrant un quart du sol français, extrêmement riche, et donnant au royaume, entre les mers septentrionales et la Méditerranée, l'équilibre physique et moral qui lui manquait.

C'est pourtant dans ce cadre nouveau, avec ces traditions particularistes, ces entraves à l'unité des lois et à l'action toute-puissante de l'État, que Louis XIV et ses ministres ont entendu créer une monarchie absolue. Elle ne pouvait s'établir tout d'un coup ; même serait-elle fondée d'une manière aussi « absolue » que le roi la désirait ? Une telle monarchie devait d'abord se donner les moyens, sinon de briser tous les obstacles qui s'opposaient à son action, chose impossible d'ailleurs, du moins de les desserrer.

Pour cette œuvre, il faut au roi des agents permanents, qui ^{p060} ne dépendent que de lui, et lui soient tout dévoués : au siècle même du

gouvernement, des ministres et des secrétaires d'État, des conseillers d'État, tous tirés, on l'a vu, exclusivement de la bourgeoisie, moins indépendants que la Noblesse et le Clergé, plus instruits et plus capables de zèle, comme de travail ; ensuite dans les provinces, à côté des gouverneurs et des commandants militaires, qui appartiennent à la Noblesse, des « commissaires », revêtus de pleins pouvoirs par leur « lettre de commission », représentants directs du roi, révocables au besoin. Ces « commissaires départis » dans les provinces, « intendants de justice, police et finances », supprimés par la Fronde, puis peu à peu rétablis par Mazarin, sont chargés, en 1664, par Colbert, de vastes enquêtes et y deviennent permanents. Dans chaque « généralité » ou « intendance » siège un intendant à poste fixe, sauf en Bretagne, où le roi n'en établira un en permanence qu'en 1689⁶⁵. Ces intendants sont pris le plus souvent dans le corps des « maîtres des requêtes de l'hôtel », issus de familles de robe, connus du chancelier, du contrôleur général des finances et des secrétaires d'État, par les rapports qu'ils ont présentés devant les Conseils. La date d'entrée dans le corps des maîtres des requêtes est une date capitale dans la carrière, et toujours indiquée, à côté du nom de chaque conseiller d'État, sur les *États de la France* de cette époque. On prend rang d'ancienneté dans ce corps, pépinière des administrateurs du royaume.

En général, on est maître des requêtes vers vingt-cinq ans ; on devient intendant vers trente ou trente-cinq, selon le mérite, la protection ou la chance, d'abord dans un poste jugé secondaire, ensuite dans une « généralité » ou « intendance » plus vaste, dotée d'un Parlement et même d'États provinciaux. Ainsi on arrive, encore jeune et pourvu d'une grande puissance de travail, à un poste très élevé, dans l'administration générale, de même que dans la magistrature, l'Église ou l'armée : excellentes conditions pour le service de l'État, comme pour son agent même. Il est vrai que ces charges ne sont point conférées à la naissance et à la richesse, mais au mérite encore plus qu'à la faveur ; car, pour la tâche ardue qu'ils leur confient, le roi et les ministres ont besoin d'administrateurs capables et zélés. La monarchie nouvelle s'entoure de jeunes gens⁶⁶ ; elle sait

⁶⁵ Sur le mouvement administratif, fort intéressant, de 1665, voir le *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson*, t. II.

⁶⁶ Marquis de Saint-Maurice, *Journal*, p. 330 : Louvois ne veut, dit-il, employer que des jeunes gens (1669).

que, pour commander et porter le poids de la responsabilité, il ne faut pas avoir trop longtemps servi en sous-ordre.

^{p061} D'agents directs, qui agissent en son nom, le roi n'en a guère qu'une trentaine ; mais c'est une élite, et très active. « Intendants de justice », ils ne rendent pas la justice, qui est du ressort des Parlements et des divers tribunaux, mais ils la contrôlent, surveillent les magistrats, dénoncent au chancelier ceux qui causent du scandale par leur conduite, ou les corps judiciaires récalcitrants, comme le Parlement de Pau qui répugne à appliquer l'Ordonnance civile de 1667. Les finances, les impôts sont tout particulièrement de leur compétence, et toute la « police », c'est-à-dire le gouvernement économique et la surveillance de la pensée et de l'esprit public.

De là une paperasserie, peu abondante aux débuts du régime, mais qui ira augmentant sans cesse. De là, des bureaux au siège de l'intendance, qui ne sont encore que des embryons, mais qui prendront de plus en plus d'importance. La bureaucratie manque, à ses origines, de régularité. On ne fait guère attention aux archives : chaque intendant reste, en fait, maître d'emporter ou de laisser ses papiers administratifs ; si bien que son successeur est souvent fort embarrassé pour prendre connaissance des affaires pendantes. Toutefois, vers la fin du ministère de Colbert, la correspondance des intendants avec le contrôleur général des finances devient de plus en plus active et régulière ⁶⁷. Des habitudes administratives s'établissent : l'intendant, informé par lui-même ou par ses auxiliaires, présente une affaire au contrôleur général ou à celui des secrétaires d'État qui a la « généralité » dans son département ; si l'affaire est importante, elle va devant le Conseil des finances ou le Conseil des dépêches ; là, elle est l'objet d'un rapport, puis d'une décision ; enfin cette décision est envoyée à l'intendant, presque toujours conforme à celle qu'il avait lui-même recommandée : en général, le gouvernement donne raison à son administrateur, dont l'autorité ne cesse de s'accroître. Dans ces conditions, l'intendant est le vrai maître de sa « généralité ». Il est un agent actif de centralisation. Et il le devient d'autant mieux qu'il

⁶⁷ Cela apparaît nettement, par la correspondance de Colbert et par celle des intendants avec le contrôle général, après la mort de Colbert (1683). Cette dernière correspondance a été publiée par larges extraits, par de Boislisle, 3 vol. in-4°, d'après les papiers du Contrôle général des Finances, série G 7, des Archives Nationales.

demeure plus longtemps à son poste. Ainsi une administration nouvelle se superpose à l'ancienne, à celle des « officiers », propriétaires, en fait, de leurs charges de judicature et de finances. Elle ne détruit point celle-ci. Mais, chargé de surveiller ces « officiers », ayant reçu de très larges attributions qui empiètent sur les leurs, l'intendant, par ^{p062} la force des choses, entre en lutte avec cette caste jalouse de ses privilèges. Pourtant il est de robe, lui aussi ; mais, issu de la robe, il apparaît revêtu d'un mandat royal, et il n'est ni alliance de famille ni intérêt de classe qui puissent lui faire négliger sa « commission ». Il lui appartiendra, dans bien des cas, d'atténuer le conflit, non seulement par le prestige que son titre lui confère, mais par son expérience, sa force de persuasion et son dévouement à l'intérêt général : tâche délicate, et qui, dans une vaste province souvent peu pourvue de routes ou n'ayant que des routes défoncées en hiver, requiert des collaborateurs locaux.

Ce n'est pas que le contrôleur général — Colbert, puis son successeur — voie avec faveur ces auxiliaires, ces « subdélégués », qui servent à l'intendant d'informateurs et même d'agents d'exécution. En droit, seuls les intendants sont responsables de toute l'administration de la province ; le roi et ses ministres voudraient ignorer les « subdélégués », qui ne reçoivent aucune rétribution du roi ou de l'intendant. Qui donc, sans se faire appointer, répondra à l'appel de l'intendant ? Seuls ou presque seuls des « officiers » : des « officiers » du présidial ou du bailliage ⁶⁸, et parfois des maires, des avocats. Voilà donc le commissaire-intendant, chargé de surveiller les « officiers », faisant appel lui-même à des « officiers », pour l'aider dans une « élection » ou un « diocèse » de son ressort ! Ce qui a pu étonner au début — un « officier » au service du « commissaire » du roi — ou même irriter, passera peu à peu pour normal. En toutes ces pratiques, rien de réglé d'avance. Il fallait vivre, d'abord ; il fallait, de toute nécessité, s'appuyer sur la bourgeoisie « officière » ; et le roi ne

⁶⁸ Le Tellier écrit à De Marle (1666) : « Comme la plupart de MM. les Intendants de province ont de si grands départements qu'ils ne se peuvent porter partout, pourvoir avec la diligence convenable aux incidents qui ne surviennent que trop fréquemment, S. M. leur laisse la liberté d'avoir des subdélégués. Il est de leur prudence de choisir les principaux officiers des lieux, pour éviter la jalousie... », cité par L. André, *Michel Le Tellier et Louvois*, p. 423. — Peut-être Le Tellier était-il beaucoup plus porté à accepter les subdélégués que Colbert.

le pouvait qu'en ménageant la classe des moyens « officiers », résidant au siège du bailliage ou de la sénéchaussée, qui pourraient peut-être encore, eux ou leurs parents, acheter des « offices » et remplir un Trésor que les lourdes charges des guerres laissaient souvent en détresse.

Aux intendants et à leurs « subdélégués », encore peu nombreux jusque vers 1685, viendront s'adjoindre plus tard les « lieutenants généraux de police ». Pour tenir Paris, qu'il redoute, Louis XIV confie la police, jusqu'alors dispersée entre le Parlement ^{p063} et l'Hôtel de ville, à un agent unique, le « lieutenant général de police », Nicolas La Reynie (1667). Le succès de cette institution fera établir un jour des lieutenants de police dans toutes les villes un peu importantes du royaume. Ce seront là encore des agents de centralisation de premier ordre.

Au reste, la guerre, qui, après 1667 et l'entrée des armées du roi dans les Flandres, ne s'apaisera guère, même pendant les périodes de paix apparente, augmentera, en fait, nécessairement, les pouvoirs des intendants dans les provinces. Le danger amènera partout la docilité ; les victoires et les conquêtes, la soumission complète. Même dans les grandes provinces, depuis longtemps françaises, d'ailleurs (Languedoc, Bourgogne, Bretagne) qui ont conservé leurs États provinciaux, le rôle de l'intendant sera plus facile vers 1680 qu'il ne l'était vers 1661 : certes, il faudra toujours, avec les trois « ordres » de la province réunis, quelque diplomatie ; mais pour un intendant habile et expérimenté ce ne sera plus qu'un jeu. Les lettres de Mme de Sévigné sur les États de Bretagne nous en donnent bien le sentiment, et c'était pourtant la province qui tenait peut-être le plus à ses privilèges, et qui, en tout cas, avait gardé plus fidèlement ses vieilles traditions et jusqu'à son langage.

Aussi, dans tous les pays de l'ancienne France, celle de François I^{er}, la centralisation administrative se développe rapidement. Le roi tient les provinces, par les villes. Sans doute les élections municipales ne sont pas abolies ; ce n'est pas brusquement qu'a procédé ici la monarchie ; mais le maire est bientôt nommé par le roi, soit indirectement, soit directement. La liberté municipale a vécu. Désormais, plus de pouvoir politique dans une province. Les bourgeois ne peuvent plus élever la voix ; quant à la Noblesse, qui ne

paraît réunie que dans les États de quelques provinces, et seulement pour un moment, elle est désormais sans force, d'ailleurs gagnée par les faveurs royales, les grades brillants de l'armée, les illustres évêchés et les grasses abbayes, ou par les lucratives charges de Cour.

Cependant, une France nouvelle ⁶⁹ s'est ajoutée, de 1648 à 1681, à la vieille France : Roussillon, Artois, Flandres, Hainaut, Cambrésis, Franche-Comté, Alsace ; toutes provinces qui ont ^{p064} vécu des siècles sous des dominations étrangères, foncièrement catholiques, sauf une partie de l'Alsace, même d'un catholicisme plus accentué que la plupart des provinces du royaume, et qui, sauf l'Alsace, une partie de la Flandre maritime et le Roussillon, ne parlent que le français et n'ont qu'une culture intellectuelle française. Ici l'œuvre de centralisation, de réduction à l'obéissance, ne peut être la même que dans les vieilles provinces. Chacune des provinces conquises a, en effet, sa personnalité, ses traditions, son économie sociale, ses intérêts commerciaux, parfois même sa langue.

Le Roussillon est un morceau d'Espagne ou plutôt de Catalogne, car la Catalogne n'est pas tout à fait d'Espagne et ne veut pas être d'Espagne. L'Alsace est officiellement terre d'Empire, cédée par l'empereur, avec transfert de ses droits, plus nominaux que réels, au roi de France ; mais en réalité elle se présente comme un groupe, sans cohésion, de petites républiques urbaines, brillants foyers de commerce, d'art et de civilisation, en relations étroites avec l'Allemagne et la Suisse, et noyé dans une campagne, qui, peuplée d'une foule de paysans petits propriétaires, reste dominée par de grands seigneurs féodaux allemands : grande province, ici protestante, surtout luthérienne, allant jusqu'au puritanisme, là catholique romaine ; partout très jalouse de ses traditions, de ses mœurs, de son dialecte germanique, de son indépendance politique et religieuse. Les Flandres, sauf une partie de la Flandre maritime, le Cambrésis et le

⁶⁹ Marquis de Roux, *Louis XIV et les provinces conquises* (1938, in-12). Sur les Flandres, voir les travaux de A. de Saint-Léger, de A. Croquez, et sur l'Alsace, ceux de R. Reuss, Pfister, Vidal de La Blache, cités dans *Peuples et civilisations, Louis XIV*, 2^e édition, 1944. Voir encore Ph. Sagnac, *Louis XIV et son administration*, dans la *Revue d'histoire politique et constitutionnelle*, 1939, p. 23-47.

Hainaut, l'Artois, enfin la Franche-Comté, sont très catholiques, malgré quelques infiltrations protestantes vers Lille et le Calaisis, et demeurent des gardiens farouches de leurs franchises et libertés, que les Espagnols, ces maîtres lointains, leur avaient laissées, sauf en matière de religion. Entre toutes ces provinces et le roi, traités de réunion et « capitulations » diffèrent : ainsi le traité de Münster a stipulé pour les Alsaciens la liberté de conscience.

Lille, Dunkerque, Strasbourg, une fois devenues places de commerce et surtout principales places fortes du royaume, aux frontières, si exposées, du Nord et de l'Est, commence une époque nouvelle pour la France entière. Mais quelle politique adopter à l'égard de ces cités, de ces « pays conquis », qui, au début, ne voient en Louis XIV que le conquérant, et dans la domination française qu'une domination étrangère, plus dure que l'ancienne ? La paix a été accueillie sans joie, écrit le chroniqueur lillois Bocquet, et la procession de la Fête-Dieu supprimée, « parce qu'on demeurerait aux Français » (3 juin 1668). Louis XIV, qui est déjà venu à Lille pour la « capitulation », y revient en 1670 : il visite la citadelle, déjà presque achevée, ^{p065} chef-d'œuvre de Vauban ; reçoit les notables à l'Hôtel de ville ; s'enquiert de l'état du commerce ; accorde des lettres de chevalerie aux membres du « Magistrat » ; s'efforce, par son prestige et son tact souverain, de s'attacher les familles de la bourgeoisie commerçante et industrielle. Politique habile et prudente. Lille s'accroît rapidement. En 1617, elle avait 32.000 habitants. En 1677, elle en possède plus de 45.000, avec le nouveau quartier Saint-André ; et en 1688, 53.000 ⁷⁰. Mais l'œuvre de réconciliation, d'assimilation, de fusion paraissait devoir être difficile et fort lente.

Pour cette œuvre de patience, de persévérance, de tact, Louis XIV et ses ministres envoient dans les provinces conquises des intendants remarquables : en Alsace, La Grange, qui y restera de 1674 à 1696 ; dans les Flandres, Le Pelletier de Souzy, puis Dugué de Bagnols ⁷¹. On verra, au cours du règne, se succéder de belles lignées d'intendants en Alsace et dans les Flandres. Ils restent souvent longtemps en place, prennent du pays et des habitants une connaissance parfaite, ne leur demandent rien qu'ils ne puissent accepter, du moins au début ; car,

⁷⁰ A. de Saint-Léger, *Histoire de Lille*, p. 255.

⁷¹ *Ibid.*, p. 255 : Le Pelletier (1668-1683).

peu à peu, ayant découvert les points faibles des corps rivaux, ils minent l'autorité des municipalités, oublient les « capitulations », sapent prudemment la puissance des grands seigneurs féodaux en Alsace et des « Magistrats » de Flandre, se dressent partout en défenseurs du commun peuple et de l'intérêt général. Mais quelle lente diplomatie ! S'il s'agissait, comme l'entrevoyait déjà Mazarin, de rendre les provinces nouvelles « françaises par leur inclination aussi bien qu'elles le sont maintenant par la domination de Sa Majesté », on ne pouvait passer de la contrainte au libre consentement qu'avec le temps, qui amène sur le devant de la scène de nouvelles générations, et par le prestige de la culture française. Aussi point de violences ni de contraintes au sujet des mœurs ou de la langue : le roi a laissé les Alsaciens parler leurs dialectes à satiété ; il ne leur a point imposé le français. Ces temps, qui ne connaissaient que trop, dans toute l'Europe, l'intolérance religieuse, ignoraient l'intolérance linguistique ; celle-ci, la France ne devait jamais la connaître.

L'œuvre de centralisation, de francisation fait certes un grand pas sous Louis XIV ; elle est inaugurée, dans les provinces conquises, dès le lendemain de la conquête, soit après Aix-la-Chapelle (1668), soit après Nimègue (1678 et 1681) ; elle se poursuit et se poursuivra plus ou moins lentement, suivant chaque province, ici d'une façon, là d'une autre. L'administration, pleine de souplesse, des intendants sait adapter, en effet, à chacune les méthodes et les solutions qui conviennent à son état social, religieux et moral. La monarchie française centralisante prépare par un absolutisme, qui ne manque ni d'habile prudence, ni d'espérance en l'avenir, l'œuvre de fusion de toutes les provinces, anciennes et nouvelles. Et ainsi, dans notre histoire moderne, Louis XIV apparaît à la fois comme le principal « rassembleur » de la terre française et un de ses plus puissants unificateurs. L'Unité française se forge donc : œuvre immense, condition de toutes les autres. Comment, en effet, sans cette unité, pourrait s'établir un régime qui prétend s'emparer de toutes les forces matérielles et politiques, de toutes les forces spirituelles et morales de la société ?

[*Table des matières*](#)

III. — *Le gouvernement militaire et la sujétion de la Noblesse d'épée*

Par ses guerres, ses conquêtes, par l'effort énorme et continu qu'elles réclament, la monarchie française est devenue une grande monarchie militaire, la plus forte de l'Europe. Le gouvernement de l'armée y occupe donc une place éminente. Et, comme il emploie une très nombreuse Noblesse, il est de son devoir de réduire à la plus stricte obéissance toute cette Noblesse d'épée, depuis le simple lieutenant jusqu'au maréchal de France. Mais, après tant d'indiscipline, tant d'éclatantes trahisons, que de difficultés pour maîtriser ce monde si turbulent ! Pénible tâche, à recommencer sans cesse, pour le secrétaire d'État de la guerre, Michel Le Tellier, qui s'y est déjà employé, sans jamais s'y user, avec une continuité de vues, une persévérance et une diplomatie remarquables. Que de labeur encore pour lui, puis pour son fils Louvois, son associé dès 1666, Louvois, dont l'influence personnelle va se marquer dès la guerre de Hollande, et qui, après Nimègue, sera le véritable maître du gouvernement, reconnu ainsi par les ambassadeurs vénitiens, qui l'appellent « ministre principal et accepté pour tel »⁷² !

La tâche a commencé dès la signature de la paix, par la « réformation », de 1659 à 1661, à laquelle préside Le Tellier ; mais elle ne s'applique qu'à une armée de paix, qui se monte seulement à trente mille hommes, et qui se changera ; dès 1665, en une armée plus nombreuse, prête à l'offensive.

^{p067} Cependant le système de la vénalité des grades subsiste, malgré des tentatives déjà faites pour la supprimer, dans les troupes d'élite : en 1664 dans les « gardes du corps », et, en 1672, dans les compagnies de gendarmes. Faute de fonds, la monarchie est incapable d'abolir les abus qu'entraîne ce régime. Colonels et capitaines continuent à trafiquer de leurs régiments et de leurs compagnies.

Du moins, les grandes charges qui s'interposaient entre le roi et son armée sont peu à peu abolies, à la faveur des circonstances : celle de colonel-général de l'infanterie, à la mort du duc d'Épernon — c'est désormais le roi qui nomme aux emplois de l'infanterie — ; celle de grand-maître de l'artillerie, en réalité, par l'achat que fait de cette

⁷² « Principale ed accetto ministro », dit de Louvois, en 1676, le Vénitien Contarini (L. André, *Michel Le Tellier et Louvois*. p. 253).

charge au duc de Mazarin le comte du Lude, aide de camp du roi — ce qui entraîne l'incorporation de l'artillerie à l'armée royale ; enfin, si la charge de colonel-général de la cavalerie subsiste, étant entre les mains du grand chef, vainqueur aux Dunes, Turenne, le pouvoir de nomination aux grades de la cavalerie se trouve, dès 1667, réduit en fait⁷³. Quant aux gouverneurs de province et de place, qui, ayant des troupes payées par eux, et à leur dévotion, avaient naguère posé au roi leurs conditions, ou même s'étaient mis en révolte ouverte, ils ne sont plus nommés que pour trois ans, peuvent être renouvelés, il est vrai (1660) ; mais, en fait, ces grands seigneurs, encore redoutés du pouvoir, dans des provinces où ils possèdent une fortune foncière considérable, et une influence énorme sur toute la Noblesse et les villes, sont peu à peu invités à ne plus y paraître, sauf par exception, et à laisser l'exercice de leur fonction à des lieutenants-généraux, nommés par le roi.

Désormais le seul maître de l'armée, c'est le roi. Son secrétaire d'État à la guerre est un civil, un homme de la robe, qui commande en son nom. C'est ce ministre civil qui règle la hiérarchie des régiments, des officiers, institue « l'ordre du tableau », les promotions à l'ancienneté ; c'est lui qui lutte contre tous les abus d'une armée où l'irrégularité, l'absence, l'indiscipline régnaient avant 1660. Pour faire obéir les officiers, surveiller leur gestion, Le Tellier et Louvois, qu'on ne saurait séparer l'un de l'autre, organisent toute une administration civile, chargée de l'inspection et du contrôle, qui informe les ministres. Au sommet, les inspecteurs généraux, puis les « intendants d'armée », ensuite, les « commissaires des guerres », enfin les « trésoriers extraordinaires », tous naturellement odieux à la caste des officiers qui se voient si étroitement surveillés par eux et dénoncés au roi.

Les officiers s'engagent, au début d'une guerre, à lever tant ^{p068} de recrues moyennant une prime ; mais parfois, la prime touchée, ils ne font pas la levée. Un commissaire des guerres, en 1672, avertit le secrétaire d'État de cette « négligence si grande que depuis trois mois d'aucuns capitaines sont en recrue sans envoyer un seul homme ». Louvois s'irrite ; il écrit, en 1671, au maréchal d'Humières : « Si entre-ci et Noël que je me rendrai à Lille, les compagnies ne sont sur

⁷³ L. André, Michel Le Tellier et Louvois, p. 317.

le pied que Sa Majesté le désire, je porterai avec moi les ordres pour les casser, qui seront exécutés pendant que je serai sur les lieux. » Et quand la guerre a éclaté, il écrit au capitaine Marcé (4 mars 1674) : « Si au moyen de deux mois que le roi vous a fait payer complets, votre compagnie ne l'est pas au plus tôt, vous devez vous attendre non seulement à être cassé, mais aussi à être arrêté pour la restitution de l'argent que vous avez reçu pour les hommes que vous n'avez pas⁷⁴. »

Mais les enrôlements se font souvent par violence ; d'où vives protestations de plusieurs intendants des provinces : « On prend, écrit l'intendant de Montauban, sans aucun enrôlement et sans rien donner, les passants, voyageurs, pâtres, paysans, charretiers, même jusqu'aux enfants et vieillards » ; à la campagne les troupeaux sont « sans gardiens, qui s'enfuient aussitôt qu'ils aperçoivent un cavalier ou un piéton qui ait une épée au côté »⁷⁵. « On se contentait autrefois, écrit l'intendant de Champagne, Caumartin, d'enrôler les ivrognes et ceux qui avaient à moitié consenti. Mais, à présent, les capitaines prennent qui leur plaît, les bergers dans les campagnes, les guides, les coqs de paroisse, les marchands dans les villes ; rien ne s'en sauve, et si on ne veut croire un sergent ou un valet d'officier à sa parole quand il dit qu'un homme s'est engagé, quoique toutes les apparences soient du contraire, le capitaine crie miséricorde et est prêt d'abandonner sa levée... J'avoue que, quand j'ai vu un misérable avec un coup d'épée au travers du corps, parce qu'il n'avait pas voulu s'enrôler, je n'ai pas cru devoir laisser cette action impunie. » Le lieutenant Colombet, en effet, avait voulu saisir un garçon-maréchal et l'avait blessé. Le subdélégué avait arrêté l'officier ; mais le commissaire des guerres refusait d'intervenir. Louvois se montre très mécontent de cette intrusion d'une autorité qui ne dépend pas de son département, et écrit à l'intendant pour « qu'à l'avenir il s'abstienne de faire arrêter les officiers »⁷⁶. Mais les faits^{p069} restent, et c'est par la violence qu'on continue à procéder à l'enrôlement : à tout prix, il faut au ministre des soldats. De là bien des désertions, comme, d'ailleurs, dans toutes les armées de l'Europe.

⁷⁴ L. André, Michel Le Tellier et Louvois, p. 329.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 330.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 331-332.

Après les abus si graves de l'enrôlement, ce sont ceux des « passe-volants », qu'on ne voit qu'aux revues ; ceux du paiement de la solde, souvent en retard, ou même totalement oubliée par l'officier. Les « commissaires des guerres » sont chargés d'y mettre fin. « Le commissaire, ordonne Louvois (1671) aux commandants de place, étant obligé d'user de précautions pour empêcher les abus que les capitaines auraient dessein de faire, vous devez lui faire ouvrir la porte de la place aussitôt qu'il se présentera, et faciliter toutes les choses qu'il pourra désirer de vous, concernant son emploi ⁷⁷. »

Autre abus, et non des moindres : L'absence fréquente des officiers. Le Tellier écrit, en 1668, au maréchal de Bellefonds : « L'absence des officiers est presque universelle. Elle vient en beaucoup d'endroits de la facilité que ceux qui commandent ont eue de donner des congés et de la liberté que plusieurs officiers ont prise de partir sans permission. Ce n'est pas chose aisée de les faire rendre promptement à leurs charges, puisqu'ils sont répandus dans les provinces et qu'il faut du temps pour leur faire connaître que l'intention de Sa Majesté est qu'ils retournent dans leurs garnisons. » Encore en 1674, en pleine guerre des Pays-Bas, dans le corps commandé par le maréchal de Bellefonds, il y a, observe un commissaire, « très peu d'officiers », et il ajoute : « Je crois qu'il y a un régiment où il n'y a pas un officier. » Pourtant l'ordonnance de 1661 avait prescrit : « Il y aura dorénavant toujours le tiers des officiers présent à la garnison » ; puis le système de 1665 avait établi le semestre. Mais les officiers n'en font qu'à leur tête. Cependant leur obstination se heurte à celle de Louvois : il faut qu'ils obéissent. Les abus sont donc bien réduits ⁷⁸.

Enfin, dans les campagnes, si les soldats se livrent au pillage, les officiers prennent parfois aussi leur part du butin. Un des principaux agents de Louvois, Robert, signale un officier pillard au ministre : « M. de La Marck me met au désespoir. Nous sommes aux couteaux tirés ensemble. Il prend tout, ne paie rien, et a déjà envoyé en France, à ce que j'ai appris, dans un vaisseau qu'il a fait passer par Rouen,

⁷⁷ L. André, p. 332.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 397.

Dieppe ou Le Havre, ; quantité de tapisseries, tableaux et autres choses ⁷⁹ ... »

^{p070} Turenne n'apporte aucun soin au maintien de la discipline, laisse ses soldats piller ; aussi s'attire-t-il de sévères réprimandes de Louvois et même de Louis XIV. Toutes les armées, d'ailleurs, ne se comportent pas ainsi ; aucun de ces abus n'a été commis à Bergues, à Tournai, en 1667 ; en Lorraine, en 1670, les troupes « n'ont pas pris une épingle » ⁸⁰.

Il faut dire aussi et surtout, à la décharge d'une foule d'officiers, que très souvent ils ne reçoivent pas leur solde — ce qui tient à l'augmentation considérable des effectifs de l'armée — ; qu'ils sont parfois dans la misère, comme le signale l'intendant Robert, en Hollande. Et pourtant, des officiers, même peu aisés, se dévouent à leurs soldats. « Il est vrai, écrit le commissaire Benoît à Louvois (12 juillet 1672), qu'il y a des officiers qui ont été obligés de mettre leurs hardes en gage pour faire le prêt à leur compagnie. » A cette triste situation Louvois essaie de porter remède ; mais il ne peut pas tout : « Je verrai, répond-il à Créqui, avec le trésorier s'il y a des fonds pour leur faire toucher leurs appointements » (30 janvier 1671). Si des officiers commettent des abus, si l'on voit même, en pleine guerre, des maréchaux refuser d'obéir à un commandant en chef, nommé par le roi, si des ferments d'indépendance agitent encore la classe nobiliaire en service, des sentiments chevaleresques, désintéressés, généreux, animent aussi nombre d'entre eux. Cependant, malgré tout, à l'époque glorieuse de Nimègue, la Noblesse d'épée n'est plus la même qu'en 1660 : elle a obéi au roi, aux nécessités de la guerre, à la dure sévérité des ministres, surtout de Louvois, qui n'a point l'esprit conciliateur de son père, et qui ordonne souvent avec une brutalité jusqu'alors inconnue. C'est à ce prix que l'armée est devenue une armée royale, et non plus féodale, obéissante entre les mains du roi. Louis XIV a eu grand soin de laisser toute liberté à Louvois, ne lui a pas marchandé les éloges, l'a assuré « de son amitié et de sa confiance » ⁸¹. Soutenu de la sorte, le grand ministre a pu réaliser son œuvre, en maître absolu.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 404.

⁸⁰ L. André, p. 345.

⁸¹ Lettres de Louis XIV à Louvois (13, 17 août 1677), dans L. André, p. 263.

IV. — Le gouvernement judiciaire et la réduction de la Noblesse de robe à l'obéissance

La Noblesse de robe n'est pas moins indisciplinée que la Noblesse d'épée, et elle est peut-être plus dangereuse. Louis XIV, pour la punir de sa révolte de la Fronde, ne cesse de l'humilier, ^{p071} dès le début de son gouvernement. Colbert, fils de marchand-drapier, qui voit dans la vénalité et l'hérédité des offices une des plaies les plus profondes de l'État, est en cela d'accord avec le roi ; il est même plus révolutionnaire que lui : il supprimerait volontiers ce mauvais régime, mais il faudrait rembourser le prix des offices de judicature et de finance, peut-être 800 millions de francs : somme énorme, si l'on se rappelle que le budget des recettes de l'État monte, après les premières réformes financières, à 100 millions de livres. Dans ces conditions, il est impossible même de penser à un remboursement, et encore plus à la suppression, pure et simple de ces offices, devenus de véritables propriétés, transmissibles comme toutes autres. Mais Colbert, tenace, imagine de diminuer, par une taxation, la valeur des offices, frappant ainsi les officiers à la bourse. Alors, pour parer le coup, ceux qui vendent leur charge se font remettre, en dehors du prix, une soulte secrète, un « pot de vin ». Le gouvernement riposte, fait divers projets. Une « déclaration royale », en 1669, tend à briser l'hérédité qui s'établit de plus en plus dans les Parlements, défend l'entrée des Cours à ceux qui y ont leur père, un frère ou un beau-frère ; la déclaration est apportée au Parlement, où elle est lue, avec force éloges, par l'avocat général, à l'indignation des magistrats, qui ne se gênent pas pour dire qu'il faut « le chasser à coups de pied de la compagnie qu'il déshonore et ruine par cette conduite basse ». Mais ce n'est qu'une alerte ⁸² : le gouvernement se contente de faire peur, n'exécute pas sa menace.

⁸² On trouvera des détails sur les résistances du Parlement dans le *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson*, de même que sur le rôle de plusieurs magistrats et de lui-même, rapporteur, dans l'affaire Fouquet. — Sur l'ordre

Certes Louis XIV et Colbert peuvent saisir toutes les occasions d'humilier les magistrats ; le roi, leur faire faire antichambre, se moquer d'eux dans son Conseil, sans la moindre courtoisie ; enfin défendre au Parlement d'élever la moindre critique (1666), malgré la résistance qui couve. Mais il ne peut empêcher la robe de tenir à Paris la haute situation sociale que lui confèrent ses fonctions, sa fortune, ses alliances de famille avec la haute Noblesse et même avec des ministres. Il ne peut pas obtenir, malgré toute sa puissance, une prompte condamnation de Fouquet, sans que les magistrats s'inquiètent des formes de la justice et des droits de l'accusé : il suffit d'un rapporteur intègre et courageux, comme Lefèvre d'Ormesson, pour barrer la route au chancelier Séguier et à Colbert, trop pressés ou intéressés dans ^{p072} l'affaire. En outre, le roi ne saurait persévérer dans une guerre mal engagée contre les « officiers », grands et petits ; car il a besoin de ses officiers de finance, trésoriers et receveurs, pour remplir son trésor ; de ses magistrats, pour rendre la justice civile et criminelle ; de tous pour acheter encore de nouveaux offices, au moment de ses guerres ruineuses. Il a même un besoin urgent, on l'a vu, des « officiers » des bailliages et des sénéchaussées pour prêter leur concours aux intendants des provinces, comme « subdélégués ». Le monarque exige l'obéissance, et sans doute aucune opposition politique n'est plus à craindre ; mais, en dehors de cas très graves, il lui est impossible de briser un magistrat ; il ne peut que demander sa démission à un premier président, parce que c'est lui qui nomme les chefs des Parlements. Encore, même dans les conjonctures où il devrait agir, il hésite, ne se sert pas des peines qu'il devrait infliger. Il ne sévit guère que devant des résistances ouvertes à l'application des lois les plus importantes.

Les magistrats, en effet, refusent parfois à Pau, à Toulouse, même à Paris, d'appliquer l'*Ordonnance civile*, qui réforme toute la procédure. Le roi exile trois membres du Parlement de Paris qui y sont hostiles. Le chancelier donne au premier président de Toulouse cet avertissement : « Il importe à la compagnie que le roi n'entende plus

des officiers, voir E. Lavis, *Louis XIV, Hist. de France*, t. VII, p. 359, 362 et suiv. ; sur Lamoignon et le Parlement en 1665, p. 275.

parler qu'on contrevient à son ordonnance. » Le roi ne peut compter entièrement sur ses officiers ⁸³.

Cependant, grâce à l'obstination de ses chanceliers, Séguier, puis Michel Le Tellier, comme à l'influence prépondérante sur leurs Parlements des premiers présidents, dont plusieurs, intéressés, tel Lamoignon, font habilement leur cour au roi ⁸⁴, la discipline des officiers, vers 1680, est devenue plus exacte. S'il subsiste encore des abus, c'est que la vénalité et l'hérédité des offices les entraînent naturellement. Le roi ne peut maintenir l'ordre que par son institution des « intendants de justice, police et finances », qui contrôlent la justice et les finances et les officiers de toutes sortes, dans leur ressort ; car ces intendants sont des agents directs qui émanent de son autorité, et qui ne possèdent pas leur charge : organisation contradictoire qui comprend deux systèmes opposés, à faire vivre ensemble. C'est une tâche très ardue : si l'opposition des officiers est réduite peu à peu dans ^{p073} les vingt-cinq premières années du règne, elle persiste sourdement. Devant le vainqueur de l'Europe, tous se taisent, maintenant, tous tremblent et rampent.

[Table des matières](#)

V. — *La charte du travail* ⁸⁵

Si la monarchie absolue entend régler à sa convenance toute l'administration, l'armée, la justice, exercer sa domination sur les hautes classes qui les détiennent, elle s'empresse aussi d'étendre son empire sur le monde du travail : bourgeoisie marchande et financière, artisans, ouvriers et même paysans. A ce monde si nombreux, partout dispersé, et si divers, elle donne ce que l'on est en droit d'appeler une

⁸³ On trouvera nombre de renseignements sur cette question de l'*Ordonnance civile*, des résistances du Parlement de Pau, etc., dans Depping, *Correspondance administrative* (voir à la table).

⁸⁴ Voir sur Lamoignon, E. Lavis, *Louis XIV*, p. 275 ; et, en sens contraire, sur le caractère de Lamoignon, Lemontey, *Essai sur l'établissement monarchique de Louis XIV*, dans les *Œuvres complètes*, t. V, 1829, p. 156.

⁸⁵ Sur le colbertisme, il y a beaucoup d'ouvrages spéciaux récents, comme celui de P. Boissonnade, *Colbert, le triomphe de l'étatisme* (Paris, 1932, in-8°). On trouvera un exposé de l'œuvre de Colbert dans E. Lavis, *Louis XIV*, t. VII, et un exposé de l'œuvre économique du ministre dans *Peuples et civilisations, Louis XIV*, p. 69-85, 200-217.

charte du travail : c'est l'œuvre de Colbert, à qui le roi a laissé tout pouvoir de l'établir et de l'imposer.

Cette charte a deux aspects. D'un côté, elle consolide les vieilles traditions corporatives et cherche à étendre la réglementation des corporations aux métiers : demeuré libres dans les villes et même dans les campagnes, au profit du patronat des grandes cités. D'un autre côté, elle émancipe de la structure corporative les entreprises importantes, montées par l'État, ou, avec son concours, par des marchands-fabricants et de riches financiers. Ce sont là deux systèmes complètement opposés au premier abord. Aussi conçoit-on la jalousie des maîtres des corporations. Pour les apaiser, l'État leur livre les métiers libres des villes, mais, malgré toutes ses tentatives, il ne parvient pas à leur abandonner les métiers, si nombreux, des campagnes.

C'est ici qu'éclate la contradiction du régime. Où, en effet, les nouveaux entrepreneurs des « manufactures royales » ou « privilégiées » trouveront-ils la main-d'œuvre nécessaire ? Celle-ci est abondante surtout dans les campagnes : c'est à un travail à domicile que se livrent les cultivateurs, trop pauvres pour se contenter des revenus de la terre, eux, leurs femmes et leurs enfants, pendant les mois d'hiver, où chôme le labour : en Picardie, par exemple, sur vingt-cinq mille ouvriers, on en compte dix-neuf mille dans les campagnes. A ces paysans-ouvriers, on ne saurait imposer le régime corporatif et son étroite réglementation, contrôlée par les maîtres urbains, sans détruire cette forme, plus libre, du travail à domicile, dépendant d'un marchand-fabricant ^{p074} capitaliste, capable de fournir à ceux qui œuvrent pour lui la laine ou le lin et parfois même le métier à tisser. Si l'État veut établir de grandes manufactures — et c'est là son objet essentiel, en vue de conquérir entièrement le marché intérieur et surtout des marchés à l'étranger — il lui faut, de toute nécessité, abandonner la main-d'œuvre rurale aux ordres des grands capitaines d'industrie qu'il suscite et soutient, et à ceux des « sociétés » ou des « compagnies » qu'ils contribuent à former ; il lui faut donc laisser les corporations traditionnelles aux prises avec les grandes entreprises nouvelles.

Les vieilles corporations peuvent encore vivre, d'abord par leurs propres moyens et par l'attachement que garde la clientèle à

d'anciennes et loyales maisons, dont les produits sont appréciés depuis longtemps, et qui ont noué des relations personnelles avec tout ce qui compte dans leur cité ; ensuite par une entente avec les « sociétés » nouvelles, les maîtres des métiers travaillant pour celles-ci, suivant leurs commandes. Dans ce cas, les maîtres de métier ne seront, certes, plus entièrement indépendants, deviendront des « maîtres-ouvriers », au service des grandes manufactures privilégiées, et la corporation de ce nouveau modèle ne commandera plus ; mais les « maîtres-ouvriers » ne trouveront-ils pas une belle compensation, en produisant pour un marché plus étendu, sans connaître le chômage des temps de crise, et en s'assurant des bénéfices à la fois plus larges et plus sûrs ?

Ainsi les deux systèmes, d'abord contradictoires, qui se juxtaposent dans le régime institué par Colbert, peuvent se rejoindre, à la rigueur, non sans résistance, d'ailleurs, à l'avantage de l'industrie française, qui organisera plus méthodiquement le travail dans les campagnes et lui assurera une meilleure qualité.

Les deux systèmes viennent se rapprocher encore, en partie du moins, malgré les apparences, dans la réglementation qui leur est imposée. Car si, au commencement, les grandes entreprises ont un certain air de liberté, inconnu aux corporations, l'État ne leur permet pas d'organiser le travail à leur guise, mais les soumet bientôt à des règlements qui, sous Colbert, sont déjà très étroits, et qui, se multipliant après lui, se feront plus méticuleux encore. C'est ici que l'on peut parler de tyrannie réglementaire : elle est destinée à assurer l'excellence des produits ; c'est, en effet, la première condition pour lutter contre la concurrence sur le marché universel. Toutes les industries sont enserrées dans des prescriptions nombreuses et rigides : qualité de la laine, de la soie ou de la toile, longueur et largeur des pièces d'étoffe, marque de fabrique, tout est minutieusement déterminé ; toutes ^{p075} sortes de défenses sont édictées, comme celle d'allonger le lainage aux dépens de la texture. Des « marques » particulières des fabricants sont mises sur tous les produits : tissus, papiers, fers, aciers, etc. ; d'où une foule de frais accessoires, sans parler du temps perdu et de la gêne, pour les fabricants. L'industrie tend à devenir une administration d'État — et c'est bien là, en effet, l'idéal de la monarchie absolue en toutes choses. Toute infraction aux règlements est sévèrement punie : blâme,

amende, confiscation des produits, brûlement des étoffes, même le carcan contre un poteau de neuf pieds de haut (1670). Les nouvelles manufactures, qui semblaient devoir être affranchies de la tutelle tatillonne de l'État et de son armée d'inspecteurs, ne sont pas plus libres, en fait, que les métiers des corporations. La dictature de l'État s'étend à tout le travail, sous toutes ses formes. Mais, en échange de cette subordination, maîtres et marchands-fabricants peuvent agrandir leurs affaires et gagner toujours plus d'argent. C'est ainsi que le capitalisme industriel, après le capitalisme commercial, fait son entrée en scène.

Maintenant, on voit apparaître un grand patronat ; le fossé va s'élargir entre employeurs et employés. Et comme les patrons fixent eux-mêmes la durée de la journée de travail et les salaires, et que des discussions et des grèves d'ouvriers s'ensuivent, l'État intervient pour interdire les grèves ; les municipalités, directement intéressées au bon ordre de leurs cités, s'interposent aussi, et l'État les laisse faire — heureusement, car elles connaissent mieux que le pouvoir central les conditions locales du travail, les hommes et les choses de leurs villes. On verra comment les ouvriers se défendent, dans une société où personne ne prend leur intérêt, ni le patron, qui le faisait pourtant au Moyen âge, ni l'État, qui traque même les ouvriers libres, les « chambrelans », si nombreux à Paris et dans les grandes villes.

Telle est, avec ses principales conséquences, cette charte fameuse du travail imposée par Colbert. C'est un système bien lié, qui enserme les individus et les classes sociales vouées à l'industrie et au commerce, maintient les uns et les autres à leur rang, ceux-ci avec leurs privilèges, ceux-là sans privilège et même sans le droit commun, et qui conserve ainsi l'ordre social traditionnel, au profit, en définitive, de l'État : c'est l'État, en effet, qui bénéficiera du progrès de la production, au moyen de ses douanes et de ses multiples impôts. Enrichissant ses sujets, il s'enrichira lui-même, et les faibles subventions qu'il aura fournies pour mettre en branle son système, il les recouvrera au centuple.

On verra les résistances qu'opposèrent nombre de fabricants, ^{p076} de commerçants, une foule de paysans-ouvriers, beaucoup de bourgeois et de propriétaires fonciers. Mais l'impulsion donnée par Colbert est toute-puissante. La volonté du chef, pendant vingt ans, ne

se dément point un seul moment. Il faut marcher, obéir. Sans doute le système renferme des contradictions, même des impossibilités de fait, à la longue. Il n'a pas pour lui la durée. Mais, pour l'instant, il fonctionne ; le royaume s'en trouve transformé : on verra plus loin cette transformation rapide ⁸⁶. Et elle aurait été plus profonde encore si Louis XIV avait suivi hardiment Colbert, préféré les arts de la paix aux guerres continuelles, et s'était contenté des solides frontières que Nimègue lui avait données. La politique guerrière, conquérante, soutenue pendant cinquante-quatre ans, a été la plus mortelle ennemie d'une grande politique industrielle et commerciale.

Cependant le mercantilisme du grand ministre sacrifie l'agriculture à l'industrie et au commerce, qui procurent plus vite et mieux la richesse et la puissance. Or il vient à l'heure où éclate la crise provoquée par la baisse générale des prix en Europe; elle affecte immédiatement le laboureur, le paysan-cultivateur, qui vend son blé moins cher, et qui, chargé d'impôts plus lourds, n'a plus de pouvoir d'achat ; elle retombe sur tous les paysans pauvres, non-propriétaires, voire privés d'exploitation, qui ne peuvent échapper à la mendicité qu'en travaillant, pour le fabricant de la ville, à des salaires de famine. Ainsi les circonstances sont loin d'être toutes favorables à l'application d'un système économique aussi rigide que celui de la nouvelle monarchie.

[*Table des matières*](#)

VI. — Le gouvernement de la propriété et le Droit du Domaine

Le gouvernement, qui se prétend propriétaire de tous les biens du royaume, va-t-il aussi réformer, révolutionner le droit de propriété, et s'emparer de biens-fonds, sans autre forme de procès ? Mais la maxime de Louis XIV n'est qu'une formule ; elle exprime l'idée qu'il se fait de sa toute-puissance ; elle n'est point l'expression de la réalité. C'est que la monarchie, après avoir contracté bien des traits de la société féodale, depuis le Moyen âge, ne s'en est pas encore

⁸⁶ Nous avons donné un tableau de la France, vivifiée par l'action de Colbert et de ses auxiliaires, dans *Louis XIV*, 2^e édition, 1944. Nous ne le refaisons pas, naturellement, et y renvoyons.

complètement affranchie ; elle a détruit la grande féodalité politique, qui faisait obstacle à l'unité française ; elle n'a pas pu abolir la féodalité civile. Au reste, le ^{p077} roi est le premier seigneur du royaume ; il possède des fiefs, tout un « domaine » foncier ; il est à la tête du vieux régime seigneurial ; il le maintient, dans son intérêt propre ; il le défendra jusqu'au terme de la monarchie.

Le droit de propriété n'est donc pas transformé. La monarchie n'entend pas toucher aux « coutumes » qui le régissent, ni même remédier définitivement aux abus qu'entraîne le régime seigneurial, sauf dans des cas extrêmement graves, comme ceux qui forcèrent le roi à faire juger des seigneurs, coupables de crimes, par les « Grands Jours d'Auvergne » et ceux du Forez, ou encore les usurpations trop fréquentes des biens communaux appartenant aux villages ⁸⁷. Le roi laisse les seigneurs libres dans l'exercice de leurs droits de justice, de « banalités », dans la perception des redevances seigneuriales (cens, champart, rente, etc.) en argent ou en nature. Or ce sont non seulement des villages, mais même de petites villes qui souvent se trouvent à la discrétion des seigneurs, pour une foule de services nécessaires à leur existence : halles et marchés, moulins, pressoirs, etc. Tous ces droits et monopoles, l'État ne les contrôle point, parce qu'ils ne le gênent nullement. D'ailleurs, le roi jouit, lui aussi, de droits semblables dans ses fiefs, et ce sont là des revenus qu'il entend bien conserver, voire augmenter.

Déjà, en effet, la monarchie a essayé d'accroître le « domaine de la Couronne », en vertu d'une théorie de ses légistes sur la « directe royale universelle ». Contrairement au droit romain, dont les Parlements du Midi revendiquaient le bénéfice, le roi s'était arrogé ce droit de « directe » sur tous les fonds, en particulier sur les îles et les créments des fleuves ⁸⁸. Louis XIV et ses ministres veulent faire revivre ce droit, déjà proclamé, et lui faire rapporter un revenu : les propriétaires seront maintenus en possession, mais moyennant un

⁸⁷ Édit avril 1667, permettant aux seigneurs de reprendre le tiers des biens communaux concédés à titre gratuit (droit de triage), Isambert, t. XVIII, p. 187.

⁸⁸ Ordonnance de 1629, art. 383 (Isambert, t. XVI, p. 317). — Édit août 1692 (Isambert, t. XX, p. 164). Voir parmi les œuvres des juristes, Galland, *Contre le franc-allevé sans titre, prétendu naturel par quelques provinces au préjudice du roi*, 1629. Il s'agit de la Provence et du Dauphiné.

droit de surcens égal à une année de revenu, s'ils justifient de leurs titres de propriété, et à deux années, s'ils ne présentent aucun titre, ce qui est le cas le plus fréquent ⁸⁹. Et les seigneurs agissent de même. Ce n'est pas là, d'ailleurs, une législation plus draconienne que celle des divers États de l'Europe : partout les souverains et les seigneurs ont la propriété des ^{p078} rivières, et, par suite, celle des îles et des alluvions qui s'y sont formées ⁹⁰.

Le roi possède maintenant un vaste domaine, notamment un beau domaine forestier : Colbert le reconstitue, car il était tombé à rien, l'aménage, afin de lui faire rapporter davantage, et d'y trouver, pour la marine, les bois qui lui sont nécessaires. Il réfrène les pillages non seulement des villageois, mais des « officiers » des forêts eux-mêmes. « La ruine entière des forêts, écrit-il, est la preuve convaincante contre tous les officiers en général. » Ici il faut frapper fort, pour faire cesser les voleries ; Colbert frappe très fort. Le maître des forêts d'Épernay est condamné à mort ; un sergent est condamné aux galères, et Colbert le fait conduire aussitôt à Toulon, avec la première chaîne de forçats. On procède contre les seigneurs et les moines ⁹¹.

Toutes ces réformes sont légales ; quelques-unes, comme la restriction du droit de « triage » sur les biens communaux sont justes et nécessaires. Mais que dire des expropriations pour cause d'utilité publique, avec retard ou même oubli total du paiement de l'indemnité ? Que dire surtout des confiscations de biens aux dépens de financiers, de « traitants » condamnés par des commissions spéciales, et surtout de celles infligées à des hommes compromis dans la Fronde, oubliés, puis par hasard retrouvés, comme le sieur Fargues, possesseur de la terre de Basville, près d'Étampes, condamné à mort, et dont le château aurait été, suivant Saint-Simon, le prix de la condamnation, offert par le roi au premier président Lamoignon ⁹² ?

⁸⁹ Déclarations avril 1668, avril 1683 ; Édit décembre 1693 (Isambert, t. XX, p. 208).

⁹⁰ Notamment la législation hollandaise a eu, dans ce pays d'îles et de créments formés dans les fleuves, à régler la question. Voir des observations intéressantes dans Grotius, *De jure belli ac pacis libri tres*, 1625, trad. française de Barbeyrac, 1729, t. I^{er}, p. 417.

⁹¹ E. Lavisse, *Louis XIV*, p. 187.

⁹² Saint-Simon raconte tout au long cette ténébreuse affaire, avec détails sur Lamoignon. Voir aussi Lemontey, *ouvr. cité*, 1818, dans ses *Œuvres*

On se joue de la propriété ; les grands en profitent, et le roi laisse faire. Il laisse si bien faire que lorsque Colbert, ayant voulu, par un édit de 1673, établir la publicité des hypothèques qui, dans tout État bien réglé, est une nécessité absolue, les grands, ces éternels emprunteurs, peu soucieux de faire des dupes, se liguent pour empêcher l'exécution de l'édit, qui, en effet, resta lettre morte, jusqu'à la Révolution française.

La monarchie absolue a été impuissante à changer le régime de la propriété. Quand elle l'a modifié, ç'a été dans son intérêt ^{p079} exclusif ; elle n'a pas écouté les propositions, souvent hardies et révolutionnaires, de Colbert, ce ministre vraiment moderne, qui souvent devançait son temps.

[Table des matières](#)

VII. — *L'intrusion de l'État dans la vie des familles*

Louis XIV, qui professe qu'il est le maître des biens et des personnes de ses sujets, entend, conformément, d'ailleurs, à une politique déjà suivie au temps de Richelieu, renforcer l'autorité paternelle. Car la naturelle révérence des enfants envers leurs parents est le lien de la légitime obéissance des sujets envers leur souverain » ⁹³. De là à modifier le droit familial coutumier il n'y a qu'un pas. On sait, en effet, que dans les Coutumes « puissance paternelle n'a lieu », contrairement au « droit écrit », au droit romain ; que suivant ces coutumes, l'autorité domestique appartient à la fois au père et à la mère ; qu'elle cesse à vingt ou vingt-cinq ans, ou jusqu'au mariage, qui, par le fait, émancipe ; que les parents n'ont même pas l'usufruit des biens de leurs enfants ; bref, que cette autorité n'est qu'une « espèce de tutelle naturelle » ⁹⁴. La monarchie absolue répudie ce droit coutumier de la France du Nord et du Centre, qui ne concorde pas avec ses intérêts, et s'inspire du droit écrit, du droit

complètes, t. V, p. 156 et 157. Sans doute, en 1818, la tradition s'était maintenue de tels faits et de telles mœurs, et Lemontey estimait exact le témoignage de Saint-Simon. Ces faits en disent long sur le régime social.

⁹³ *Déclaration royale*, 26 novembre 1639, dans Isambert, *Coll. des anciennes lois*, t. XVI, p. 520.

⁹⁴ Abbé Fleury, *Institution au droit français*, t. I, p. 226 ; Serres, *Inst. au dr. fr.*, p. 20 ; Pothier, *Commentaire de la Coutume d'Orléans*, t. IX, p. 26.

romain le plus pur, pour imposer à la France tout entière des règles sévères qui ne sont pas en harmonie avec les mœurs de la nation.

Le droit de correction des parents est fortifié, surtout à Paris. Les pères et mères, « artisans et pauvres habitants de la ville et des faubourgs de Paris » ont le droit de faire emprisonner leurs enfants jusqu'à vingt-cinq ans. Il suffit d'avoir maltraité, peut-être dans un moment de colère, son père ou sa mère, d'être libertin ou paresseux, de se livrer à la débauche ou seulement d'« être en péril évident » de le faire, pour être enfermé, sur la demande des parents, à Bicêtre ou à La Salpêtrière, où l'on devra « travailler le plus longtemps et aux ouvrages les plus rudes » que les forces peuvent le permettre : véritable anticipation des galères ⁹⁵.

On voit des parents user largement de leur droit ainsi proclamé. On emprisonne des enfants mariés en secondes noces, des hommes de trente ans et plus ; même des prêtres sont détenus sous prétexte de correction paternelle ; « il n'y a point d'âge ^{p080} limite qui mette à couvert de ces jugements domestiques », si bien que le Parlement de Paris, étonné de ces abus, essaie lui-même d'y mettre un terme ⁹⁶. Mais on voit aussi des parents qui, effrayés des peines que la justice va infliger à leurs enfants et voulant pardonner, ne peuvent plus les leur éviter : les Parlements refusent de lâcher leur proie ; des fils qui ont osé lever la main sur leurs père ou mère sont condamnés à dix et vingt ans de galères ou même aux galères perpétuelles ⁹⁷.

En vue d'obtenir l'exacte observation des ordonnances sur le consentement des parents au mariage, la monarchie n'a pas attendu Louis XIV pour inventer tout un système de peines cruelles. Des enfants se marient-ils sans le consentement des parents, ils ne sont pas, d'abord, légalement mariés ; de plus, ils encourent l'exhérédation et même, par suite de la fiction du rapt de séduction, la peine de mort ⁹⁸. Or le consentement des parents est exigé jusqu'à trente ans pour les hommes, et jusqu'à vingt-cinq ans pour les femmes, même

⁹⁵ Règlement du 20 avril 1684, dans Isambert, Coll. des anciennes lois, t. XIX, p. 442.

⁹⁶ Arrêt du Parlement de Paris, 9 mars 1673, confirmé le 27 octobre 1696 (Archives Nationales, AD II, 29).

⁹⁷ Merlin, *Répertoire*, au mot Puissance paternelle, t. XXVI, p. 42-43.

⁹⁸ Ordonnances ou édits de 1556, 1579 (art. 41) et 1639.

veuves⁹⁹. Et les Parlements tiennent la main à l'exécution de ces lois¹⁰⁰. Bientôt, la parité de culte entre les conjoints s'ajoutera aux conditions nécessaires du mariage. Ainsi la liberté de l'individu dans la formation d'un contrat qui ne devrait dépendre que du sentiment est de plus en plus restreinte par les lois monarchiques, contraires au droit canon qui facilitait le mariage en vue de la continence et des bonnes mœurs, et le permettait à douze ou quatorze ans selon le sexe, même sans le consentement des parents. C'est que l'Église n'a en vue que la religion et la morale, tandis que l'État considère, en outre, des intérêts purement temporels.

Le roi, en effet, chef d'une société aristocratique, entend maintenir l'ordre social, au profit de l'élite qui se presse autour de lui. Il introduit dans le mariage des idées de convenance qui en font une union entre deux noms, deux familles, plus encore qu'entre deux personnes. C'est à l'honneur des familles, à la splendeur du nom et à la grandeur de l'État, qui repose sur eux, que l'individu est sacrifié. Les princes du sang ne peuvent se marier sans le consentement du roi. Les ministres, les familles^{p081} de grande noblesse font connaître à Louis XIV les mariages décidés en principe et lui demandent presque son autorisation. Le mariage d'un duc et pair, « cousin » du roi, ne saurait presque se faire sans lui ; à cette occasion il donne des fêtes, un grand dîner, où la nouvelle duchesse trône, avec les parents, comme au mariage de Saint-Simon. Et s'il a accordé d'abord son consentement au mariage d'une princesse du sang, comme celui de Mlle de Montpensier avec Lauzun, et qu'ensuite, sur les objurgations, voire les menaces du prince de Condé et des autres princes, honteux d'une telle mésalliance, il se résigne à reprendre sa propre parole, c'est que, dans son royaume, la hiérarchie de la naissance et des titres doit être la première loi, et que lui-même, en étant le suprême gardien, ne saurait l'enfreindre. A tous les mariages des enfants de ses ministres le roi prend aussi grand intérêt ; il dote souvent les filles : nouvelles gratifications, parfois énormes, aux dépens d'un trésor obéré, mais qui lui assurent le dévouement total de ses serviteurs.

⁹⁹ Ordonnance de 1639 ; arrêt du Conseil du roi (13 décembre 1681).

¹⁰⁰ Arrêt du Parlement (13 mars 1663) : une veuve mineure ne peut pas se marier sans le consentement de son père. Arrêt (18 décembre 1666), annulant le mariage d'un fils mineur célébré sans l'autorité du père. (Archives Nationales, AD II, 20).

A la demande des familles elles-mêmes, le roi intervient fréquemment dans leurs affaires : de grosses questions d'intérêts sont soustraites aux tribunaux réguliers par des « évocations » devant le Conseil d'État. En cas d'inconduite, à la requête des parents, des jeunes gens sont emprisonnés, par ordre du roi, sans participation des tribunaux. C'est la « justice » du roi. Les Parlements, ne l'admettent pas, mais sont contraints de la subir. Au reste, cette justice rapide évite souvent bien des scandales dans les grandes familles ; et c'est précisément pour les cacher aux yeux du peuple que le roi envoie les délinquants à la Bastille ou dans un couvent. Quand ce sont des fous ou des folles, comme cette demoiselle d'Angleberme qui avait confié à l'archevêque de Paris son projet d'attenter à la vie du roi ¹⁰¹, ce sont encore des scandales, dangereux pour l'esprit public, et qu'il convient d'étouffer par un emprisonnement immédiat à la Bastille ou dans un château lointain : il suffit d'une « lettre de cachet » adressée par le roi au gouverneur de la Bastille ou d'un fort royal, et signée Louis. De tous ces gens-là, on ne s'inquiète plus guère ensuite ; on les laisse, parfois toute leur vie, enfermés dans des prisons royales, des couvents ou des hôpitaux. C'est le plus parfait arbitraire. La justice devient affaire du roi : justice, d'ailleurs, plus expéditive et souvent moins dure que celle des magistrats. Mais c'est elle surtout qui, avec sa Bastille, va faire accuser le roi de tyrannie. Pour la nation, cette Bastille sera le symbole de l'absolutisme.

[*Table des matières*](#)

VIII. — *Le gouvernement des forces spirituelles et morales : l'éducation*

^{p082} Après la famille, l'éducation. Déjà n'est-ce pas l'éducation morale des enfants que le monarque entend faire par la contrainte, et au besoin, par la prison ? Il prétend, encore bien davantage, s'emparer, directement ou indirectement, de toutes les forces spirituelles et morales de la société. Mais souvent il suit la tradition. C'est ce qu'il pratique pour l'instruction et l'éducation de la nation. A part quelques fondations royales, dont certaines sont déjà anciennes, comme le « Collège royal », établi par François I^{er}, le « Jardin du

¹⁰¹ E. Lavisse, *Louis XIV, Hist. de France*, t. VII, p. 318.

roi », et d'autres nouvelles, telles que l'Observatoire, et les écoles techniques, créées par Colbert dans l'intérêt de l'industrie française, l'État laisse l'éducation à l'Église, aux ordres religieux qu'il a autorisés, ou à des corps vénérables, comme les Universités, pourvues par lui de privilèges, et qui ont gardé, elles aussi, un caractère ecclésiastique.

Bien qu'il ne participe nullement, par des libéralités, à l'entretien des écoles et des collèges, il ne laisse cependant pas d'y prendre un intérêt grandissant. C'est, en effet, le roi qui autorise la fondation d'un collège ; qui appelle, à le diriger, telle corporation qu'il lui plaît. Quant aux petites écoles de paroisse, il ne s'en soucie point ; il laisse aux évêques et aux curés le soin de les établir et de les contrôler. Il sait que dans ces écoles et ces collèges l'éducation aura le pas sur l'instruction, et que l'on élèvera les enfants dans la crainte de Dieu et dans l'obéissance du prince.

Faire des chrétiens et des sujets parfaitement soumis, voilà ce qu'il demande à l'Église, aux ordres religieux qui dirigent les enfants et les jeunes gens de son royaume. Il leur abandonne totalement les méthodes d'éducation, et encore davantage les méthodes d'instruction. Au reste, dans les collèges qui instruisent les hautes classes de la société, celles-là seules qui intéressent vraiment le roi et ses ministres, recteurs et régents sont passés maîtres dans le choix des moyens, en particulier ceux de la Compagnie de Jésus, auxquels les rois, depuis Henri IV, ont confié la jeunesse française. Bien que les Jésuites aient des émules, Oratoriens, Prêtres de la Doctrine chrétienne, même, à un court moment, Port-Royal, enfin les collèges des Universités, ce sont eux surtout qui dispensent l'enseignement général, au moins, jusqu'à la rhétorique, à la plupart des nobles et des bourgeois du royaume. Louis XIV a une affection toute particulière pour eux ; il va visiter leur grand collège de Clermont, où on lui fait fête, et qui va prendre désormais son nom, Louis-le-Grand¹⁰².
p083 Il est enchanté que le système d'éducation et d'instruction soit le même dans tous leurs collèges ; ce qui assure l'unité dans l'obéissance à

¹⁰² André Schimberg, *L'Éducation morale dans les collèges de la Compagnie de Jésus en France sous l'Ancien Régime, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles* (Paris, 1913, in-8°). Voir la carte de France indiquant tous les Collèges des Jésuites, avec la date de fondation.

Dieu et au roi, une parfaite politesse des mœurs, et une éducation classique, qui contribue à cette même soumission à l'Église et aux antiques traditions morales et philosophiques : traditions que le pouvoir maintiendra, même si elles sont contraires au progrès de la science, à la demande expresse des Assemblées du Clergé de France, et sous la pression de la Compagnie de Jésus. C'est ainsi que l'on voit le gouvernement de Louis XIV, dès ses débuts, s'associer à l'Église de France et à l'Église romaine elle-même pour pourchasser des Universités et des collèges la nouvelle philosophie, jugée subversive. Il y a là une entente parfaite du pouvoir temporel avec le pouvoir spirituel, et même déjà une prétention très nette de la royauté à l'exercice d'une autorité intellectuelle et spirituelle.

Mais, en laissant à l'Église, aux ecclésiastiques et aux ordres religieux le soin de l'éducation de la nation, l'État n'a pas compris que l'enseignement classique est, pour beaucoup d'élèves, de petits bourgeois, un enseignement inutile, qui ne convient, au fond, ni aux intérêts de leurs familles, ni à l'intérêt général de la société. Pourquoi faire apprendre le latin à toute cette jeunesse, fille de commerçants et d'artisans ? Et pourquoi tant de collèges, jusque dans les petites villes ? C'est ce qu'avaient compris au début du siècle le cardinal de Richelieu et le cardinal du Perron. « Aujourd'hui, déclarait Richelieu au roi, en 1627, « votre royaume est rempli d'un nombre infini de collèges, lesquels, au dommage de l'État, soustraient au public une infinité de gens qui abandonnent les arts, le commerce, le labourage et la guerre, tournent à charge au public, et qui, après avoir passé leur jeunesse dans l'oisiveté des lettres, deviennent pour la plupart incapables de servir¹⁰³. » Il eût désiré moins « de maîtres ès arts libéraux pour enseigner les^{p084} lettres ». plus d'artisans, de marchands, de soldats. C'eût été un enseignement technique. Ce fut

¹⁰³ Hauser, *La Pensée et l'action économiques du cardinal de Richelieu*, p. 66. Voir encore d'autres pensées de Richelieu sur ce sujet : « Considérant que la grande quantité de collèges qui sont en notre royaume fait que, les plus pauvres faisant étudier leurs enfants, il se trouve trop peu de gens qui se mettent au trafic et à la guerre, qui est-ce qui entretient les États... » Et encore : « Il faudrait de plus (avec la réduction du nombre des officiers) restreindre le grand nombre des collèges qui sont ès petites villes du royaume à la ruine de l'État, vu que par ce moyen non seulement les marchands, mais les laboureurs même font quitter leur vocation à leurs enfants pour les rendre capables de suivre une profession où ils ne gagnent rien le plus souvent et ruinent les autres... »

bien l'idée de Colbert, qui s'efforça de créer à Paris, auprès des Académies et des grandes manufactures royales, comme les Gobelins, un enseignement technique. Mais la bourgeoisie, qui préférait les offices, ne voulait que latin et jurisprudence et considération sociale.

*IX. — Le gouvernement des forces intellectuelles :
l'inquisition sur la pensée et la parole*

C'est aux actes du pouvoir royal bien plus qu'à des maximes et des théories qu'il convient de recourir pour comprendre toute la puissance de l'État sur la pensée et la parole. Mais il serait injuste de les lui attribuer tous. S'il se défend contre la malice des libellistes en poursuivant leurs brochures, en fermant les frontières aux feuilles subversives de l'étranger, en condamnant des écrivains à la prison, il ne fait qu'exaucer les vœux des « Assemblées générales du Clergé » ou des évêques et les doléances des Académies, de l'Université ou du Parlement, bref de corps officiels ou de leurs chefs, intéressés dans la répression. L'État n'a pas une doctrine philosophique, scientifique, littéraire, artistique, qui lui soit propre ; mais, à la suite de l'Église ou des corps constitués, il empêche telle doctrine de se répandre, telle œuvre qui s'en inspire de se publier ; tel enseignement qui l'expose, de se poursuivre. Et, pour que la surveillance soit plus étroite et plus commode, il établit un régime de la presse extrêmement rigoureux, réduit le nombre des imprimeurs, en vue de restreindre celui des auteurs, comme s'il fallait, suivant le « Catéchisme royal », composé pour l'éducation du roi, « interdire de papier et d'encre » tout « esprit inquiet de la démangeaison d'écrire »¹⁰⁴ ; rappelle à plusieurs reprises les ordonnances sur la nécessité où sont les auteurs d'obtenir pour leurs livres un « privilège » du roi, qui ne leur est accordé que sur approbation des censeurs établis à cet effet. Et la censure s'exerce sur tous les livres, même de science, de droit ou de médecine, à plus forte raison sur les ouvrages de théologie et de morale ou sur les œuvres littéraires, comédies, tragédies ou autres.

Toutefois, au début du règne, les ouvrages littéraires bénéficient encore d'une liberté relative, qui survit à la Fronde. Sans doute le jeune roi a dû, sous la brusquerie de l'attaque des « dévots », après la

¹⁰⁴ E. Lavisse, *Louis XIV*, p. 273, en note.

représentation, devant lui, à Versailles, du ^{p085} *Tartufe* de Molière ¹⁰⁵, suspendre la représentation publique, et donner raison, provisoirement, à l'archevêque de Paris, Péréfixe. Mais, en partant pour la Flandre, il est revenu sur cette décision et a autorisé le *Tartufe*. Seulement, comme l'autorisation n'a pas été donnée dans un acte en forme, la Compagnie du Saint-Sacrement, soi-disant dissoute par le pouvoir depuis 1660, mais toujours active, prête à la bataille, avec ses magistrats qui travaillent dans le secret, ne manque pas d'intervenir et de prendre sa revanche, pour faire interdire le *Tartufe*, au nom du Parlement. Molière étant allé voir Lamoignon à la fin d'une matinée, le président s'engage à fond : « Il ne convient pas aux comédiens, lui dit-il, d'instruire les hommes sur les matières de la religion ; ce n'est pas au théâtre à se mêler de prêcher l'Évangile. Quand le roi sera de retour, il vous permettra, s'il le juge à propos... » Et, rompant l'audience : « Monsieur, vous voyez qu'il est près de midi, je manquerais la messe si je m'arrêtais plus longtemps ¹⁰⁶. » Ce que le président du Parlement et ses « dévots » n'auraient jamais permis, Louis XIV, de retour de sa campagne victorieuse, l'autorise enfin. Il sait bien d'où viennent les coups portés à Molière. Tout entier à ses conquêtes, à ses amours et à son libertinage, étalés aux yeux de tous, il ne pourrait, sans se contredire lui-même, refuser l'autorisation à une pièce dont le dénouement le ravit.

Ici, comme dans les divers domaines de l'action politique et sociale, ce n'est que peu à peu que le gouvernement déploie toute la puissance de sa volonté absolue. Il est fort probable qu'après 1672 le *Tartufe* n'aurait pu être joué en public. A cette date, la liberté relative des premières années — des années de fêtes et de jeunesse royale, des « Plaisirs de l'Ile enchantée » — est déjà chose du passé.

¹⁰⁵ Le *Tartufe* a été selon nous, représenté tout entier devant le roi, en 1664 ; il en a entendu le dénouement, tout à son éloge. Voir aussi sur cette question, Gustave Michaut, *Les Luites de Molière*. Tous les documents parlent d'une pièce jouée.

¹⁰⁶ Sur la Compagnie du Saint-Sacrement et le *Tartufe*, voir R. Allier, *La Cabale des dévots*, tout un chapitre, p. 384 et suiv. Allier rappelle avec raison l'article de F. Brunetière sur la philosophie anti-chrétienne de Molière, dans la *Revue des Deux Mondes* (1^{er} août 1890), sans prendre parti pour ou contre la thèse de l'illustre critique.

Alors, en effet, la coalition de l'Église, des « dévots » qui, dissous, cabalent toujours dans le secret, des corps officiels et reconnus tels, se resserre, profitant des meilleures dispositions du pouvoir ; car pour l'autorité religieuse et monarchique la menace est partout : dans le mouvement des idées philosophiques et théologiques et même dans le progrès des sciences. Au reste, ^{p086} il faut se défier des apparences, auxquelles seules s'attacherait le vulgaire : ce n'est pas dans l'immoralité ou l'obscénité des ouvrages du passé ou ceux du présent qui, en dépit des défenses du pouvoir, s'impriment ou passent les frontières, que réside le danger ; c'est dans des œuvres de haute tenue, de science profonde, qui se recommandent aux doctes par la puissance de la dialectique et l'interprétation toute nouvelle des faits et des principes. De là la continuité et l'âpreté de la lutte entre le principe d'autorité et l'esprit critique qui menace d'envahir, après la science et la philosophie, la théologie, la morale, la religion, les arts et même la politique.

Or l'Église, l'Université, les collèges des ordres religieux, du moins ceux des Jésuites, les congrégations secrètes, les Académies, les Parlements sont attachés aux vieilles doctrines, qui inculquent aux esprits une discipline parfaite. On reste fidèle, jusqu'à la lettre, aux idées d'Aristote et de saint Thomas ; on suit toujours la vieille astronomie de Ptolémée, qui place la Terre au centre du monde. On se garde bien d'examiner à la lettre les Livres sacrés, de les mettre sur le même plan que les grandes œuvres de l'antiquité, et de les replacer dans leur temps et leur milieu pour en interpréter fidèlement le sens. On a pris l'habitude de jurer sur la parole d'un maître, et les grands maîtres en tout sont les Anciens : dans les sciences, Aristote et Ptolémée ; dans la philosophie, le même Aristote et saint Thomas ; dans la théologie, encore saint Thomas, « l'Ange de l'École », à moins que ce ne soit saint Augustin ; dans les lettres et les arts, les plus illustres écrivains et artistes de la Grèce et de Rome, et les législateurs de l'esprit qui ont déclaré les règles : règles de la tragédie, c'est-à-dire les trois unités de la *Poétique* d'Aristote ; règles des divers genres littéraires conçus comme des êtres déterminés et fixes ; règles du Beau, extraites des œuvres de l'Antiquité par les critiques ou les artistes et imposées par de grands noms.

Ce régime intellectuel, fondé sur l'autorité et la tradition, se sent déjà miné en France, comme dans toute l'Europe occidentale, par la

diffusion de la science expérimentale et de la philosophie cartésienne. Aussi, contre ces nouvelles disciplines, l'Église a-t-elle déjà pris l'offensive, et le pouvoir royal n'a pas hésité à la suivre. A Louvain, dans les Pays-Bas, le nonce du pape a fait condamner par la Faculté de théologie cinq propositions tirées de la doctrine de Descartes : la définition de la substance, le rejet des formes substantielles ou accidents existant par eux-mêmes, l'étendue, qualifiée d'attribut essentiel de la matière, l'infinité du monde, son unité. Défense est signifiée à tout candidat au doctorat de soutenir une thèse infectée des p087 erreurs cartésiennes (1662). A son tour, Louis XIV, certainement sous la pression de Rome et des Jésuites, défend de faire l'éloge de Descartes en public. Lorsque les restes mortels du grand philosophe arrivent de Suède, en 1667, le chancelier de l'Université, qui doit prononcer l'oraison funèbre en présence de hautes personnalités du Parlement et du Conseil d'État, d'Ormesson, de Montmort, d'avocats au Parlement et de disciples comme Clerselier et Rohault, reçoit l'ordre formel, à Saint-Étienne-du-Mont, de s'abstenir de l'éloge qu'il se préparait à prononcer (1667). Nous sommes à l'époque de l'interdiction du *Tartufe*, de Molière, de la grande influence des « dévots » du Saint-Sacrement ; il est probable qu'en dehors de l'Église même, la célèbre Compagnie, ou du moins plusieurs de ses membres, a dû exercer sur le pouvoir la même pression qui faillit priver les lettres du plus haut chef-d'œuvre de la comédie française ¹⁰⁷. Mais ce ne sont encore que des escarmouches. C'est la veillée des armes.

C'est seulement vers 1671 que le pouvoir prend décidément l'offensive. Le roi défend, par un ordre verbal, l'enseignement de la nouvelle philosophie cartésienne à Paris (4 août 1671). Bien plus : l'Université d'Angers donnant un cours sur Descartes, Louis XIV écrit, le 30 janvier 1675, au recteur une lettre, contresignée par le secrétaire d'État Phélypeaux, où il interdit ces leçons. Les Oratoriens, qui enseignent à Angers, finissent, après quelques difficultés, par se

¹⁰⁷ C'est une hypothèse que nous faisons. La Compagnie de Paris est censée ne plus exister en 1664 (voir Allier). Mais nous voyons par les Procès-verbaux de Lyon, de Marseille, qu'elle existe partout ailleurs, souvent jusqu'à la fin du siècle. En outre, comment les personnages puissants, qui agissaient en 1667 contre le *Tartufe*, n'auraient-ils pas agi encore contre Descartes ? Et les Jésuites n'étaient-ils pas aussi dans la coulisse ?

soumettre. Il faut qu'ils acceptent, en 1678, une sorte de formulaire, reconnaissant pour base de l'enseignement la physique d'Aristote : en chaque corps naturel sont la matière et la « forme substantielle », réellement distincte de la matière ; l'étendue extérieure n'est pas de l'essence de la matière ; le vide n'est pas impossible ; il n'y a aucune répugnance que Dieu puisse produire plusieurs mondes à la fois. En conséquence, tous les professeurs de philosophie doivent suivre ces prescriptions : la congrégation de Sainte-Geneviève leur défend « d'enseigner les opinions de Descartes » (1678) ; celle de Saint-Maur, dès 1675, leur a ordonné de s'abstenir, sous peine de révocation, de répandre les nouvelles idées « sur l'essence et la nature des corps qu'elles mettent dans l'étendue actuelle, celle des accidents qu'elles ne distinguent point ^{p088} de la matière, et autres qui pourraient avoir connexion avec les dogmes de la foi ». Le cartésianisme ne cessant d'être enseigné dans des conférences libres, comme celles que donne Régis, à Paris, en 1680, le gouvernement intervient encore pour les interdire, à la requête de l'archevêque François de Harlay. La doctrine de Descartes est déférée à l'Assemblée du clergé de France par le P. Valois, jésuite, qui se prévaut du Saint-Siège. Aussi l'État est obligé de suivre l'Église, comme s'il avait lui-même une doctrine sur la matière, l'étendue et les principes de la physique.

L'esprit cartésien renouvelant l'étude des Livres sacrés, et Richard Simon, un Oratorien, donnant en français une *Histoire critique du Vieux Testament*, en 1678, nouvelle alerte : Bossuet, qui vient de recevoir le volume et qui, en l'ouvrant, est tombé sur le chapitre intitulé : « Moïse ne peut être l'auteur de tous les livres qui lui sont attribués », requiert la suppression de l'ouvrage ; le chancelier Le Tellier ordonne la mise au pilon de toute l'édition, à deux exemplaires près, et oblige l'Oratoire à lancer une sentence d'exclusion contre le téméraire savant (21 mai 1678). Trois ans après, Bossuet, dans son *Discours sur l'histoire universelle*, proclame l'authenticité mosaïque du Pentateuque et accable l'audacieux, beaucoup moins par sa science que par sa magique éloquence. Et, sans doute, sentant toujours le grand danger de ce livre fameux qui ouvre en France la voie à l'exégèse biblique, comme le chancelier Pontchartrain reste sourd à sa plainte, Bossuet va jusqu'à menacer ; « Il est singulier que d'un si grand bruit contre ce livre M. le Chancelier ne fasse rien. Veut-il se le faire dire et s'y faire contraindre par une autorité supérieure ! Il faut

bien y venir, s'il ne le fait lui-même, » Quelle « autorité supérieure » ? Les évêques, comme Bossuet, l'Église, peut-être officiellement, iront donc jusqu'au roi ? Et un évêque, qui n'est ni cardinal ni titulaire d'un grand diocèse, ose menacer le chancelier de France ! En l'absence d'une foule de documents et de preuves écrites, cette manière de pression ne donne-t-elle pas le sentiment du harcèlement constant de l'Église sur le roi ? Certainement, ce ne sont ni les Le Tellier, ni les Louvois, ni les Colbert, ni, on le voit, les Pontchartrain, qui prennent de telles initiatives, condescendent à de telles condamnations, qui atteignent non seulement les personnes, mais la pensée et la gloire de la science française. Mais le pouvoir se voit « contraint » — c'est le mot de Bossuet — à étouffer les progrès de la philosophie et de la critique.

C'est aussi d'accord avec l'archevêque et la Sorbonne que le gouvernement laisse le doyen Morel inviter la Faculté de Théologie^{p089} à présenter au Parlement une requête tendant à l'exécution vigilante de son arrêt de 1524 qui prescrivait en tout l'enseignement d'Aristote. En foi de quoi la Faculté de Médecine continue à ignorer la circulation du sang dans le corps humain, la grande découverte de William Harvey, célébrée par Descartes dès 1637 ; ce qui amène Boileau à composer son « arrêt burlesque », faisant défense « au sang d'être plus vagabond, errer ni circuler dans le corps, sous peine d'être entièrement livré et abandonné à la Faculté de Médecine ». Cela tourne au ridicule et à l'odieux, et le gouvernement laisse faire, comme s'il donnait raison à la Faculté.

Ni Descartes, ni la science expérimentale, œuvre féconde de toute l'Europe, ne doivent être propagés, enseignés. Ni l'une ni l'autre ne sont introduits dans leurs collèges par les ordres religieux, et par les Universités, auxquels l'État a abandonné l'instruction de ses sujets. Partout, l'instruction se modèle sur le *Ratio studiorum*, des Jésuites : elle est fondée sur les langues classiques, notamment sur le latin, et sur la connaissance des chefs-d'œuvre de l'Antiquité ; elle est humaniste et morale. Elle ne donne aucune culture scientifique à la Noblesse et à la bourgeoisie, au moment où vient de se constituer la science moderne. Elle ne lui donne même pas, à cette haute société, la connaissance précise de sa langue et de sa littérature nationale ; comme si les Anciens étaient, dans tous les genres littéraires, supérieurs incontestablement aux Modernes, et qu'il fût permis, vers

1680 ou 1685, à un Français de marque d'ignorer Corneille et Pascal, Molière et Racine. Dans les arts, l'enseignement académique est aussi tout classique et les règles posées par Dufresnoy, dans son *Art graphique*, ne sont pas moins sévères que celles de Boileau dans son *Art poétique*¹⁰⁸. Voilà les oracles : malheur à ceux qui s'en écartent ! Au fond, tout ce régime intellectuel, à la fois chrétien et antique, où se marient harmonieusement paganisme et christianisme, où se fondent Aristote et saint Thomas, pour préserver les dogmes de la religion et maintenir la discipline des esprits, est, pour la monarchie absolue, le régime qui peut le mieux assurer son succès et sauvegarder son propre principe. Voilà pourquoi, si le roi empêche souvent plus qu'il n'ordonne réellement, il fait toujours cause commune avec l'Église et avec tous les corps qui réclament une police sévère de la pensée et de la parole.

Et pourtant la monarchie n'a pas suspendu, loin de là, le progrès scientifique et artistique ; mais elle l'a tourné dans son sens, en fondant l'Académie de peinture et de sculpture, l'Académie d'Architecture, l'Académie de France à Rome enfin, dont p090 les douze pensionnaires doivent travailler en s'inspirant des grands modèles de l'Antiquité et de la Renaissance. C'est là l'esprit du temps, et c'est surtout l'esprit du roi, ami de l'ordre, et de l'ordre classique.

Mais, à côté de ces grandes fondations, les ministres, comme Colbert et Le Tellier, qui s'intéressent certainement moins à la mainmise de l'État sur l'intelligence française, par le régime des Académies et des collèges classiques, qu'à l'institution d'écoles spéciales pour les artisans ou les futurs magistrats, créent, en effet, des cours nouveaux ou essaient de réformer les vieilles Universités. C'est dans cette voie que s'engage Le Tellier : frappé de la longue décadence des études de droit, il s'efforce de les vivifier et fonde enfin à l'Université de Paris, à côté des anciennes chaires de droit canon et de droit civil romain, une chaire de droit français, où l'on enseignera les « Coutumes » et les « Ordonnances » (1679)¹⁰⁹. Mais

¹⁰⁸ Dufresnoy, *De Arte graphica* (1668) ; Boileau, *Art poétique* (1674).

¹⁰⁹ A. de Curzon, L'Enseignement du droit français dans les Universités de France aux XVII^e et XVIII^e siècles, dans la Nouvelle Revue de Droit français et étranger, 1919, t. 43, p. 209 et 305, et tirage à part (Paris, 1920, in-8°, 155

c'est surtout Colbert qui, pour promouvoir l'industrie française et former des artisans d'élite, établit des cours théoriques et pratiques, sous la direction des plus grands maîtres, Lebrun, Blondel, La Hire, près des Académies de Paris. Là est la marque personnelle du grand ministre, moins soucieux de règles classiques, voire antiques, que de leçons modernes, conformes aux dernières inventions et conceptions françaises, capables de perfectionner le travail national et d'accroître la richesse du pays.

[*Table des matières*](#)

X. — Le gouvernement de la religion et le « sacerdoce royal »

Là religion n'est pas seulement, pour Louis XIV, le lien nécessaire de chacun de ses sujets avec Dieu ; elle est aussi le lien qui les rattache au roi lui-même, institué par le droit divin. Comme représentant de Dieu dans son royaume, le roi a des devoirs et des droits religieux : théorie peu à peu construite par les légistes, et chère au roi, parce qu'elle consacre sa puissance dans ce qu'elle a de plus élevé. Il faut suivre l'argumentation du maître des requêtes Le Vayer de Boutigny, dans son *Traité de l'autorité des rois touchant l'administration de l'Église*, paru à Cologne, en 1682, et qui sera réimprimé en 1701, en 1753 : « A considérer les choses superficiellement, il semble que les choses qui concernent l'instruction religieuse des peuples^{p091} doivent appartenir à la seule puissance spirituelle... Et néanmoins il est certain qu'il y en a plusieurs dont le Prince a le droit de se mêler. » Et il énumère : d'abord la prédication, qu'il « a le droit de surveiller ; puis les livres, qu'il a le droit d'approuver ou de censurer ; la Foi même où des erreurs se peuvent quelquefois mettre », et dont il doit « procurer le discernement et la condamnation, toutes et quantes fois que l'Église ne le fait pas »... « Et, s'il est vrai que la tenue des Conciles soit de la juridiction de l'Église, il n'est pas moins vrai que les Rois ont été obligés souvent d'y interposer leur autorité ;... quelquefois même contraints de se rendre maîtres des décisions. » Inspecter l'Église, sa parole, sa doctrine, ses livres, relever ses erreurs, se faire enfin juge de

pages). Étude résumée par L. André dans Michel Le Tellier et Louvois, p. 533.

la Foi, tels sont les droits du roi : Louis XIV ne manque pas de les déclarer dans les préambules de ses édits. C'est une conception pleinement gallicane, nationale. Elle s'affirme de plus en plus. Elle est à son apogée après 1680 ¹¹⁰.

Une telle idée du « sacerdoce royal » entraîne deux conséquences : d'abord le maintien de l'orthodoxie, jugée telle non par le pape, mais par le roi, au point de vue spirituel et, naturellement, au point de vue temporel ; ensuite l'établissement de l'unité complète de foi dans le royaume. Le roi va donc lutter contre la grande hérésie, le protestantisme, que Richelieu et Mazarin ont laissé indemne dans l'exercice de son culte, et contre les hérésies internes du catholicisme, estimées telles par lui et par ses conseillers. Engagé dans cette voie, il ne pourra plus en sortir ; et, peu à peu, il ira loin, voulant aller jusqu'au bout et imposer ici encore sa volonté. Car il ne veut que la vérité, et le « droit qu'a la vérité de s'imposer » est absolu.

Non que ses ministres, Le Tellier, Lionne, Colbert le poussent, d'abord, aux mesures extrêmes. Ne sont-ils pas les premiers à ménager les partis adverses dans l'Église, à négocier tour à tour avec l'un et avec l'autre, voire en cour de Rome, à n'imposer rien de dur pour tout chrétien enclin à quelque accommodement, pourvu qu'on ne presse pas trop à la lettre les termes de l'accord ? Car ce n'est qu'un compromis diplomatique, cette fameuse « paix de l'Église » (1669), œuvre d'habiles négociateurs qui ne font montre d'aucun fanatisme religieux. Et c'est aussi, du moins au début, malgré les menaces qui déjà planent sur eux, une sorte de paix à l'égard des huguenots. Mais ces paix fourrées ne pourront se maintenir.

^{p092} Ici joue peut-être l'hérédité espagnole. de Louis XIV, et certainement son orgueil, le soin de sa gloire, la haute idée qu'il se fait de ses droits spirituels, la doctrine du « sacerdoce royal ». Certes, il y a deux gallicanismes : le gallicanisme épiscopal, soumis au roi, mais le premier à réclamer la pleine indépendance de sa juridiction à l'égard des ordres religieux comme de tous prêtres ; le gallicanisme parlementaire, attaché au principe de l'indépendance de la Couronne, jaloux de réfréner l'action, même spirituelle, de Rome, dont il dénie

¹¹⁰ Doctrine de parlementaires, comme Omer Talon, plus tard Le Vayer de Boutigny, dont le *Traité de l'autorité des rois touchant l'administration de l'Église* (Cologne, 1682) fait autorité. On a attribué ce traité à Omer Talon.

l'infailibilité, n'accordant celle-ci qu'au Concile œcuménique. Mais ces deux gallicanismes, le civil et l'ecclésiastique, si différents l'un de l'autre, ont un point commun : l'intérêt du roi ; aussi, sous l'influence royale, les voit-on se modérer l'un l'autre et s'entendre, quand Louis XIV veut étendre à tout le royaume le droit de « régale », qui lui procurera les revenus des bénéfices vacants. Cinquante-neuf diocèses n'ont point encore été astreints à ce droit royal. Le changer d'autorité, sans accord préalable avec le pape, c'est toute une révolution dans l'organisation temporelle de l'Église de France. A cette révolution se prêtent tous les gallicans : évêques, parlementaires, sauf quelques évêques jansénistes, comme le vertueux Pavillon. Pourquoi, en effet, le roi de France, qui depuis 1516 dispose de la plus grande partie du temporel de son Église, ne disposerait-il pas de tout ce temporel ? Cela paraît logique, et on ne s'embarrasse ni des engagements anciens ni des traditions. Mais la question s'envenime (1679), et du domaine temporel le conflit entre le roi et le pape passe dans le domaine spirituel. Alors, c'est dans l'Assemblée du Clergé, spécialement convoquée (1682), la « Déclaration des quatre articles sur les libertés de l'Église gallicane », articles dogmatiques, parfois, d'ailleurs, assez ambigus¹¹¹, qui devront être enseignés dans les séminaires. L'Église de France apparaît pleinement royale, nationale. Mais cette profession de foi ne va-t-elle pas conduire à la rupture avec Rome, centre de l'unité de l'Église universelle ? Voilà Louis XIV engagé dans des discussions infinies et des difficultés insurmontables. Celles-ci n'ont-elles pas leur source dans la fameuse doctrine du « sacerdoce royal », et, en fin de compte, dans l'énorme orgueil du monarque ?

Si l'Église de France, du moins la haute Église, se fait l'alliée du roi dans son conflit temporel et même spirituel avec le pape, et dans toute la discipline qu'il veut imposer aux fidèles, elle^{p093} lui réclame, en compensation, la suppression totale de l'hérésie huguenote. En 1675, pendant la guerre de Hollande, l'« Assemblée générale du Clergé » renouvelle ses demandes de persécution ; déjà commencent les conversions par la contrainte, et continuent les exclusions des charges et des « offices ». Nouvelles demandes de l'Assemblée

¹¹¹ L'Église est-elle au-dessus du pape ? La Déclaration évite de le dire expressément : c'est une formule ambiguë que celle de l'article 4, comme déjà celle de l'article 2 : formule ambiguë de la Sorbonne, qui déjà, en 1663, laissait en question l'infailibilité pontificale.

générale de 1680, et nouvelles persécutions. C'est à ce moment que Mme Scarron et le P. La Chaize entreprennent cette œuvre de conversion du roi, qui rendra toutes choses plus faciles. « Peut-être le roi n'est-il pas aussi éloigné de penser à son salut que sa Cour le croit. Il a de bons sentiments et des retours fréquents vers Dieu », écrit le 19 avril 1679, la grande confidente, déjà puissante sur l'esprit du monarque. Et dès 1680 Louis XIV revient aux pratiques de dévotion. L'Assemblée du Clergé, en 1682, en profite pour le harceler encore ; elle adresse aux protestants un *Avertissement pastoral* et des menaces. Le roi donne aux intendants l'ordre de convertir par la force ; c'est la persécution méthodique, systématique. En vertu de ses droits spirituels, dont il est de plus en plus pénétré par sa conversion même, Louis XIV croit que l'ordre d'abjurer et d'embrasser la religion catholique est en son pouvoir. Il laisse faire ses ministres ; il pense qu'il y va de son salut. Cependant, malgré l'exode, qui se précipite, l'hérésie demeure : tous les huguenots ne sont pas convertis, et beaucoup de convertis, Mme de Maintenon le reconnaît, « ne sont pas sincères ». On harcèle donc de nouveau le roi ; sans doute aussi ne demande-t-il, en 1685, qu'à être harassé par les exigences de ses directeurs de conscience : n'expiera-t-il pas ainsi les désordres de sa vie passée, et n'est-ce pas pour lui le meilleur moyen de faire son salut ? Alors c'est l'acte final, l'acte sur lequel on ne pourra plus revenir : l'Édit de Fontainebleau (octobre 1685), qui révoque l'Édit de Nantes, abolit entièrement l'hérésie, démolit les temples, ferme les écoles, s'empare des enfants pour les élever dans la religion catholique, exile les ministres, menace des galères les huguenots qui sortiraient du royaume.

Il est très probable que les conseillers du roi, comme Le Tellier et Mme de Maintenon, et que ses directeurs de conscience, l'archevêque Harlay et le P. La Chaize, réunis à Fontainebleau, n'ont fait que proposer à Louis XIV l'acte qu'il désirait lui-même. Le roi n'écrivait-il pas, le 3 septembre, à un abbé : « Je ne peux douter que c'est la volonté divine qui se veut servir de moi pour remettre dans ses voies tous ceux qui sont soumis à mes ordres ? » Il n'est donc que l'instrument de Dieu ; il obéit à l'appel divin, usant de ses droits sur « ceux qui sont soumis à ses ordres ». Et il lui paraît naturel, en sa qualité de roi, d'exiger^{p094} le changement du sentiment intérieur. Bien plus, la plus grande partie de nos sujets de la R. P. R. » ayant

« embrassé la religion catholique l'exécution de l'Édit de Nantes demeure inutile », et, devenu inutile, il convient donc de « le révoquer entièrement » : tels sont les raisonnements du roi ; dialectique juridique, où l'on reconnaît l'esprit du chancelier Le Tellier. Mais quelle a été l'influence précise des conseillers et des directeurs de conscience depuis 1682 et en 1685 ? On discutera toujours sur la part de responsabilité de tous et de chacun. Peut-être le chancelier Le Tellier, qui, malade, arrive à Fontainebleau, et qui a préparé l'Édit en bonne et due forme, en prenant le soin de lui faire donner force exécutoire immédiate, ce Le Tellier, jadis porté au jansénisme et à la conciliation, n'a-t-il agi que par complaisance. Tant l'esprit de soumission au roi est profond ! Peut-être est-ce aussi le sentiment qui domine chez le confesseur et chez les Jésuites. L'envoyé de l'Électeur de Brandebourg, Spanheim, attribue en partie la résolution finale du roi à « sa résignation aveugle aux directeurs de sa conscience », en partie aussi à sa crainte de la mort et à son désir d'expier ses péchés ¹¹². Certes. Mais le jugement le plus complet et le plus pénétrant peut-être, et qui ne dément point celui de Spanheim, n'est-il pas celui de Saint-Simon ? « On toucha un dévot de la douceur de faire aux dépens d'autrui une pénitence facile, qu'on lui persuada sûre pour l'autre monde ; on saisit l'orgueil du roi en lui montrant une action qui passait le pouvoir de tous ses prédécesseurs ; on le détermina, lui qui se piquait si vivement de gouverner par lui-même, d'un chef-d'œuvre à la fois de politique et de religion. »

Ainsi est réalisée l'unité de foi. Du moins le roi le croit ; l'Église le croit aussi, et c'est bien son œuvre. Aussi, comme elle la célèbre, par la bouche éloquente de Bossuet ! « Publions ce miracle de nos jours... Épanchons nos cœurs sur la piété de Louis ; poussons jusqu'au Ciel nos acclamations, et disons à ce nouveau Constantin, à ce nouveau Théodose, à ce nouveau Marcien, à ce nouveau Charlemagne : *C'est le digne ouvrage de votre règne* ; c'en est le propre caractère ; par

¹¹² Ezéchiel Spanheim, *Relation de la Cour de France en 1690*, éd. Émile Bourgeois (Paris, Lyon, 1900, in-8°), p. 96 : « C'est ainsi que, d'un côté, la crainte de la mort, à quoi le roi est naturellement sensible, les réflexions sur les désordres de sa vie passée, l'envie de les expier, l'appréhension des jugements de Dieu, et là-dessus sa résignation aveugle aux directeurs de sa conscience, ont été capables de lui faire prendre des résolutions et d'en faire suivre de tristes effets. » — Voir, outre les histoires générales, la discussion de Louis André sur la responsabilité de Le Tellier et de Louvois, p. 510-512.

vous l'hérésie n'est plus ; Dieu seul a pu faire cette merveille. » Les Jésuites ^{p095} acclament à leur tour Louis le Grand, exterminateur de l'hérésie. L'adulation perd toute mesure, et la plus extravagante paraît toute naturelle, devant l'acte de puissance et de contrainte qui vient d'être consommé et qui va atterrir toute l'Europe.

Parvenue à ce degré de domination sur les esprits et les consciences de ses sujets, la monarchie absolue de Louis XIV n'est plus qu'un pur despotisme, devant lequel on tremble ¹¹³.

[*Table des matières*](#)

¹¹³ Saint-Simon, *Parallèle des trois premiers rois Bourbons*, éd. Faugère, p. 76 : « Un prince qui a été plus maître qu'aucun roi dont on puisse se souvenir même par la lecture, qui l'a été longtemps au dehors presque autant qu'au dedans, et dont la terreur dure encore par la longue impression qu'elle a faite. »

Chapitre IV

La société de 1661 à 1685

L'État ordonne souverainement, dans tous les domaines de l'action, du travail, de la pensée et même de la conscience. Il entend donner l'impulsion à l'activité de tous et de chacun, s'ériger en justicier, en arbitre, en défenseur des intérêts généraux. Certes, vers 1680, on assiste, dans, les ports du Ponant et de la Méditerranée, dans les grandes villes et même en maintes bourgades, à un progrès industriel et commercial que l'on n'aurait pas osé espérer vers 1660, et qui provoque la rivalité farouche des peuples voisins ; la France vient de conquérir la maîtrise des lettres et des arts ; Paris se révèle comme un foyer de haute culture intellectuelle, de science, de goût, de sociabilité ; il apparaît comme la métropole de la civilisation européenne ; la Cour dans le majestueux décor de Versailles devient la plus brillante de toutes les Cours de l'Europe. Dans ce spectacle nouveau, tout paraît ordonné, comme les allées de Versailles ; tout semble marcher d'un pas égal, mesuré, comme au commandement d'un dieu. La société française semble s'être adaptée à ce régime de la monarchie absolue, si nouveau pour elle ; elle l'a fait par contrainte, d'abord, et ensuite souvent par intérêt ; car l'intérêt a fait passer par dessus la gêne ; et, si l'on a murmuré, si même on s'est révolté, finalement on a obéi. Voilà ce que les historiens du « grand siècle » depuis Voltaire, ont en général montré.

La soumission des Français à l'absolutisme a-t-elle été aussi complète que la plupart des historiens l'ont dit ? N'y eut-il pas, dans toutes les classes de la société, des résistances, des regrets du temps passé, des révoltes intérieures, qui n'attendaient qu'une occasion pour se manifester à découvert, ou même des émeutes dans les masses populaires ? On a déjà pressenti bien des oppositions au régime ¹¹⁴. Il

¹¹⁴ Voir notamment, plus haut, le chap. III, § III, sur le gouvernement militaire et la sujétion de la Noblesse d'épée, p. 66.

convient maintenant, en décrivant la ^{p097} société au temps de la plus grande puissance de Louis XIV, de les mettre en pleine lumière, et de montrer dans quelle mesure les diverses classes sociales ont obéi à l'impulsion du maître.

[*Table des matières*](#)

I. — Les classes de la société : le Clergé

Le Clergé est le premier « ordre » de l'État. Le roi a pour lui, comme il le dit dans ses *Instructions au Dauphin*, une parfaite révérence, mais celle-ci est toute de forme. En réalité, Louis XIV entend être le maître absolu de son Clergé. Aussi le recrute-t-il surtout parmi les familles qui lui sont dévouées, ces familles de « robins » passées entièrement à son service, au ministère et au Conseil d'État, parfois même parmi ses « domestiques » de second ordre, dont les fils reçoivent un évêché, et que Saint-Simon appelle les « cuistres violets », tels que Félix, le fils de son chirurgien. De ces hommes il peut, au besoin, exiger une parfaite soumission à ses volontés, même l'attendre d'eux plus sûrement que des personnages de la grande noblesse, élevés dans une société plus indépendante et plus fière.

Composées de membres de son choix, les « Assemblées générales du Clergé » deviennent dociles. Encore sont-elles surveillées de près : car Louis XIV n'aime pas les assemblées, quelles qu'elles soient, pas plus celles du Clergé que les États provinciaux dont jouissent encore quelques rares provinces. Au moment où une assemblée va se tenir, il demande à l'archevêque de Paris Harlay : « Et bien ! Monsieur, quand commencerez-vous ? — Sire, ce ne peut être que de trois jours. — Pourquoi pas demain ? » Et, après une pause : « Quand finirez-vous ? » Les sessions sont désormais moins longues. Les ministres, qui ont toute leur parenté dans l'Église, les Le Tellier et les Colbert, savent tout ce qui se passe dans l'Assemblée, et le roi peut suivre, par eux, les délibérations, agir, au besoin, sur tel ou tel membre, faire admonester ceux qui ne se conduisent pas selon le vœu de la Cour, exercer une pression constante sur le président, l'archevêque Harlay, d'ailleurs entièrement gagné au gouvernement.

A Saint-Germain, en 1680, lors de l'affaire de la « régale », nombre d'évêques, Harlay en tête, circonviennent les députés du

Clergé, font campagne auprès d'eux pour les droits du roi, si bien qu'ils obtiennent de tous une lettre à Louis XIV, qui les montre rangés derrière « le fils aîné de l'Église », lui exprime l'« extrême déplaisir » qu'ils ont eu des mesures du pape, et finit par cette déclaration : « Nous sommes si étroitement attachés à Votre Majesté que rien n'est capable de nous en séparer. » Le Clergé accepte donc l'indépendance complète du roi à l'égard ^{p098} du pape, le « sacerdoce royal ». L'Église de France apparaît toute monarchique. Certes éclatent, on l'a vu, quelques dissentiments ; certains évêques de diocèses lointains, que l'on ne voit guère à la Cour, et qui se sont déjà montrés récalcitrants, protestent ; certes la Déclaration gallicane de 1682 ne traduit pas un gallicanisme extrême, comme celui d'un Omer Talon ou d'un Le Vayer de Boutigny. Mais en somme, malgré le tour et peut-être à cause du tour même de cette Déclaration, le Clergé de l'Assemblée se présente à peu près uni. Enfin il applaudit en masse à l'abolition de l'hérésie huguenote, qu'il a tant réclamée depuis 1660 : gage à lui donné par un monarque « converti », qui espère peut-être, par une étrange illusion, amadouer enfin le pape Innocent XI, si hostile depuis la Déclaration des libertés gallicanes. Naguère ce Clergé, dans son idolâtrie monarchique, acceptait tout de Louis XIV, son double adultère avec la Montespan, même l'exil forcé de M. de Montespan, qui avait réclamé ses droits de mari ; les confesseurs du roi n'avaient mis aucune énergie dans leurs représentations ; même le Saint-Père, apprenant que M. de Montespan voulait poursuivre en Cour de Rome l'annulation de son mariage pour adultère de sa femme, déclarait cette idée « ridicule et impertinente » ; il ne jugeait guère autrement que les évêques et confesseurs ou les courtisans de Versailles.

Évêques, gros « bénéficiers », on les rencontre très souvent à Versailles, plus souvent que les devoirs de leur charge ne le permettent. En mars 1682, lorsque le roi voulut réunir sans délai une Assemblée du Clergé, il s'en trouva cinquante-deux, qui ne résidaient pas dans leurs diocèses. C'était leur habitude. Déjà l'année précédente, au sacre de Mlle de Chelles, sœur de la nouvelle favorite Mlle de Fontanges, spectacle rehaussé de tentures et de bijoux, embelli de musique et parfumé d'exquises odeurs, tant d'évêques étaient présents qu'une provinciale s'écria : « N'est-ce pas ici le Paradis ? — Ah ! non, Madame, lui répliqua une personne d'esprit, là-haut il n'y a pas tant d'évêques ! » Pourtant nombre d'évêques

résident ou sont « assez, résidents », comme dit parfois Saint-Simon de tel ou tel d'entre eux ; les évêques des diocèses lointains viennent, en général, fort peu à Versailles ; on n'y voit guère non plus les évêques titulaires de ces « évêchés crottés », qui ne sauraient faire grande figure à la Cour.

Les grands personnages de l'Église, les cardinaux sont souvent chargés d'ambassades ou de missions spéciales, soit auprès du pape, soit dans les États étrangers. Savant et lettré, le cardinal d'Estrées, qui a reçu le chapeau à la demande de la reine de ^{p099}Portugal, Isabelle de Savoie-Nemours, sa proche parente, a été envoyé comme ambassadeur en Bavière, pour maintenir, par une promesse de mariage avec le Dauphin, la neutralité de l'Électeur, et y est resté deux ans ; il est encore chargé d'une mission spéciale à Rome, pour donner plus d'autorité à l'ambassadeur, son frère le duc d'Estrées. Forbin-Janson, d'une ancienne famille noble de Provence, s'est vu confier, à deux reprises, des missions importantes en Pologne, vers la fin de la guerre de Hollande et après les traités de Nimègue ¹¹⁵. Le cardinal Bonzi, grand aumônier de la reine, archevêque de Narbonne, président-né des États du Languedoc, si influent dans cette grande province, a reçu, lui aussi, de grandes missions à Rome. Ce sont là d'illustres ambassadeurs, qui renouent les grandes traditions. A côté d'eux, le cardinal de Bouillon, d'une famille qui ne fut jamais bien en Cour, depuis Richelieu, et pour cause, reste en disgrâce. Et quant au cardinal Le Camus, évêque de Grenoble, qui a reçu le chapeau, non grâce au roi, mais aux Chartreux, chez qui il a fait une longue et fervente retraite, il n'a jamais eu aucune mission — est-ce le souvenir de son équipée de jeunesse qui pèse encore sur ce saint homme ? — et se contente d'administrer son vaste diocèse avec tout le zèle d'un apôtre de la primitive Église ¹¹⁶.

¹¹⁵ Missions, de 1674 à 1676 ; de 1680 à 1683.

¹¹⁶ On dit que Louis XIV lui pardonna l'équipée de 1660. Mais l'archevêque Harlay et les Jésuites lui firent fermer les portes de la Cour. Ne serait-ce pas à cause de son attitude à l'égard des huguenots ? Voir E. Spanheim, *Relation*, éd. Bourgeois, p. 438 : « On rend ce témoignage à ce prélat qu'il n'a pas marqué tant d'aigreur, d'animosité et de cruauté que plusieurs de ses confrères, et entre autres son voisin l'évêque de Valence, dans la persécution des gens de la Religion de sa ville et de son diocèse, et qu'il y a apporté autant de modération qu'on en pouvait attendre en de pareilles conjonctures. Il se déclara même, par une lettre qui a été rendue publique, contre les communions forcées auxquelles on voulait obliger les nouveaux convertis. » De Sourches

Ces princes de l'Église et les grands archevêques sont des personnages puissants et fastueux. En dehors des menses épiscopales que leur confèrent leurs fonctions spirituelles, ou des hautes charges qu'ils exercent à la Cour et au dehors, ils possèdent des bénéfices ecclésiastiques considérables. Le cardinal de Bouillon réunit entre ses mains la célèbre abbaye de Cluny, en Bourgogne, et celle de Saint-Vaast-d'Arras, une des plus riches de France. C'est à la Maison de Saint-Cyr que va l'abbaye de Saint-Denis, cédée par le cardinal de Retz : riche bénéfice, que l'on dit rapporter 120.000 livres, et qui en procurait certainement le double, peut-être davantage encore. C'est enfin, après 1688, au cardinal ^{p100} de Fürstenberg, évêque de Strasbourg, qu'est conférée l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, qui procure un revenu officiellement estimé 80.000 livres, en réalité double au moins : la prébende accordée par Louis XIV à son missionnaire attitré en Allemagne, dont il soutiendra, sans succès à cause de l'opposition du pape, la candidature au puissant Électorat de Cologne. Si les princes de l'Église reçoivent les plus riches abbayes, les grands archevêques trouvent encore de beaux « bénéfices » à joindre à leurs menses épiscopales ; car le cumul, interdit par les canons de l'Église, ne l'est ni par le roi ni par le haut Clergé, ni par les traditions monarchiques.

La plupart de ces évêques ne sont pas des savants. L'archevêque de Reims, Le Tellier, frère de Louvois, qui doit uniquement à sa famille ce siège illustre — cette faveur provoqua l'indignation de Turenne, qui demanda en dédommagement le chapeau pour son neveu, le cardinal de Bouillon — n'est pas pourvu d'une science profonde, mais il sait entretenir auprès de lui un éminent docteur de Sorbonne, Faure, qui lui est d'un grand secours dans toutes les occasions ¹¹⁷. Bossuet lui-même est loin d'être un savant ; avant tout écrivain, orateur, un des plus grands de la chaire chrétienne, il a, en faisant condamner les ouvrages de Richard Simon, étouffé la science de l'exégèse biblique en France pour un siècle et demi. La science théologique ne se rencontre guère chez les prélats de ce temps, ni chez ceux du lendemain, comme Fénelon ; elle réside chez certains docteurs de Sorbonne, chez quelques Bénédictins ou Oratoriens, qui savent

(*Mémoires*, II, p. 60), dit que sa lettre à ses prêtres du diocèse fit grand bruit et lui aliéna la Cour (7 juin 1687).

¹¹⁷ Spanheim, *Relation*, p. 446.

l'hébreu, le grec, et se sont donné une formation intellectuelle tout autre que les prêtres pressés d'arriver à l'épiscopat ou d'entrer à toutes voiles dans la renommée par la grande prédication à Paris ou à la Cour.

L'existence des plus illustres prélats, richement rentés, vivant comme de grands seigneurs, à Paris, à Reims, etc., n'est pas toujours exemplaire. N'est-ce pas, d'ailleurs, la faute du recrutement même ? Pourquoi les fils de ministres auraient-ils d'avance la vocation ecclésiastique ? Bossuet montra bien un jour le péril, publiquement, avec courage. Mais la Noblesse, surtout la noblesse de fonctions ministérielles était décidée à passer outre. Aussi quel spectacle ! Un archevêque de Reims, dont on sait le commerce peu honnête avec la duchesse d'Aumont, deuxième femme de son beau-frère ¹¹⁸ ! Un archevêque de Paris, Harlay, connu pour ses mœurs galantes. « Vous avez un archevêque ^{p101} corrompu, scandaleux, incorrigible, dira Fénelon dans sa lettre au roi, et nul prélat vertueux n'est traité aussi bien que lui ¹¹⁹. » Ces exemples suffisent. S'ils sont peut-être peu nombreux, ils sont encore trop. Il est vrai qu'ils sont rachetés par tant d'autres : un Pavillon, un Caulet, un Le Camus ¹²⁰.

Ces derniers évêques croyants et intègres, les Jésuites, le confesseur jésuite, qui a la « feuille des bénéfices », le P. La Chaize, ne les aiment guère. Ce sont eux cependant qui résident dans leurs diocèses, qui travaillent avec ardeur ; opposants au régime d'adulation monarchique et à l'absolutisme religieux que les Jésuites voudraient faire prévaloir. La lutte n'est pas terminée, en effet, malgré la « paix de l'Église », entre les Jésuites et les Jansénistes. Le pouvoir se leurre, s'il croit y avoir mis fin. Et, malgré les Jésuites, il se trompe encore s'il croit pouvoir convertir les huguenots et rétablir l'unité de foi. Les évêques ne voient pas tous la violence des passions qui fermentent au sein du catholicisme, dans le monde profane et même dans le monde ecclésiastique, en particulier parmi le clergé séculier des villes et des

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 415.

¹¹⁹ Sur Harlay, Le Tellier, voir Spanheim, *Relation*, éd. Bourgeois, p. 413, n. 2, et p. 445.

¹²⁰ Sur Le Camus, évêque de Grenoble, voir Sainte-Beuve, *Port-Royal*, 3^e édition, 1867, t. IV, p. 528 et suiv. — Voir aussi Spanheim, *Relation*, citée, éd. E. Bourgeois, p. 437.

campagnes, et même parmi les ordres religieux, surtout les Oratoriens ou les Bénédictins, de plus en plus pénétrés par l'esprit scientifique et philosophique du siècle. N'est-ce pas un danger pour la foi que toute cette science, cette profonde érudition, qui ne se lasse jamais dans ses recherches ? C'est ce que déclare l'abbé de Rancé ; c'est ce que dira à son tour Bossuet. Mais on n'arrête pas facilement les progrès de la science ; la passion de savoir prend vite sa revanche, en dépit de toutes les autorités ; pour elle, il n'est ni limites ni frontières.

Le Clergé est donc soumis beaucoup plus en apparence qu'en réalité. Les prêtres cartésiens, même exilés pour avoir enseigné la doctrine de leur philosophe, restent cartésiens : le grand monument cartésien de l'époque, *La Recherche de la vérité* (1674) du P. Malebranche, les fortifie encore dans leur adhésion aux principes rationalistes, par sa dialectique pressante, ses preuves si nombreuses, empruntées à l'expérience, la finesse de ses développements sur la psychologie et la morale, enfin la pureté, la clarté et l'élégance de son style ; et il va conquérir encore bien des esprits, jusque dans le monde profane, à la philosophie de Descartes, interprétée par son disciple français le plus éminent. Les Jansénistes, Arnauld, Nicole et leurs amis, ces chefs laïques ^{p102} d'un parti religieux, sans montrer l'intransigeance première de la doctrine, restent fidèles à leurs convictions et sont toujours prêts à la riposte : c'est une autre sorte d'opposition à l'absolutisme ; car ces deux partis ne frayent pas entre eux. Qui dira tous les prêtres jansénistes cachés dans les plus humbles paroisses ? Opposition sourde, dont une oreille attentive pourrait percevoir les échos, mais qui, ne faisant pas éclat, reste inconnue du pouvoir. Enfin la fameuse Compagnie du Saint-Sacrement, soi-disant dissoute à Paris, reste active à Lyon, à Marseille, à Grenoble, à Montpellier et en nombre de villes de province, où elle a fondé des « congrégations pour la propagation de la Foi » : il y en a une à Paris : c'est, évidemment, l'ancienne sous un autre nom. N'est-ce pas là encore un acte de désobéissance formelle au pouvoir royal ¹²¹ ?

Ainsi, sous la brillante façade d'une Église de France soumise à la monarchie absolue du grand roi, persiste dans les rangs du bas clergé, surtout du clergé régulier, si instruit, une opposition de doctrine

¹²¹ R. Allier, *La Cabale des dévots*, p. 428 Voir surtout les Procès-verbaux des Compagnies de Lyon, de Marseille, publiés par G. Guigue, Allier, ouvr. cités.

religieuse, morale et philosophique, dont le pouvoir et l'Église même ne voient pas encore le danger, pendant que l'inquisition morale des Compagnies du Saint-Sacrement ou de leurs remplaçantes continue à s'exercer, dans le secret, au mépris des anciennes injonctions du roi et de son Parlement.

[*Table des matières*](#)

II. — *La Noblesse*

La Noblesse paraît à la Cour de Versailles en une perpétuelle adoration devant le roi, de laquelle La Bruyère, Saint-Simon, Dangeau et tant d'autres ont porté témoignage. Les princes du sang sont les premiers à donner l'exemple. Chacun est à son rang : après les princes et princesses, les nobles de maisons princières, les Rohan, les La Trémoille ; puis les ducs et pairs. Quatre ducs sont premiers gentilshommes de la Chambre. Le duc d'Aumont, mari de Madeleine Le Tellier, sœur de Louvois, est premier gentilhomme de la Chambre ; il a acheté cette charge 800.000 francs au duc de Mortemart ; il est, en outre, gouverneur du Boulonnais, avec 60.000 livres d'appointements ¹²². C'est un grand seigneur, qui possède à Paris, rue de Jouy, un magnifique hôtel, construit par François Mansart. Par cet exemple, on voit que les charges de cour s'achetaient — la vénalité s'était introduite là encore — et à quels prix ! C'était souvent la fortune de la femme — ici ^{p103} celle d'une Le Tellier — qui permettait ces acquisitions si onéreuses.

La grande Noblesse elle-même, en effet, commence ou même continue à se ruiner. Déjà elle a pris parfois le parti, on l'a vu, de redorer le blason des ancêtres, en s'alliant avec de riches familles de la robe. Ces alliances se multiplient alors, dans une société qui ne vit que pour la parade à la Cour, dans le luxe et les plaisirs. On voit même des alliances de très grandes familles avec des bourgeois, de grands financiers, comme les Formont. Au reste, cette Noblesse d'épée, qui recherche l'argent, a soin de monnayer, à la Cour, sa parfaite soumission, sa très humble adulation : outre les gros appointements des charges, elle reçoit de belles gratifications, parfois des dots

¹²² *Spanheim, Relation*, p. 262 et n. 1.

considérables pour les filles, des évêchés et de riches abbayes pour les cadets. Mais, comme tout ce Pactole ne suffit jamais à une existence aussi somptueuse que la sienne, elle pressure, dans ses domaines seigneuriaux, les « communautés d'habitants ». Les ministres ne l'ignorent point. A un intendant, envoyé dans la généralité de Limoges, en 1681, Colbert donne cette information : « Je suis bien aise de vous faire observer que l'on a toujours accusé les gentilshommes et personnes puissantes de votre généralité de faire un grand nombre de vexations sur les peuples, sous prétexte de péages, corvées, vinages, doubles tailles, augmentation de droits seigneuriaux du double, du triple, et enfin par une infinité d'autres moyens qui sont fort à charge aux peuples¹²³. » Colbert avoue que certains abus violents sont « généraux ». Mais que fait le roi lui-même ? Il ordonne des réquisitions et des corvées militaires, dont Colbert gémit. Les seigneurs restent donc libres de faire ce qu'ils veulent et de tirer le plus d'argent qu'ils peuvent de leurs malheureux tenanciers. Et les instructions du ministre à ses intendants restent souvent lettre morte.

A l'armée, encore et toujours des officiers turbulents, indisciplinés, malgré la fêrule brutale de Louvois. Puis des querelles de préséance, comme on l'a vu, des refus de servir sous tel chef¹²⁴. Il est vrai que l'armée se ressent, au début, des tristes habitudes de l'époque de Mazarin ; mais, peu à peu, après la mort de Turenne, après Nimègue, Condé s'étant retiré du service, la discipline, instaurée par Le Tellier et Louvois, se fait plus forte. Il n'en resté pas moins des ferments de révolte, chez ces nobles d'épée qui ne s'habituent que difficilement à obéir à des ministres sans naissance. Ici encore la soumission n'est due^{p104} qu'à la contrainte ; elle est toute de forme, elle n'est pas dans le cœur.

Puis les mœurs de tout ce monde, d'ailleurs à part de nombreuses exceptions, ne sont point exemplaires. Et c'est là, au fond, une forme d'opposition plus dangereuse que toutes les autres. A la Cour on joue un jeu d'enfer : le roi lui-même, dans sa jeunesse, et qui dans la suite se corrigea. S'il y avait des joueurs heureux, comme Dangeau, qui arrivaient à se faire, honnêtement, de beaux revenus, il s'en trouvait d'autres à la Ville, parfois même à la Cour, qui n'étaient rien moins

¹²³ E. Lavisse, *Louis XIV*, p. 336,

¹²⁴ Voir plus haut, p. 28.

que scrupuleux. « Il y a à Paris, écrivait, au début du règne, l'ambassadeur vénitien Primi Visconti, plus de vingt mille gentilshommes qui n'ont pas un sou, et qui subsistent pourtant par le jeu et par les femmes, ou qui vivent d'industrie. » C'étaient des « chevaliers d'industrie ». Il leur fallait la guerre pour trouver une occupation digne de leur nom et de leurs aïeux : heureusement, Louis XIV la leur donna. Le duel continuait à sévir, malgré les édits royaux ; mais le roi tint la main à l'exécution de ses ordres, et s'il ne fit exécuter aucun coupable, s'il fut parfois indulgent, notamment à l'égard du chevalier de Saint-Aignan, exilé, pour qui intervint le Saint-Siège (1670), il fut très ferme en mainte occasion ; il resta « inflexible, dit Spanheim, à faire grâce à ceux qui étaient convaincus (de duel), malgré le poids et la considération des intéressés ou les sollicitations pressantes, et de la part des plus grandes puissances de l'Europe en leur faveur » ¹²⁵. En dehors du libertinage et de l'impiété, il était des vices honteux qui menaçaient de se répandre parmi la haute Noblesse. Le chevalier de Lorraine, M. de Marsan, le prince de Conti en étaient atteints. Ils débauchaient le comte de Vermandois, fils du roi et de Mlle de La Vallière, et essayaient de débaucher le Dauphin. Louis XIV était fort mécontent de leur conduite ; il ne voulut pas voir Vermandois, au moment où le jeune prince partit pour le siège de Courtrai, où il allait mourir (1683) ¹²⁶, Et il travailla à chasser de la Cour ce « vice infâme qui prenait pied parmi la première jeunesse » de Versailles ¹²⁷. Que de vices encore, de scandales, dans ce monde oisif, plein d'intrigues de toute sorte, de plus en plus gagné par le luxe, les fêtes et les divertissements, ignorant, en général, même porté à la crédulité, à la magie ! Le drame des ^{p105} poisons agita longtemps la Cour et la Ville : de hauts personnages furent compromis, voire un maréchal de France, le duc de Luxembourg, qui resta quelque temps au secret, à la Bastille, et qui ne reprit ses fonctions qu'après avoir été absous, par une commission de juges, d'un crime dont beaucoup de personnes furent convaincues ; ce qui ne déchargea pas, moralement

¹²⁵ Spanheim, *Relation*, p. 66 et n. 1. Les termes sont formels. Évidemment Spanheim fait allusion à une affaire importante ; mais nous ne la connaissons pas.

¹²⁶ Spanheim, *Relation*, p. 69 et n. 1, de Bourgeois, qui montre comment le témoignage de ce très sérieux auteur confirme ceux de Sourches et de Mlle de Montpensier.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 249.

et d'une manière parfaite, le maréchal, qui s'était mêlé, en effet, de « diableries » et de sortilèges ¹²⁸. Tant ces sortes de pratiques faisaient encore fureur ! Les théologiens n'en rendaient-ils pas responsable Satan ? Et les philosophes cartésiens, comme le P. Malebranche, l'imagination, cette maîtresse d'erreur et de chimère ? On en discutait encore et toujours, comme au temps du P. de Bérulle, comme au temps de Luther, qui avait eu à soutenir tant de combats contre le Diable ¹²⁹.

Toute la Noblesse, il est vrai, ne se trouvait point infectée de ces vices, qui n'étaient, chez quelques-uns que les suites de leur oisiveté forcée en temps de paix ou pendant les longs quartiers d'hiver. Dès que la guerre éclatait ou reprenait, toute cette jeunesse, impatiente de beaux faits d'armes, quittait la Cour et les dames, ses châteaux ou ses gentilhommières les plus reculées ; c'était comme un « printemps sacré » (*ver sacrum*). A la Cour et dans les manoirs, les familles attendaient avec anxiété des nouvelles de l'armée ; on se réjouissait des victoires ; on pleurait les officiers tombés, comme le jeune duc de Longueville, au passage du Rhin, pour le roi et pour l'honneur. A la mort inopinée de Turenne sur le champ de bataille de Salzbach (1674), ce ne fut dans tout le royaume qu'un long sanglot. La guerre exaltait la Noblesse, la rappelait aux vertus des ancêtres ; tout cet héroïsme faisait vivre même la Cour d'une vie plus grave. Les coups répétés de la mort ranimaient la dévotion ; et, si les divertissements étaient toujours recherchés, des conversions illustres éclataient, de temps à autre, comme des coups de foudre, qui ramenaient un moment la pensée à Dieu. Car, malgré l'affaiblissement de la foi chrétienne dans ce monde frivole, l'esprit chrétien n'en était point absent. Tous conservaient la foi de leurs pères ; beaucoup, en vieillissant, commençaient à travailler à leur salut.

Ainsi, malgré sa turbulence, héritage du passé, la Noblesse d'épée semble gagnée au nouveau régime. Sans doute elle maugrée, surtout à l'armée ; mais elle est reconnaissante au roi de ^{p106} l'occuper à la

¹²⁸ Spanheim, p. 531.

¹²⁹ Sur le P. de Bérulle, voir au chap. I^{er} ; sur Luther, voir *Mémoires de Luther, écrits par lui-même*, traduits et mis en ordre par J. Michelet (Paris, 1854, 2 vol., in-8°), t. II, p. 168 et suiv.

guerre et de la faire vivre dans un rêve de gloire, comme de la soutenir par les grâces et les faveurs de toute sorte qu'il lui accorde.

III. — *La Noblesse de robe*

La grande Noblesse de robe, qui peuple Parlements et autres « Cours souveraines », s'est, par force, elle aussi, adaptée au régime que Louis XIV lui a imposé : non sans discussion au Parlement de Paris ; mais le premier président Lamoignon, dévoué au roi, a fermement mis fin à la dispute (1667). Les relations du roi et du Parlement demeurent très froides ; il reste du ressentiment chez une aristocratie qui s'est faite elle-même, par sa fortune et par ses lumières, que l'on a voulu atteindre jusque dans sa bourse, et que l'on cherche par tous les moyens à rabaisser. Mais elle garde son prestige.

Au reste, présidents et conseillers des Cours de justice, à Paris, ne se mêlent pas à la Cour. Certes ils ont des relations mondaines avec la haute Noblesse d'épée, voire avec les plus illustres chefs de l'armée, au grand déplaisir du jeune roi. Mais ils ne sont pas des habitués de Versailles, des « Plaisirs de l'Ile enchantée », de toutes ces brillantes nouveautés, peu conformes à leurs traditions. Car ils vivent des grandes traditions, formées par la haute magistrature des Lhôpital et de tant d'autres au XVI^e siècle, soigneusement entretenues par leurs familles. A Paris et dans les grandes villes parlementaires du royaume, beaucoup continuent à se livrer aux lettres, à l'érudition, parfois aux sciences, et font donner à leurs fils une éducation soignée dans les collèges, où ils fraient avec les enfants de la plus haute Noblesse et ceux de la riche bourgeoisie, sans parler de l'éducation de la famille, éminemment chrétienne. Certes, toutes les doctrines morales et religieuses qui agitent la société continuent à avoir parmi eux des tenants dévoués, voire obstinés ; cependant, si l'on rencontre dans leurs rangs des partisans des Jésuites, même des membres des Compagnies du Saint-Sacrement ou des « Congrégations pour la propagation de la Foi », comme le premier président Lamoignon, ils semblent être assez rares et s'effacent devant le grand nombre de jansénistes ou de simples gallicans. Le Parlement de Paris, qui a condamné les sociétés secrètes, comme la pieuse Compagnie du Saint-Sacrement, qui s'est montré gallican farouche, avec Omer Talon, dès

les débuts du règne, apparaît alors comme la forteresse du jansénisme. De là les habitudes de gravité, d'austérité même que tous observent dans les grandes familles de robe, cette pratique constante et exacte des devoirs religieux, ce commerce plus intime qu'ailleurs, avec l'Évangile, ^{p107} ces relations étroites avec les curés de leurs paroisses et les directeurs de conscience venus de Port-Royal, comme Nicole et Du Guet. Par là, plus que par toute autre manifestation, se révèle l'opposition de la Noblesse parlementaire au régime nouveau : opposition morale, la plus grave de toutes, car elle réside dans ce for intérieur de la conscience où nul, ni le roi dans sa toute-puissance, ni aucune autorité terrestre, ne saurait pénétrer. Dans cette forteresse intérieure, la Noblesse parlementaire, qui n'a pas désarmé, peut attendre son adversaire : le jour n'est pas bien loin où elle le retrouvera face à face et le forcera à composer avec elle. Pour le moment, elle se tait : soumission apparente d'une puissance sociale qui ne s'abandonne pas.

[*Table des matières*](#)

IV. — La Noblesse de fonctions gouvernementales

Pendant que cette Noblesse parlementaire s'éclipse, la nouvelle Noblesse de ministère et de hautes fonctions publiques parvient à son apogée : un personnel, peu nombreux, de ministres, de conseillers d'État, d'« intendants de justice, police et finances » s'est formé ¹³⁰. Il a pour lui le soutien constant du roi, ses faveurs et ses grâces, car il agit au nom du roi. Sa puissance lui vaut, de plus en plus, de belles alliances avec les plus grandes familles de la vieille Noblesse. Colbert marie trois filles à des ducs et pairs, les ducs de Chevreuse, de Beauvillier et de Mortemart ; ses fils épousent des femmes de la haute aristocratie : Seignelay, en secondes noces, la riche et belle Mlle de Matignon ; Blainville, Gabrielle de Rochechouart, fille du comte de Tonnay-Charente, petite-fille du très riche financier Particelli d'Émeri. Ainsi la famille Colbert est deux fois noble, par ses fonctions d'abord, puis par ses belles alliances. Si Colbert n'est pas noble de naissance — il prétendait cependant descendre d'une famille noble d'Écosse, et, comme dit Choisy, « il fit passer les mers à cette

¹³⁰ Voir chap. III.

chimère » — s'il ne porte lui-même aucun titre (en lui écrivant, on l'appellera « Monseigneur ») son fils Seignelay est marquis, la terre de Seignelay, dans le comte d'Auxerre, ayant été achetée par lui (1657) et embellie par l'architecte Le Vau, et par Le Nôtre, créateur des jardins. Michel Le Tellier, sorti de la robe, marie sa fille au fils du maréchal d'Aumont, d'Aumont de Rochebaron : mariage fort riche, où la fortune vient, d'ailleurs, plutôt de la famille du ministre ; Le Tellier et sa femme destinent, en effet, à Madeleine-Fare, leur fille, une somme de 500.000 livres, qui sera employée en terres, et dont en attendant, les Le Tellier ^{p108} serviront l'intérêt à 5 pour 100 ; le maréchal d'Aumont donne à son fils des terres évaluées 300.000 livres et la survivance des charges de capitaine des gardes du corps et de gouverneur du Boulonnais ¹³¹.

La fortune des ministres de Louis XIV est étonnante. Les ambassadeurs vénitiens, ces précieux informateurs, prennent soin de le noter, dans leurs dépêches ; Morosini, Michiel en sont confondus. Le Peletier, ami de Le Tellier, a beau dire que la fortune de ce ministre a été acquise « par une honnête économie » ; certes les hommes sortis de la robe ne gaspillaient pas l'argent ; mais c'est surtout « par les grâces et les appointements du roi » qu'elle s'est faite ; auxquels il faut encore ajouter les cadeaux des collectivités et des particuliers, qui ne sont pas sans importance, les « pots de vin » de toutes sortes ; tout le monde achetait alors les puissants. Ce que l'on voit, par les archives privées, c'est que, comme chancelier (après 1679) et ministre d'État, Le Tellier reçoit au moins 129.000 livres. Louvois touche en moyenne, vers 1675, 140.000 livres par an, à cause des Postes, qui rapportent beaucoup ¹³². Tout cela sans compter les sommes données secrètement, que l'on ne peut connaître, mais qui, sous le régime monarchique, essentiellement arbitraire, venaient souvent récompenser le dévouement d'un grand ministre, comme il est facile de le conjecturer par des exemples servis par le hasard. En voici un, bien significatif. Le 18 mai 1657, Mazarin annonce à Fouquet que le roi lui accorde, à lui Fouquet, 200.000 livres, et à Le Tellier, 100.000. Il recommande à Fouquet que « personne n'ait

¹³¹ L. André, Michel Le Tellier et Louvois, p. 604.

¹³² *Id.*, p. 605, à propos de la fortune de Le Tellier : peu important d'ailleurs, leurs évaluations. Il n'est de certaines que celles que l'on peut tirer des archives privées (Doudeauville), comme l'a fait L. André.

connaissance de cela ». Le surlendemain, Mazarin écrit à Colbert, son intendant, de s'entendre avec Fouquet sur le prétexte que l'on pourrait invoquer auprès du sévère Servien, qui contrôlait les dépenses, « afin qu'il paraisse que cela regarde les affaires générales plus que les particulières des personnes que le roi a résolu de gratifier »¹³³.

Sous un tel régime de récompenses, Le Tellier laisse, à sa mort, plusieurs millions de livres : peu d'argent comptant, 100.000 livres ; car l'argent était toujours avantageusement placé ; de nombreux contrats de rente ; beaucoup de maisons à Paris, comme l'hôtel Le Tellier, rue des Francs-Bourgeois, et d'autres près des Halles ou dans le quartier de l'Université¹³⁴ ; p¹⁰⁹ surtout de grands et beaux domaines : Chaville, qui a été augmenté peu à peu, de 1625 à 1663, puis embelli par Charles Chamois, architecte du château terminé seulement en 1679, mais où Le Tellier s'installe en 1672 (ce domaine vaut près de 400.000 livres : c'est à ce prix que la chancellerie le vendra au roi, en 1695) ; une série d'autres en Champagne, comme la baronnie, châellenie et vicomte de Louvois, entre Reims et Épernay, érigée en marquisat (1625), achetée 480.000 livres, en 1656, à d'Eustache de Conflans, seigneur d'Armentières ; dans la Brie, la seigneurie de La Ferté-Gaucher, payée 300.000 livres à François de Clermont, marquis de Montglat, et d'autres encore, près de Rozoy ; dans le Berry, des terres acquises pour sa fille, en 1663, dans le ressort de Dun-le-Roi, du prince et de la princesse de Conti, pour 513.000 livres, et d'autres encore dans cette province ; enfin Barbezieux, qui appartenait au duc de Richelieu, et que le Parlement fit vendre, le duc refusant de payer à la Sorbonne une dette de 110.000 livres (1677) : domaine que le chancelier céda, en 1685, à Louvois pour 270.000 livres. Pendant sa longue existence Le Tellier a fait des acquisitions terriennes pour 2.400.000 livres, en faveur de ses enfants comme de son ménage¹³⁵. On remarquera que ce sont souvent de grands seigneurs, les Conti, les Richelieu, qui les lui consentent : preuve

¹³³ *Id.*, p. 617. *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson*, t. II, introd., p. XLII.

¹³⁴ Dans le quartier des Halles, la maison du Chardon et de La Corneille, sous les piliers des Halles ; la maison de La Fontaine de Jouvence, rue de la Grande-Truanderie ; dans le quartier de l'Université, une maison rue Pierre-Sarrazin ; etc. *Id.*, p. 605.

¹³⁵ On trouvera d'infinis détails sur tous ces faits, dans l'ouvrage de L. André, auxquels nous empruntons les plus significatifs.

nouvelle de l'appauvrissement, relatif d'ailleurs, des familles de la plus haute Noblesse.

Colbert, ce grand bourgeois parvenu au faîte des honneurs, n'a pas été moins attentif à sa fortune que Le Tellier et Louvois. Lui aussi reçoit, en dehors de ses appointements, des gratifications, des « pots de vin », traditionnels, parfaitement réguliers, comme celui qui était offert par les fermiers généraux au Contrôleur général des Finances, lors du renouvellement du bail des fermes ; somme énorme qu'aucun « contrôleur général » ne refusa pendant toute la durée de la monarchie, sauf un, à la fin du XVIII^e siècle ; il est vrai que c'était Turgot, un homme d'un autre temps, d'une culture intellectuelle et morale toute différente. Contrôleur général des Finances, secrétaire d'État de la Marine, surintendant des Bâtiments, enfin ministre d'État, Colbert touche des appointements considérables, comme Le Tellier ou Louvois, et certainement de belles gratifications du roi et de toutes parts. Il donne de grosses dots à ses filles. Quand son fils d'Ormy abandonnera la surintendance des Bâtiments à Louvois, il recevra de celui-ci ^{p110} 900.000 livres ! Que rapportait donc annuellement cette charge, si convoitée, où l'on maniait des millions ¹³⁶ ? Suivant Montyon, bien informé en ces matières, Colbert aurait laissé à sa mort une fortune de dix millions ¹³⁷. Il a, lui aussi, acquis des terres, des domaines magnifiques, des châteaux : Sceaux, qu'il tient des de Tresmes, et qu'il embellit (1667) ; Seignelay, dans le comté d'Auxerre (1657), sans parler des charges importantes, qui comportent un « brevet de retenue », comme la surintendance des Bâtiments et le secrétariat d'État de la Maison du roi, et où est « consigné » un capital énorme.

Si Colbert, qui s'était fait d'abord, après son intendance au service de Mazarin, extrêmement modeste dans ses fonctions et son genre de

¹³⁶ Certainement de gros appointements. Nous voyons que les Postes ont rapporté à Louvois, en 1675, 80.000 livres (voir L. André, *ouvr. cité*, p. 614). Les Bâtiments, qui passèrent de Colbert à Louvois, devaient, comme les Postes, donner au surintendant de gros revenus. On peut se demander s'il n'y avait pas un tant pour cent sur les fournitures, comme aujourd'hui pour les architectes ; C'est ce qui résulte d'un *Mémoire* de Fénelon où sur une dépense de 10 millions pour les Bâtiments il attribue 1 million au surintendant.

¹³⁷ Clément, *Histoire de Colbert*, t. II, p. 479. — Montyon, *Particularités sur les ministres des Finances*, p. 68.

vie — à la Cour, ne l'appelait-on pas *Petit, Petit* ? Mme de Sévigné, qui sans doute ne l'aimait pas, ne le nomme pas autrement — trône, vers 1670, à Sceaux, Louvois règne à Meudon, qu'il a acheté au surintendant Servien : magnifique demeure, entourée d'un grand parc, aux jardins dessinés à la française, qui ménagent une splendide perspective fuyante vers Chalais, et pourvue, sous la grande terrasse dominant le Val Fleury et Paris, d'une orangerie aux voûtes inébranlables. Sa veuve cédera Meudon à Louis XIV, qui lui donnera, en échange, Choisy et, en outre, 900.000 livres comptant (1695). Louvois a acquis également Ancy-le-Franc, en Bourgogne, ce beau château construit sur les dessins du Primatice (1683)¹³⁸ ; à Paris, il possède l'hôtel Louvois, acheté à l'abbé Fouquet (1669), puis agrandi, et encore un beau domaine à Saint-Germain-en-Laye : comme le roi, il a plusieurs résidences princières. Il aurait laissé une fortune égale à celle de Colbert : 10 millions¹³⁹.

Ce sont là , des fortunes énormes, qui, pour la puissance d'achat, représenteraient infiniment plus aujourd'hui ; peut-être conviendrait-il de les estimer à 30 millions de francs-or de 1914. Nous ne pouvons dire que très imparfaitement, d'ailleurs, comment elles se sont faites¹⁴⁰.

^{p111} Non contents de s'enrichir, ces ministres tout-puissants ont fait la fortune de leurs familles. Le roi les y aidait. Les services rendus à l'État étaient largement récompensés par un souverain reconnaissant, qui puisait sans compter dans le Trésor. Les ministres étrangers ne se lassaient pas d'informer leurs souverains de ces libéralités qui les étonnaient et qu'ils enviaient. Certains allaient jusqu'à dénoncer l'avidité de tels ministres ; c'était surtout les représentants des petits souverains d'Allemagne toujours à court d'argent. L'envoyé de l'Électeur de Brandebourg, Spanheim disait de Colbert : « On aurait pu lui souhaiter... plus de penchant à faire du bien qu'à en amasser pour sa famille et pour en remplir les trésors du roi par toute sorte de

¹³⁸ Sur Ancy-le-Franc, voir Émile Montégut, *Souvenirs de Bourgogne*, avec gravure.

¹³⁹ Spanheim, *Relation*, éd. Bourgeois, p. 349, note.

¹⁴⁰ Ernest Lavisse l'a essayé, pour Colbert. Il ne me semble pas être arrivé à des résultats bien satisfaisants, et il l'avoue lui-même.

moyens ¹⁴¹ » : paroles sévères sous la plume d'un observateur bien informé et modéré dans ses jugements, et que l'histoire doit retenir. C'est, en effet, non seulement pour le roi, mais pour leur famille tout entière que travaillent Colbert et Le Tellier. Ils soignent l'éducation de leurs fils pour les mettre à même d'exercer leurs propres charges, ou pour leur en faire conférer d'autres, très brillantes aussi, dans l'Église ou l'Administration ; il n'est pas jusqu'à leurs frères et même leurs neveux dont ils ne favorisent l'ambition. C'est une politique familiale.

Louis XIV l'accepte. Il accorde à Le Tellier et à Colbert les « survivances » pour leurs enfants. Il adopte ce système, auquel il ne voit aucun inconvénient, auquel il ne trouve, au début, que des avantages pour son service. Colbert associe son fils, le marquis de Seignelay, à l'administration de la Marine ; il le forme, l'encourage, rédige pour lui une *Instruction* (1671) : « Mon fils doit bien penser et faire souvent réflexion sur ce qu'aurait été sa naissance si Dieu n'avait pas béni mon travail, et si ce travail n'avait pas été extrême. » Seignelay, remarque Spanheim, est « tenu fort court par M. Colbert, son père » ¹⁴². Quand Colbert le voit en progrès, digne de lui succéder un jour, il lui écrit : « Je n'ai rien à vous dire sur ces dépêches autrement bien que ce que vous avez fait jusqu'à présent. Pour dire la vérité, je commence à me reconnaître » (1676) ¹⁴³. A la mort de Colbert, Seignelay garde la Marine (1683), mais, par suite de la coalition Le Tellier-Louvois-Le Pelletier, n'obtient pas le ministère d'État ; il n'entrera au Conseil qu'en 1689. Colbert n'eut pas de succès avec son quatrième fils, Jules Arnaud, marquis d'Ormoy et de Blainville ; il lui avait fait donner la surintendance des Bâtiments ^{p112} en survivance ; mais Blainville s'en acquitta si mal qu'à la mort de Colbert le roi l'obligea de se démettre de la charge ; et, comme Seignelay ne put l'obtenir, elle alla à Louvois, moyennant le paiement, comme on a vu, de l'énorme somme de 900.000 livres. Quant au fils qui entra dans l'Église, Charles-Maurice, Colbert lui fit donner un des plus beaux et des plus riches archevêchés de France : Rouen, métropole de la Normandie. Enfin les frères ou neveux de Colbert ne sont pas moins bien partagés que les fils. C'est un frère,

¹⁴¹ Spanheim, *Relation*, p. 320.

¹⁴² Spanheim, *Relation*, p. 391.

¹⁴³ Clément, *Colbert*, t. I^{er}.

Colbert de Croissy, serviteur, lui aussi, de Mazarin, que Colbert pousse vers les grands emplois : « Je vous avoue, lui écrit-il dès 1659, que je brûle d'envie de voir notre famille s'élever par les voies d'honneur et de vertu et que tout le monde demeure d'accord que la fortune que nous avons nous est due. Nous sommes quatre frères ; les trois autres sont en assez bon chemin de parvenir ainsi que je vous souhaitez, et je fais encore plus de fondement sur vous ¹⁴⁴. » Il ne se trompait pas ; il y avait plus d'étoffe chez Croissy que chez les autres. Aussi, après avoir rempli de hautes charges de magistrature ou diverses intendances, ainsi que plusieurs missions diplomatiques, il devint, après la disgrâce de Pomponne, provoquée sans doute par Colbert, secrétaire d'État des Affaires étrangères ¹⁴⁵. Il ne se montre pas, dans cette haute situation, après Nimègue, un ministre très brillant ; mais, comme le reconnaissent les meilleurs juges, il est, comme son frère, un grand travailleur, un homme de bon sens, qui ne « manque ni de pénétration ni de vues » ¹⁴⁶. Quant à l'autre frère de Colbert, Édouard-Philippe, chevalier de Vandières, puis comte de Maulevrier, il fait une belle carrière dans l'armée, devient lieutenant-général, gouverneur de Tournai, mais, bien que fort apprécié, il n'obtient pas le bâton de maréchal, et meurt de dépit. C'est un neveu de Colbert qui succédera à son père Croissy : le marquis de Torcy ¹⁴⁷, aux Affaires étrangères, et c'est encore un de ses neveux Desmaretz, que l'on trouvera au poste, si difficile, du Contrôle général des Finances, à la fin du règne. Ainsi, malgré le déclin des Colbert, après la mort du grand chef (1683), la famille réussit, par toutes les dispositions prises depuis longtemps, par la « survivance » assurée à Seignelay, enfin par la protection de Mme de Maintenon, ^{p113} qui s'acharna contre Louvois et les Le Tellier, à se maintenir encore dans des charges de première importance, les ministères des Affaires étrangères et de la Marine, et même, durant les années les plus critiques du règne, le Contrôle général des Finances.

¹⁴⁴ Clément, *ibid.*, t. I^{er}, p. 106.

¹⁴⁵ Spanheim, *Relation*, p. 357, raconte comment Colbert informa le roi d'une dépêche de Bavière, non communiquée par Pomponne ; Gourville (*Mémoires*, p. 591), Mme de Sévigné confirment le fait.

¹⁴⁶ Spanheim, *Relation*, p. 367. Voir aussi Saint-Simon, éd. de Boislisle, t. III, p. 139.

¹⁴⁷ Spanheim, *Relation*, p. 370 n. 3.

La politique familiale de Michel Le Tellier est la même que celle de Colbert. Il associe son fils, le marquis de Louvois, à son énorme tâche, au secrétariat de la Guerre ; tous deux gèrent ensemble ce grand « département », qui, en temps de guerre, réclame l'activité la plus grande, à la fois à Paris et aux armées, et une constante et confiante collaboration. C'est par une telle organisation, où il n'y a jamais de heurt, où le père, au début, conseille le fils, lui évite les faux-pas, ou apaise les conflits que l'exercice d'une autorité trop brutale a soulevés contre lui, jusque parmi les princes-maréchaux, que Louis XIV a pu conduire heureusement ses premières guerres et tenir en main sa turbulente Noblesse. Cette collaboration se resserre encore, quand Louvois devient, à son tour, ministre d'État (1672) et que, par suite de la guerre de Hollande, l'influence des Le Tellier devient prépondérante au Conseil ¹⁴⁸. Le Tellier qui a fait donner à son second fils, comme à l'aîné, une éducation soignée au collège de Clermont, a obtenu pour lui de belles charges d'Église. Charles-Maurice a rapidement franchi les étapes. Ses thèses soutenues en Sorbonne, il est recommandé par le roi au duc de Savoie (1667), choisi comme coadjuteur par l'évêque de Langres (1668) ; puis, à vingt-six ans, élu coadjuteur de Reims par l'archevêque Antoine Barberini, que Le Tellier a connu autrefois dans ses missions d'Italie (1668).

Louvois, à son tour, pratique la même politique, assure sa succession à son fils Barbezieux, qui deviendra secrétaire d'État de la Guerre (1691). Les parents, les amis ne sont, pas oubliés : Colbert de Saint-Pouanges, beau-frère de Le Tellier, est appelé aux bureaux de la Guerre (1643-1657), devient intendant en Lorraine, en Picardie ; et comme ce Saint-Pouanges laisse en mourant six enfants (1663), ce sont encore bien des parents de ce côté à pousser : Villacerf recevra la surintendance des Bâtiments, Gilbert de Saint-Pouanges devient un collaborateur zélé de Louvois au ministère ; les deux Cassagnet seront lieutenants-généraux. Quant à François Dugué, beau-frère de Le Tellier, ^{p114} de maître des requêtes (1643) il passe conseiller d'État (1668), remplit les fonctions d'intendant, notamment à Lyon et à

¹⁴⁸ Il y a alors au Conseil : Le Tellier, Louvois, Colbert, Pomponne, le nouveau ministre des Affaires étrangères, successeur d'Hugues de Lionne. Pomponne ne fait pas alliance avec Colbert contre les Le Tellier. C'est même, on l'a vu, Colbert qui provoquera, en 1678, la disgrâce de Pomponne et le fera remplacer par son frère, Croissy.

Grenoble (1665-1679), et à Lyon seulement (1679-1682) : grand janséniste, intègre. Les fermiers des gabelles lui ayant offert une pension, Le Tellier lui écrit : « On la peut recevoir sans blesser l'honnêteté et le caractère que vous avez. Néanmoins je ne puis vous conseiller d'accepter cette pension, et il me semble que, mille écus ne faisant pas votre fortune, et le refus que vous en ferez pouvant vous donner beaucoup de réputation, il est à propos de la refuser »¹⁴⁹ ; langage qui peint bien Le Tellier et les mœurs de ces ministres bourgeois qui prennent des deux mains quand l'offre est vraiment belle, et qui dédaignent un petit présent, en faisant valoir leur désintéressement.

Enfin, c'est à un de leurs amis, Le Peletier, que Le Tellier et Louvois font donner le Contrôle général des Finances, à la mort de Colbert ; ils s'assurent ainsi la prépondérance incontestée au Conseil. Il n'y avait, dans l'opinion, que trois personnages capables de remplir cette énorme charge : le maréchal de Bellefonds, Pussort et Gourville. Mais le maréchal était confit en dévotion et se retirait du monde ; le roi n'aimait pas Pussort, l'oncle de Colbert, qui manquait vraiment d'aménité ; quant à Gourville, qui avait su rétablir la fortune des Condé, mais qui, enrichi par le surintendant Fouquet, et passé à l'étranger, venait seulement de rentrer en grâce, il ne plaisait pas davantage, malgré ses talents. Et c'est pour de telles raisons que Louis XIV se laisse guider dans son choix par ses ministres, qui mettent à la place du grand Colbert un ancien prévôt des marchands, qui n'a tenu que des emplois de justice et de police, et ignore tout des finances¹⁵⁰.

Ainsi se forme, autour des grands ministres¹⁵¹ qui dirigent, outre leur département, la politique générale, dans le Conseil, présidé par le roi, tout un personnel de secrétaires d'État, de conseillers d'État, d'intendants, complètement dévoués à l'œuvre de la monarchie

¹⁴⁹ L. André, *ouvr. cité*, tout le chapitre final, p. 580 et suiv.

¹⁵⁰ Spanheim, *Relation*, p. 378. — C'est alors que l'on mit au Contrôle des intendants de finances, dont le nombre varia, sous les divers Contrôleurs, Le Peletier, Chamillart. Ce fut une pépinière d'administrateurs financiers ; c'est là que se forma Desmaretz, neveu de Colbert.

¹⁵¹ Par ce mot nous désignons les « ministres d'État », ceux qui faisaient partie du Conseil. Le mot était réservé à ceux-là seuls. Les autres, on le sait, étaient seulement « secrétaires d'État ».

absolue. Avec les Colbert, les Le Tellier et les Louvois, ce sont deux familles qui gouvernent l'État, qui tiennent toutes les avenues du pouvoir, les gardent jalousement. Et Louis XIV a accepté volontiers, comme on a vu, ce régime ^{p115} extraordinaire de dynasties ministérielles, qui lui évite tout souci à la mort de ses ministres, et lui assure une continuité de dévouements exceptionnels. C'est que, par bonheur, il a rencontré, pour le servir, de 1661 à 1685, des hommes de premier plan, dont le génie, d'ailleurs, était moins fait d'illuminations soudaines que de patience, de labeur, d'observation et d'expérience. Mais les « survivances » réussiront-elles toujours ? Après un Le Tellier, qui a trouvé un Louvois, celui-ci mettra-t-il en avant un autre lui-même ? Les fils, les petits-fils vaudront-ils les pères ? Louis XIV ne s'est pas posé la question. Il a cédé à l'ambition de ses grands ministres, leur a accordé, avec sa pleine confiance, la certitude de leur succession pour leurs enfants. Il est vrai que, pour rester le maître entre les deux grandes familles concurrentes, il sait les opposer l'une à l'autre. Mais, comme il n'aime pas à changer de serviteurs, il croit trouver dans ce régime familial sa tranquillité, sa sécurité, sans réfléchir au danger qu'une transmission anticipée des hautes fonctions de l'État peut avoir dans l'avenir.

[*Table des matières*](#)

V. — La Bourgeoisie d'offices royaux

Avant Louis XIV, la Bourgeoisie est surtout, dans ses grades supérieurs, une classe propriétaire d'offices petits et moyens, qu'elle échange assez souvent pour de grands offices de justice et de finances, la faisant passer dans la Noblesse de robe, celle des Parlements, des Chambres des Comptes et des Cours des Aides. Cette bourgeoisie « officière » forme une véritable armée : elle s'accroît sans cesse, par l'acquisition de nouveaux offices que crée le Trésor ; car c'est là, pour cette classe de la société, un des principaux placements de l'argent acquis dans le commerce et conservé par une stricte économie. Peut-être y avait-il alors de quarante mille à cinquante mille « officiers » ¹⁵². Ce sont eux qui détiennent, en somme, les fonctions

¹⁵² C'est ce chiffre approximatif que donne G. Pagès (il dit cinquante mille) en son article sur *La Vénalité des offices dans l'ancienne France*, (*Revue*

publiques ; la monarchie s'en est, par besoin d'argent, imprudemment dessaisie ; mais ensuite, se ravisant, elle a racheté cette folle négligence, en élevant, au-dessus des officiers-propriétaires, des intendants-commissaires, qui leur ravissent l'essentiel de leur autorité, soit dans les tribunaux (présidiaux, bailliages) soit dans le service des finances (trésoreries, recettes, etc.). Aussi cette bourgeoisie est-elle ^{p116} hostile au nouveau régime qui l'évince, au profit de cette nouvelle Noblesse de fonctions publiques, maîtresse du pouvoir. Et pourtant elle continuera d'acquérir des offices, par amour de la considération et aussi par la force même des choses. Comment, en effet, quand les mairies des villes seront érigées en offices (1692), pourra-t-elle résister ? Ce sera, d'ailleurs, un titre assez vain. Car, dès 1683, les municipalités ont presque complètement perdu le droit d'élire librement leurs maires et leur pouvoir traditionnel, étant placées sous la tutelle administrative de l'intendant, qui prend ou contrôle toutes leurs attributions de « police ».

Ainsi municipalités des villes, « officiers » de tout ordre payent de la perte de leur pouvoir la révolte municipale et provinciale de la Fronde, ces années de revanche sur Richelieu et sur Mazarin que Louis XIV n'a jamais oubliées. La monarchie absolue sacrifie délibérément cette gent « officière », si nombreuse, tirée de la Bourgeoisie, et elle la fait sacrifier par des familles de bourgeoisie, qui se mettent à part de leur classe et forment déjà des dynasties ministérielles. Désormais, la monarchie n'a plus aucune base dans la nation. La bourgeoisie « officière », rongéant son frein, attendra, elle aussi, son heure pour se montrer. Elle sera, d'ailleurs, très patiente. Propriétaire d'offices et aussi de domaines terriens, voire de fiefs, « se maintenant par des établissements solides en fonds de terre » ¹⁵³, elle reste essentiellement une classe conservatrice de l'ordre et de la tradition comme des situations péniblement acquises.

[*Table des matières*](#)

historique, 1932, t. CLXIX, p. 477-495). — Boissonnade, dans son ouvrage sur Colbert, *ouvr. cité*, parle de quarante-six mille offices, valant en, 1664, 460 millions. Remarquons qu'il est bien difficile d'indiquer la valeur en capital. Colbert a essayé de déprécier les offices. (Voir plus haut, p. 71.)

¹⁵³ Voir plus haut, p. 110 et aussi p. 121.

VI. — *La Bourgeoisie capitaliste*

Au reste, les temps sont bien changés, et la bourgeoisie judiciaire, propriétaire de tant d'offices, n'est plus maintenant la première dans la société. Si elle fait encore grande figure à la tête des municipalités, des présidiaux et des tribunaux de bailliage ; ce n'est là qu'un vestige de cette considération qui s'attache, surtout en France, aux fonctions publiques et au code coutumier des honneurs et préséances. La réalité sociale est tout autre. Au capitalisme commercial s'ajoute désormais le capitalisme industriel, qui, d'ailleurs, vient donner plus d'ampleur encore au premier. Les financiers, les grands capitaines d'industrie, les gros négociants et les riches armateurs des ports du Ponant et de la Méditerranée se placent à la tête de la Bourgeoisie. Ce ne sont plus les études de droit, mais les connaissances techniques, fondements du commerce et des manufactures, qui sont les premières, dans l'État rénové par Colbert. De là la jalousie de la classe des « officiers » à l'égard de ces « parvenus » riches, soutenus par le gouvernement, subventionnés même par lui.

Certes, les grands financiers, les principaux fabricants se rendent à l'appel de Colbert ; tant est grande l'habileté du ministre, et aussi sa volonté pour les gagner à son œuvre ! Que de noms il faudrait citer, et de dévouements rappeler ! C'est toute la finance de France qui se met au service du grand chef. Formont, le banquier, fonde la « Compagnie des marbres des Pyrénées », établit des manufactures de draps de Hollande, et contribue à la création de compagnies maritimes ; Béchamel, fils d'un libraire de Rouen, ancien fermier général, dont la fortune monte à 16 millions de francs, participe aux créations colbertistes ; Berthelot, organisateur du Service des Poudres, établit, avec l'architecte Le Vau, une manufacture de fer-blanc dans le Nivernais ; Dalliez de La Tour, receveur général des Finances du Dauphiné, qui se met, pendant vingt ans, aux ordres de Colbert, crée des fabriques de canons, d'ancres de navire, de fer-blanc. Claustrier, receveur général, est aussi l'entrepreneur d'une manufacture d'or filé, à Lyon ; André Pouget, fermier général des Gabelles du Languedoc, munitionnaire de la Marine, s'engage dans la fabrication en grand des draps pour le Levant ; Paul Riquet, « traitant » enrichi dans les Gabelles, entreprend le canal du Midi. Des trésoriers des États du Languedoc, Lesecq et Pennautier ; le financier lyonnais La Live, le receveur général Prendre, de Lyon, concourent avec zèle à

l'industrialisation du royaume¹⁵⁴. A côté d'eux, nombre d'étrangers¹⁵⁵ : Péliassary, d'origine italienne-suisse, trésorier de la Marine, intéressé à la Compagnie royale des Fonderies du Languedoc ; Jabach, banquier de Cologne, amateur d'art, dont la galerie de tableaux est célèbre, qui établit une manufacture de tapisseries à Aubusson et des fabriques de buffle à Corbeil ; Herwarth, financier allemand, banquier du Trésor royal, qui fonde une usine d'azur, à Honfleur. Ce sont des entrepreneurs bourgeois, auxquels les grands propriétaires de la Noblesse et du Clergé ont cédé leurs privilèges, qui exploitent les mines de fer et de charbon, établissent des^{p118} forges et des verreries. Mais les marchands hésitent à mettre leur argent dans ces grandes entreprises : ils préfèrent le laisser dans leur commerce ou acheter des terres et des rentes, quand ce ne sont pas des « offices ». N'ayant pas le goût du risque, ils résistent à l'impulsion de Colbert.

Au reste, les « marchands-fabricants » des corporations de métiers voient de mauvais œil toutes ces entreprises « privilégiées », ces « sociétés » qui échappent au régime corporatif et à ses règlements, et qui sont favorisées par des subventions allant jusqu'à 500.000 livres, dans les bonnes années, et par de belles commandes de l'État. Que de récriminations contre ces manufactures nouvelles, mieux outillées, qui, en certaines villes, viennent s'ajouter aux anciennes ! Que d'intérêts ligués contre elles ! Il est vrai qu'elles sont soumises, elles aussi, à une foule de règlements, qui doivent assurer l'excellence des produits. Et cette réglementation se fait de plus en plus étroite, tyrannique, sous le contrôle des « inspecteurs » et de leurs commis, présents au moment où l'on met les « marques » particulières du fabricant sur les tissus, les papiers, les fers, les aciers, etc. Elle va même si loin qu'il est, à un moment, question d'un règlement qui obligerait les maîtres de forges à fabriquer d'après un type officiel ;

¹⁵⁴ Voir Boissonnade, qui a étudié à fond l'œuvre de Colbert, en particulier *l'ouvrage cité*, chapitre sur les auxiliaires de Colbert, financiers et autres, et sur les Sociétés créées par eux. Parmi les financiers français, il y a des condamnés de 1662 ; on les embrigade dans l'industrie, eux aussi. Tous sont bons, pour Colbert, pourvu qu'ils marchent à ses ordres.

¹⁵⁵ Parmi eux des brasseurs d'affaires peu scrupuleux, comme Guillaume de Bye, qui organise, avec le Flamand Pluymers, la « Compagnie royale des Points » (il a été naturalisé en 1670 et a le titre de « secrétaire du roi ». Voir l'ouvrage de Boissonnade, au chapitre sur les Sociétés et les financiers.

heureusement, Colbert y renonce. Toute infraction est sévèrement punie ; les peines vont jusqu'à la confiscation et au brûlement des étoffes et même, on l'a vu, jusqu'au carcan. Dans ces conditions, même avant que toute cette législation si étroite soit achevée, les grands fabricants, qui recherchent moins le « fini » que l'économie dans les manufactures, manifestent une vive opposition, et entraînent même parfois leurs ouvriers, à Reims, à Lyon (1667), à Sedan, à Aubusson, à Carcassonne. Colbert riposte aussitôt, fait intervenir toutes les autorités, oblige maires et échevins à accompagner les commis des « inspecteurs » dans les ateliers. Vraie tyrannie, à laquelle on ne se soumet que par force. Du moins l'État obtient-il que rien ne soit fabriqué qui ne se distingue par la beauté de la matière, le « fini » et le goût ; toutes qualités qui assurent aux produits français la prééminence sur les marchés étrangers.

Si les gros entrepreneurs résistent parfois aux règlements tyranniques de l'État, que dire des maîtres des vieilles corporations, qui ne cessent de se plaindre ! Force est à l'État de leur faire des concessions, de les délier un peu des entraves de leurs vieux statuts, afin d'adapter ceux-ci aux nouvelles conditions du travail et des échanges ; d'où permission, dans l'industrie textile, d'employer un nombre moins limité d'ouvriers et d'accroître les métiers battants, à Sedan et à Elbeuf, à Carcassonne, ^{p119} à Lyon, à Tours et à Nîmes. En outre, pour rajeunir et vivifier la corporation, les métiers libres devront être réduits en corporations. Mais ici, que de difficultés ! Il était facile, certes, de faire entrer les métiers libres des villes — et il y en avait beaucoup en certaines cités — dans le régime corporatif existant. Et c'est ainsi que le nombre des « métiers jurés » s'accrut peu à peu, jusqu'à doubler, à Paris à la fin du siècle, et presque de même en plusieurs villes ¹⁵⁶. Il était bien plus difficile d'y soumettre les très nombreux métiers libres des campagnes. Aussi ce fut une formidable opposition ; les paysans entendaient travailler à leur guise, sans statuts, sans réglementation, sans sujétion aux jurandes et

¹⁵⁶ A Paris, le nombre des métiers jurés passe de soixante à cent quatorze. Ailleurs il augmente beaucoup : à Amiens, à la fin du siècle, il y aura soixante-quatre métiers jurés ; à Bourges, soixante-trois ; à Troyes, à Châlons, cinquante. En Poitou, dans cent cinquante-sept villes ou bourgs, il est formé des communautés jurées pour la draperie ou la teinturerie. (Voir Boissonnade, *ouvr. cité*, sur Colbert, chapitre sur les corporations.)

corporations des villes. Ici Colbert ne put réussir. Son régime de tyrannie, qui dressait contre lui nombre de fabricants et de maîtres de métier, révolta les campagnes : d'où des séditions, notamment dans la Flandre wallonne (1670).

Quoi qu'il en soit, par suite de la transformation de l'industrie, et la création de grandes entreprises et « sociétés », qui assujettissent déjà nombre de maîtres de métier des villes et qui trouvent dans les campagnes une main-d'œuvre abondante, à bon marché, par suite aussi des modifications introduites dans l'ancienne corporation, dont les statuts sont assouplis et les marchés élargis, il se forme un grand patronat, une aristocratie manufacturière ; au-dessous, restent les petits patrons, qui travaillent, comme autrefois, avec quelques compagnons ou apprentis. On sent déjà que l'avenir est à cette aristocratie, qui, par ses capitaux, ses « privilèges », ses débouchés, domine le vieux métier du Moyen âge, et que l'antique corporation, pour un moment vivifiée, est en train de s'étioler. L'État a sacrifié les petits aux grands capitalistes, à ceux qui peuvent rivaliser avec les étrangers sur les marchés d'Espagne et du Levant, assurer un fret considérable à la marine marchande et faire rentrer de l'argent. Ce sont les suites du système mercantile, qui n'est pas seulement le système de Colbert, mais celui de tous les États de l'Europe. Que cette tyrannie du système et du ministre qui le conçoit et l'applique ait sacrifié, du moins en grande partie, un mode de travail traditionnel, brisé de petites existences, provoqué des mécontentements qu'aucunes concessions n'ont pu apaiser, il ne faut ni s'en étonner ni s'en indigner : il y a, ^{p120} semble-t-il, dans les lois économiques une sorte de nécessité à laquelle il serait vain de résister.

Les commerçants ne résistent pas moins que les fabricants aux initiatives de Colbert, à ses « créations de grandes « Compagnies » de commerce. Certes, il a parmi eux des auxiliaires zélés : de Flon, établi à Stockholm ; Gargot, de La Rochelle, qu'il envoie en Courlande ; surtout les frères Formont. Le chevalier de Clerville, intendant général des fortifications, se fait l'interprète éloquent de ses projets auprès des négociants et des armateurs des ports. Mais armateurs et marchands, qui ont vu des jours sombres, et qui ont besoin de se refaire, après la paix, ne se sentent pas assez forts pour lutter contre les Hollandais et leurs puissantes « Compagnies » ; ils ont peu de vaisseaux, peu de capitaux ; ils sont habitués aux entreprises individuelles et répugnent

aux entreprises collectives et risquées. Eh 1661, dans le déclin général de la Marine, qui aurait d'abord le goût du risque ? A Clerville, qui les presse d'entrer dans une « Compagnie du Nord », les Rouennais opposent un refus net ; à peine prennent-ils intérêt à la colonisation du Canada, qui leur laisse espérer de beaux résultats. Marseille se montre carrément hostile aux projets d'une « Compagnie du Levant ». Devant cette résistance obstinée, Colbert s'empporte contre ces « fainéants, grands porteurs et diseurs de nouvelles », qui ne songent qu'à s'amuser dans de « méchants trous de maisons », oubliant que ce sont des armateurs et des négociants-nés, et qu'ils ont fondé une Chambre de Commerce ¹⁵⁷, qui a fait de la cité méditerranéenne la métropole de la grande mer intérieure, depuis l'Espagne et l'Italie jusqu'aux capitales du Levant, Constantinople, Smyrne, Alexandrie. « Ce sont, lui écrivent-ils, des monopoles que ces compagnies, odieuses à Dieu et au monde. » Ces hommes d'initiative, qui lancent un bateau sur la mer à leurs risques et périls, détestent l'embrigadement de l'État et de ses fonctionnaires qu'ils sentent bien incapables de diriger leurs affaires. De toutes ces résistances, Colbert ne se soucie nullement. Il vit dans son rêve d'impérialisme économique. Il ne voit que Hollandais et Anglais à ruiner. Mais la France est-elle la Hollande ? A-t-elle les capitaux, les traditions commerciales des Hollandais ? C'est la question capitale, ^{p121} et c'est précisément celle que le ministre ne se pose guère.

Aussi quels maigres résultats ! On a déjà demandé aux financiers (banquiers, trésoriers et receveurs généraux) de verser des fonds pour l'industrie, et ils ont consenti ; comment donc contribueraient-ils encore à la fondation de grandes « Compagnies » maritimes ? Quant aux riches, ils ont leurs fonds placés dans les « offices », les rentes, les terres, et possèdent peu d'argent liquide ¹⁵⁸. On peut, certes, sous la pression officielle, obliger quelques grands seigneurs de la robe plus encore que de l'épée à souscrire pour la « Compagnie des Indes

¹⁵⁷ Jusqu'en 1669 du moins, Colbert ne s'est pas informé de la Chambre de Commerce de Marseille. On voit combien c'est un homme à système, système qui, d'ailleurs, n'est pas de lui (on l'a vu appliqué en Angleterre par Cecil (lord Burghley, sous Elisabeth) et qu'il voudrait appliquer à outrance, sans se soucier de l'adaptation aux circonstances et surtout aux besoins et à l'esprit des populations. D'où souvent, l'échec complet.

¹⁵⁸ En étudiant Le Tellier et sa fortune, Louis André fait remarquer qu'il y a peu d'argent liquide à la maison : tout est placé, et tout rapporte.

orientales », la grande idée du ministre. Mais les négociants du Ponant et de Marseille restent indifférents. Dans l'ensemble, la Bourgeoisie, toujours très économe, souvent même avare, jalouse d'amasser et de monter, d'étape en étape, dans la hiérarchie sociale, refuse d'engager sa fortune, si lentement acquise, sur l'inconstance des flots. Colbert lui-même ne disait-il pas, en bon bourgeois de Reims, que « les familles ne peuvent bien se maintenir que par des établissements solides en fonds de terre »¹⁵⁹ ? C'est cette stabilité foncière qu'aime la Bourgeoisie et qui fait sa force. C'est celle que le bourgeois riche ou aisé entend laisser à ses enfants, gardant, surtout dans le Midi romain et même dans le Centre, une certaine liberté dans la distribution qu'il en fait entre eux.

On a dit que, si Colbert n'a pas toujours réussi, la faute en est à Louis XIV, qui n'a pas accueilli avec enthousiasme son « offre » d'une France prenant dans le monde la suprématie du commerce, de l'industrie, de la richesse. Certes. Mais la faute n'est-elle pas d'abord à la société française ; à la Noblesse, étrangère au profit, gaspilleuse, oisive ; à la Bourgeoisie « officière » fière de ses « offices », de sa « robe » et de sa jurisprudence ; à la bourgeoisie marchande même, propriétaire de terres et de rentes ? Quand les Dijonnais et, en général, les Bourguignons¹⁶⁰ repoussaient le cadeau de l'industrie, qui les aurait privés de main-d'œuvre^{p122} pour leurs vignobles et leurs terres, et eût englouti les bois de leurs belles forêts dans les fourneaux d'une multitude de forges, ne faisaient-ils pas aux desseins de Colbert, peu soucieux de l'agriculture, une résistance invincible ? N'était-ce pas déjà l'expression de la nécessité, sur, le sol français, d'un équilibre rationnel entre les formes diverses du travail¹⁶¹ ?

¹⁵⁹ Voir plus haut, p. 116. — Pour la Bourgogne, Roupnel, *ouvr. cité*. Pour la France et le Midi, en général, Charles de Ribbe, *Les Familles et la société en France avant la Révolution*, 3^e édition (Paris, 1874, 2 vol. in-12), où l'on trouvera beaucoup d'exemples de stabilité dans la propriété foncière des familles, comme souvent aussi dans les fonctions, t. I^{er}, p. 215, 221, et aussi l'attachement des pères de famille à la faculté de tester.

¹⁶⁰ Roupnel, *ouvr. cité*, p. 215. Brulart écrit à Colbert (1662) : « M. le Prince leur a proposé l'établissement du commerce et des manufactures. Ils en ont délibéré et ont trouvé que la province étant propre à la culture des terres et au vignoble, il était plus utile pour elle d'avoir force laboureurs et vigneronns que des artisans. »

¹⁶¹ Voir comment cette nécessité de l'équilibre dans le travail national a été exprimée par les députés du commerce, p. 161.

Malgré tant d'oppositions à son système, le gouvernement de Colbert a réussi à donner l'impulsion décisive à l'industrie et au commerce. Les guerres de Louis XIV ont, certes, apporté une foule d'entraves à cet essor. Mais ces guerres mêmes, n'ont-elles pas été, en partie du moins, suscitées par la politique mercantile ? Quant Colbert, par son tarif de 1667, triplait les droits d'entrée des manufactures hollandaises, n'était-ce pas une déclaration de guerre économique, et, pour un peuple de marchands, la plus terrible de toutes ? De sorte que son système entraînait, lui aussi, la guerre, tout comme l'ambition conquérante de Louis XIV. Tant la réalité historique, toute la réalité — principes et conséquences — présenté de complexité !

[*Table des matières*](#)

VII. — La Bourgeoisie intellectuelle

Malgré l'enrichissement, l'ascension continue de la Bourgeoisie financière et marchande et les brillants dehors de cette classe de la société, toute l'activité laborieuse de la France ne s'y enferme point ; il s'en faut de beaucoup. La Bourgeoisie intellectuelle et artistique, non seulement celle des « carrières libérales » alors les plus suivies (avocats, hommes de loi, médecins), mais celle, moins nombreuse, qui comprend savants, écrivains, artistes, professeurs du Collège royal, des Académies, etc., dont beaucoup, à cette époque, sont bien souvent indifférents à l'argent, n'étant jaloux que de gloire, joue désormais dans la société française un rôle considérable. Le monde intellectuel et artistique s'est agrandi, comme le monde commerçant et industriel. Des Académies nouvelles ont été établies, on l'a vu, par l'État, qui les a conçues comme des Écoles scientifiques, artistiques et techniques, en plaçant à leur tête les plus illustres savants et artistes, Le Brun, Le Vau, Charles Perrault, La Hire, chargés de donner des cours théoriques et pratiques à des artistes et des artisans spécialisés. Tous ces hommes célèbres, désignés par Colbert, pour concourir à son œuvre de science et d'art, profitent du régime de magnificence, inauguré par un roi glorieux entre tous. Autour ^{p123} d'eux gravitent ces nombreux artisans appelés de Hollande, des Pays-Bas et d'Italie, et tous ceux des Français qui se forment par leurs leçons et leur exemple. Ainsi se constitue une sorte d'aristocratie de l'art, qui comprend, après les grands chefs, une Bourgeoisie d'architectes, de décorateurs, fort

aisée, et même une petite bourgeoisie d'artisans spécialisés, vrais artistes, qui arrivent parfois à la maîtrise, ou qui touchent, aux Gobelins et ailleurs, des appointements élevés.

En second lieu, le théâtre, favorisé à Paris, par le roi, les grands seigneurs et la bonne Bourgeoisie de la Ville, centralisé, aux dépens des troupes ambulantes de la province, donne naissance, maintenant, à une petite classe bourgeoise de directeurs et d'acteurs qui vit largement et prend une solide assiette sociale. Car le bon bourgeois de Paris —avocat, médecin, professeur, imprimeur, libraire, etc. — adore le théâtre, y forme son goût, préparé par la culture antique et française qu'il a reçue aux collèges des Jésuites et des Oratoriens ou à l'Université. Aussi directeurs, auteurs (et les directeurs sont parfois aussi auteurs, comme Poquelin Molière), compositeurs de musique et auteurs de livrets d'opéra, Molière, Lulli, Quinault font des fortunes. Molière a 39.000 livres de revenu ; Lulli davantage encore. L'acteur La Grange, de la troupe de Molière, laisse, à sa mort, plus de 300.000 livres¹⁶². Quant aux acteurs du théâtre du Palais-Royal, les acteurs de Molière, ils gagnent, en moyenne, de 4.000 à 5.500 livres par an¹⁶³. Si Molière, Lulli, La Grange sont riches, les acteurs qui les secondent sont dans l'aisance. Ce monde du théâtre vit, vers 1670 ou 1680, dans une condition bien meilleure qu'au milieu du siècle. S'il est condamné par l'Église, il ne l'est pas par les mœurs d'une société certes chrétienne, mais raffinée ; il est déjà considéré par le roi, par les ministres, par l'aristocratie et par toute la Bourgeoisie cultivée et reconnaissante qui l'applaudit avec enthousiasme.

Les écrivains, sauf les romanciers et surtout les auteurs de comédies, de tragédies ou d'opéras, ne gagnent rien ou peu de chose. Les poètes sont, à leurs débuts, comme Racine, pensionnés par le roi ou par de grands seigneurs ; Corneille, vieillissant^{p124} et ne

¹⁶² On trouvera tous ces chiffres dans Boissonnade, *Colbert, ouvr. cité*. Déjà Voltaire, dans sa *Vie de Molière*, savait que Molière gagnait 30.000 livres par an.

¹⁶³ Un revenu de 39.000 livres, en 1670, équivaut, très approximativement d'ailleurs, à un revenu de 120.000 francs-or d'avant 1914. — La fortune de La Grange, 300.000 livres, équivaldrait à 1 million, de francs-or de 1914 ; les appointements de 4.000 et de 5.500 livres, à des traitements de 12.000 et de 16.500 francs-or de 1900, supérieurs, de beaucoup, à ceux des professeurs du Collège de France ou de la Sorbonne de 1900.

connaissant plus les grands succès de sa jeunesse, vit difficilement ; ses anciennes tragédies ne sont plus, vers 1680, au goût du jour ; car il y a une mode pour les ouvrages comme pour toutes choses, ainsi que se plaît à le dire La Bruyère, et cette mode est maintenant à Racine, quoi qu'en augure pour l'avenir Mme de Sévigné, et malgré les intrigues suscitées par Pradon et ses puissants amis.

Les auxiliaires de la pensée française, libraires et imprimeurs, n'ont plus, sauf quelques-uns, l'importance de jadis ; ils n'ont plus pour eux le nombre. Les imprimeries ont été, en effet, très réduites partout, même à Lyon, cette riche cité du livre depuis la Renaissance ; puis la censure est devenue très rigide, vers 1683 ; à tout auteur qui veut se faire imprimer, il faut un « privilège du roi » ; même à un ouvrage de Bossuet une autorisation officielle est nécessaire, après l'examen de la censure ; c'est la règle, et le chancelier dut la rappeler avec sa courtoisie coutumière à l'évêque de Meaux. Cette sévérité est-elle l'effet de la conversion de Louis XIV, après la mort de la reine et l'avènement de la nouvelle reine secrète, toute-puissante celle-là, et convertisseuse du roi ? Il se peut. Car la Cour, dit l'ambassadeur Primi Visconti, ressemble alors à un séminaire. Mais cela n'empêche pas la pensée de s'exprimer. Et si les écrivains vont continuer à faire l'éloge de Louis XIV, et, comme Racine, un éloge tel que le roi, infiniment flatté dans son orgueil, l'acceptera, tout en grondant familièrement le poète, un autre fera l'éloge du « prince », avec des réserves secrètes, dissimulées sous la forme générale et anonyme du portrait, qu'il affectionne ¹⁶⁴. Car il faut plus que jamais user de précautions. Seules n'en prennent point les brochures anonymes, les libelles qui se transmettent sous le manteau, et qui, vers 1685, au moment de la grande persécution protestante, affluent de l'étranger, tonnant contre l'odieux régime d'absolutisme et d'intolérance.

Tout ce monde d'écrivains, d'artistes, de savants s'attache à Colbert, qui dispose des Académies, des Écoles techniques, des subventions, et qui comprend la valeur et le rôle des sciences et des arts dans un grand royaume. Ils le louent, tout en suivant sa direction. Ils sont parmi les bénéficiaires du régime. Ce n'est pas chez eux que l'on trouvera une opposition politique à la monarchie absolue, du

¹⁶⁴ Voir, sur La Bruyère, liv. II, chap. I^{er}, § II.

moins, jusqu'en 1685. Mais les progrès de la philosophie cartésienne font parmi eux leur chemin. L'esprit critique commence à s'éveiller.

VIII. — *Évolution sociale de l'ensemble de la Bourgeoisie*

^{p125} On répète volontiers que la société française comprenait deux classes : les privilégiées et les autres, et que les privilégiées étaient le Clergé et la Noblesse. On oublie la Bourgeoisie, du moins la haute Bourgeoisie, et même une partie de la moyenne. Tous les bourgeois qui possèdent des fiefs sont des seigneurs, donc des privilégiés, exempts de la taille personnelle, pour les domaines seigneuriaux qu'ils exploitent ; ceux qui possèdent de grands offices de judicature, membres des Parlements, des Chambres des Comptes et autres « Cours souveraines » font partie de la Noblesse de robe et entrent dans la classe des privilégiés. Enfin ne peut-on pas dire que nombre de bourgeois, même sans fiefs ni offices, de grands architectes ou de célèbres artistes, sont, en fait, des privilégiés de la fortune ?

Il est hors de doute que l'enrichissement considérable des diverses catégories de la Bourgeoisie, dans les vingt-cinq premières années du gouvernement de Louis XIV, a donné à l'ensemble de la classe bourgeoise une puissance sociale qu'elle n'avait jamais eue. Elle a continué à acquérir des terres ; c'était son mode de placement préféré. L'argent gagné dans le commerce, serré dans des coffres ou déposé chez le notaire, s'employait plus volontiers ou plus aisément dans l'achat de domaines que dans des « constitutions de rentes ». Et les bourgeois des villes s'entendaient mieux que personne à restaurer les terres et les maisons, comme à percevoir les droits seigneuriaux ou même à les augmenter ¹⁶⁵. Ils portaient en toutes choses un esprit d'économie confinant souvent à l'avarice, une âpreté qui faisait de nombre d'entre eux des créanciers plus redoutables que les seigneurs de la haute aristocratie ¹⁶⁶. On les voit, à cette époque, en conflits

¹⁶⁵ Roupnel, *ouvr. cité*, p. 240-241. On avait fait de nouveaux terriers où l'on faisait revivre des droits de « guet et de garde », périmés, et où l'on augmentait divers droits, en l'absence des archives détruites au cours des guerres.

¹⁶⁶ Roupnel, *ouvr. cité*, p. 248, montre la persévérance de certaines familles dans la constitution d'une fortune territoriale, comme les Mairtet : trois

fréquents avec les communautés rurales, dont ils usurpent les biens communs, malgré la sollicitude de Colbert et des « intendants de justice » ; et ils sont des premiers, quand ils ont à payer la taille sur leurs terres roturières, à faire retomber le plus lourd de l'impôt sur les petits tenanciers, en dépit des sévères instructions de Colbert. Riches ou aisés, ils jouent pourtant un rôle ^{p126} d'une utilité sociale de premier ordre dans le rétablissement de la richesse agricole du pays. Ainsi, en Bourgogne, ils remembrement les terres, infiniment morcelées, rétablissent, les domaines ; ils restaurent les prairies et reconstituent le cheptel, dont ils sont, en général, propriétaires ; ils donnent tous leurs soins aux vignes, qui prennent depuis 1666 plus d'extension ¹⁶⁷ ; ils conservent les forêts, qui ne sont pas, dans cette province, dévorées par les forges ; ils ne négligent pas les terres arables, mais ils rencontrent ici bien des difficultés, à cause de la rareté de la main-d'œuvre. Grâce à tout ce travail, la valeur des vignes et celle des prairies augmente ; celles-ci valent 1.000 francs l'hectare ¹⁶⁸. Dans d'autres provinces, comme le Poitou, où ils ont souvent pris la place des anciens seigneurs endettés, les bourgeois s'attachent avec leur zèle intéressé à la même œuvre de restauration du sol. Ainsi le capitalisme commercial et, maintenant, le capitalisme industriel, développé rapidement par Colbert, permettent à la Bourgeoisie, si jalouse de stabilité foncière, de rendre au sol de France, meurtri par les guerres intestines et les invasions étrangères, un service considérable.

Toute la Bourgeoisie continue à vivre chrétiennement, moins charitablement peut-être que dévotement, et à prendre, surtout dans les sphères intellectuelles et les professions libérales, un intérêt toujours passionné aux grandes disputes théologiques et morales. On rencontre les *Lettres provinciales*, les ouvrages de Nicole ou de Malebranche en nombre de bibliothèques de bourgeois parisiens, en

générations de marchands, trois générations de notaires, au XVII^e siècle, puis gens de Parlement, « âpres, d'une figure plus ferme que fine et, d'un caractère plus sérieux que généreux. »

¹⁶⁷ Roupnel, *ouvr. cité*, p. 268, montre comment la riche Bourgeoisie bourguignonne a transformé la Côte des vignes et lui a donné de l'extension ; comment aussi les parlementaires ont appris à tous à mieux apprécier les vins de la Côte (mais cela est vrai surtout à la fin du XVII^e siècle, et au XVIII^e). Voir tout ce chapitre, extrêmement intéressant, sur le vignoble et la « révolution des goûts » en matière de crus.

¹⁶⁸ Roupnel, *ouvr. cité*, p. 248, p. 272-273.

particulier dans le quartier de l'Université. Il y a certes des « indépendants », des hommes qui ne pratiquent guère la religion ; encore ne meurent-ils pas sans appeler un confesseur, comme le bonhomme La Fontaine. Quant aux « athées », mot qui, dans le langage du siècle, ne veut dire que déistes, ils ne sont pas légion ; peut-être faudrait-il faire figurer parmi eux l'auteur de *Tartufe*¹⁶⁹ ; en tout cas, ils restent cachés, masqués : « quasi larvatus prodeo ». La société française n'admettrait pas d'athée déclaré — pas plus, d'ailleurs, que la société anglaise. Il n'y a, en somme, que des chrétiens qui se disputent, de secte à secte, de Jésuites à Jansénistes, mais avec quelle fureur ! Car les partis religieux remplacent les partis politiques, ^{p127} en attendant de prendre décidément une couleur politique : tant la France reste un pays d'opinion, d'opiniâtre discussion !

Enfin toute la Bourgeoisie aisée, même parfois la petite Bourgeoisie, est ambitieuse de s'instruire, de frayer, dans les collèges, avec la riche Bourgeoisie ou même l'aristocratie de la robe et de l'épée. Il est certain que le progrès des sciences, des lettres et des arts a amené une grande diffusion des connaissances, formé et affiné le goût, même chez les petites gens, voire chez les simples artisans. En vingt-cinq ans il s'est fait dans le goût une transformation sensible. La Cour, le roi en tête, y a contribué, de concert avec l'aristocratie intellectuelle et avec toute la nation, qui ne demandait qu'à les suivre.

Si l'on considère les diverses conditions de la Bourgeoisie, il semble que vers 1685 elles acceptent, en somme, tout l'ensemble du régime imposé par la monarchie. Certes on observe des mécontentements d'« officiers », de magistrats municipaux, relégués au second plan par les nouveaux ministres et les « intendants de justice » ; certes encore, des résistances de maîtres de métier à leur subordination, et de négociants aux nouvelles « Compagnies » à monopole ; on saisit des velléités d'esprit critique chez un petit nombre d'écrivains et d'« indépendants », qui scrutent la religion et la société et même l'État, et bientôt se révéleront. Mais, ce qui frappe, c'est la soumission générale à un roi qui vient d'agrandir et d'enrichir la France et qui l'enivre de gloire.

¹⁶⁹ Sur cette question, on rappellera l'article de F. Brunetière, cité, p. 85.

IX. — Les ouvriers et artisans

La condition de l'ouvrier s'est modifiée avec la transformation économique provoquée par Colbert. Ici, comme dans la Bourgeoisie, l'artisan se trouve placé dans des situations diverses qui diffèrent sensiblement ; il faut, en effet, distinguer les ouvriers étrangers, appelés par Colbert, les ouvriers français des villes, enfin les paysans-ouvriers des campagnes.

I. — Les ouvriers, venus de Hollande, des Pays-Bas, d'Allemagne et d'Italie, souvent à leurs risques et périls, sont retenus avec soin dans le royaume par de hauts salaires, des primes, des allocations à leur mariage, toute sorte d'avantages ; car, spécialisés dans diverses manufactures, ils doivent, par leur exemple, former des apprentis français. Ils sont donc privilégiés, et il faut les mettre à part : ils n'ont pas à se plaindre du régime auquel ils sont soumis.

II. — Il n'en est pas de même des ouvriers français. Que ce soit dans les métiers corporatifs ou dans les grandes entreprises, ils sont, en particulier dans les villes, exploités par les chefs ^{p128} nouveaux, ces capitaines d'industrie qui suivent l'inspiration de Colbert, et qui veulent abaisser les frais de fabrication pour vendre bon marché et trouver des débouchés à l'étranger, aux dépens des nations rivales ; ils le sont aussi par les maîtres des métiers, dont certains vont se transformer eux-mêmes en maîtres-ouvriers, aux ordres des grands fabricants. Désormais, pour l'artisan le plus habile, c'est un mirage que la maîtrise. Les patrons la lui refusent ; seuls les fils de patron ou les fils de famille riches, qui peuvent acheter des « lettres de maîtrise », seront maîtres. Il est rivé à sa condition ; aucun encouragement de l'État, qui se désintéresse de son sort. Aussi le nombre des ouvriers compagnons et apprentis augmente-t-il beaucoup dans les villes : à Paris, vers la fin du siècle, on compte soixante mille

compagnons et douze mille maîtres. Les compagnons habiles et intelligents essaient de se soustraire à la corporation et à ses rigides statuts, notamment à Paris, où ils travaillent en chambre ; ces ouvriers clandestins, ces « chambrelans », y sont déjà, en 1673, au nombre de treize mille. C'est une petite armée qui refuse d'obéir à la tyrannie du travail corporatif. Aussi les patrons ne cessent de traquer le « chambrelan », qui prétend travailler pour son compte, à domicile, ou en journée chez les particuliers, ou dans des « lieux privilégiés », comme les communautés religieuses ou les maisons princières.

L'État vient au secours des patrons. Il aggrave les statuts : obligation du certificat ou « congé » écrit, pour tout ouvrier ; contrôle constant, étroite discipline à l'atelier, surveillance au dehors, dans les cabarets et les lieux de débauche ; répression, très sévère, des « voleries » de soie et de laine, par le fouet, la prison, même la marque. Les salaires sont fixés par les entrepreneurs et les maîtres, pour une journée épuisante de onze et même douze heures, de 5 heures du matin à 7 heures du soir ; il est vrai que le nombre des jours fériés, même après la suppression des fêtes chômées, est de quatre-vingt-douze ; mais ce ne sont là que des suspensions d'un jour, rarement de deux, et non des périodes de repos pour le corps. Et les salaires, fixés par les entrepreneurs, sont bas, dans la plupart des métiers textiles : 6 à 15 sols en Picardie, 8 sols à Lyon, pour les ouvriers en soie. Cependant dans plusieurs métiers les salaires sont assez hauts : les ouvriers des manufactures de bas de soie, à Nîmes, reçoivent 20 à 30 sols ; les charpentiers, 17 sols à Nevers et 1 fr. 20 à Rouen ; les serruriers, de 15 à 30 sols ; les ouvriers imprimeurs, une élite, touchent 2 francs par jour¹⁷⁰. Ainsi certains ouvriers sont dans p129 l'aisance ; d'autres dans la misère ; car ce n'est pas avec 6 ou 8 sols que l'on peut se nourrir, se vêtir, se loger, même dans des chambres étroites et malsaines de petite ville. Encore faut-il craindre les diminutions de salaires, comme il advient pour les dentellières d'Alençon ; les salaires de famine, comme les 6 sols qu'offrent, en 1673, les maîtres chapeliers de Toulouse à leurs ouvriers, qui en réclament 7 ; le paiement, partie en nature, que voudraient instituer les

¹⁷⁰ On peut se demander encore ici, comme plus haut, ce que représentent ces sommes. La somme de 2 francs par jour est belle. Si nous multiplions par 3, nous aurons la valeur de 6 francs vers 1900. On voit par là ce qu'elle vaudrait aujourd'hui. L'ouvrier imprimeur était dans l'aisance.

patrons de Saint-Étienne ; ou même l'irrégularité dans la paye, que subissent sur les chantiers royaux, en 1677, en 1679, les tailleurs de pierre, qui attendent depuis quatre semaines¹⁷¹.

Toutes ces diminutions de salaires, ces retards dans le paiement entraînent des suspensions de travail, des troubles graves. L'État n'intervient pas pour maintenir les salaires ; il les laisse volontiers baisser, pour faire baisser à son tour le prix des produits et favoriser l'exportation. Et il met sa police au service des patrons. Mais, comme la violence n'est pas une solution, il finit par abandonner aux municipalités et aux officiers de justice, qui connaissent mieux que personne les conditions locales de l'industrie, le soin de fixer le prix de la journée de travail ; il encourage même ces magistrats dans leur œuvre de taxations particulières, à Alais, à Bordeaux, à Toulouse. Cette intervention des municipalités est à remarquer, à une époque où le pouvoir cherche à se passer d'eux et à remettre toutes les affaires à l'intendant de la généralité. Mais, devant les difficultés suscitées par les patrons et, en somme, par l'œuvre même de Colbert, il a bien fallu que le pouvoir fasse des concessions aux autorités locales ; ce ne sera pas la seule.

Les ouvriers des villes, en effet, qui sont maintenant astreints, en général, aux corporations et jurandes, se défendent sans se lasser, restent organisés en « compagnonnages ». L'État les leur interdit, sous peine de « congé » ou de prison. Leurs « confréries », distinctes de celles des maîtres, sont même défendues, par exemple à Dijon (1667-1674). Mais les associations ouvrières demeurent, dans presque tous les métiers, à Paris, Dijon, Châlons, Lyon, Montpellier, Toulouse, etc. Elles fixent le taux des salaires, décrètent, au besoin, la grève, mettent à l'index les villes et les maîtres hostiles ; enfin elles traquent les ouvriers qui ne s'associent pas à elles. Ce sont des sociétés secrètes. L'État les pourchasse, punit les grévistes (c'est ainsi que les compagnons rubanniers^{p130} de Paris, en grève, qui malmènent les maîtres, sont fouettés et emprisonnés au Châtelet), mais il ne peut mettre fin aux troubles, car ils proviennent en partie de son système économique et de sa carence dans la solution des conflits. Il faut que les patrons transigent et renoncent de temps à autre à leur tyrannie, pour rétablir l'ordre et le travail.

¹⁷¹ Pour tous ces détails, voir Boissonnade, *Colbert, ouvr. cité*.

Cependant il est une pieuse Compagnie secrète, que nous connaissons bien, fortement constituée dans les principales villes du royaume, la Compagnie du Saint-Sacrement, qui s'émeut de tous ces conflits entre patrons et ouvriers, et qui, dans une intention charitable, voudrait s'interposer entre les, deux parties. On l'a vue déjà créer des associations pieuses d'ouvriers, « frères tailleurs », « frères cordonniers »¹⁷². Elle l'a fait sans doute en plusieurs villes, pour opposer aux « compagnonnages » turbulents et fort peu attachés à la religion des syndicats chrétiens, comme nous dirions aujourd'hui. Mais l'esprit qui anime le syndicat chrétien et ceux qui, du dehors, le soutiennent, est un esprit de justice et d'humanité, souvent bien rare chez les patrons. Aussi voyons-nous la Compagnie du Saint-Sacrement, notamment à Lyon, défendre la cause des compagnons contre les patrons. Elle l'a certainement soutenue avant la mort de Colbert, bien que ses « archives » ne nous en disent rien positivement ; mais par un long mémoire, dont la date est de 1694, elle nous le laisse entendre¹⁷³ : « On a souvent parlé d'un grand mal qui se commet entre les marchands et les ouvriers, en ce que les marchands payent si peu les façons que les ouvriers ne peuvent subsister de leur travail, et il se trouve que de bons ouvriers, fidèles, laborieux, travaillant autant qu'ils le peuvent, ne peuvent pas gagner le nécessaire à leur vie, à celle de leurs femmes et de leurs enfants. » De là les infidélités de plusieurs d'entre eux, les infirmités, la misère, la corruption morale. Les marchands « deviennent extraordinairement riches » : d'où, chez eux, « le luxe, les plaisirs et la bonne chère », des enfants paresseux, qui ne songent qu'à jouir de la vie et se ruinent. Les ouvriers vont sur les brisées les uns des autres. Point de remède, si les meilleurs marchands ne se décident à « moins gagner », à payer mieux les artisans, à donner l'exemple aux autres marchands et de l'encouragement aux bons ouvriers. ^{p131} La Compagnie promet à ces honnêtes négociants une abondance de bénédictions sur eux et leurs familles. Elle invite les curés et les prédicateurs à faire « ouvrir les

¹⁷² Voir plus haut, p. 12.

¹⁷³ C'est pourquoi nous plaçons ici ce mémoire de 1694, où il est dit : « On a souvent parlé d'un grand mal... » Nul doute qu'il en ait été parlé dans les réunions de la Compagnie bien antérieurement. Il est intitulé : *Mémoire des bonnes œuvres entreprises par la Compagnie du Saint-Sacrement de Lyon* (1694), dans *Les Papiers des Dévots de Lyon*, par Georges Guigue, p. 122-124 : voir ce document *in extenso* dans l'Appendice.

yeux à ces vérités, sur lesquelles il n'est presque personne qui fasse réflexion ». Et pour commencer, elle réclame l'initiative de deux ou trois négociants zélés. C'était poser nettement la question ouvrière. Mais les patrons se contenteraient-ils de bénédictions, et entendraient-ils des voix chrétiennes qui les assuraient qu'en diminuant leurs profits, à l'avantage de leurs ouvriers, « ils trouveraient, dans une moindre abondance, plus de solidité dans leur fortune, même temporelle ? ».

C'est dans le même esprit de justice et de transaction sociale que la Compagnie de Lyon voudrait résoudre la difficile question des rapports entre les maîtres et leurs valets ou servantes. Les valets sont trop souvent infidèles, paresseux, ivrognes, impudiques. Mais ce mal a diverses causes : d'abord « le peu de soin que les maîtres ont de leurs domestiques, croyant qu'il suffit d'en tirer le service qu'ils désirent sans veiller qu'ils rendent à Dieu celui qu'ils lui doivent ; en quoi ils se trompent beaucoup, parce qu'ils ne seront jamais bien servis s'ils ne veillent aux mœurs de leurs domestiques et ne tâchent à leur inspirer la piété et la probité ; ensuite la facilité avec laquelle les domestiques quittent leurs maîtres sans congé et quand bon leur semble » ; la concurrence des maîtres qui attirent par de plus grands gages, « en quoi on fait grand tort et au maître à qui on ôte ce domestique et à ce valet en ce qu'ordinairement de bon on le rend mauvais ; abus plus grand qu'on ne pense ». Et la Compagnie demande aux magistrats de mettre fin à ces abus qui sont aussi bien le fait des maîtres que des valets, tout en rétablissant, d'ailleurs, l'ordre, qui veut que le valet soit dépendant du maître et qu'engagé pour un temps il soit tenu de servir l'an entier ¹⁷⁴.

On voit les inquiétudes que suscitaient, sous Louis XIV, divers aspects de la question sociale, et sous quelle forme des compagnies chrétiennes, composées de laïques et d'ecclésiastiques, recommandaient de la résoudre. Ce n'était point par un système rigide, mais par des conseils de justice et de morale adressés aux parties adverses, et dont la législation devrait s'inspirer. Ce sont là, au reste, des conseils qui ne concernent que les gens des villes, les ouvriers réunis en masse dans les grandes cités commerçantes, comme

¹⁷⁴ Voir Guigue, *ouvr. cité*, p. 215-221 : *Mémoire concernant les valets et servantes*.

la métropole de Lyon. Elles ne ^{p132} s'adressent pas aux paysans-ouvriers, qui ont un tout autre genre de vie.

III. — Ceux-ci sont les plus nombreux. La plupart des villes sont petites, peu peuplées. La campagne, immense, contient dans ses villages et ses bourgs, dans ses hameaux ou ses fermes isolées une multitude de paysans qui, n'ayant pas assez de terre pour vivre ou s'en trouvant complètement privés, doivent se louer comme manouvriers ou valets de ferme ou ajouter au maigre revenu tiré du sol un appoint qu'ils demandent à l'industrie. Ce régime du travail, fort ancien en France, prend, avec l'essor nouveau des manufactures et l'esprit d'entreprise des grands capitaines d'industrie, une extension considérable. Tout ce prolétariat misérable trouve dans certaines provinces, comme la Picardie, la Flandre, la Normandie, la Bretagne, des ressources nouvelles ; le Picard, le Flamand, le Normand, fabrique en quantité toute sorte d'étoffes de laine, pour le compte des marchands-fabricants de la ville ; le Breton, des toiles et des toiles à voiles pour ses navires et pour l'exportation jusqu'en Espagne et dans l'immense Empire espagnol d'Amérique ; le Lyonnais et le Forézien, des soies et des rubans ; le Languedocien, des bas de soie et surtout des draps, qui vont faire concurrence aux draps hollandais et anglais à Constantinople, à Smyrne, à Alexandrie et au Caire et sur tous vieux marchés du Levant. Ils continuent à faire en grand ce qu'ils faisaient déjà en petit. A Colbert, qui voulait les embrigader dans des corporations, ils ont répondu par des protestations violentes, des révoltes, qui, commencées dans le pays flamand, à Halluin, à Roubaix, auraient embrasé la France entière, si le grand ministre se fût obstiné dans son système tyrannique. Ils ont gardé la liberté de travailler chez eux, à leur guise, surtout pendant l'hiver, où la terre ne réclame pas leurs soins : c'est un travail saisonnier, où ils sont secondés par leurs femmes et leurs enfants, qui filent la laine ou le lin, pendant qu'ils tissent, ou qui font de belles dentelles. Les salaires sont de 10 sols au plus, souvent de 8 sols, en général ; cependant les dentellières habiles d'Alençon et du Puy gagnent davantage.

Aujourd'hui l'industrie est concentrée principalement dans les villes et leur banlieue. Au XVII^e siècle, elle était active surtout dans les campagnes. Quand le voyageur parcourait la Normandie ou la

Bretagne, par exemple, il rencontrait non seulement des villages et des bourgs très peuplés, où retentissait, surtout en hiver, le bruit des métiers, mais encore des fermes isolées où le travail industriel suppléait à celui de la terre. Sans doute les grandes cités restaient les métropoles commerciales et manufacturières ^{p133} qui organisaient le travail ; c'était de Lyon, de Rouen, d'Amiens, de Reims, de Lille, etc., que partait l'impulsion ; mais la population ouvrière presque tout entière demeurait dans les bourgs et les villages, libre, au grand air, vivant de la vie de famille, tout en étant subordonnée aux directions et conditions des gros marchands-fabricants, capitalistes, qui fournissaient la matière première (lin, laine, fil ou chanvre) et souvent le métier à tisser. Même, pour beaucoup d'ouvriers des villes, incapables d'accéder à la maîtrise, harassés par un travail épuisant dans des ateliers malsains, logés dans des chambres étroites et sans air, la campagne était le refuge.

On le voit, l'État, par ses innovations graves dans le régime du travail, par la rigidité et la tyrannie de son système, a provoqué souvent de vives résistances, chez les ouvriers, à la campagne comme à la ville. Si dans les villes ils se sont soumis, ce n'est pas sans conflits avec leurs patrons, auxquels ils opposent toujours une solide organisation de sociétés secrètes. Et dans les campagnes ils ont menacé d'une telle révolution que l'État a dû reculer.

[*Table des matières*](#)

X. — Les paysans

Si l'État monarchique n'a jamais soutenu les ouvriers, pas même les meilleurs, qu'il a emprisonnés dans leur condition, il a systématiquement sacrifié les paysans. De leur situation sous Louis XIV, il est difficile de se faire une idée : il est peu question d'eux dans les *Mémoires* et les divers écrits de l'époque, fort peu même dans la correspondance des intendants avec le Contrôleur général, voire dans les lettres de celui-ci. Ce n'est que par les terriers, les archives privées que l'on peut se rendre vraiment compte de leur état : immense enquête, qui a été à peine commencée pour cette époque ¹⁷⁵.

¹⁷⁵ On s'est occupé de la condition des paysans dans beaucoup de provinces ou de « pays » à la veille de la Révolution ; on n'a pas étudié, ou à peine, les

Il est hors de doute que, s'il y a des paysans, propriétaires ou fermiers, riches ou aisés, c'est l'exception. Beaucoup ne sont ni petits propriétaires ni même fermiers, mais seulement métayers ; certains sont même serfs ou mainmortables dans les ^{p134} pays de l'Est, en Bourgogne et surtout en Franche-Comté. Dans ces provinces de l'Est, où les terres ont été ravagées et les maisons pillées pendant les guerres récentes ; dans les provinces du Centre et du Midi, domaines par excellence du métayage ; dans la Bretagne, restée très féodale, la plupart des paysans cultivateurs n'ont pas de propriété et travaillent pour un maître ; à peine possèdent-ils un petit lopin, qui ne peut suffire à leur subsistance ; de là, pour eux, la nécessité de faire un petit commerce, et il en est d'assez lucratifs, comme celui de cabaretier, surtout dans les bourgs situés sur une grande route où le roulage est actif ; de se livrer à une modeste occupation industrielle, comme celle de maréchal-ferrant, ou celle du tissage des toiles et des étoffes de laine ou de soie. Comme les petits lopins de terre dont ils sont souvent propriétaires doivent des redevances au seigneur qui les a jadis concédés ou est censé les avoir concédés sous cette condition expresse, les paysans tombent sous la domination seigneuriale, pour leur privé. Et les bourgs et villages, de même, à raison des monopoles de four, de moulin, de pressoir, de halle et marché, qui appartiennent au seigneur. Et que dire des droits de la communauté paysanne sur des forêts, des pâtis et des marais, qui appartiennent encore au seigneur, ou qui ne sont plus entièrement sa propriété, qu'il a concédés en tout ou en partie ? Vaste terrain de conflits incessants. Droits seigneuriaux, dîmes ecclésiastiques, impôts royaux, toujours croissants, telle est la triple exploitation dont le paysan petit propriétaire et la communauté rurale d'habitants sont victimes.

Cette époque, qui paraît si brillante, à Paris et à Versailles, a été terrible pour les populations des campagnes : après les longues guerres contre l'Espagne et l'Empire, de nouvelles guerres ont encore

paysans au XVII^e siècle. Voir sur ces travaux la bibliographie donnée par H. Sée, *Histoire économique de la France*, t. I^{er}, 1939, et les précieuses notes ajoutées par R. Schnerb. Parmi les travaux à signaler, celui de Roupnel, si souvent cité déjà, est le principal, sur la Bourgogne (région de Dijon). Nous avons aussi, pour une époque antérieure, le livre de Raveau sur le Poitou. Il y a à glaner dans quelques études locales (sur la Seine-et-Marne, sur la Picardie, etc.), et dans les travaux sur les intendants du XVII^e siècle ; mais c'est vraiment trop peu.

passé sur les provinces de l'Est et du Nord du royaume, avec le logement des soldats, les pillages et les réquisitions de toute sorte. Les communautés rurales se sont encore endettées, pour suffire à de telles charges. Et les seigneurs, souvent des bourgeois, ont profité de la situation pour acquérir les biens communaux, la seule fortune des villages. Cet abus, que les anciennes guerres avaient déjà entraîné, notamment en Bourgogne, continue. L'intendant Bouchu, dans cette province, d'autres intendants donnent l'alarme. Le Conseil d'État fait enregistrer un édit pour parer à cet accaparement des « communaux » (1667) : « Rien n'est davantage exposé que ces biens dont chacun s'estime le maître ; chacun s'en est accommodé la bienséance, et, pour en dépouiller les communautés, on s'est servi de dettes simulées. » Ce sont, en Bourgogne, des présidents et conseillers de Parlement qui sont parmi les premiers ^{p135} bénéficiaires de cette étrange usurpation. Mais ils prétendent être dans leur droit, s'insurgent contre la décision du Conseil du roi, qui ne permet que la reprise par le seigneur du tiers des communaux, et seulement dans le cas où ils ont été concédés par lui à titre gratuit. Le Parlement, les États de Bourgogne, corps essentiellement aristocratique, formé de « privilégiés », où la Noblesse parlementaire joue un rôle considérable, protestent que l'édit du roi est « contraire à l'usage de la dite province et aux droits des dits seigneurs inviolablement observés ». Le roi maintient son édit. L'intendant Bouchu obtient même un édit prononçant l'annulation de toutes les ventes de communaux opérées depuis 1620 ¹⁷⁶. Cependant la résistance n'en devient que plus violente : les usurpateurs se livrent à de terribles intimidations, entravent la liberté des témoignages ; si bien que la masse des paysans prend peur. L'assassinat d'un des siens montre que ce ne sont pas de vaines menaces. Et l'intendant Bouchu d'écrire à Colbert : « Tous les communaux ayant été usurpés, et étant possédés ou par les seigneurs des communautés ou par des personnes d'autorité, les pauvres paysans n'auront garde de se plaindre, si on les maltraite ; et, en laissant la connaissance aux juges ordinaires et au Parlement, c'est anéantir la Déclaration du roi, ces officiers en

¹⁷⁶ Roupnel, *ouvr. cité*, p. 224. Sur la date de 1620, Roupnel rappelle qu'il y a eu ici une « erreur du gouvernement », la plupart des grandes usurpations étant antérieures. — Il est possible que le roi n'ait pas voulu remonter plus haut, comme il arrive si souvent pour des acquisitions très anciennes, qui semblent créer des droits imprescriptibles, aux yeux des descendants des anciens acquéreurs.

possédant la plus considérable partie. » Bref, il n'y a pas de justice, les magistrats étant à la fois juges et parties et les premiers des usurpateurs. C'est l'aveu de l'impuissance de l'État — sous Louis XIV, et avec Colbert. Au reste, les communautés rurales endettées recommenceront à aliéner à vil prix le reste de leurs communaux ; même telle d'entre elles, comme Is-sur-Tille, qui, grâce à l'intendant, a recouvré les siens, se voit contrainte de les vendre en 1682, les faisant retomber des mains d'un président au Parlement dans celles d'un autre président¹⁷⁷ ! Ainsi l'histoire des campagnes dijonnaises au XVII^e siècle, comme d'ailleurs au XVI^e, est celle d'une expropriation¹⁷⁸.

Qu'il en ait été de même, à un degré plus ou moins fort, dans les diverses provinces du royaume, cela est attesté par la correspondance des intendants. Partout l'intendant rencontre cette rapacité des grands bourgeois, de tous les « parvenus » de la p₁₃₆ Noblesse de robe ; mais comment pourra-t-il lutter contre la toute-puissance de l'argent, qui si souvent a donné la terre aux gens des villes ?

Et l'intendant a aussi à combattre l'avidité des seigneurs, toujours prêts à augmenter les redevances seigneuriales. Que de plaintes, de procès ! De nouveaux terriers ont été faits par les notaires des seigneurs bourgeois. L'intendant prend souvent la défense des communautés écrasées de corvées, de redevances en nature, toujours plus lourdes que les anciennes redevances en argent, et préférées par les nouveaux maîtres, lorsqu'ils concèdent des terres à des tenanciers, ou lorsqu'ils donnent à métayage, par exemple en Bourgogne, où ce mode d'exploitation, commun depuis longtemps dans le Midi et le Centre, commence à être appliqué, souvent sous la forme de « bail à tiers de fruits »¹⁷⁹. Mais, les terriers une fois achevés, il faut que les cultivateurs s'y soumettent. L'intendant a beau s'entremettre : les seigneurs bourgeois, à Dijon et ailleurs, triomphent toujours. L'État n'ose pas les poursuivre : ce sont ses « officiers », qui lui ont acheté

¹⁷⁷ Roupnel, *ouvr. cité*, p. 228. -

¹⁷⁸ Ce sont les termes mêmes de Roupnel, p. 228.

¹⁷⁹ Roupnel, *ouvr. cité*, p. 289, montre bien qu'au XVII^e siècle la Bourgogne, appauvrie par les guerres et les invasions, a recours à un mode de bail qui ne nécessite pas d'apport de monnaie — le métayage — mais qu'enrichie, au XVIII^e siècle, elle reviendra au fermage, après 1750.

des offices, et qui peuvent lui en acheter encore ou lui trouver des acquéreurs pour d'autres offices ; comment ne pas ménager des gens fortunés dont on a un si impérieux besoin ? Les paysans ont beau se plaindre : ils sont toujours vexés, tourmentés, volés, condamnés en justice par les seigneurs. Et à cette exploitation continuelle vient s'ajouter la charge des dîmes et des impôts royaux, sans compter le logement des gens de guerre, qui suscitent tous tant de plaintes des campagnes. Ces plaintes, nous les connaissons surtout par les intendants, les maires, les évêques. Que d'injustices commises dans la répartition de la taille, que les « coqs de paroisse » font tomber sur les plus pauvres ! Que d'abus dans le logement des gens de guerre, révélés par les intendants aux armées et les commissaires des guerres, et dont Louvois lui-même finit parfois par un peu s'émouvoir¹⁸⁰ ! Ne voit-on pas souvent, à l'approche des armées, les paysans désertir, menacés du logement des soldats ou même d'un enrôlement forcé ;
p137 car « les capitaines prennent qui leur plaît », on l'a bien vu à Sézanne, où un lieutenant, voulant saisir un garçon-maréchal, le blessa d'un coup d'épée¹⁸¹.

Aussi la misère est-elle grande dans les campagnes, en particulier dans cet immense prolétariat rural qui ne possède rien ou presque rien, parmi ces pauvres « brassiers », comme on les appelle, qui n'ont que leurs bras, manouvriers agricoles, ou encore petits possédants écrasés par les redevances et les impôts. L'enquête célèbre faite par des magistrats parisiens, Henri Daguesseau et Lefèvre d'Ormesson, dans l'Orléanais et le Maine, en 1687, révèle une foule de faits navrants : les paysans pauvres vivent comme des animaux ; à peine ont-ils de quoi soutenir leur existence. Mais ce qu'elle ne dit point, c'est l'ignorance profonde où sont laissées ces misérables populations. Les évêques en parlent beaucoup, au contraire. Il faut écouter l'évêque de Grenoble, Le Camus, qui nous met à même de sentir ce qui se passait

¹⁸⁰ Louvois écrit (31 octobre 1667) : « Il faut que les habitants rendent les casernes habitables en telle sorte que les troupes y soient bien ; sinon il faudra qu'ils les logent chez eux. Mais, *pour ne point désespérer les habitants*, ni aussi fatiguer les troupes, il est à propos que vous engagiez les premiers à fournir dans les casernes du bois, de la chandelle et d'autres petits ustensiles qui puissent consoler les autres de l'incommodité de n'avoir point d'hôte. » Il se moque, au contraire, de l'incommodité des bourgeois de Douai (L. André, p. 360, 366).

¹⁸¹ L. André, *ouvr. cité*, p. 331-332. — Voir plus haut, p. 68.

dans son diocèse : « Ici, écrit-il, à M. de Pontchâteau, en 1672, j'aurai l'avantage de travailler toute ma vie sans pouvoir remédier à la moitié des maux qui y règnent hautement. Je vous parlais tout à l'heure de fréquentes communions (à Grenoble). Croiriez-vous qu'il y a dans ce diocèse des villages entiers où jamais on n'a communie ni ouï parler de Jésus-Christ ? Cependant cela est ainsi, et ce sont ceux où je trouve plus de disposition à profiter de la parole de Dieu à cause qu'ils n'ont jamais abusé des sacrements. Voilà mon cher frère, l'état où je suis ¹⁸². » Les montagnes du Dauphiné ne sont pas les seules où l'on n'ait jamais entendu parler de Jésus-Christ, et qui ressemblent terriblement à des pays de « Missions ». N'en est-il pas de même, dans les Pyrénées, de ce diocèse d'Aleth, auquel se dévoue de toute son âme le vertueux Pavillon ?

Les paysans de ces contrées sont restés, au fond, des païens (*pagani*). Ils croient aux puissances occultes, aux maléfices, comme les païens ; il est vrai que cette crédulité naïve est fréquente, à cette époque, chez bien d'autres que des paysans. Pour eux, peu ou pas d'écoles : la misère est trop forte pour que le désir d'apprendre puisse naître. Les évêques s'en préoccupent-ils ? Ils ont tant à faire, rien qu'avec leur mission évangélique, avec la formation de prêtres pour leur diocèse ! La Compagnie du Saint-Sacrement de Lyon se soucie bien de l'instruction des enfants de la ville, et obtient l'autorisation de créer dix « petites ^{p138} écoles » ¹⁸³, où les petits pauvres apprendront à lire, à écrire, à prier Dieu, et le catéchisme ; mais, pour les campagnes, rien n'est seulement projeté (1680). C'est à l'Église à organiser l'éducation populaire ; mais les grands dignitaires s'en désintéressent ; tout retombe sur les pauvres curés ou desservants, qui en usent à leur guise. Les revenus énormes du Clergé doivent, certes, selon les canons, aller à l'entretien du culte et des prêtres et à celui des pauvres ; mais on n'entend, par ce dernier, que les hôpitaux ou la vulgaire aumône aux misérables, nullement leur éducation morale et intellectuelle. Si les petites écoles manquaient à Lyon, en 1680, comme on l'apprend par l'initiative de la Compagnie du Saint-

¹⁸² Lettre de Le Camus (1672), citée par Sainte-Beuve, *Port-Royal*, t. IV p. 541, dans l'*Appendice* à ce volume : *Sur Monsieur Le Camus*.

¹⁸³ Établissement du bureau des Petites Écoles à Lyon (1^{er} février 1679) et Lettres patentes de mai 1680, dans G. Guigue, *ouvr. cité*. Document donné dans l'*Appendice*.

Sacrement, dans combien de paroisses devaient-elles faire défaut ? Là même où il y en avait, quel enseignement pouvaient-elles bien donner ? Comment de misérables paysans, au cœur de l'hiver, pouvaient-ils envoyer leurs enfants à l'école, et, dès le printemps, comment se seraient-ils privés de leur aide aux champs ? Quant à l'État, il ne contribue en rien à l'éducation de ses sujets. De toute sa fiscalité dévorante, rien qui s'échappe pour fonder de petites écoles ; tout, dans son budget, va à ses dépenses de Cour, de Bâtiments et de Guerre.

Aussi les plus pauvres des paysans ont-ils l'air de bêtes de somme. Et le portrait que trace d'eux La Bruyère dans ses *Caractères*, en 1687, l'année même de la fameuse enquête des magistrats dans l'Orléanais, rapproché de cette enquête si lamentable, prend tout son sens social : « L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible. Ils ont comme une voix articulée, et, quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine, et en effet, ils sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines ; ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé ¹⁸⁴. » Ce n'est pas un portrait littéraire ; il est, malheureusement, tout à fait conforme à la poignante réalité, cette réalité que le beau monde ne voit pas et ne veut pas voir, à laquelle il ne pense que lorsqu'elle éclate tout à coup, par des émeutes violentes. Les ministres, certes, ne l'ignorent pas, et la ^{p139} font connaître au roi. En marge d'un rapport de Colbert, Louis XIV écrit : « La misère me fait beaucoup de peine » (1683). Mais ni ce gouvernement ni cette société ne fait presque rien pour y porter remède. N'est-ce pas une fatalité de la structure sociale et la suite naturelle des théories anciennes, recueillies par les juristes comme Loyseau ? La Noblesse est franche et exempte, étant « employée à chose plus utile et importante à l'État, à savoir à le défendre contre les ennemis » ; « le menu peuple » est employé aux « charges viles », au paiement des tailles, au logement des gens de

¹⁸⁴ La Bruyère, *Les Caractères ou les Mœurs de ce siècle*, chapitre *De l'homme*, vers la fin : « Et en effet, ils sont des hommes », ces « animaux farouches ».

guerre, et destiné à travailler la terre pour nourrir la société. Les intendants des généralités qui, voyant de près les maux dont on souffre tant, voudraient au moins les atténuer, sont rabroués par Colbert, qui reproche à l'un d'eux de vouloir faire de la popularité¹⁸⁵. Le misérable paysan est d'avance sacrifié. Et, malgré toutes les promesses des Ordonnances du roi de ne jamais saisir son bétail, des saisies fréquentes sont opérées, comme d'habitude, par les huissiers, sans que l'État s'interpose : car il faut d'abord que les tailles soient payées au roi. Bien plus, ce paysan, traqué, vexé de toutes façons, est méprisé : la haute société, les femmes de la Cour, Mme de Sévigné la première, n'ont que dédain pour « ces sottes gens » ; il n'y a guère, à cette époque, que La Bruyère pour les plaindre.

Aussi le paysan sort-il de son naturel placide quand l'oppression fiscale veut lui arracher, par de nouvelles taxes, ses dernières économies et le réduire à la misère totale. Les émeutes ne sont pas rares, même à l'apogée du règne ; souvent, et pour les mêmes raisons fiscales, c'est le petit peuple des villes qui, lui aussi, se soulève, et avec des paroles et des menaces aux gens en place, magistrats et intendants, qui, plus d'un siècle d'avance, sentent la Révolution. En 1662, révolte du Boulonnais : il ne s'agit que d'un petit impôt. « Je voulus, dit le roi, y faire imposer une très petite somme, seulement pour faire connaître que j'en avais le pouvoir et le droit... » Mais cette manifestation de pouvoir coûta cher : six mille personnes s'insurgèrent, et il fallut mobiliser quelque trente-huit compagnies de troupes diverses pour combattre les rebelles, dont près de six cents furent tués, blessés ou pris. Trois mille personnes furent arrêtées, et un immense procès fait à douze cents des plus coupables. Les jeunes gens et les vieillards furent remis en liberté ; mais les hommes de plus de vingt ans furent roués ou pendus, sauf quatre cents des plus valides, qui allèrent ramer sur les galères du roi.— En 1664, révolte^{p140} dans le Béarn, le Bigorre, le Labourt et la Chalosse, sous la conduite d'un gentilhomme, Audijos : sa troupe commettait des actes de banditisme, assassinait des curés, des syndics de village. Elle tint des années la campagne. Le chef restait invisible, se réfugiait, quand il était trop pressé par les soldats du roi, jusqu'en Espagne, où il trouvait des frères de race, complices naturels ; mais il finit par se laisser convertir

¹⁸⁵ E. Lavisse, *Louis XIV, Hist. de France*, t. VII, p. 344.

par l'évêque d'Aire, et Louis XIV, acceptant cette conversion faite au séminaire de l'évêque, et reconnaissant la bravoure et la capacité du gentilhomme, lui décerna un brevet de colonel, avec lequel il se conduisit partout en héros, jusqu'au siège de Messine, où il fut tué (1677).

En 1670, révolte du Vivarais, à la suite d'un terrible hiver qui a gelé les oliviers et qui réduit la population à la misère. Dans l'état d'effervescence où elle se trouve, de fausses nouvelles d'édits nouveaux et l'arrivée d'un commis de la ferme du droit de 2 écus par cheval de louage suffisent pour agiter toute la ville d'Aubenas. Les paroisses de la plaine se révoltent. Ici encore un gentilhomme, ancien officier, Antoine du Roure, se met à leur tête. Une garnison vient occuper Aubenas, où l'on lève un droit sur les tavernes : recrudescence de la révolte. Les rebelles sont maîtres de la ville ; le gouverneur consent une trêve. Les insurgés veulent bien se soumettre au roi et lui demander son pardon, car ils ont tué un « élu » à Aubenas ; et ils envoient un messenger qui fera savoir au roi « que la plus forte de nos passions est de vivre et de mourir dans l'obéissance que nous lui devons, et que si, par malice de nos ennemis, nous sommes assez malheureux de lui avoir déplu dans nos attroupements, c'était dans l'unique but d'exterminer les élus qui nous font mourir de faim ». Toujours, comme origine de la révolte, les impôts, les tailles, les « élus » chargés d'en faire la répartition entre les diverses paroisses de leur « élection », et tous les fermiers et commis des Aides, Gabelles, etc. La rébellion finit, comme les autres, par une sévère répression ; mais, cette fois, le chef ne reçoit pas de brevet de colonel, et, n'ayant pu se mettre en sûreté en Espagne, il est arrêté à Saint-Jean-Pied-de-Port et conduit à Montpellier, où il est exécuté sur la place publique.

En 1674, à Bordeaux et en Guyenne, révolte de paysans et du petit peuple bordelais, à la suite de taxes nouvelles, « affaires extraordinaires » inventées par Colbert, pour soutenir la guerre de Hollande, qui s'éternise. Le Parlement de Bordeaux, le gouverneur, l'intendant sont débordés. Le maréchal d'Albret n'a que fort peu de troupes. Le Parlement surseoit à la levée des taxes sur le papier timbré, sur la marque de la vaisselle ^{p141} d'étain. Cependant il se tient des discours fort dangereux. On parle de « l'ancienne domination des Anglais, écrit l'intendant ; et si le roi d'Angleterre voulait profiter de

ces dispositions et faire une descente en Guyenne où le parti des religionnaires est très fort, il donnerait dans la conjoncture présente beaucoup de peine ». Il y avait, en effet, beaucoup de huguenots à Bordeaux, et dans toute la vallée de la Dordogne, à Sainte-Foy-la-Grande, au Fleix, etc. La répression fut terrible. Des troupes, quittant les frontières, furent envoyées en Guyenne, où elles prirent leurs quartiers d'hiver ; le logement des gens de guerre à Bordeaux et dans les paroisses voisines ruina la ville et la banlieue.

La même année 1675, en Bretagne, éclate la « révolte dite du papier timbré ». C'est une province difficile à gouverner ; et qui n'a pas encore reçu un intendant permanent ; cependant l'absolutisme royal ne l'a pas ménagée. Aussi est-elle en feu. L'émeute commence en Basse-Bretagne, à Châteaulin, à Guingamp, au moment où le « lieutenant de roi » veut faire percevoir de nouveaux droits ; le tocsin sonne, et le lieutenant est assailli dans sa maison. Une vaste jacquerie s'organise. Les paysans — peut-être vingt mille — forcent des gentilshommes à se mettre à leur tête. Entre Douarnenez et Concarneau ils se forment en une armée qui prétend combattre pour la liberté armorique, pour les États de Bretagne, pour la destruction de la Gabelle, sur laquelle on tirera « comme sur un chien enragé » — ils croient que la Gabelle est une personne vivante — et pour le brûlement du papier timbré et de tous les actes écrits sur ce maudit papier. En bons paysans, ils n'oublient pas les colombers, qui devront être rasés ; la dîme du curé, qui sera abolie ; la chasse, qui sera défendue de mars à septembre ; le vin, dont le prix à la pinte, au cabaret, sera fixé ; le tabac, que l'on achètera avec la contribution des « louages » (tailles), et que l'on distribuera aux messes paroissiales, avec le pain bénit. C'est tout un *Code païsan*, révolutionnaire. Du pays de la côte bas-bretonne, à l'extrémité de la presqu'île, le mouvement se porte au centre du pays, vers les landes de Carhaix, où un notaire, Le Balp, se met à la tête de six mille paysans et marche à l'attaque du château de Kergoet, « bâti, disait-on, presque tout par corvée ». Car, si la paysannerie s'insurge contre les droits sur le papier ou le tabac ou contre la Gabelle, c'est aussi et surtout contre l'oppression séculaire des seigneurs. A bien pénétrer les causes profondes de cette émeute, celle-ci est, avant tout, une révolution anti-seigneuriale. Le château de Kergoet est pillé, ses serviteurs tués, les titres des archives brûlés, et, en l'absence du seigneur, p¹⁴² marquis de

Prévigny, un acte notarié imposé à la marquise : précaution digne d'un notaire, qui croit en la valeur des papiers signés. Le Balp, fier de ce succès, marche sur Mortain ; mais là il est tué par un seigneur qu'il voulait embrigader. Déjà le bruit courait que les rebelles voulaient se joindre aux Hollandais de Ruyter qui croisaient dans la Manche. Partout en Europe on se réjouissait de ces troubles ; à Cologne on espérait, sans doute en grossissant encore les événements. Il était temps pour le roi de sévir.

Au mois d'août 1675, les premières troupes arrivèrent de Nantes et de l'Aunis à Port-Louis, Quimperlé, Hennebont, et firent des prisonniers, qui furent pendus. « Les arbres commencent à se pencher sur les grands chemins du poids qu'on leur donne », écrivait le gouverneur, duc de Chaulnes. Une commission extraordinaire de justice jugea les rebelles et en fit exécuter un grand nombre. Le châtiment fut terrible. Dix mille hommes prirent leurs quartiers d'hiver en Bretagne. « Ils mirent l'autre jour un petit enfant à la broche », écrit Mme de Sévigné, qui était alors dans son château, près de Vitré. Certes, la marquise montre quelque pitié : « Nos pauvres Bas-Bretons, dit-elle, s'attroupent « quarante, cinquante, par les champs, et dès qu'ils voient les « soldats, se jettent à terre et disent : *mea culpa*. C'est le seul mot de français qu'ils sachent... On ne laisse pas de les pendre ; ils demandent à boire et du tabac et qu'on les dépêche... » Mais elle a peur des troupes du roi : « Je trouve tout fort bon, pourvu que les quatre mille hommes de guerre ne m'empêchent pas de me promener dans mes bois qui sont d'une hauteur et d'une beauté merveilleses. » Et au fond, les troubles finis, elle pense à son château, qui heureusement n'a pas été menacé, et à ses magnifiques futaies.

La révolte apaisée, les responsabilités apparaissent nettement. Le gouverneur n'hésite pas à déclarer que ce sont les nouveaux impôts qui ont provoqué les émeutes, surtout la façon dont ils sont levés : « L'avidité du gain porte tous ceux qui exécutent les édits à des violences et des injustices qui peuvent causer beaucoup de désordre. » Et il accuse des commis à la recette du papier timbré de friponnerie et de provocation à la révolte. Il accuse aussi très fortement la Noblesse : « Il est certain, dit-il, que la Noblesse a traité rudement les paysans ; ils s'en vengent présentement. » Le gouverneur de Nantes, M. de Lavardin, voit, lui aussi, dans l'émeute une revanche des paysans sur

leurs seigneurs, qu'ils exècrent bien plus que l'autorité du roi. Mais ils n'aiment guère le roi, qui leur envoie tant d'édits ruineux, de commis prévaricateurs et de troupes pillardes et criminelles ; ^{p143} ils ont déclaré qu'ils se moquaient du roi et de ses édits et proféré des menaces. Au reste, le gouverneur et bien d'autres reconnaissent que les moyens de répression sont pires que le mal : « Je ne puis exprimer, écrit-il en février 1676, quels ravages les troupes font dans leurs routes : le bataillon de la Reine a pillé à quatre lieues de sa marche tout ce qui s'est rencontré de maisons » ; si cela continue, « cette province sera traitée comme le pays ennemi ». Pour réduire la province à l'obéissance, on met tout à feu et à sang.

Ainsi, plus on scrute la société française de cette époque de guerres, de grandes levées d'hommes et de logements de soldats, plus on découvre, sous la gloire militaire comme sous le décor somptueux de la Cour de Louis XIV ou le brillant des hautes classes, privilégiées de fait ou de droit, une misère effroyable, surtout parmi le peuple des campagnes. C'est un des règnes les plus terribles que le peuple ait eu à subir.

[Table des matières](#)

XI. — Conclusion

On a vu comment, vers 1660, la société française est divisée en classes nettement séparées par les privilèges, et quelque peu transformée par l'ascension de la haute bourgeoisie vers la Noblesse ou l'enrichissement graduel de la bourgeoisie moyenne. Les vingt-cinq années du gouvernement absolu de Louis XIV et de ses ministres ont encore agrandi le fossé entre les diverses classes de la société. Aux privilèges anciens se sont joints une foule de privilèges de droit et de fait, qui proviennent des faveurs royales, des progrès du capitalisme commercial et du capitalisme industriel, provoqués par l'impulsion colbertiste. Ce n'est pas une œuvre de fusion des classes et d'harmonie sociale. Et c'est précisément là qu'est le danger pour l'avenir. L'absolutisme ne rapproche pas les hommes, il les sépare ; et, en les séparant, il sème l'envie ; or de l'envie à la haine il n'y a qu'un pas. Les dissensions intérieures mineront de plus en plus les différentes classes de la société. Et ce n'est pas la charité qui pourra

les rapprocher ; car, s'il y a, grâce à l'Église ou à des associations pieuses, des fondations d'hôpitaux, voire de « petites écoles » pour les pauvres ¹⁸⁶, c'est bien peu de chose encore par rapport aux immenses besoins du peuple.

Certes, là société semble soumise au nouveau régime, surtout la haute société, qui presque seule a frappé le regard de Voltaire et des historiens du siècle passé. La Noblesse, gorgée de faveurs ^{p144} et de fonctions très lucratives à la Cour, de riches évêchés et abbayes, mais systématiquement écartée du pouvoir, s'est ruée à la servitude, aux divertissements somptueux de Versailles ; et, dans ce décor de rêve, où son roi la tient captive, elle court à sa ruine matérielle et morale. Pour se venger de son opposition séculaire au pouvoir royal et lui faire oublier la nullité politique où il entend la maintenir, Louis XIV l'enivre de fêtes, l'occupe par une absorbante étiquette de Cour, tout asiatique. Et cette Noblesse, désormais oisive — seule la jeunesse, impatiente, court à l'armée, à chaque printemps, et va verser son sang pour le roi sur les champs de bataille des Flandres ou d'Allemagne — est complètement démoralisée. Quoi d'étonnant si, pour se distraire, elle se livre, à l'exemple du roi, au jeu, à un jeu d'enfer, où parfois même elle va jusqu'à la tricherie ; si, au sein de cette Cour si brillante, éclatent tout à coup des drames, comme le drame des poisons, où, comme on l'a dit, un maréchal de France, s'y trouvant impliqué, d'ailleurs injustement, croit devoir se constituer lui-même prisonnier à la Bastille ¹⁸⁷ ; où des vices contre nature se répandent, qui atteignent un fils naturel du roi et de Mlle de La Vallière, à la grande indignation de Louis XIV. Au moment où, entre les mains de Mme de Maintenon et de son confesseur, le roi se fait dévot, la foi chrétienne n'est plus, dans cette haute société, la même que vers 1660. Certes on a vu des conversions retentissantes d'illustres pécheurs, comme Rancé ¹⁸⁸, et de célèbres pécheresses, Mme de Longueville, Mme de Sablé, et bien d'autres ; mais ce n'est là que la suite naturelle de la grande époque chrétienne et mystique qui a précédé Louis XIV. Ce mouvement chrétien va expirant peu à peu ; la société mondaine, la frivolité, l'intrigue de Cour, d'autres influences, intellectuelles et morales,

¹⁸⁶ Voir p. 138.

¹⁸⁷ Le maréchal de Luxembourg. Voir plus haut, p. 105.

¹⁸⁸ La Trappe est fondée, ou plutôt fondée à nouveau par la foi énergique de l'abbé de Rancé (1663).

l'emportent. Comment en serait-il autrement, au milieu des fêtes perpétuelles, du luxe grandissant, des carrosses dorés que des lois somptuaires défendent, mais qui se multiplient encore, de cette rivalité dans l'étalage de la richesse qui éclate entre grands nobles et financiers ? Mais, si la foi décline visiblement, la fausse dévotion grandit. N'est-ce pas un moyen de s'insinuer à la Cour, qui, se pliant au désir du Maître, se fait dévote, vers 1683, comme elle se ferait athée peut-être, si le roi avait la fantaisie de se faire athée¹⁸⁹ ? Et se faisant dévote, elle applaudit à l'intolérance et au grand acte d'intolérance de Louis XIV : la révocation de^{p145} l'Édit de Nantes, la persécution farouche des protestants. Clergé, Noblesse, écrivains même, comme La Bruyère, pourtant si perspicace et si critique, exaltent cette faute politique et sociale, dont ils ne pressentent nullement les répercussions infinies sur l'avenir de la société française. La Bourgeoisie, au milieu de ce concert de louanges, se tait ; peut-être, en secret, beaucoup de bourgeois, dans les provinces de l'Ouest et du Midi, s'applaudissent-ils de voir évincés des fonctions publiques, des carrières libérales, des maîtrises des corporations, des grandes entreprises industrielles et commerciales, tous ces concurrents, souvent plus habiles ou plus heureux¹⁹⁰.

Cependant, si la haute société semble suivre l'impulsion du monarque et se soumettre à ses volontés, en l'entourant, à Versailles, d'un concert de louanges qu'elle n'adresserait même pas à Dieu, elle reste encore souvent indisciplinée : dans l'armée même, malgré tous les efforts des ministres, la jeune Noblesse manifeste son mécontentement, ne se plie pas toujours aux ordres venus d'en haut, et, jusque parmi les chefs, la discipline perd, à certains moments, ses droits : alors il faut sévir. La Noblesse de robe, qui a protesté dans les premières années, à Paris et ailleurs, ronge son frein, reste confinée dans ses brillants hôtels, mais n'oublie rien de ses théories politiques et de ses prétentions, prête à les reprendre quand l'occasion, qu'elle guette, se représentera. La bourgeoisie capitaliste suit l'impulsion économique de l'État, mais regimbe souvent contre la dictature des règlements et, de la bureaucratie des inspecteurs des manufactures et

¹⁸⁹ La Bruyère : « Un dévot est celui qui sous un roi athée serait athée. »

¹⁹⁰ Ce seront ces sentiments de jalousie qui éclateront encore plus tard, pendant la Révolution, en 1790, à Montauban, à Nîmes, etc.

de leurs commis. La bourgeoisie moyenne (propriétaires d'offices, maîtres de corporations) reste mécontente de la tyrannie économique que fait peser sur elle le régime colbertiste, comme de la dictature bureaucratique des intendants des « généralités », qui rogne toujours sur ses attributions traditionnelles dans la justice, la police et les finances. Mais elle ne cesse de s'enrichir, d'acheter des terres à la Noblesse d'épée, de plus en plus endettée, ainsi que des offices ou même des rentes, et l'État est obligé de la laisser diriger à sa guise l'exploitation de ses fiefs, et opprimer même les communautés de paysans : concession des plus graves, qui augmente encore la misère populaire. Il se crée aussi une bourgeoisie rurale, qu'on aperçoit, maintenant, plus distinctement qu'au début du siècle, cette classe de « coqs de paroisse », « laboureurs » et gros fermiers, qui ont profité si longtemps des hauts prix des denrées jusque p¹⁴⁶ vers 1660, qui peuvent supporter facilement la période commençante de la baisse des prix, et qui, eux aussi, exploitent les classes rurales inférieures, sans que l'État puisse ou veuille vraiment y remédier. Aussi le mécontentement éclate-t-il de tous côtés dans la masse des populations, à la ville comme à la campagne.

A la ville, le fossé s'élargit de plus en plus entre le grand patron des « manufactures royales » souvent subventionné par l'État, qui dirige la fabrication à sa mode, et le petit maître de métier, réduit parfois à de rares apprentis ; entre le maître et le « compagnon », souvent habile, qui, malgré tous ses efforts, ne peut s'élever à la maîtrise et doit perdre toute espérance. La révolte des compagnons réduits à des salaires chichement mesurés, et plutôt en baisse, devient chronique ; l'organisation secrète des « compagnonnages » l'entretient, au mépris des lois, sans cesse et en vain répétées par les autorités et en dépit des sanctions les plus sévères. A la campagne, c'est l'émeute qui gagne, dès que l'État, ou les seigneurs qu'il laisse faire, veulent exiger des taxes nouvelles d'un peuple misérable, déjà si opprimé, ou forcer l'ouvrier-paysan à se soumettre aux métiers corporatifs de la ville qui l'asserviraient et l'exploiteraient encore.

« Tout était calme en tous lieux », a écrit Louis XIV en parlant de la France au début de son gouvernement personnel. C'était le calme après la tempête. Mais, comme on le voit, il ne fut pas durable : si l'entreprise d'asservissement, conçue par le monarque, put se réaliser de 1661 à 1685, elle ne réussit pas sans troubles ni dommages, ni sans

laisser dans la plupart des classes de la société un esprit de critique et de mécontentement qui, les circonstances aidant, se manifestera au grand jour.

[*Table des matières*](#)

LIVRE II

LA CRISE DE LA SOCIÉTÉ (1685-1715)

[*Table des matières*](#)

Chapitre premier

L'Esprit nouveau vers la fin du XVIII^e siècle

Jusque vers 1685, tout, dans le domaine de la pensée, comme dans celui de l'action, avait été soumis à la règle : règle religieuse, fixée par le Roi, l'Église et les Jésuites ; règle politique, ordonnée par le Roi et commandée par l'Église, au nom même de Dieu ; règle morale et philosophique, maintenue encore par le Roi, à l'encontre de Descartes comme de Port-Royal ; règle de la pensée et de l'art classique, conforme au goût souverain du Roi, établie au nom de l'autorité de la tradition, par l'Académie, par Boileau et les partisans des Anciens, en dépit des Modernes. Pourtant, tout un courant d'idées et de sentiments qui se réclamait de la liberté de pensée et de conscience, et que l'autorité croyait avoir arrêté, n'avait été que suspendu dans son cours ; et maintenant, il se répandait, de plus en plus puissant, malgré toutes les défenses, parmi l'élite, et parfois même dans les classes moyennes, déjà très cultivées, de la société.

[*Table des matières*](#)

I. — La diffusion des idées nouvelles et de l'esprit critique

La révolution philosophique et scientifique, fondée sur la souveraineté de la raison, sur l'observation et l'expérience, triomphe alors partout. Sa méthode se glisse dans tous les ordres de connaissance. On ne peut plus écrire un traité de philosophie sans

adopter la « méthode » cartésienne, celle des « idées claires et distinctes », Bossuet tout le premier. L'auteur de l'*Art poétique* lui-même n'a-t-il pas proclamé cette primauté de la raison ? Le cartésianisme impose ses règles : règles de pensée, règles de morale, de droit, de critique historique et même d'esthétique. En s'insinuant partout, il développe l'esprit critique. En vain voudrait-on plier cet esprit nouveau aux règles de l'orthodoxie ^{p148} religieuse ou politique et à la tradition classique, des Anciens ; les nouvelles générations, attentives aux grands événements dont l'Europe est le théâtre, et déjà avides de changement, saluent avec enthousiasme tous les ouvrages qui répondent à leurs velléités d'indépendance et à leur fantaisie.

Au reste, pour les leur faire mieux goûter, les nouveaux maîtres des esprits ont soin de rajeunir et d'enrichir la doctrine cartésienne, dans de petits ouvrages comme dans de gros traités de philosophie et de morale. Le P. Malebranche rénove Descartes. Que ne trouve-t-on pas, en effet, dans les œuvres de l'Oratorien, de capable d'éveiller la curiosité, sur les songes, sur les revenants, voire sur la magie, toutes choses alors à la mode, ou bien sur les grands problèmes du bien et du mal, ou de la Providence ? Aussi ses livres font-ils les délices des hommes cultivés et des sociétés les plus élégantes. Et ce sont déjà autant de leçons de critique, comme de sage tolérance. C'est aussi une leçon de relativité, si l'on peut dire. Et n'en est-ce pas une, continuelle, qu'insinue Fontenelle dans son petit livre, si élégant, sur la *Pluralité des mondes*, ou dans son livre sur l'*Histoire des Oracles* ¹⁹¹, où se joue sa fine ironie ? « Acis » est plus profond, sans le paraître, que ne dit La Bruyère ; et, s'il répand peut-être trop d'esprit sur la science, qu'il vulgarise, il n'en est que plus goûté d'un public mondain qui ne demande qu'à s'instruire, et il n'en atteint pas moins son but, qui est de lui inculquer la notion de lois naturelles, laquelle, sans fracas, doit remplacer la Providence. Un pas, et un grand pas, de plus : Pierre Bayle entre en scène, avec son doute, non plus provisoire, comme celui de Descartes, mais définitif, qu'il jette sur tous les dogmes, sur toutes les notions fondamentales — Providence, permanence des lois de l'univers, bonté de la nature humaine — ou plutôt qu'il distille lentement, dans son *Dictionnaire*

¹⁹¹ Entretiens sur la Pluralité des mondes (1686) ; Histoire des Oracles (1687).

critique ou ses *Pensées sur la comète*¹⁹², avec une habileté de conspirateur-né. « Il n'y avait pas, a dit Voltaire du fameux *Dictionnaire*, une seule ligne qui fût un blasphème évident », et qui pourtant « ne conduisît à l'incrédulité » : tactique de grand chef qui servira d'exemple aux philosophes du siècle suivant, à Voltaire tout le premier.

Que devenait, dans toute cette critique, le dogme fondamental de la religion, proclamé comme tel par Bossuet : la Providence ? Allait-on suivre Malebranche, qui avouait que « moins il y a de miracles, et plus Dieu est glorifié » ; qui chassait le surnaturel, expliquait tout par des démonstrations rationnelles et expérimentales ;^{p149} ne voyait dans l'univers que des lois générales, et prétendait même que Dieu laissait subsister le mal pour s'occuper uniquement des grandes choses, les petites « s'arrangeant comme elles peuvent » ? Il est vrai qu'ensuite le philosophe, ne pouvant prouver la réalité de la perception extérieure, admettait, comme moyen intermédiaire entre l'entendement humain et la matière, la « vision en Dieu ». Mais si, en définitive, la foi se trouvait sauvée, si l'accord de la raison et de la croyance était réalisé, tous les esprits qui adhéraient déjà à une doctrine rationnelle et expérimentale si fortement exposée, allaient-ils accepter ensuite une hypothèse aussi peu vraisemblable que la « vision en Dieu » ? Et ne s'en tiendraient-ils pas à la négation du surnaturel et même de la Providence ? Or ceux que la métaphysique de l'Oratorien ne contenterait pas n'iraient-ils point se tourner vers Bayle ? Ici, plus d'accord de la raison et de la foi, plus de conciliation, mais conflit entre l'une et l'autre. Au reste, le moment n'était pas encore venu d'un choix définitif entre les doctrines, et la question ne se posait, d'ailleurs, que pour un tout petit nombre d'esprits. Il fallait attendre une diffusion plus large, plus profonde, de ces diverses conceptions philosophiques et morales. Beaucoup en restaient à Descartes. Ce n'est jamais que longtemps après l'éclosion d'une doctrine qu'elle triomphe pleinement et qu'elle acquiert toute son influence.

Si l'autorité divine se trouvait secrètement minée par les doctrines nouvelles, l'autorité humaine l'était bien plus hardiment. Nombre d'écrivains et d'artistes, Charles Perrault, Fontenelle, Houdar de La Motte déniaient toute supériorité aux Anciens sur les Modernes,

¹⁹² *Pensées sur la Comète* (1682) ; *Dictionnaire critique* (1692).

refusent de reconnaître l'autorité des Anciens parce qu'ils sont les Anciens. Déjà s'esquisse toute une théorie du progrès.

Au reste, pour saper plus profondément le principe d'autorité, les doctrines philosophiques de l'étranger commencent à pénétrer en France : celle de Leibniz, qui, en restant, en son fond même, cartésienne, donne un développement nouveau au principe de continuité et au progrès dans l'univers, de même qu'à un système de morale sociale, adapté au temps présent ; celle de Locke, tout empirique, et que l'expérience porte volontiers vers la tolérance en matière de religion, et, en matière politique, à la reconnaissance de la souveraineté de la nation.

Peu important, d'ailleurs, les nuances ou les divergences des philosophes. Car leurs doctrines ont toutes pour fondement la souveraineté de la raison et deviennent ainsi des alliées naturelles dans le grand combat contre le principe d'autorité. De ces diverses théories chacun prend sans doute ce qui lui plaît ; mais personne ^{p150} n'ose encore parler librement ; quant à écrire, que de précautions à prendre ! La censure veille ; le « privilège du roi », nécessaire à toute publication, réfrène encore très fortement toute velléité d'indépendance.

[Table des matières](#)

II. — *La critique de la société*

Et cependant, avant la crise politique qui va éclater avec les grandes guerres de coalition, paraît un des ouvrages les plus hardis du temps : *Les Caractères ou les mœurs de ce siècle* (1688). Si à « tout sujet né chrétien et Français... les grands sujets sont interdits », La Bruyère a le talent de pouvoir se les permettre. Ce grand observateur, « domestique » chez les Condé, à un poste si bien choisi, près de la Cour, non loin de la Ville, et proche des campagnes, est en contact permanent avec toute la société de son temps. Traditionaliste en religion comme en politique, fervent chrétien et catholique, monarchiste loyal, admirateur des Anciens, traducteur de Théophraste, il est, au fond, très moderne et, par bien des côtés, révolutionnaire. « Nous qui sommes si modernes, écrit-il, serons anciens dans quelques siècles... Alors l'histoire du nôtre fera goûter à la postérité la

vénalité des charges, c'est-à-dire le pouvoir de protéger l'innocence, de punir le crime et de faire justice à tout le monde, acheté à deniers comptants comme une métairie ; la splendeur des partisans, gens si méprisés chez les Hébreux et chez les Grecs... Alors ni ce que nous appelons la politesse de nos mœurs, ni la bienséance de nos coutumes, ni notre faste, ni notre magnificence ne nous préviendront pas davantage contre la vie simple des Athéniens que contre celle des premiers hommes, grands par eux-mêmes... » La Bruyère discerne fort bien la valeur toute relative de nos institutions et de nos mœurs. Il ne s'enorgueillit pas de vivre au XVII^e siècle, et à Paris. Il a éminemment l'esprit historique et surtout esprit social.

Le premier de son temps, il a conçu nettement ce qu'est une société, comme la société française, et il a essayé de la décrire, à sa manière, d'en montrer les rouages, d'en accuser les caractères, de la juger froidement, du moins il l'espère, et pourtant avec ses idées et ses goûts particuliers. Mais, une société étant formée d'individus, il scrute d'abord ceux-ci, et il insiste sur « le mérite personnel » et même auparavant sur « les ouvrages de l'esprit », qui souvent attestent ce mérite, et qui donnent tant de gloire aux Anciens comme aux Modernes qui suivent leurs traces. Puis viennent les chapitres : « Des femmes », « Du cœur ». Ainsi-il passe d'abord en revue les hommes, les femmes, remarque ceux ^{p151} qui ont une individualité marquée par l'éminence de leur pensée et de leur art. « Qui ne sait être un Érasme doit penser à être évêque. » Car il ne se laisse point éblouir par des titres et des honneurs, extérieurs à la personne, mais seulement par leur vertu et leur talent — et il cite Corneille, Mignard, Lulli. Et il fait le portrait général du « héros » et du « grand homme » ; le héros excelle à la guerre ; le grand homme excelle par un grand sens, une vaste prévoyance et une longue expérience ; le héros, c'est Alexandre ; et le grand homme, César. On peut être à la fois héros et grand homme, et c'est Émile (c'est-à-dire Condé).

Après l'individu, la société. Et c'est d'abord « la conversation », qui établit le contact entre les personnes ; puis la propriété, la richesse (« les biens de fortune ») ; les grands, le gouvernement, la Cour, la Ville, « la mode », etc. Là, dans un ordre plus apparent que réel, où les maximes s'ajoutent aux maximes et les portraits aux portraits, dans les

éditions successives de son livre ¹⁹³, La Bruyère accumule ses observations sur la diversité des conditions sociales et ne craint même pas de donner souvent son jugement personnel. Mêlant au tragique le comique, pour égayer un peu son œuvre, et présenter une image plus complète et plus vraie de la réalité, il laisse voir, sous le brillant des apparences, sous la beauté et la grandeur du décor, le fond destructif de la société française.

La critique se glisse partout. A côté de l'éloge du souverain ou du ministre, que de réflexions justes, même amères ! « Le troupeau est-il fait pour le berger, ou le berger pour le troupeau ? Image naïve des peuples et du prince qui les gouverne, s'il est bon prince. » Quelle terrible restriction, à la fin de cette phrase du grand écrivain ! Et la suite : « Le faste et le luxe dans un souverain, c'est le berger habillé d'or et de pierreries, la houlette d'or en ses mains ; son chien a un collier d'or, il est attaché avec une laisse d'or et de soie ; que sert tant d'or à son troupeau ou contre les loups ? » Il fait le portrait du parfait souverain. Il ne dit pas que c'est Louis XIV ; il le laisse deviner, Mais est-il un souverain qui possède tous « les dons du ciel » qu'il demande pour ce parfait monarque ? Car ce roi idéal « donne des règles à une vaste ambition et sait jusqu'où l'on doit conquérir » (Louis XIV et son ministre Louvois, en Hollande, en 1672, ont-ils donc su modérer leur soif de conquête ?) ; il est « toujours occupé de la pensée de soulager « ses peuples » (où et quand Louis XIV a-t-il eu cette perpétuelle pensée ? Et n'avouera-t-il pas à son lit de mort qu'il n'a pas pu soulager _{p152} ses sujets, à cause de ses guerres et de son faste ?) ; il a « des armées nombreuses » et il « les commande en personne » (où Louis XIV a-t-il vraiment commandé, et n'a-t-il pas, heureusement pour lui, laissé le commandement de ses armées à ces grands maîtres de la stratégie ou de la tactique, Turenne et Condé, et, plus tard, à Villars, à Catinat, à Vendôme ?). Et, à la fin, le délicat psychologue de déclarer : « Ces admirables vertus me semblent renfermées dans l'idée du souverain » : l'idée, c'est-à-dire l'idéal, irréalisé, peut-être irréalisable. Et il ajoute, pour confirmer sa pensée : « Il est vrai qu'il est rare de voir réunies toutes ces qualités dans un même sujet. » N'y a-t-il pas là, amenée par le manque de liberté, une manière nouvelle de penser et d'écrire, laquelle réclame de l'écrivain, qui s'y risque, une

¹⁹³ Quatrième édition (1689) ; neuvième édition (1696).

habileté consommée, laissant soupçonner la moitié de son jugement, osant faire du lecteur averti son complice ? Art unique, qui permet de tout suggérer et de laisser entendre de fortes critiques, même sous le voile délicat de l'éloge.

Et que dire de ses analyses des conditions sociales, de l'hypocrisie et de l'idolâtrie des grands, de leur feinte dévotion ; de « leur bassesse égale à celle des conditions les plus ravalées » ; de la rapacité et de la puissance des financiers, des maltôtiers, des usuriers qui partout triomphent et l'emportent sur les grandes familles ; de la misère effroyable du peuple des campagnes, « ces animaux farouches » qui meurent de faim et risquent de « manquer de ce pain qu'ils ont semé » ; de la basse soumission de tous ; de l'asservissement des esprits ? A toutes ces observations prises sur le vif et aux jugements implicites qui les accompagnent, on sent toute l'âpreté de l'écrivain qui connaît son « mérite personnel », et qui n'occupe point, dans cette société pleine d'inégalités et de privilèges ou de faveurs, la place qui devrait être la sienne. Quelle image plus fidèle de la société française, au « grand siècle », ce siècle de misère populaire et d'usure des « partisans » autant que de gloire et de majesté royale, et quel jugement plus hardi, sous son voile mélancolique et désabusé ! Dans la peinture de tous ces abus, de tous ces vices, ne sent-on pas à tout moment un esprit de revendication sociale ? Et n'est-ce pas, à sa manière, une sorte de « Cahiers d'États Généraux », cent ans avant les authentiques ? La Bruyère est un opposant, non certes au régime politique et religieux, mais, ce qui est plus grave, au régime social de son temps. Quelle influence eut son livre ? Il serait difficile de le dire avec précision ; car elle se mêle aux autres influences de l'opposition, à la fin du siècle. Mais elle fut grande, n'en eût-on pour preuves que les neuf éditions successives de l'ouvrage qui se firent du vivant de l'auteur. Avec *Les Caractères*, p₁₅₃ la critique sociale, concrète, vivante, hardie, sous une forme adaptée aux exigences d'un régime d'absolutisme, était fondée ; un sentiment nouveau recevait, grâce à un grand écrivain profane, une expression propre à le graver dans les cœurs : la pitié pour les misérables et les opprimés.

[Table des matières](#)

III. — *Les guerres et les progrès de l'absolutisme*

Or les critiques qui déjà se font jour prendront, vers la fin du siècle, une force grandissante, avec les terribles guerres qui le remplissent et les progrès de l'absolutisme que celles-ci entraînent ; tous événements qui vont retentir profondément sur les esprits, et former une opinion publique, qui commence, comme La Bruyère, à distinguer les gouvernants et les gouvernés et qui souffre de plus en plus du régime ¹⁹⁴.

On entre, en effet, dès 1686, dans une époque nouvelle. Des trente années que va durer encore le règne déjà long de Louis XIV, vingt-quatre ne sont remplies que de ses guerres contre les grandes puissances maritimes et continentales de l'Europe occidentale et centrale. Et ce sont les guerres les plus importantes que l'Europe ait encore vues, car l'enjeu n'est autre que la domination politique de l'Europe et la victoire, proche ou lointaine, du droit divin des rois, ou de la souveraineté de la nation établie par la Révolution anglaise.

La guerre de coalition, commencée en 1686, en plein essor de 1688, après la Révolution d'Angleterre, s'accompagne, en France, de nouveaux progrès de l'absolutisme. Les derniers vestiges d'indépendance disparaissent. Les villes, qui avaient conservé, en droit plus qu'en fait, une certaine liberté d'élection de leurs magistrats, sont définitivement privées de ce semblant même d'autonomie : les charges de maire sont érigées en « offices » : il y aura désormais des maires par achat, sauf à Paris et à Lyon, qui gardent leurs prévôts des marchands. Malgré toutes les protestations contre le projet du gouvernement, envoyées par de hauts magistrats, les débris de liberté qu'avaient encore les villes leur sont enlevés. Il faut avant tout de l'argent : aussi le contrôleur général Pontchartrain passe outre (1692). Édit fiscal, certes, mais que le préambule s'efforce de présenter sous un jour tout différent, même, ô ironie, comme remède à l'abus des « cabales » et des « intrigues qui ont le plus souvent beaucoup de part à l'élection des maires des principales villes du royaume », ^{p154} et qui ont entraîné, de la part de magistrats

¹⁹⁴ Voir plus haut ce que dit La Bruyère dans le chapitre : « Du souverain » : « Le troupeau, est-il fait pour le berger, ou le berger pour le troupeau ? »

passionnés, tant d'inégalités « dans la distribution des charges publiques ».

Le pouvoir des intendants grandit. Il y a maintenant partout des intendants permanents, même en Bretagne¹⁹⁵. Ils établissent, pour les aider, dans les villes de leur ressort, des « subdélégués », plus nombreux, qui ne dépendent que d'eux, et qui empiètent sans cesse sur l'autorité des municipalités. Les inspecteurs des manufactures, placés sous l'autorité de l'intendant, enlèvent encore aux magistrats des villes à peu près tout pouvoir de réglementation. Enfin les lieutenants généraux de police, créés à la fin du siècle (1697), viennent encore renforcer, dans les principales villes du royaume, la centralisation monarchique. Désormais tous les rouages administratifs de la monarchie absolue fonctionnent : intendants et subdélégués, lieutenants de police, inspecteurs des manufactures, réglementant, contrôlant, entravant et, au besoin, brisant toute velléité d'indépendance et toute initiative.

Tout est désormais strictement réglementé. Le système, déjà si tyrannique, du travail, institué par Colbert, et qui n'était utile que pour soutenir les premiers pas d'une industrie naissante, est imposé, plus dictatorial encore, à une industrie en plein essor. La fiscalité va de pair avec l'excessive réglementation. Il faut bien payer les guerres et le faste de la majesté royale. Et, comme tous les abus subsistent, malgré les efforts du pouvoir, dans la répartition et la perception des impôts, force est aux contrôleurs généraux qui, désormais, n'ayant plus l'étoffe d'un Colbert, se succèdent assez vite, d'établir de nouvelles charges, comme la capitation (1695), tout en réclamant du Clergé et des États provinciaux de plus considérables « dons gratuits ». Mais, de même qu'à côté du budget ordinaire il a fallu ouvrir un budget « extraordinaire des guerres », force est aussi au gouvernement de recourir, pour l'approvisionner, à toutes sortes d'expédients : emprunts, même emprunts forcés, conversions de rentes, loteries ; puis emprunts temporaires, sous forme de billets, sorte de « bons du trésor », comme nous dirions aujourd'hui, « assignés » sur les tailles ou les fermes, souvent « réassignés », parce que manquent les fonds pour les rembourser, et finalement fort dépréciés et rachetés au tiers de leur valeur par des usuriers ; enfin « affaires extraordinaires »,

¹⁹⁵ En 1689.

surtout ventes d'offices de judicature, de finance, de municipalité, d'inspection et de contrôle des métiers et des marchés ; même ventes de lettres de noblesse (1691-1692). Ce n'est pas que les contrôleurs généraux créent ^{p155} sans inquiétude tant de charges nouvelles et recourent à tant d'expédients, qui finalement se retournent contre le public et même contre le Trésor, qui doit payer les gages des nouveaux officiers. Ils sont obligés d'avouer eux-mêmes combien leurs édits sont funestes : tel Pontchartrain au premier président de Harlay (24 mai 1693) ¹⁹⁶ ; ils font le mal en conscience.

Le déclin économique est patent. La guerre, la fiscalité dévorante, la révocation de l'Édit de Nantes et l'exode protestant ne cessent de porter à l'industrie et au commerce des coups terribles. La guerre maritime, le blocus des côtes, entrave les exportations comme les importations ; les ports, naguère si actifs, sur le Ponant et sur la Méditerranée, sont en partie délaissés par les étrangers. Les quatre ports francs de Colbert — Dunkerque, Lorient, Bayonne et Marseille —, qui étaient devenus d'immenses entrepôts, par suite de toute exemption de droits sur les marchandises importées, sont peu à peu soumis aux mêmes règlements et taxes que les autres. On semble encore attendre beaucoup du régime des monopoles : il est à son apogée, au profit des grandes compagnies de commerce, et souvent aussi au bénéfice de grands personnages qui obtiennent des concessions générales de mines de charbon : tel le duc de Montausier, à qui le roi accorde, en 1689, le privilège d'exploiter ces mines dans tout le royaume, sauf en Nivernais, et qui le transmet, par confirmation royale, à sa fille la duchesse d'Uzès (1695) ; monopole minier, qui, contraire à toutes les traditions juridiques, sera, d'ailleurs, révoqué un peu plus tard (1698) ¹⁹⁷. Beaucoup de manufactures déclinent : draperie, soierie, toilerie, tapisserie, chapellerie, papeterie, dentellerie, sans parler des industries maritimes, notamment des pêches lointaines et des raffineries de sucre des cités de la Loire. Cette décadence est due à toutes les causes qui agissent ensemble sur l'économie, tantôt plus précisément à la guerre, qui prive les fabricants de matière première, tantôt plus exactement à l'exode des protestants, comme à Lyon, à Tours, à Rouen et à Caudebec, à Sedan,

¹⁹⁶ Lettre citée dans l'*Histoire de France*, de Lavis, t. VIII¹, p. 185.

¹⁹⁷ Voir le même ouvrage, chap. de Ph. Sagnac, p. 241.

à Reims et à Troyes, et en mainte cité du Languedoc et du Dauphiné ¹⁹⁸. L'outillage commercial même est négligé : les ports s'ensablent, faute de travaux ; et les routes ne s'améliorent pas, loin de là, faute d'argent, sauf dans les pays d'États, comme le Languedoc, qui ont toujours l'œil sur leurs voies de communication et savent les entretenir. Enfin la terre même ne donne plus les revenus qu'elle p156 procurait auparavant ; beaucoup de biens tombent en friches.

Le déclin politique apparaît manifeste, après la mort de Louvois (1691). Le règne de Louis XIV, sans Colbert, sans Lionne, sans Louvois et Le Tellier, n'est plus ce règne glorieux et brillant, admiré de toute l'Europe. Le grand roi lui-même n'a plus la solide santé ni la puissance de travail de ses jeunes années et de sa maturité. Sans doute il possède encore la puissante armée que lui a faite Louvois, la belle marine que lui a donnée Colbert. Mais il n'a plus, pour sa marine, que Seignelay († 1690), puis Pontchartrain, novice dans ce département ; et pour l'armée, que Barbezieux, un des fils de Louvois, très brillant, d'une « facilité incroyable de travail », dit Saint-Simon, mais « libertin, dissipé, impertinent, et traitant quelquefois trop légèrement le militaire », trop paresseux surtout, d'ailleurs bientôt fauché, à la fleur de l'âge. Le roi a encore de bons généraux, des disciples de Turenne et de Condé, sans leur génie : Luxembourg, Boufflers, Catinat, Chamlay, d'autres encore ; et Vauban est toujours là pour diriger avec son talent incomparable les sièges des grandes places. La marine, certes, a perdu Duquesne ; mais elle foisonne de gloires : Châteaurenaud, Duguay-Trouin, Jean Bart, et Vauban, en perpétuel renouvellement de son génie, devient l'âme de la guerre de course sur les mers, comme il est « l'âme de tous les sièges ».

Dans la crise que traverse le pays, avec là grande guerre de coalition, le gouvernement se resserre autour du roi. Les Conseils des Finances, des Dépêches, etc., qui jouaient jadis un rôle important, n'en ont plus qu'un secondaire. Le Conseil de Conscience se réduit au roi et à son confesseur, le P. La Chaize. Et c'est le Conseil d'en haut qui seul fonctionne vraiment pour la politique tout entière, un Conseil qui ne comprend plus que des personnages de second plan. Dans ces conditions, l'absolutisme grandit, comme la centralisation. Et, en

¹⁹⁸ Outre cet ouvrage, voir *Louis XIV*, t. X, de *Peuples et Civilisations*, 2^e édition, 1944, p. 339.

définitive, c'est sur Louis XIV, qui vieillit, que retombe tout le poids du pouvoir. Il travaille successivement avec tous les ministres et secrétaires d'État qui lui soumettent les nominations aux places, souvent en présence de Mme de Maintenon qui, sans intervenir, écoute, et surveille l'acceptation royale des choix faits d'avance par elle, d'accord avec le ministre compétent¹⁹⁹. L'intrigue de cette reine manquée se retrouve partout, en particulier dans les affaires de l'Église, quoiqu'elle rencontre, jusqu'en 1691, un opposant^{p157} irréductible en Louvois, qui s'arrangea toujours pour travailler seul à seul avec le roi, hors de sa présence. Elle-même est tenue à une grande réserve, car le roi a horreur de l'influence des femmes en politique, et il est impossible de le mener autrement qu'à son insu²⁰⁰.

Si, les chefs ayant changé, sauf le Maître, la France commence à décliner, politiquement et même militairement, elle ne peut pas davantage se maintenir, comme le roi l'espérait, dans la situation religieuse de 1682 et de 1685, soit à l'égard du pape, soit à l'égard des protestants. Au cours de la guerre, Louis XIV se voit obligé à des concessions envers Rome : il cède sur les « franchises » dans la Ville éternelle et sur Avignon ; mais, Rome restant irréductible sur les questions contestées de discipline ecclésiastique — régale, « Déclaration » gallicane, octroi des bulles aux évêques nommés par le roi —, condamnant et annulant tous les actes du Clergé de France en 1682 et les fameux « quatre articles » (31 janvier 1691), Louis XIV ne répond pas, calme le zèle gallican du Parlement, espère un nouveau pape, plus conciliant, compte sur sa diplomatie, de plus en plus souple, et laisse les évêques écrire et signer, chez le nonce, une lettre de désaveu (12 septembre 1693). Lui-même révoque en fait son édit de 1682 par une lettre de regret au pape (15 septembre). Les gallicans, Bossuet, Daguesseau, qui voient le danger, essaient d'atténuer l'importance de ces, démarches. Mais les indépendants s'inquiètent de ce revirement ; Louis XIV va-t-il donner de nouveaux gages à la cour de Rome, démentir la tradition gallicane, malgré le Parlement et une

¹⁹⁹ Saint-Simon, *Parallèle des trois premiers rois Bourbons*, dans les *Écrits inédits*, publiés par Faugère, t. I^{er}, p. 244 ; voir encore, pour Croissy et Torcy, p. 247.

²⁰⁰ Voir ce que dit Saint-Simon des « coups de cavesson », subits, de Louis XIV, quand il s'apercevait d'une intrigue de Mme de Maintenon pour lui imposer un choix. *Parallèle...*, p. 250.

grande partie de son Église et des fidèles ? C'est qu'en effet les choses ont changé ; on n'est plus au temps de Nimègue et de Strasbourg, et la France ne se maintient plus qu'avec peine contre l'Europe coalisée.

Ce sont des inquiétudes du même ordre qui, après la paix, vont amener le gouvernement à reculer « secrètement » devant la résistance des huguenots. Déjà, après l'édit de Fontainebleau et le grand exode, le roi et ses ministres ont hésité sur les mesures d'exécution de l'édit. Tantôt l'autorité a laissé partir, tantôt elle a fermé les frontières ; ici, on a exécuté les ordres avec la plus grande rigueur ; là on a été moins cruel ; tout dépendait, en somme, des intendants, variait de province à province. En 1698, une consultation est demandée aux intendants et aux évêques par Daguesseau, conseiller d'État, ancien intendant du Languedoc. ^{p158} Les réponses divergent. Les uns restent partisans de la contrainte, tels la plupart des évêques du Midi, comme Fléchier, de Nîmes ; les autres, Bossuet, Noailles et certains intendants repoussent toute contrainte et déclarent se contenter d'une « instruction convenable et assidue », pour les huguenots à convertir. Le Conseil du roi, recevant des avis contraires, se trouve bien embarrassé, et son hésitation se marque dans la « Déclaration » qu'il rédige et dans son instruction aux intendants (1698 et 1699) ; il adoucit le régime imposé aux huguenots. « L'intention du roi est que les intendants laissent agir les officiers de justice royale et ceux des seigneurs. » C'est ce que le Conseil appelle replacer « les choses dans leur ordre naturel », après la paix ; renoncer aux procédures d'exception et remettre les délinquants à leurs juges ordinaires ²⁰¹. Mais c'est un peu tard. Depuis, vingt ans, on n'a fait qu'exciter, surtout dans le Midi, rempli de protestants, le fanatisme des seigneurs et des curés, comme celui des « officiers » et de toute la population catholique. Les huguenots eux-mêmes n'ont-ils pas donné plus de force à cet état d'esprit, en réclamant aide et secours, pendant la guerre, à Guillaume d'Orange et ses alliés ? Et n'est-ce pas là des souvenirs trop cuisants pour inspirer à des Français catholiques et loyalistes une politique de douceur et d'indulgence ?

²⁰¹ Voir le remarquable chapitre d'A. Rebelliau, dans *Louis XIV*, de Lavissee, *Histoire de France*, t. VIII¹, p. 340 et suiv., surtout p. 348.

IV. — *Les débuts de la crise sociale et politique (1690-1700)*

Au milieu d'une guerre interminable, mal engagée d'abord ²⁰², où le succès, inattendu, de la Révolution anglaise et l'intronisation de Guillaume d'Orange en Angleterre viennent accroître si dangereusement les forces de la coalition ; au milieu du déclin économique et de l'oppression fiscale et des progrès de l'absolutisme sous toutes ses formes, les souffrances des sujets s'aggravent d'année en année. La misère est grande dans les villes comme dans les campagnes. Sans doute les récoltes sont bonnes et les prix assez bas de 1685 à 1692 — c'est la suite de cette période de baisse des prix commencée à peu près vers 1660 — mais vient ensuite la disette de 1693-1694, et les prix montent, pour ne baisser de nouveau qu'avec les belles récoltes de 1699 et 1700 ²⁰³. _{p159} Et puis la spéculation ne manque pas d'intervenir dans les crises frumentaires : les accaparements de grains, les exportations lucratives font monter les prix ; les spéculateurs, qui ont acheté après ou même avant la moisson, resserrent les grains, attendant l'effet d'une disette factice. « La rareté, la cherté des blés proviennent moins de la disette, dit un règlement de 1693, que l'artifice des marchands... qui achètent les blés sur terre ou en vert et se rendent maîtres de tous les grains qu'ils renferment dans des greniers et magasins détournés. » On songe même à établir un maximum ; on y renonce en recourant à de libres importations de blés des pays de la Méditerranée. Au reste, les prix varient énormément suivant les régions, faute de transports ; car chaque province, craignant la disette, veut garder ses grains. En vain les intendants font-ils appel à l'esprit de solidarité. Ici on est à l'aise ;

²⁰² Spanheim, *Relation*, éd. Bourgeois, p. 548, 543. — Saint-Simon, *Parallèle...*, p. 256, 259, 264, à n'accepter qu'avec réserves. — *Histoire de France*, de Lavissee, *Louis XIV*, t. VIII¹ ; *Peuples et Civilisations, Louis XIV*, t. X.

²⁰³ Les prix varient d'une manière étonnante, d'une année à l'autre. En Franche-Comté, en 1694, la mesure qui valait 6 livres 5 sous, ne vaut plus, en 1695, que 22 sous, soit près de six fois moins.

là on manque de tout. Mais, ce qui arrive le plus souvent, c'est l'aggravation de la misère pour tout le petit peuple.

On a déjà vu l'enquête officielle dans l'Orléanais et le Maine, en 1687. Ce que disaient alors les conseillers d'État pourrait être répété des autres pays de France : les maisons en ruines ; les paysans couchés sur la paille ; pas de meubles, point de provisions ; pour nourriture, souvent du blé noir, mais souvent aussi des « racines de fougère bouillies avec de la farine d'orge, ou d'avoine et de sel ». Dans la grande enquête faite en 1697 par le duc de Beauvillier auprès des intendants de tout le royaume, on ne lit que des scènes de misère. L'intendant de Champagne écrit : « Depuis cinq ans et demi que j'ai l'honneur de servir dans la généralité de Champagne, j'y ai vu tous les ans augmenter la misère. » L'évêque de Montauban déclare, en 1694, qu'il meurt chaque année quatre cents personnes de faim dans son diocèse. Les curés de l'élection de Cahors écrivent en 1700 : « Nous croirions être capables d'homicide et de la plus grande cruauté si nous ne prenions la liberté de vous exposer que nos paroissiens sont réduits à la triste nécessité de périr par la faim ou d'abandonner le pays. » Les mendiants forment partout une partie importante de la population. Et comment les secourir ? Les impôts, les « affaires extraordinaires » ont épuisé même la bourse des gens aisés. Les disettes, le froid, les maladies contagieuses, mal soignées, accroissent la mortalité, surtout en 1693-1694, où, suivant l'intendant de Guyenne, périt le quart des habitants du Périgord. Partout le royaume se dépeuple. Et l'exode des huguenots continue. Au reste, il est impossible d'estimer, même approximativement, les pertes : les intendants, dans leurs *Mémoires*, n'ont guère répondu sur ce point à l'enquête ordonnée par le duc de Beauvillier ou ne l'ont pas fait avec précision²⁰⁴. Cependant Vauban, se fondant sur les résultats de cette enquête et sur ses propres travaux de statistique, donne à la France, vers 1700, une population de 19 millions d'habitants ; mais il ne fournit aucune estimation de la perte d'habitants, de 1682 ou 1685 à 1700²⁰⁵.

²⁰⁴ *Histoire de France*, de Lavis, t. VIII¹, p. 273.

²⁰⁵ Vauban écrit que de 1700 à 1707 (1707 est la date de sa Dîme royale) la perte a dû être de quatre cent mille à cinq cent mille âmes. Il est possible que la perte ait été, de 1682 à 1700, de 500.000 habitants. Mais il est impossible d'assurer quoi que ce soit. Je ne crois pas du tout que l'exode protestant, de 1680 à 1720 puisse être évalué à près d'un million, comme le dit A. Rebbliau,

Devant tant de misère, tant d'insuccès, ou de demi-succès, même au dehors, une première crise morale et sociale s'empare du pays. Il est difficile de la décrire dans tous ses détails ; car, si l'on parle, on écrit peu : l'absolutisme, encore renforcé, n'a guère permis d'écrire. Et pourtant, des documents publics, des écrits restés secrets pendant longtemps, comme la fameuse « lettre au roi » de Fénelon, les plaintes qui échappent aux évêques et aux curés, voire aux intendants, et qu'on a déjà lues, montrent bien que la confiance dans le régime monarchique absolu est ébranlée.

L'esprit critique et réformateur se révèle dans tous les domaines. Et d'abord, en économie sociale et en finances. Cette critique part surtout des classes industrielles et commerçantes, de plus en plus puissantes depuis Colbert, et représentées, dans le Conseil de Commerce, rétabli en 1700, par des députés des principales villes et des grands ports : Paris, Lille, Dunkerque, Rouen, Saint-Malo, Nantes, La Rochelle, Bordeaux, Bayonne, Marseille, Lyon, et d'une grande province industrialisée, le Languedoc, traversée par le récent canal des Deux-Mers. Les députés dénoncent tout le système de Colbert, dévoilent l'illusion qu'avait eue le grand ministre de rendre le royaume vendeur sans être acheteur. Ce mercantilisme exagéré, ils en montrent la vanité et les funestes effets. « Il faut revenir, dit le député du Languedoc, de la maxime de M. Colbert qui prétendait que la France pouvait se passer de tout le monde et qui voulait encore obliger les étrangers de recourir à nous. C'était aller contre la nature et les décrets de la Providence qui a distribué ses dons à chaque peuple pour les obliger à entretenir entre eux un commerce réciproque. Ce ne serait plus un commerce que de fournir ^{p161} nos denrées et nos manufactures aux étrangers et de ne tirer d'eux que de l'argent. » Colbert avait réservé toutes ses faveurs à l'industrie, sacrifié l'agriculture. Les députés répudient cet esprit, exclusif ; même les députés des cités industrielles montrent le danger d'une économie nationale tournée vers une seule forme d'activité. « Il n'est pas possible qu'on établisse en France toutes les manufactures du monde », dit le député de Lille. Tout le peuple deviendra fabricant,

d'après diverses autorités (*Histoire de France*, de Lavis, t. VIII¹, p. 343) ; car alors il ne serait plus resté de protestants en France. Les chiffres des réfugiés en Hollande et ailleurs, même mal connus, ne nous semblent pas permettre une estimation si énorme.

au lieu que chacun doit subsister par différentes fabrications. » Et il condamne le progrès factice des manufactures soutenues par l'État ; car seules sont vraiment solides celles qui se soutiennent elles-mêmes. Continuera-t-on à sacrifier l'agriculture à l'industrie ? Les diverses denrées que produit le sol de France, les vins, les fruits ne méritent-elles pas considération ? « Il n'y a, dit le député de Nantes, que l'étranger qui puisse décharger le royaume de l'excédent de nos denrées. » Il faut donc favoriser nos relations avec les pays étrangers, établir le tableau de ce qui nous manque et de ce que nous avons de superflu, et arriver à un régime de bonne réciprocité. C'est une sage liberté que partout on réclame, dans les rapports avec le dehors ²⁰⁶.

Et c'est encore à la liberté que l'on aspire, lorsqu'on condamne les privilèges, les monopoles, toutes ces Compagnies de Commerce, si chères à Colbert, et dont l'existence est si tourmentée. Le député de Nantes, Des Caseaux du Hallay, n'hésite pas à répudier un colbertisme périmé, et qui malheureusement se perpétue. « Les compagnies, dit-il, étaient bonnes il y a quarante ans ; maintenant que le public a assez de lumières et d'émulation pour faire par lui-même ce commerce, il est de l'intérêt du Roi et, de celui de l'État de lever les exclusions et de laisser la liberté... Toute la France respire cette liberté. Elle relèverait le courage des négociants, et les revenus du Roi augmenteraient à un point qu'on en serait surpris. » Et il en donne pour preuve le commerce des Iles d'Amérique, qui n'a fait tant de progrès que depuis qu'il a été accordé aux ports du Ponant, Rouen, Nantes, La Rochelle et Bordeaux. Enfin c'est plus de liberté aussi que l'on réclame pour le transit des marchandises, gêné et obéré par une infinité de taxes fiscales, les lenteurs des bureaux, l'insolence des commis : plaintes qui reviennent sans cesse, depuis Colbert, aux intendants et au contrôleur général. D'où le dégoût que certains négociants prennent du commerce, qui ne leur ^{p162} donne pas de la considération. « Il suffit », dit amèrement le député de Dunkerque, « d'être négociant pour être regardé avec mépris... Alors le négociant quitte son commerce pour se retirer à la campagne ou achète une charge pour lui-même pour sortir de cet esclavage. Et, s'il ne le fait pas, les enfants qui ont vu les traitements que les pères ont reçus s'en

²⁰⁶ Voir *Histoire de France*, de Lavissee, t. VIII¹, chapitre de Sagnac, p. 215-219, qui résume le *Procès-verbal du Conseil de Commerce* (séance 6 mai 1701), Archives Nationales, F¹² 51.

retirent eux-mêmes, employant leur argent en charges ou bien en fonds qui seraient restés dans le commerce, si l'on y avait trouvé la protection nécessaire et quelques marques de distinction qui les eussent mis à couvert du mépris qu'ils essuient à tout moment des gens d'affaires et de justice. » On achète des offices, et « l'argent, qui est l'âme du commerce, en sort ». Bien plus, les familles de négociants ne se perpétuent pas toujours ; les traditions de probité, que portent ces familles avec elles, s'altèrent, et l'on voit, malheureusement, « des jeunes gens sans expérience, sans fonds et sans crédit » s'emparer trop souvent du négoce, dit le député de Bayonne, « ce qui cause journellement des banqueroutes et de mauvaises affaires ».

Il est hors de doute que, dans un pays où le commerce n'était pas honoré, où le négociant ne recevait pas de distinctions, mais avait à subir maintes avanies et le mépris des officiers de justice ; où, depuis Richelieu, l'État proclamait que le grand commerce n'entraîne pas dérogeance, mais ne faisait rien pour y pousser hardiment, les jeunes générations étaient portées à dédaigner cette condition, même à abandonner la profession quand elle avait été celle de leurs pères. Elles rêvaient d'un office de justice ou de finance : devenir conseiller au Parlement de la province leur paraissait bien plus honorable, plus élevé dans la hiérarchie sociale. C'était là un préjugé indéracinable, dans une société aristocratique. Quelle différence avec la Hollande, avec l'Angleterre ! Là le fils de marchand, d'armateur, a sa voie toute tracée : il sera marchand, armateur ; la maison de commerce se transmet de génération en génération, et, à chacune, grandit en richesse et en puissance, comme en considération et en honneur. Là, la Bourgeoisie est toute commerçante et industrielle ; déjà, dans ces pays maritimes, voués au négoce et à la navigation jusque sur les mers les plus lointaines, elle exerce une puissante influence sociale et politique ; elle a plus que son mot à dire dans la direction de l'État. La Bourgeoisie française, elle, est encore au XVII^e siècle, dans notre vieux pays terrien, une bourgeoisie de « robins », d'hommes de loi, qui jugent, plaident, manient les finances de l'État, qui a monté peu à peu en grade, dont une partie, assez riche pour acheter des « offices », s'est muée en une Noblesse de robe, frayant avec la vieille aristocratie d'épée et ^{p163} déjà jalouse de la primer, sinon de la remplacer. Derrière cette Noblesse toute fraîche et si fière, que de bourgeois hommes

d'affaires, petits magistrats des bailliages royaux et de seigneuries, avocats, procureurs et notaires, petits officiers de finances, soit dans les Fermes, soit dans les greniers à sel, qui se croient bien plus qu'un négociant ! Ainsi les réclamations des grands commerçants du « Conseil de Commerce » aboutissent, en fin de compte, à une forte critique de la structure même de la société française, de son esprit, de ses mœurs et de ses funestes préjugés. Mais cela même est un signe de la transformation sociale qui est en train de se produire : la bourgeoisie commerçante monte et se trouve déjà en conflit avec la bourgeoisie judiciaire et « officière ». Plus violente que la critique du système économique et financier se montre, dès 1693, la critique du régime politique. Elle est générale : elle attaque aussi bien la politique extérieure que l'ensemble du gouvernement intérieur ; sous la plume de Fénelon, elle rejette toute la responsabilité des maux de l'État et de la société sur la personne même du roi. *L'Examen de conscience sur les devoirs de la royauté*, composé pour l'instruction du duc de Bourgogne, puis la *Lettre au roi*, sont de véhéments réquisitoires, le premier à une adresse moins personnelle, contre l'absolutisme et ses funestes suites. Plus tard, après sa disgrâce, relégué dans son archevêché de Cambrai, loin de la Cour, Fénelon, cet esprit « chimérique », rongé d'une ardente passion, ira bientôt s'apaiser, avec son *Télémaque*, dans cette limpide atmosphère de la Grèce, où la lumière divine enveloppe d'une voluptueuse caresse les marbres des palais et des temples comme les flots de la mer. Si le *Télémaque* n'est qu'un roman, inspiré par Homère, et non un plan de politique, il est cependant animé par les idées réformatrices de Fénelon, les mêmes qu'il venait d'exprimer dans le philosophique *Examen de conscience sur les devoirs de la royauté* et dans sa *Lettre au roi* : Idoménée est l'idéal du roi pacifique et juste ; Salente, sa capitale, le modèle de la cité sans luxe, où fleurit la vertu. Mais, cette fois, l'intérêt supérieurement ménagé du récit, l'harmonie berceuse et la suave limpidité du style enlèvent aux idées de naguère leur véhémence et leur âpreté et leur donnent on ne sait quel charme lointain et fabuleux²⁰⁷.

²⁰⁷ Il est hors de doute que l'*Examen de conscience*, composé pour le duc de Bourgogne, est de 1694 ou de 1695 au plus tard, avant la nomination de Fénelon à Cambrai (1695). La *Lettre au roi* fait allusion à des événements de 1692 et 1693. Est-elle de 1695, comme le veut l'éditeur des *Œuvres complètes de Fénelon*, t. VII, p. 509 ? C'est possible, mais n'est pas certain ; elle pourrait

^{p164} On sait comment débute la *Lettre au roi* : « La personne, Sire, qui prend la liberté de vous écrire cette lettre n'a aucun intérêt en ce monde. Elle ne l'écrit ni par chagrin, ni par ambition, ni par envie de se mêler des grandes affaires... » « Vous êtes né, Sire, avec un cœur droit et équitable, mais ceux qui vous ont élevé ne vous ont donné pour science de gouverner que la défiance, la jalousie, l'éloignement de la vertu, la crainte de tout mérite éclatant, le goût des hommes souples et rampants, la hauteur et l'attention à votre seul intérêt. » L'auteur, qui, on le voit, tait prudemment son nom, scrute avec une perspicacité remarquable toute la révolution qui a été accomplie dans l'État : « Depuis environ trente ans vos principaux ministres ont ébranlé et renversé toutes les anciennes maximes de l'État, pour faire monter au comble votre autorité, qui était devenue la leur, parce qu'elle était dans leurs mains. On n'a plus parlé de l'État ni des règles, on n'a parlé que du Roi et de son bon plaisir. » Plus de « règles » ; des finances royales toujours grossissantes ; un luxe de Cour « monstrueux et incurable » ; des guerres et encore des guerres ; des conquêtes « injustes » (l'ennemi n'a signé les traités que « le couteau sur la gorge ») ; de nouvelles conquêtes même en pleine paix. Et, pour finir, la misère dans tout le royaume. « Cependant vos peuples, que vous devriez aimer comme vos enfants, et qui ont été jusqu'ici si passionnés pour vous, meurent de faim. La culture des terres est presque abandonnée ; les villes et les campagnes se dépeuplent ; tous les métiers languissent et ne nourrissent plus les ouvriers. Tout commerce est anéanti. Par conséquent vous avez détruit la moitié des forces réelles du dedans de votre État, pour faire et pour défendre de vaines conquêtes au dehors. Au lieu de tirer de l'argent de ce pauvre peuple, il faudrait lui faire l'aumône et le nourrir. La France entière n'est plus qu'un grand hôpital désolé et sans provision. » La misère est mauvaise conseillère ; tous murmurent ; le peuple s'agite, se révolte. « Les émotions populaires qui étaient inconnues depuis si longtemps deviennent fréquentes ; Paris même, si près de vous, n'en est pas exempt. » Et l'auteur revient alors à cet orgueil du monarque,

être de 1694. Jamais le roi n'a reçu une telle lettre. Elle ressemble à un long exercice de rhétorique. Fénelon y a déversé tout ce que son esprit ardent et passionné a pu lui inspirer et a sans doute gardé ce chef-d'œuvre d'éloquence dans ses papiers, pour en tirer, sous une forme moins violente, l'*Examen de conscience*, et plus tard, pour répandre les mêmes idées sous le voile de l'allégorie, dans son *Télémaque* (1699).

source de tous les maux, à son peu de religion véritable, à son aveuglement, à sa passion de la flatterie. « Vous n'aimez point Dieu, vous ne le craignez même que d'une crainte d'esclave ; c'est l'enfer, et non pas Dieu, que vous craignez. ^{p165} Votre religion ne consiste qu'en superstitions, en petites pratiques superficielles. »

L'*Examen de conscience* ne s'adresse pas directement à Louis XIV ; il n'a en vue que son gouvernement, ses ministres, sa Cour, son luxe, ses dépenses, qui accablent les peuples, et sous une forme interrogative à son jeune disciple, c'est encore, au fond, sa *Lettre au roi* que Fénelon développe. « Il ne suffit pas de savoir le passé, dit-il, il faut connaître le présent. » Fénelon ne s'enferme pas dans l'histoire, qu'il estime, d'ailleurs, non « une curiosité indifférente », mais une connaissance nécessaire à son élève et même « un devoir essentiel de la royauté » ; il est avant tout moderne : il pense au présent, parce qu'il appelle l'avenir. Or le présent est plein de violence, d'injustices et d'abus : guerres et conquêtes, qui ne « servent qu'à flatter l'ambition » ; luxe excessif et dépenses énormes ; concert de flatteurs qui « gâte les hommes de toutes les professions et étouffe le vrai mérite » ; erreurs dans le choix des ministres, car on ne prend pas toujours les meilleurs : « Les hommes d'un esprit élevé et d'un cœur droit sont plus rares qu'on ne saurait le croire ; il faudrait les aller chercher jusqu'au bout du monde. » Et n'est-ce pas la fonction essentielle du roi que de savoir les désigner, pour s'en remettre à eux du gouvernement ? Car le souverain ne saurait « faire tout dans l'État par lui-même, mais laisser tout faire par les hommes qu'il choisit, qu'il anime, qu'il instruit, qu'il redresse » : « voilà la véritable action de roi ». Or que d'abus commettent les ministres que l'on a pris ! N'ont-ils pas usurpé « le bien des particuliers pour l'usage » du roi, « sans le payer à sa juste valeur, ou du moins retardant le paiement du prix » ? Et quelle violation encore de toute justice et de toute humanité que les « enrôlements forcés » ! « Laisser prendre des hommes sans choix, et malgré eux, faire languir et souvent périr toute une famille abandonnée par son chef ; arracher le laboureur de sa charrue, le tenir dix, quinze ans dans le service, où il périt souvent de misère dans les hôpitaux dépourvus des secours nécessaires, lui casser la tête ou lui couper le nez, s'il déserte : c'est ce que rien ne peut excuser devant Dieu ni devant les hommes. » Les grandes armées, qui pillent, parce qu'elles ne reçoivent, pas « la paye

nécessaire », la conquête qui s'ensuit, et qu'on juge « une action innocente et glorieuse », sont de nouveau condamnées comme des maux terribles et comme des violations flagrantes de la justice humaine et divine. Fénelon parle ici en prêtre, en parfait disciple du Christ, et non pas en homme d'État responsable : son idéal est une royauté chrétienne.

La plupart des plaintes de Fénelon rejoignent celles des ^{p166} enquêtes officielles de 1687 et surtout de 1698, les aveux des intendants, les doléances lamentables des évêques et des curés. De toute cette misère les Français les plus perspicaces, comme Fénelon, font remonter la responsabilité au roi et à son gouvernement. Ils sentent bien que le régime décline, que l'absolutisme, qui s'aggrave, n'a pas réussi et ne saurait réussir ni au dehors ni au dedans ; que les choix du souverain ne sont plus dictés par le mérite ; que le roi n'est plus le maître de la machine de l'État et qu'il n'est plus secondé par de grands serviteurs. Bref, la confiance est déjà ébranlée. Alors les réformateurs apparaissent, surtout en matière économique et fiscale ; bientôt ils se révéleront, même en matière politique. Déjà se fait très nette, chez certains, la distinction entre gouvernants et gouvernés. L'esprit critique, développé par la philosophie et la science, instruit par l'expérience et le malheur, est à la source de ce changement progressif des idées. Une transformation sociale est en train de s'opérer, très lentement, encore à peine perceptible pour des yeux non exercés : déjà La Bruyère, Fénelon, Bayle, l'annoncent.

[*Table des matières*](#)

Chapitre II

La transformation des mœurs de la société et la monarchie absolue (1700-1715)

I. — Les conséquences sociales de la guerre

La longue guerre de la Succession d'Espagne vient aggraver l'état, déjà si critique, de la société. L'effort nouveau demandé à une nation épuisée est trop grand. Pour le supporter, il eût fallu une profonde réforme fiscale, qui aurait été en même temps une grande réforme sociale : la suppression de tous les privilèges de personnes, de villes, de provinces, de corporations ; l'assujettissement du Clergé à tous les impôts, en proportion de ses revenus, au lieu de ses « dons gratuits » ou de ses « abonnements » ; bref une foule de changements radicaux, qui répugnaient à tous les privilégiés et même au monarque ; mais c'eût été une révolution. Ce n'est pas avec un vieux régime fiscal, que Colbert avait vainement essayé de transformer, qui admettait toujours, au moment de la création de nouveaux impôts — la capitation, en 1695, le dixième, en 1710 — des exceptions et des adoucissements pour les « corps » privilégiés, que l'État pouvait se procurer les immenses sommes nécessaires à une guerre de coalition où l'existence même de la France était en jeu. Aussi, à quels expédients financiers en sont réduits les successifs contrôleurs généraux des finances ! Non seulement ceux que l'on a déjà employés, avant eux, et qui deviennent plus fréquents, mais de nouveaux, comme les « billets de monnaie », qui, vite discrédités, dans un pays où l'on ne connaît que l'or et l'argent et où l'on se défie instinctivement du papier, paralysent la vie commerciale, et obligent le pouvoir à des mesures de contrainte qui se retournent contre le Trésor.

Encore si les succès sur les champs de bataille répondaient aux espérances ! Mais surviennent, dès 1704, des défaites retentissantes : la victoire de Marlborough à Hochstedt-Blenheim, en Bavière, exalte les Alliés, qui, conduits par des chefs obstinés, à la tête de nations

surexcitées, fournissent sans se lasser des ^{p168}subsidés et des armées. Sans doute la France n'est pas dépourvue d'hommes de guerre remarquables, quoique ce ne soit plus pour elle, depuis longtemps, la grande époque ; mais les grands chefs sont extrêmement rares. La marine est, elle aussi, malgré la présence de quelques illustres chefs d'escadre, en constant déclin. Les ressources font défaut à Louis XIV, tandis que les Hollandais et les Anglais jettent dans la bataille d'énormes crédits, fruits de leur vieille activité commerciale, dont la mobilisation leur est grandement facilitée par leurs « banques d'État » et leur papier-monnaie, et qui sont contrôlés avec un soin minutieux, soit par la Chambre des Communes ²⁰⁸, soit par les « États généraux » et les États provinciaux des Provinces-Unies.

Cependant en France, comme chez ces nations ennemies, la guerre enrichit encore les classes industrielles et commerçantes, continue à favoriser puissamment la transformation sociale, commencée par l'industrialisation du pays au temps de Colbert, sacrifie de plus en plus aux financiers et aux capitalistes non seulement les classes laborieuses des métiers et des campagnes, mais la petite ou la moyenne bourgeoisie, et même la plus grande partie de la noblesse terrienne. Sans doute personne ne pousse en France le cri d'alarme du doyen Swift devant un changement qui menace de plus en plus les intérêts des propriétaires terriens. Mais c'est le même phénomène social qu'en Angleterre : la guerre amène une nouvelle ascension des classes d'argent. Par suite, les autres classes déclinent. Les salaires restant très bas, et les denrées, aux grandes années de crise, renchérissant, les petites gens tombent dans la misère la plus profonde ²⁰⁹. Le triste tableau, fait tant de fois à la fin du XVII^e siècle par les intendants, les évêques ou les curés, se répète, plus lugubre. Que de lamentations, lors du dur hiver de 1709, sous la plume de Fénelon, à Cambrai, ou sous celle de Madame, duchesse d'Orléans, princesse palatine ! « La disette est affreuse, écrit cette princesse, le 28 septembre 1709 ; partout on voit des gens s'affaïsser littéralement morts de faim... ; partout on n'entend que plaintes et gémissements,

²⁰⁸ Ce contrôle, assuré par les députés du « civil service », à la Chambre des Communes, est regardé par l'historien Trevelyan, dans son ouvrage *England under Queen Anne*, t. II, comme une des causes essentielles du succès de l'Angleterre dans la guerre de Succession.

²⁰⁹ Voir plus loin, au § V.

des plus grands aux plus infirmes ²¹⁰. » Dans Paris, affamé et mourant de froid, « il est mort, dit-elle, du 5 janvier au 2 février, vingt-quatre mille personnes » ²¹¹. Dans les provinces, ^{p169} qui ne souffrent pas moins, la dépopulation augmente.

Les observateurs bien placés pour voir, comme Fénelon, de son siège de Cambrai, au milieu même des armées, peignent sous des couleurs très sombres la situation du royaume dans ces terribles années de défaite et d'invasion. « Vous connaissez, écrit Fénelon à Chevreuse, après la prise de Lille par les Alliés, l'épuisement et l'indisposition des peuples. Dieu veuille qu'on y pense ! Mais on ne pourra se résoudre ni à changer de méthode pour la guerre, ni à s'exécuter violemment pour la paix ; et l'hiver, déjà fort avancé, finira avant qu'on ait pris de justes mesures... Si le roi venait en personne sur la frontière..., il verrait qu'on manque de tout, et dans les places, en cas de siège, et dans les troupes, faute d'argent. Il verrait le découragement de l'armée, le dégoût des officiers, le relâchement de la discipline, le mépris du gouvernement, l'ascendant des ennemis, le soulèvement secret des peuples, et l'irrésolution des généraux dès qu'il s'agit de frapper quelque grand coup... Le branle donné du temps de M. de Louvois est perdu : l'argent et la vigueur du commandement nous manquent. Il n'y a personne qui soit à portée de rétablir ces deux points essentiels. Quand même on le pourrait, il faudrait trop de temps pour remonter tous ces ressorts... ²¹². »

Ainsi, partout, misère, invasion, murmures et « soulèvement secret », impuissance et menace de plus grands maux encore. Et Fénelon n'hésite pas à écrire à Chevreuse (4 août 1710) : « Notre mal vient de ce que cette guerre n'a été jusqu'ici que l'affaire du roi, qui est ruiné et décrédité. Il faudrait en faire l'affaire véritable de tout le corps de la nation. Elle ne l'est que trop devenue ; car, la paix étant rompue, le corps de la nation se voit, dans un péril prochain d'être subjugué. De ce côté-là, vous avez un intérêt clair et sensible à mettre devant les yeux de tous les Français... Il faudrait qu'il se répandît,

²¹⁰ *Correspondance de Madame, duchesse d'Orléans*, traduction Ernest Jaeglé, Paris, 1890, t. II, p. 101.

²¹¹ *Correspondance de Madame*, t. II, p. 80.

²¹² Lettre de Fénelon à Chevreuse (3 décembre 1708), dans *Œuvres*, t. VII, p. 286.

dans toute notre nation, une persuasion intime et constante que c'est la nation entière elle-même qui soutient, pour son propre intérêt, le poids de cette guerre... Alors chacun dirait en soi-même : Il n'est plus question du passé, il s'agit de l'avenir. C'est la nation qui doit se sauver elle-même ; c'est à elle de trouver des fonds et à prendre des sommes d'argent partout où il y en a, pour le salut commun... J'avoue qu'un tel changement pourrait émouvoir trop les esprits et les faire passer tout à coup d'une absolue dépendance à un dangereux excès de liberté. ^{p170} C'est par la crainte de cet inconvénient que je ne propose point d'assembler les États généraux, qui, sans cette raison, seraient très nécessaires, et qu'il serait capital de rétablir ; mais, comme, la trace en est presque perdue et que le pas à faire est très glissant dans la conjoncture présente, j'y craindrais de la confusion. Je me bornerais donc d'abord à des Notables, que le roi consulterait l'un après l'autre. Je voudrais consulter les principaux évêques et seigneurs, les plus célèbres magistrats, les plus puissants et expérimentés marchands, les plus riches financiers mêmes, non seulement pour en tirer des lumières, mais encore pour les rendre responsables du gouvernement et pour faire sentir au royaume entier que les plus sages têtes qu'on peut y trouver ont part à ce qu'on fait pour la cause publique. Il est capital de relever ainsi la réputation du gouvernement méprisé et haï. »

Et Fénelon expose tout un plan financier : des économies considérables sur la Maison du roi, sur les dépenses de Cour : « Les gens inutiles à la Cour s'en iraient vivre chez eux » ; du soulagement pour « ceux qui sont au dernier degré d'épuisement », et des exigences, bien justifiées, à l'égard des financiers et des usuriers qui ont ruiné la France. Et il va jusqu'à dire : « Si le roi est trop éloigné d'accepter cette ressource, il est trop éloigné du salut de l'État ; s'il est incapable du dernier moyen de soutenir la guerre, sans espérance d'obtenir la paix, que reste-t-il à attendre de lui ? Si la ruine prochaine de sa couronne ne lui fait pas ouvrir les yeux et ne lui fait pas prendre à la hâte des partis proportionnés à ce péril... » Et il esquisse tout un programme social en quelques mots. Au reste, il espère que « Dieu sauvera la France », cette France qu'il aime tant, avec son roi et son prince, son cher élève, et il termine cette fameuse lettre « commune pour le duc de Chevreuse et le duc de Beauvillier », confidents et conseillers secrets du duc de Bourgogne et même du roi, par ces

mots : « C'est par cette affection vive, tendre et constante que je souhaite que nos maux extrêmes nous préparent une vraie guérison, et que cette violente crise ne soit pas sans fruit. »

On voit par cette lettre, secrète comme toutes les lettres de Fénelon à Chevreuse, quelles réflexions politiques et sociales la guerre interminable, les défaites, l'invasion inspirent à de grands patriotes qui souffrent tant des maux du royaume et qui déjà cherchent à y porter remède. Mais quel remède la monarchie absolue pourrait-elle concevoir, si elle ne cesse d'être absolue ? Et quelle chance peut-on espérer qu'en la personne de son grand roi elle consente elle-même à se démentir tout d'un coup ? Là est la situation vraiment tragique de la France vers 1709.

[Table des matières](#)

II. — *L'atmosphère intellectuelle et morale*

^{p171} Cependant, au milieu de ces malheurs de la patrie, la vie intellectuelle suit son cours. On a vu l'esprit français s'imprégner de Descartes, de Malebranche, voire de Bayle, et la critique se glisser partout, minant peu à peu le principe d'autorité et les traditions intellectuelles et même morales ou religieuses. Dans les « salons » qui se reforment, à leur fantaisie, à l'hôtel de Nevers ²¹³, où trône Mme de Lambert ; à Sceaux, chez la duchesse du Maine ; au Palais-Royal, où réside le duc d'Orléans ; enfin au Temple, cette société libertine par excellence, où La Fare et Chaulieu se livrent à leurs orgies, tout en fredonnant leurs petits vers licencieux ; partout on philosophe, on laisse vagabonder son esprit sur tous sujets avec délices ; on scrute et on discute tout, sans préjugés : « Philosopher, écrit, vers 1715, Mme de Lambert, c'est secouer le joug de l'opinion et de l'autorité, c'est rapporter chaque chose à ses principes propres, c'est rendre à la raison toute sa dignité et la faire rentrer dans ses droits. » Causeries délicieuses pour ceux qui y participent, soit dans le salon de Mlle de Vailly, nièce de Malebranche, ou celui de la marquise de L'Hôpital, femme du célèbre mathématicien, où domine la doctrine malebranchiste et où l'on essaie d'accorder encore la raison et la foi ;

²¹³ C'est à côté de la Bibliothèque nationale, rue Colbert : l'hôtel existe encore aujourd'hui.

soit dans le salon de la duchesse du Maine, à Sceaux, où la jeune Noblesse commence à délaisser Descartes et Malebranche et à se rendre à Bayle, tout comme le jeune bourgeois Arouet, fils de notaire, qui fraye avec la société du Temple.

La légèreté mondaine est à la mode, et de la Cour passe à la Ville. Et ce que l'on goûte le plus, c'est l'esprit, le brillant, une poésie nouvelle, qui n'est plus guère que versification, et d'où l'âme a disparu : littérature de salon, qui n'a d'autre ambition que le succès du jour. Depuis les dernières tragédies de Racine, plus de véritable tragédie : c'est un genre littéraire qui se meurt, et qui ne ressuscitera point, malgré tous les efforts de Voltaire ; depuis *Athalie* (1691) le souffle de la grande poésie s'est éteint en France, comme en Europe. Après les *Caractères*, de La Bruyère, qui donc écrira un grand et beau livre sur les mœurs du temps ? A part les ouvrages de Fénelon, resté classique avec délices, admirateur passionné d'Homère, il n'est plus d'œuvre fortement composée ; on n'a plus le sens des ensembles et de leur harmonie interne ; dans une société, ballottée par des événements tragiques, qui ne pense guère qu'au présent et vit au jour le jour, ^{p172} qui songerait à l'avenir et à la gloire et prendrait le souci de la perfection classique ? L'art, comme les lettres, s'est transformé. Ce n'est plus le « grand goût » du vrai siècle de Louis XIV qui l'anime ; il sacrifie à la grâce, à l'esprit mondain ; un nouveau style se forme, où le joli supplée au beau, et la légèreté, voire le piquant et le sensuel, à la gravité et à l'harmonie souveraine de l'art de Louis XIV. Une autre époque a commencé pour les arts, comme pour les lettres, d'ailleurs sans heurt, par degrés insensibles, de Lebrun et Largillière à Watteau, de Mansart à Robert de Cotte ; même le talent de plusieurs artistes, comme Coyzevox, s'est assoupli, perdant en puissance pour regagner en grâce, afin de se conformer au goût de la société.

Cependant, dans cette époque nouvelle qui commence, tout n'est pas dans les jeux de l'esprit et les feux d'artifice des « salons », ni dans la grâce de l'art. La science expérimentale, la critique historique, voire l'exégèse de l'Ancien et du Nouveau Testament, ont leurs savants et leurs adeptes, soit parmi les laïques, professeurs du Collège royal, astronomes de l'Observatoire de Paris, naturalistes du « Jardin du roi », parfois même, comme au siècle passé, conseillers de Parlement, soit dans les ordres religieux, Oratoriens, Bénédictins de Saint-Maur, en la vieille maison de Saint-Germain-des-Prés, ou même

chez les Jésuites, plus portés à l'enseignement qu'à la recherche pure. C'est un grand siècle de science expérimentale qui se poursuit, dans la tradition de Descartes, de Pascal, de Roberval, de Mariotte, des illustres géomètres et physiciens du temps passé, mais avec une prédilection accrue pour les recherches sur les phénomènes de la nature et de la vie ; déjà s'annoncent de grandes disputes entre le cartésianisme scientifique et le newtonisme. Et c'est aussi un siècle d'érudition et d'histoire. Aussi de non moins vives discussions se poursuivent entre érudits et historiens, sur l'interprétation des Livres sacrés ou sur les origines de la nation et de la monarchie française. Au reste, elles se font, au sein des Académies comme dans le public cultivé, un peu plus librement que jadis, mais non, comme on verra, sans quelque contrôle ou quelque sanction du pouvoir.

Dans le monde de la Cour, de la magistrature et de la bourgeoisie cultivée, les questions morales, voire religieuses, sont vivement débattues, comme au beau temps des Provinciales de Pascal. Mais chez nombre de seigneurs et même de princes et de princesses, le libertinage des mœurs est tel que leur pensée ne se porte même plus sur les devoirs de la religion : ces habitudes n'avaient pas été tout à fait étrangères à l'ancienne Cour, on l'a vu, mais elles étaient alors aussitôt réprimées ; maintenant elles ^{p173} se montrent à découvert, elles s'affichent même, et il semble qu'on en soit fier. Ce ne sont pas seulement les petits poètes libertins du Temple qui en donnent l'exemple ; c'est le duc d'Orléans en personne, c'est la duchesse de Berry, sa fille. « Mon fils, avoue Mme la duchesse d'Orléans, sa mère, n'est pas de sa nature porté à l'ivrognerie, mais il hante souvent fort mauvaise compagnie et il s'imagine que c'est une gentillesse de faire le *bon drolle* avec eux ; il s'enivre totalement, et, une fois pris de vin, il ne sait plus ce qu'il dit ni ce qu'il fait ²¹⁴... » Ce qu'il dit ? « Il blasphème et nie l'existence de Dieu, et en ceci on n'a pas tort » de le trouver mal ; « je le lui ai dit cent fois, ajoute Madame, mais il ne me croit pas » ²¹⁵. C'est l'orgueil de l'impiété.

La duchesse de Berry est de cette école. Madame, outrée, est chargée par le roi de la chapitrer. Elle raconte sa conversation avec la princesse, dans une lettre à sa correspondante de Hanovre ; elle dit à

²¹⁴ *Correspondance de Madame*, t. II, p. 175 (avril 1712).

²¹⁵ *Id.*, p. 174 (Pâques 1712).

Mme de Berry : « Je ne vous parlerai pas de Notre-Seigneur Dieu, j'en laisse le soin à votre confesseur. Je ne vous dirai que ceci : il sied fort mal à une personne de votre âge d'afficher qu'elle ne croit pas en la Divinité ; cela entraîne non seulement la colère et le châtement de Dieu, mais encore le mépris des hommes... Je vous le dis uniquement parce que le roi me l'a ordonné, et parce que, continuai-je en riant, la tendresse que vous porte M. votre père est aveugle et que Mme votre mère est trop paresseuse pour prendre la peine de vous relever chaque fois que vous faites une sottise, soit en buvant trop, soit en vous opiniâtrant à tenir tête au roi ²¹⁶... » Telle est l'atmosphère de la Maison d'Orléans. De là à croire que le duc d'Orléans est capable de tous les vices et même de tous les crimes, il n'y a qu'un pas ; et, comme il s'intéresse à la chimie et qu'il a même un chimiste allemand, Homberg, auprès de lui, les soupçons populaires l'atteignent, au moment de la mort foudroyante du dauphin et de la dauphine. Et Madame de se lamenter : « Des gens qui ont l'âme noire ont répandu le bruit dans Paris que mon fils a empoisonné le dauphin et la dauphine... J'ai d'abord considéré la chose comme une plaisanterie, je ne pensais pas qu'on pût dire cela sérieusement, mais c'est bien comme cela qu'on l'a raconté au roi » ²¹⁷ ; mais le roi n'en croit rien.

Cependant ces accusations flottent dans l'air, et l'on voit de ^{p174} grands personnages les accueillir au moins par provision et s'en émouvoir. Fénelon lui-même, dans un *Mémoire sur les précautions et les mesures à prendre après la mort du duc de Bourgogne*, adressé au duc de Chevreuse, en mars 1712, ne dit-il pas : « Ce serait une grande injustice et un grand malheur que de soupçonner N... sur des imaginations populaires, sans un solide fondement » Mais, s'il recommande la prudence dans cette « recherche », il ajoute : « Je voudrais approfondir en grand secret : 1° les preuves de ce qu'il a fait en Espagne ; 2° les faits précis qu'on allègue maintenant. » Mais quel danger, « s'il n'est pas coupable » ! « On prépare à pure perte une guerre civile, en le tenant pour suspect et en l'excluant. Mais, s'il est coupable, il est capital de mettre en sûreté la vie du roi et du jeune prince, qui est à toute heure en péril ». Ce qui inspire de tels soupçons,

²¹⁶ *Id.*, t. II, p. 158.

²¹⁷ *Correspondance de Madame*, t. II, p. 167 (lettre du 20 février 1712).

c'est, dans une société encore fortement chrétienne, son irrégion et son immoralité. « Ce qui me frappe, écrit, en effet, Fénelon, est que sa fille, qui est dans l'irrégion la plus impudente, dit-on, ne saurait y être sans lui, et qu'étant instruit de tout ce qu'on dit de monstrueux de leur commerce, il n'en passe pas moins sa vie tout seul avec elle. Cette irrégion, ce mépris de toute diffamation, cet abandon à une si étrange personne, semblent rendre croyable tout ce qu'on a le plus de peine à croire. Il est ambitieux et curieux de l'avenir. » Fénelon se débat, comme dans un dilemme. S'il voit « toutes les raisons de ne point faire une recherche avec éclat », il voudrait cependant « qu'on en fît une très secrète, pour assurer la vie du roi et du « jeune prince » ; « mais le secret est également difficile et absolument nécessaire ». Et le voilà incriminant le chimiste du duc d'Orléans, dont il faudrait examiner « les drogues qu'il a composées », pour « en faire des expériences sur des criminels condamnés à mort ». On voit à quels soupçons pouvaient donner lieu, en pareille circonstance, l'impiété et les mœurs dissolues du duc d'Orléans, dans une société de dévots, comme Fénelon, Chevreuse et Beauvillier, auxquels il faut peut-être joindre Mme de Maintenon, si l'on en croit Madame, qui assure que « le coup vient de la vieille » ²¹⁸.

Mœurs déplorables, qui annoncent la Régence, et qui déteignent sur les jeunes gens et les, jeunes femmes. « Celles-ci, écrit ^{p175} Madame, se présentent toutes débraillées et en écharpe, comme on va chez Mesdames d'Orléans et de Berry. Les jeunes gens, soupire encore Madame la Palatine, ne savent pas en quoi consiste le respect ; ils n'ont jamais vu de vraie Cour ²¹⁹. » Et, en effet, la Cour de Louis XIV n'est plus, à l'extrême fin du règne, celle qu'elle a connue à son arrivée à Versailles.

Et cependant les mœurs et la politesse de l'ancienne Cour se perpétuent encore avec des personnages, conseillers secrets du roi ou ministres, dont plusieurs, comme le duc de Beauvillier, ont conservé

²¹⁸ *Correspondance de Madame*, 8 avril 1713, t. II, p.174 : « Quand les médecins vinrent annoncer au roi que nul poison n'avait été administré à ces deux personnes, le roi se tourna vers Mme de Maintenon et lui dit : « Eh bien, Madame, eh bien, ne vous avais-je pas dit que ce que vous m'avez dit de mon neveu était faux ?... » « La vieille femme voudrait bien voir ses élèves sur le trône, elle nous hait tous... »

²¹⁹ *Madame, id.*, t. II, p. 241 (octobre 1715).

les traditions de l'époque mazarine où se fit leur éducation, ou qui ont puisé dans leur famille d'origine bourgeoise, comme Torcy ou Voysin, les principes et la pratique exacte de la religion. Par eux et leurs proches, par la magistrature parisienne ou provinciale, la ferveur chrétienne se maintient dans une partie de la haute société. Et elle est encore presque aussi grande dans la Bourgeoisie. Combien de puissants magistrats sont toujours jansénistes de cœur ! Combien de petites gens, en particulier à Paris, dans les paroisses voisines de Port-Royal (Saint-Jacques-du-Haut-Pas, Saint-Médard, Saint-Étienne-du-Mont, Saint-Séverin) ont pour livres de chevet les ouvrages de Nicole et les *Provinciales* ou même les *Pensées* de Pascal ! Aussi les disputes théologiques restent-elles aussi passionnées qu'au temps du grand Arnauld, peut-être sont-elles plus graves encore, car la politique s'y mêle davantage ; c'est une forme d'opposition au pouvoir absolu, et qui se cache derrière le gallicanisme, ce sentiment d'indépendance nationale, que tout, la guerre, l'invasion, la misère générale, est venu aviver.

Que de tourment se donne Fénelon, avec ses amis, pour en finir avec « cette peste du jansénisme » ! Que d'intrigues et d'habiletés ne déploie-t-il pas contre l'archevêque de Paris, Noailles, gallican certes, mais non janséniste au sens exact du terme ! Les grands seigneurs, comme Chevreuse, discutent les questions théologiques avec une compétence qui nous paraît aujourd'hui peu compatible avec leur rôle politique et social ; mais, à cette époque, religion et politique sont étroitement unies, et toute opposition religieuse revêt un caractère politique. Voilà pourquoi Chevreuse discute, dans ses lettres à Fénelon, sur la liberté et sur la grâce, avec des raffinements de dialectique et un vrai talent à démasquer les Jansénistes qui, habilement, se cachent derrière les Thomistes²²⁰. Voilà pourquoi il se lamente, avec Fénelon, p₁₇₆ de « la faiblesse du corps épiscopal, où l'on a tant de peine à trouver, en ces occasions importantes, des

²²⁰ Chevreuse à Fénelon (4 septembre 1711) : « Rien ne me semble plus nécessaire que de faire bien sentir la différence de leur grâce efficace par elle-même à celle des théologiens catholiques... La définition de la liberté nécessaire pour le mérite est encore bien importante à éclaircir. C'est le point décisif contre les Jansénistes et sur quoi ils ne peuvent s'appuyer des Thomistes. » *Œuvres de Fénelon*, t. VII, p. 354-357. Voir encore une autre lettre, p. 351, où il s'engage dans des discussions épineuses, à la suite des Espagnols (Alvarez, Lemos).

prélats d'un esprit supérieur, savants, zélés et fermes, comme le bien de l'Église le demande », et pourquoi il déplore que « dans une assemblée de Sorbonne, pour l'élection de quelque officier de la maison, il y ait eu vingt voix jansénistes contre vingt et une non jansénistes »²²¹ : petits faits significatifs que Fénelon recueille, après tant d'autres, et qui l'inquiètent terriblement. N'écrit-il pas à Beauvillier : « Tous les évêques, tous les abbés, tous les docteurs, tous les séminaires sont entraînés par le torrent²²² ? » Il est effrayé des progrès que pourra faire le jansénisme, sous une prochaine minorité. Cette invasion le préoccupe presque autant que la misère de la France et que la paix.

Ainsi dans les esprits subsistent des sentiments d'autrefois à côté des nouveaux que les événements ont fait naître. Au demeurant, deux âges se coudoient, sans se pénétrer. Les vieilles gens gardent leurs traditions morales et religieuses, tout en philosophant à la façon de Descartes ou même de Malebranche, réfléchissant trop et, finalement, n'agissant point : attitude que blâme Fénelon, quand il écrit à Chevreuse : « On se flatte quelquefois et on se ménage trop par politique timide, sous le beau prétexte de se réserver pour de grandes occasions, qui ne viendront peut-être jamais, et dans le fond on recherche sa sûreté et son repos ; mais on ne voit pas ce repli du fond de son cœur, et on croit n'agir que pour le bien général, dont on a en effet le zèle sincère. Moins vous vous écouterez pour écouter Dieu paisiblement sur chaque chose, plus vous sentirez votre cœur s'élargir et votre force s'augmenter²²³ ... » Les jeunes gens de la haute société, quand ils ne sont pas frivoles, lisent Bayle avec passion et, au contact de ce docteur insinuant, se laissent aller au doute, puis peu à peu à la critique des dogmes et de toute autorité : ce sont des hommes nouveaux ; ils appartiennent déjà au siècle des philosophes ; ils seront les plus fervents lecteurs des *Lettres persanes* ou des *Lettres anglaises*. Et bientôt, les vieux ayant disparu — plusieurs, et non des moindres, ne sont p₁₇₇ déjà plus, avant même la fin du grand roi — c'est eux qui donneront le ton à la société de demain.

²²¹ Chevreuse à Fénelon (21 août 1711), *id.*, p. 351.

²²² Fénelon à Beauvillier (25 décembre 1712), *id.*, p. 381 (voir la suite de cette lettre pessimiste). — Voir sur les progrès du jansénisme dans l'Université de Douai une lettre de Fénelon à Chevreuse (1702), *id.*, p. 238.

²²³ *Œuvres de Fénelon*, t. VII, p. 238 (année 1702).

III. — *Les critiques et les projets de réformes*

Il n'était pas possible que, dans le malheur de la France, l'esprit critique, de plus en plus développé par la philosophie et par l'expérience, s'en tînt aux doléances que l'on avait entendues à la fin du XVII^e siècle. Si des réclamations, à la fois générales et pratiques, étaient sorties des rangs des classes industrielles et commerçantes, ce n'étaient, en somme, que des critiques de l'état économique, et qui, à la clarté de l'évidence, ne pouvaient guère offusquer le pouvoir. Mais, maintenant, c'est le pouvoir même que l'on attaque, soit à découvert, soit en secret, ce qui est bien plus dangereux ; et si certains novateurs ne prétendent à réformer que les finances, partie d'ailleurs essentielle du gouvernement, et qui touche à toutes les autres, d'autres ont de plus vastes ambitions et se proposent une refonte générale de l'État et de la société : par là encore c'est bien, dans la grande crise, une époque nouvelle qui commence.

I. — Au premier rang des réformateurs fiscaux et sociaux se présente Vauban, avec une foule de mémoires de statistique et surtout sa *Dîme royale*, composée après 1698 et offerte au roi en 1707, au moment des plus graves crises financière et militaire du règne. C'est sur l'observation et l'expérience, sur les calculs patients du statisticien qu'est fondé son « système ». Opposant résolu au régime fiscal, Vauban devance les grands réformateurs des finances du XVIII^e siècle et de la Révolution. Le premier, il ose établir que tous les sujets de l'État, ayant besoin de sa « protection », doivent lui en fournir les moyens ; que de cette « nécessité » il résulte pour chacun, quelle que soit sa condition, une obligation naturelle d'y contribuer à proportion de son revenu ou de son industrie ; que « tout privilège qui tend à l'exemption de cette contribution est injuste et abusif et ne peut ni ne doit prévaloir au préjudice du public »²²⁴.

²²⁴ *Dîme royale*. Voir, à la fin de la « Préface », les « Maximes fondamentales de ce système ».

C'est l'idée d'utilité publique, d'intérêt général qui pousse Vauban à développer ce système nouveau, établi sur la suppression des privilèges fiscaux et sur l'égalité de tous les sujets de l'État devant les charges communes. Il en montre, dans le détail, souvent par des exemples, tous les avantages pour le roi et pour ^{p178} la nation. Le système, modelé sur la dîme ecclésiastique, est, en effet, simple, souple d'ailleurs, car on en peut abaisser ou élever raisonnablement le taux ; et, par le revenu considérable qu'il doit procurer au roi, suivant des calculs bien établis, il permettra de ne plus recourir à toutes les « affaires extraordinaires » et expédients divers, si ruineux pour le public et si profitables aux financiers.

Vauban ne scrute pas seulement le régime financier présent. Il en fait voir aussi et peut-être surtout l'aspect social : en quoi il semble bien inaugurer une école nouvelle. Il y est conduit naturellement, d'abord par les relations étroites du régime fiscal avec le régime social, et aussi par son ardent « patriotisme » et par ce sentiment de justice et de pitié sociale, si rare dans une société de privilégiés et de « traitants » profiteurs, et que nous n'avons guère rencontré que chez La Bruyère. Il voit avec douleur la France diminuée dans sa population ; il estime, par des calculs sérieux, qu'elle pourrait, bien cultivée, nourrir plus de 25 millions d'habitants, et il n'en trouve guère plus de 18. Or la richesse d'un État n'est pas, selon lui, dans son or et son argent ; elle n'est même pas, à proprement parler, dans ses productions, elle réside dans sa population. « Les véritables fonds du revenu des rois ne sont autres que les hommes mêmes, qui sont ceux dont ils tirent non seulement tout leur revenu, mais dont ils disposent pour toutes leurs autres affaires. Ce sont eux qui payent, qui font toutes choses, et qui s'exposent librement à toutes sortes de dangers pour la conservation des biens et de la vie de leur prince... » « C'est de ce fonds-là dont il faut être bien ménager, afin d'en procurer l'accroissement par toutes sortes de voies légitimes, et le maintenir en bon état, sans jamais le commettre à aucune dissipation. Ce qui arrivera infailliblement quand les impositions seront proportionnées aux forces d'un chacun, les revenus bien administrés, et que les peuples ne seront plus exposés aux mangeries des Traitants, non plus qu'à la Taille arbitraire, aux Aides et aux Douanes, aux friponneries des Gabelles et à tant d'autres droits onéreux qui ont donné lieu à des vexations infinies exercées à tort et à travers sur le tiers et sur le quart,

lesquelles ont mis une infinité de gens à l'hôpital et sur le pavé, et en partie dépeuplé le royaume ; le tout pour nourrir des armées de Traitants, avec leurs commis de toute espèce : sangsues de l'État, dont le nombre serait suffisant pour remplir les galères, mais qui, après mille friponneries punissables, marchent la tête levée dans Paris, parés des dépouilles de leurs concitoyens, avec autant d'orgueil que s'ils avaient sauvé l'État. C'est de l'oppression de ^{p179} toutes ces harpies dont il faut garantir ce précieux fonds ²²⁵ ... »

Ce « précieux fonds », il nous le montre dans ces « *manouvriers*, dont la plupart, n'ayant que leurs bras ou fort peu de chose au delà..., font toutes les grandes besognes, comme de faucher, moissonner, battre à la grange, couper les bois, labourer la terre et les vignes, défricher, boucher les héritages, faire ou relever les fossés, porter de la terre dans les vignes et ailleurs, servir les maçons et faire plusieurs autres ouvrages qui sont tous rudes et pénibles » ; et il le retrouve encore dans ces pauvres tisserands, que la guerre a souvent réduits au chômage et à la mendicité ou « fait mourir de faim » ²²⁶. Il suppose leur modeste revenu, entre avec une complaisance émue dans le détail de leur nourriture, de leur vie de famille ; s'ils n'ajoutent « la culture de quelque petite pièce de terre, il sera, dit-il, difficile qu'ils puissent subsister, ou du moins ils seront réduits, eux et leur famille, à faire une très misérable chère ». Il est certain que ce pauvre artisan de campagne « aura toujours bien de la peine à attraper le bout de son année. D'où il est manifeste que pour peu qu'il soit surchargé, il faut qu'il succombe ; ce qui fait voir combien il est important de le ménager ». Ainsi, soulager les peuples, en vue de les maintenir et même de les accroître, voilà non seulement la justice, mais l'intérêt général de l'État. Certes, Vauban prévoit les objections et les résistances des privilégiés, qui s'abusent sur leur intérêt, et surtout l'opposition des classes multiples des gens de finances, de leurs commis et de tous leurs agents. Il n'en persiste que davantage à recommander son « système ». Le désintéressement total, le courage, la hardiesse de conception, la science économique de l'auteur de la *Dîme royale* font, de lui un des plus perspicaces critiques du régime

²²⁵ *Dîme royale*, chap. XI, à la fin (dans la deuxième partie de, la *Dîme*). Voir aussi les chap. VII et X, la critique des dénombrements officiels de 1698 et 1700 et les projets de dénombrement.

²²⁶ *Id.*, *Second fonds*, vers la fin.

fiscal et social du régime et le plus juste dénonciateur de tous les opposants à une nécessaire et légitime réforme.

II. — Au moment où Vauban présentait son ouvrage au roi, s'était déjà formé un parti à la fois politique et religieux, auquel la grande défaite d'Hochstedt-Blenheim montrait plus que jamais la nécessité d'une réforme générale. Ce parti touchait au gouvernement même, par le duc de Beauvillier, ministre d'État, qui, dans le fameux Conseil réuni à Versailles après le testament du roi d'Espagne Charles II en faveur du duc d'Anjou, avait eu le courage d'opiner, devant Louis XIV et les princes, pour la renonciation à la succession espagnole : conseil hardi, d'inspiration ^{p180} toute nationale, et non pas dynastique, qui, respectant les traités conclus déjà avec l'Angleterre et la Hollande, aurait agrandi la France à ses frontières du Sud-Est et de l'Est et lui eût donné la prépondérance indiscutée dans la Méditerranée. A Beauvillier se joignait son beau-frère, le duc de Chevreuse. Tous deux étaient étroitement unis, et, dévots, étaient restés en rapports secrets avec Fénelon, l'ancien précepteur du duc de Bourgogne. Ils espéraient déjà le trône pour le jeune prince, et, pour eux, la direction du futur roi. Louis XIV ne l'ignorait pas. Le duc de Chevreuse devenait, vers 1705, un conseiller secret du grand roi ; et ce que Louis XIV entendait dans ces tête-à-tête, c'était la voix lointaine et insinuante de l'archevêque de Cambrai ; le persuadait-elle ? Du moins il était informé des désirs d'un parti puissant peut-être dans l'avenir, et qu'il devait redouter. Au reste, le programme du parti dévot n'était point encore complètement arrêté ; il allait, dans le malheur des temps, se préciser peu à peu, se former, par une correspondance secrète et continue entre les deux ducs, surtout Chevreuse, et Fénelon, particulièrement dans les années 1708 à 1711.

Par divers « mémoires » de Fénelon et les « observations » du duc de Chevreuse sur tel de ces « mémoires », on peut suivre, dans les angoisses de cette terrible et interminable guerre, les progrès de l'esprit réformateur. Dans les « Observations » de Chevreuse sur un « mémoire » de Fénelon relatif à Philippe V, on voit déjà un changement d'opinion à l'égard des protestants, et un vrai libéralisme d'intérêt : « Le rappel des huguenots en France, quoique sans exercice public, serait encore, dit le duc, un moyen capable de déterminer les

ennemis à une paix raisonnable. Plusieurs officiers réfugiés avouèrent au prince de Hesse, après la prise de Tournai, en présence de quelques officiers de la garnison de cette place, que, si le roi faisait une pareille déclaration, ils retourneraient tous dès le lendemain en France. Par là, d'une part, on ôterait aux ennemis leurs meilleures troupes, avec beaucoup de riches banquiers et d'artisans utiles, dont l'absence dérangerait leurs manufactures ; et, d'autre part, non seulement nos armées seraient augmentées en bons soldats et braves officiers, mais aussi le royaume se trouverait promptement repeuplé et enrichi : ce qui serait capable de redonner courage et confiance à la nation, de remettre dans le commerce l'argent que la seule défiance a resserré, et d'ôter toute espérance aux ennemis, affaiblis par cette perte, de nous réduire par la force à des conditions injustes. » Sans doute « il y a de grands inconvénients à ce rappel des huguenots », mais on trouverait là « l'avantage de ^{p181} faire, en un clin d'œil, de tous les nouveaux convertis de bons sujets du roi, et l'on espérerait, avec raison, tant pour eux que pour les réfugiés, une vraie conversion à l'avenir, au moins à l'égard de plusieurs » ²²⁷. Certes, il y a quelque scepticisme dans cette espérance de conversion ; la fin de ces observations ne semble qu'une sorte de repentir obligé, qui va sans doute au delà de la pensée de l'archevêque de Cambrai, et directement contre les idées des grands personnages de la Cour et de Mme de Maintenon. Mais il faut reconnaître que la manière dont Chevreuse traite la question huguenote est d'un patriote, attentif au bien du royaume, et vraiment d'un homme d'État.

A la suite de toute cette correspondance secrète de Fénelon et de Chevreuse, de lettres, toujours très secrètes, de Fénelon à son duc de Bourgogne, de rares entrevues de l'ancien précepteur avec le prince allant aux armées et passant par Péronne ou Cambrai, tout un plan de réformes se trouve ébauché, en pleine guerre, mais presque prêt, au moment où la paix est enfin en perspective. Alors les deux réformateurs, Fénelon et Chevreuse, s'entendent pour des entrevues secrètes à Chaulnes, en Picardie, et c'est là que « des plans de gouvernement » sont concertés avec le duc de Chevreuse pour être proposés au duc de Bourgogne », qui, après la mort de son père, est

²²⁷ Observations du duc de Chevreuse sur le *Mémoire* de Fénelon relatif à Philippe V (1710) dans les *Œuvres de Fénelon*, t. VII, p. 173.

devenu l'héritier de la Couronne (novembre 1711)²²⁸. Ces plans sont souvent appelés les « tables de Chaulnes ». Ce sont, en effet, comme les tables de matières des réformes envisagées. Quelle est, dans ces tables, la part de chacun des interlocuteurs ? Il est difficile de le dire. Au reste, les deux réformateurs étaient, d'avance et depuis longtemps, en si parfaite communion d'idées et de sentiments que l'entente définitive sur la rédaction des « articles » fut certainement vite faite.

A une époque d'absolutisme monarchique, qui se traîne dans la défaite et la misère générale, les réformateurs réclament un changement total de gouvernement, et dressent, en face du roi, la nation, formée de ses trois « ordres », dont les deux premiers, privilégiés, garderont la prépondérance et reprendront la direction de l'État. A une monarchie absolue doit s'opposer une monarchie tempérée, suivant la tradition, par des États généraux. Les « plans » les rendent périodiques : ils s'assembleront « tous les trois ans en telle ville fixe, à moins que le roi n'en propose quelque autre », et délibéreront « aussi longtemps qu'ils le jugeront nécessaire... sur toutes les matières de justice, de police, de finance, de guerre, d'alliances et négociations de paix, d'agriculture, de commerce ». Ce seront des assemblées de grands notables de la nation : dans chaque diocèse, l'évêque, un grand seigneur, élu par les nobles ; « un homme considérable du Tiers état », élu par le Tiers état, librement, « sans recommandation du roi ». « Nul député ne sera perpétuel, mais capable « d'être continué ; nul député ne recevra de l'avancement du roi avant trois ans après sa députation finie. » On voit que Fénelon et son ami prennent des précautions en vue de la liberté, en fondant ce régime représentatif ou plutôt en le rappelant à la vie. Ils ont soin aussi de montrer l'utilité de ces États : d'abord ces États seront « paisibles et affectionnés, comme ceux des provinces ». Ils auront une « conduite réglée et uniforme, pourvu que le roi ne l'altère pas ». Les députés seront « intéressés par leurs biens et leurs espérances à contenter le roi », c'est-à-dire à voter les subsides nécessaires. Ils seront « intéressés à ménager leur propre pays, où leur bien se trouve, au lieu que les financiers ont intérêt de détruire pour s'enrichir. Ils voient de près la nature des terres et le commerce de leur province ».

²²⁸ Nous donnons, en appendice, ce plan *in extenso* (*Œuvres de Fénelon*, t. VII, p. 509).

C'est donc une assemblée de personnages auxquels l'observation, l'expérience, l'intérêt général, donnent une compétence supérieure.

Au-dessous des États généraux seront établis, non plus seulement dans quelques provinces, mais dans toutes les provinces, des « États particuliers ». « Composés des députés des trois États de chaque diocèse », ils auront le « pouvoir de policer, corriger, destiner les fonds..., mesurer les impôts sur la richesse naturelle du pays et le commerce qui y fleurit ». Au-dessous des États provinciaux, et contrôlés par eux, de petites « assemblées de diocèse », comme en Languedoc, des « établissements d'assiette », où siège « l'évêque avec les seigneurs du pays et le Tiers état, qui règlent la levée des impôts suivant le cadastre ».

Ainsi, du « diocèse » à la province, de la province au royaume, une hiérarchie d'assemblées ; les plus humbles réglant la levée des impôts, et les provinciales les contrôlant ; enfin la plus haute, représentation de la nation, délibérant sur toutes questions, mais restant seulement consultative ; point qui, d'ailleurs, n'est pas, dans le projet, explicitement exprimé ; car les réformateurs laissent aux États généraux le soin de « punir les seigneurs violents »²²⁹ de corriger des abus, comme ceux des « capitaineries »^{p183} qui entretiennent des « fauves et des lièvres... gâtant les grains, les vignes et les prés » ; toutes choses qui ne sont plus dans les attributions naturelles d'une assemblée consultative, mais dans celles d'une « assemblée nationale », au sens futur du mot.

Le gouvernement ne sera plus celui de Louis XIV. Le grand roi a établi les secrétaires d'État et les ministres comme source essentielle de l'autorité : ces personnages parlent, agissent en son nom ; les Conseils, surtout à la fin du règne, n'ont plus, sauf le « Conseil du ministère », l'importance de jadis. Or Fénelon et Chevreuse reviennent aux Conseils, ne disent mot des secrétaires d'État, créent, à côté du Conseil d'État, six Conseils, en tout sept, qui administreront le royaume. Par exemple, le Conseil de la Guerre sera « composé de

²²⁹ On peut, assez naturellement, interpréter ces mots « punir les seigneurs violents », et le reste, par la faculté de faire des lois. Mais alors c'est déjà le pouvoir législatif aux mains des États. En outre, le « droit de punir » est même fonction du pouvoir exécutif : Fénelon enlève-t-il ce droit au roi ? Il y a là des obscurités.

maréchaux de France et autres gens expérimentés, qui sachent ce qu'un secrétaire d'État ne peut savoir, qui parlent librement sur les inconvénients et abus, qui forment des plans de campagne de concert avec le général chargé de l'exécution, qui donnent leur avis pendant la campagne, qui n'empêchent pourtant pas le général de décider sans attendre leurs avis, parce qu'il est capital de profiter des moments ». Tous ces Conseils — le plan ne les cite point — seront, comme celui de la Guerre, composés de personnages de l'aristocratie. Cette Noblesse, chassée des fonctions de l'État par Louis XIV, rentrera dans ce qu'elle juge ses droits, et dans ses vieilles traditions. Quant au Conseil qui s'occupera de la justice, il sera formé « non de maîtres des requêtes introduits sans mérite pour de l'argent, mais de gens choisis dans tous les tribunaux du royaume » ; « des conseillers d'État envoyés de temps en temps dans les provinces pour réformer les abus ». « Point d'intendants » ; des *Missi dominici* seulement de temps en temps : ce seront, évidemment, des « conseillers d'État » ; Louis XIV les avait déjà employés, en dehors des intendants, pour faire des enquêtes sur l'état d'une ou plusieurs provinces. Ce « point d'intendants » rappelle l'« Arrêt d'union des Cours souveraines », de 1648, et la Fronde. C'est la même réaction aristocratique, qui se retrouve après trois quarts de siècle. Qui alors gouvernera dans les provinces ? Ce seront les seuls gouverneurs. Mais, comme certains gouvernements sont, tels le Languedoc, la Bourgogne, beaucoup trop vastes, on augmentera le nombre des gouvernements, et on les ramènera à une « étendue sur laquelle un homme puisse veiller soigneusement avec le lieutenant-général et le lieutenant du roi ». Naturellement, la résidence ^{p184} sera de règle pour les gouverneurs et les officiers, leurs auxiliaires.

Cette administration du royaume devra, après la paix, obéir à de strictes règles d'économie. Le déficit vient de la Cour et des guerres. Les dépenses de Cour seront donc réduites ; d'abord « retranchement de toutes les pensions non nécessaires » ; une « supputation exacte de tous les appointements..., des pensions inévitables, etc. » ; une grande « modération dans les meubles équipages, habits, tables ; l'exclusion de toutes les femmes inutiles ; des lois somptuaires, comme les Romains ; le renoncement aux bâtiments et jardins ; la cessation de tous les doubles emplois, la résidence de chacun dans sa fonction ». Ce n'est certes point la Salente du *Télémaque*, mais c'est la

suppression, vu l'énorme dette publique, de tout ce luxe de bâtiments et de Cour qui était une des plaies du régime absolu. « Retranchement de tout ouvrage pour le roi », vont jusqu'à dire les réformateurs. Mais ils n'oublient pas les arts ; car ils ajoutent : « Laisser fleurir les arts par les riches particuliers et par les étrangers » ; en quoi ils ne font guère que reconnaître et approuver le présent, le grand et presque unique Mécène de Versailles et de Marly ayant été déjà supplanté par les Mécènes de la Noblesse d'épée et de robe et surtout par ces Mécènes parvenus que la finance a fait éclore jusque dans les provinces.

Quant à la guerre qui a absorbé tant d'argent, il faut qu'il n'y ait plus « jamais de guerre générale contre l'Europe ». Et le plan ajoute : « Rien à démêler avec les Anglais. Facilité de paix avec les Hollandais. On aura facilement les uns contre les autres. Alliance facile avec la moitié de l'Empire. » Dans ces conditions, on se contentera, après la paix, d'une armée de cent cinquante mille hommes. Il faut remarquer que Fénelon et Chevreuse ne désarment point la France, qu'ils restent très prudents, malgré leur grand désir d'économie. Mais des économies, ils en proposent sur les places fortes ; car « une multitude de places tombent dès qu'on manque d'argent ».

Après ces retranchements, nécessaires, examen sera fait des dettes, où il faudra « voir clair », jusque dans les détails, qu'il faudra réduire « au denier trente (3,3 %), avec exception de certains cas privilégiés », d'où il faudra « retrancher les usures énormes et évidentes ». Dans le système des impôts, on a en vue, pour la taille, des « cadastres » des terres, comme en Languedoc, sans autre précision. On supprime « gabelle, grosses fermes, capitation et dîme royale », en ajoutant que suffiraient « les sommes que les États lèveraient pour payer leur part de la somme totale des charges de l'État ». Réforme plus radicale peut-être que celle de Vauban lui-même. Ce seraient les États ^{p185} provinciaux, qui seraient les maîtres ; car leur manière de faire « est toujours plus soulageante que celle des fermiers du roi ou traitants, sans l'inconvénient d'éterniser les impôts ruineux et de les rendre arbitraires ». Les réformateurs ne veulent plus de ces fermiers, de ces financiers qui exploitent les peuples : en quoi ils sont en parfaite communion d'idées avec Vauban et tous les novateurs en finances.

L'armée sera régénérée. « Aucune vénalité, pour aucun prétexte » ; « les régiments ne seront jamais donnés à des jeunes gens sans expérience », mais seront commandés par « beaucoup de vieux officiers ». « L'ancienneté doit être comptée pour rien si elle est seule » ; c'est la capacité qui importe ; il faut avancer dans le service « les hommes d'un talent distingué » et ne pas « y laisser vieillir ceux qu'on voit sans talent ». « De beaux appointements aux colonels et aux capitaines ; une bonne solde aux soldats, un bon traitement pour les vivres, dans les hôpitaux » ; ainsi on aura une « élite d'hommes ». Fénelon et Chevreuse veulent une armée forte et disciplinée, où le mérite l'emporte sur la naissance et sur l'argent. Ils réclament l'organisation des « milices par tout le royaume » ; ils ont comme une vague aspiration à la formation d'une armée nationale, où les enrôlements seraient « très libres », avec un congé exact après cinq ans. Et ils font appel, pour établir le projet de réforme, à des compétences spéciales, en particulier à « MM. les maréchaux de Puységur, de Harcourt, de Tallard ».

La justice appelle des réformes profondes. Elles ne pourront se faire qu'avec le temps. Les novateurs rêvent d'une magistrature qui ne serait plus établie sur la vénalité des offices. « Ôter peu à peu la paulette », cette « paulette » qui, on le sait, instaura l'hérédité des charges. Ils voient avec plaisir les charges diminuer de valeur, et ils veulent les « diminuer encore ». On laissera « pour leur vie tous les juges intègres et suffisamment instruits », et on fera « succéder gratis leurs enfants dignes », en leur attribuant « des gages honnêtes sur les fonds publics » et en avançant les hommes de talent et de vertu. Bref, une magistrature qui ne possède plus ses charges, qui n'arrive plus par l'argent, mais par le mérite, et rétribuée par l'État. Toutefois pour les grandes charges — premiers présidents et procureurs généraux des Parlements, ou même conseillers — on donnera, « à mérite égal », la préférence aux nobles. Mais qui jugera de cette égalité de mérite ? Ici encore les réformateurs ont un penchant naturel à mettre les aristocrates dans toutes les places de grande considération et influence. Au reste, ne vont-ils pas jusqu'à vouloir modifier l'aspect extérieur des juges, et par là même, à leur insu, ^{p186} peut-être, l'esprit de la magistrature, quand ils ajoutent : « Magistrats d'épée, et avec l'épée, au lieu de robe, quand on pourra. » Ils prennent le contre-pied de la fameuse maxime romaine : « Cedant arma togae » et suppriment

même la « robe », au mépris de traditions déjà anciennes. Et c'est bien, en effet, à des traditions, plus vieilles encore, qu'ils entendent remonter, quand ils ressuscitent, dans les bailliages, « le bailli d'épée, pour y exercer sa fonction ». Comme si le bailli d'épée, ignorant du droit, n'avait pas été obligé, depuis des siècles, de céder, en fait, l'exercice de sa fonction au « lieutenant-général », de robe longue, versé dans le droit ! Ils demandent même que le lieutenant-général et le lieutenant criminel du bailliage soient pris parmi les « nobles, s'il se peut ». S'il se peut ; car les nobles ne sont guère des jurisconsultes au XVIII^e siècle, pas plus que dans les siècles passés. Parlements et bailliages, voilà désormais les seuls tribunaux, car les présidiaux seront supprimés, et les justices seigneuriales de même : les seigneurs ne conserveront que leur « justice foncière ». Quant aux tribunaux spéciaux, comme le Grand Conseil, les Cours des Aides, ils seront abolis. L'idéal de Fénelon et de Chevreuse serait : « peu de juges » et aussi « peu de lois » ; une procédure plus simple ; pas de « procureurs » (avoués) ; un Code où des « jurisconsultes choisis corrigeront et réuniront toutes les coutumes ».

Fénelon et Chevreuse, qui sont, par bien des côtés, des esprits modernes, n'ont garde de négliger le commerce. Le premier mot de leur programme est « liberté ». Certainement les délibérations du Conseil de Commerce, de 1700, ne leur sont pas étrangères, et ils les approuvent. C'est ce Conseil, disent-ils, qui doit « tout régler ». Ils tiennent pour une bonne réciprocité dans les relations commerciales de la France avec les étrangers. Il appartiendra aux États généraux et particuliers de « délibérer s'il faut abandonner les droits d'entrée et de sortie du royaume ». On voit que, selon leurs désirs, c'est la nation qui, en ce domaine, comme en tant d'autres, fera ses affaires elle-même, et l'on se demande quel pouvoir restera au roi, hors celui d'entériner les délibérations des États. Ils suivent la tradition industrielle de Colbert. « Manufactures à établir, disent-ils, pour faire mieux que les étrangers, sans exclusion de leurs ouvrages » ; et ils ont souci des « arts, qu'ils veulent faire fleurir ». Ils savent, en effet, que « les étrangers », comme les « riches Français », recherchent toutes ces belles œuvres d'art, ces ouvrages délicats — meubles, bijoux, parures, modes, livres, tableaux, sculptures — qui sortent de la main de nos artistes, et de celle de nos artisans, qui sont aussi des artistes d'un goût très sûr et très fin. Le bâtisseur de la Salente ^{p187} du

Télémaque est, à sa manière, un connaisseur averti des arts, nourri de la beauté antique.

Le commerce ne va pas sans marine, voire sans marine de guerre. Mais, pacifiques, nos réformateurs ne suivent plus ici Colbert ; ils renoncent à une grande marine, laissent la place aux Anglais et aux Hollandais. Ils s'en tiennent à l'armée seule ; sur mer ils se recueillent. « Marine médiocre, disent-ils, sans pousser à l'excès, proportionnée au besoin de l'État, à qui il ne convient pas d'entreprendre seul des guerres par mer contre des puissances qui y mettent toutes leurs forces. » Déjà ils préconisent la politique qui sera celle de l'époque suivante ; ils appellent sagesse ce que d'autres appelleront, beaucoup plus tard, aveuglement : c'est que, dans le malheur des temps, la confiance dans les ressources et les forces de la France les a abandonnés.

Ce ne sont pas seulement les divers services publics que les réformateurs pensent à réorganiser. C'est aussi l'Église de France, soit dans ses rapports avec Rome, soit dans ses relations avec la monarchie. Ici le plan se charge de considérations et d'une foule de détails ; on y trouve même comme une esquisse de l'histoire de l'Église universelle et des Églises nationales, voire des Églises dissidentes dans les divers États de l'Europe. Le concours des deux puissances spirituelle et temporelle s'impose, mais dans l'indépendance de l'une et de l'autre. Or le pouvoir royal, qui doit se borner à faire exécuter les canons de l'Église, a dépassé ses limites ; Rome reste, doit rester le centre d'unité : à elle appartient la « confirmation des évêques ». Mais l'élection des évêques devrait être libre. L'Église recouvrerait la liberté d'élire, de déposer, d'assembler. L'indépendance du spirituel serait plus grande, soupire Fénelon, si l'on n'avait pas le temporel à ménager. C'est qu'en effet, de par le Concordat, le roi tient dans sa main ce temporel et en dispose : les biens ecclésiastiques et la dîme, qui font la richesse et la puissance sociale du Clergé, assurent sa dépendance et sa servitude. Voilà ce que les réformateurs voient parfaitement et regrettent. Or il est impossible de changer cet ordre de choses, tant que durera un Concordat de cette nature. Mais cependant, dans le cadre nécessaire des institutions, ne pourrait-on réformer les rapports de l'Église avec le roi et avec le pape ? Certes, jadis, ce n'étaient qu'abus de Rome ; maintenant, ce ne sont qu'abus du pouvoir séculier. Fénelon et

Chevreuse s'élèvent contre les libertés gallicanes, contre les Parlements, les magistrats « laïques », qui jugent de tout, même de la collation des bénéfices ; ils redoutent une Église nationale, conduite par un chef puissant ; ils volent déjà dans le siège métropolitain de Paris le redoutable opposant au pape. Ils se montrent ^{p188} nettement ultramontains, demandent qu'on se concerte avec le nonce du pape, qu'on compose un « Conseil de conscience » d'évêques pieux, hostiles au jansénisme (entendez surtout le gallicanisme), qui déposerait au besoin les évêques et soumettrait les ordres religieux, comme l'Oratoire et les Bénédictins, à « une règle de doctrine ». En somme, c'est la liberté pour les ultramontains ; c'est, sous prétexte de schisme, la déposition pour les évêques gallicans, voire jansénistes ; c'est aussi toute liberté laissée aux évêques, dans leur diocèse, d'« interdire et destituer les curés et tous ecclésiastiques », et la suppression de « l'appel comme d'abus », cette arme toujours menaçante dans les mains du roi et de ses Parlements. Les réformateurs ne vont-ils pas jusqu'à réclamer la « réception du Concile de Trente », arguant de ce que « les principaux points en sont déjà reçus dans les Ordonnances » ? En somme, c'est le plan d'un parti de dévots, hostiles à un Clergé national, en parfait accord avec Rome et les Jésuites, et en complète réaction contre les plus anciennes traditions religieuses de la France : il est tourné, croient-ils, vers l'avenir, sans voir qu'il est en contradiction avec l'esprit national et impossible à réaliser.

Dans toute leur réorganisation de l'État les novateurs ont modifié, le plus souvent par répercussion, la condition des diverses classes de la société. Ils ont voulu donner au Clergé, surtout aux évêques, plus de pouvoir, les introduisant dans le Conseil de conscience, voire dans le Conseil d'État, les plaçant au premier plan dans les États provinciaux et dans les États généraux, où ils seraient seuls pour représenter l'Église, sans même l'adjonction d'un docteur illustre, d'un grand bénéficiaire puissant, voire d'un curé, député naturel de cette énorme masse des curés de France qui portent toute la charge du ministère sacré ; enfin leur conférant un pouvoir sans contrôle, même sur les ordres religieux. En grands seigneurs, Fénelon et Chevreuse font bon marché des intérêts et des aspirations de la majeure partie de l'Église de France.

Dans la nation, ils ne voient que la Noblesse, et même seulement la Noblesse d'épée²³⁰, parmi laquelle ils ont soin d'établir des rangs. Cette Noblesse, ils la soutiennent par des « majorats », des biens immobilisés, inaliénables. Et ils la placent partout : dans le gouvernement, comme dans l'armée ou l'Église, et même dans les Cours de justice et les tribunaux ; comme si cette haute^{p189} Noblesse connaissait le droit et les matières du gouvernement, de science infuse, et comme si c'était sa vocation. Bien plus, ils essaient, après Richelieu, de lui faire entendre qu'elle peut, sans déroger, faire fortune dans le grand commerce. La Noblesse de robe est, naturellement, ravalée, encore humiliée, comme on a vu, par un projet de réduction de la valeur des charges et même par la suppression de toute vénalité : idée bien chimérique en un temps d'énorme déficit et bientôt de banqueroute, où la vente des offices bat son plein. Quant au Tiers état, qui seul vraiment travaille, comme le disait Vauban, les novateurs ne s'occupent guère de lui, en propres termes, que pour attaquer, d'ailleurs à bon droit, les « traitants » et les usuriers, et mentionner à peine les commerçants, les armateurs, les fabricants, toute cette classe de gens actifs, en grande partie suscités par la politique de Colbert ; ils ne voient qu'une chose : c'est qu'« on ruine les nobles pour enrichir les marchands par le luxe » ; comme si les marchands poussaient seuls les nobles à se ruiner ! Ils ont même la naïveté de penser qu'« on n'aurait plus besoin des financiers », qu'au besoin on les supprimerait, et qu'« ils pourraient tourner leur industrie vers le commerce ». Ce sont là, avec « les lois somptuaires » qu'ils réclament pour une société qui déjà en a connu plus d'une, et n'a jamais voulu s'y conformer, les illusions de novateurs peu expérimentés avec la vie économique d'une nation moderne.

En somme, on trouve là tout un plan de gouvernement contre le pouvoir absolu, où le principe de « liberté » est sans cesse invoqué, dans l'Église, dans l'État au centre de sa puissance et jusque parmi les provinces, enfin dans le commerce. Mais cette « liberté » ne profite guère qu'à l'aristocratie, et, parmi celle-ci, à la plus haute. La nation apparaît peu, malgré l'institution d'États généraux périodiques ; car elle se réduit à une poignée de notables, presque tous désignés

²³⁰ Voir § V, Noblesse : registre des nobles, par province ; éducation des nobles (pages du roi, cadets) ; hostilité à l'égard des bâtards ; défiance des princes étrangers.

d'avance par leurs fonctions, leur naissance ou leur puissance. Cette masse de peuple, qui fait tous les travaux et qui nourrit et entretient tous ces privilégiés, ne se montre pas un seul instant dans ce long plan de gouvernement où l'Église de France et même l'Église universelle sont scrutées à satiété. La société française, son activité, son éducation intellectuelle et morale, le rôle de l'État dans la vie spirituelle de la communauté, n'ont pas retenu l'attention des réformateurs. S'ils envisagent un moment l'éducation, c'est seulement l'éducation des nobles, des « enfants de haute Noblesse », des « moindres nobles ou de branches pauvres », à qui, suivant leur fortune, sont réservées des destinées diverses. Bref, par ce plan, nous n'atteignons pas, comme par la *Dîme* de Vauban, le tréfonds de la ^{p190} société française, mais seulement les ambitions d'un parti de dévots, qui s'emparent du duc de Bourgogne et ne le « laissent point échapper », car sous son nom ils veulent instaurer une royauté chrétienne, pacifique, aristocratique, sur les ruines de la monarchie administrative de Louis XIV. Si leur plan semble renfermer quelques réformes d'avenir, il s'inspire aussi beaucoup des traditions du passé ; mais le passé peut, par réaction contre un présent détesté, apparaître révolutionnaire : tout dépend de l'esprit qui l'animera et le rénovera. Au reste, après la mort foudroyante du duc de Bourgogne (1712), qui ne laisse plus en présence, à côté d'un prince de deux ans, frêle, épargné par le hasard, que le duc d'Orléans et les bâtards, ces grands favoris de Mme de Maintenon, le programme si bien concerté des dévots n'est plus que celui d'un parti de vaincus. Toutefois leurs idées ne sont pas mortes, et elles vont leur survivre.

En attendant, pendant que disparaissent Chevreuse et Beauvillier, et que Fénelon, resté seul, désarmé, dans son lointain archevêché de Cambrai, doit abandonner son rêve politique, mais, toujours ambitieux, se voue maintenant à la guerre contre le jansénisme et à l'intrigue contre le cardinal de Noailles, à Rome et à Versailles, c'est autour du futur régent — car, malgré la toute-puissance de Mme de Maintenon qui voudrait le pouvoir pour le duc de Maine, son protégé, c'est bien le duc d'Orléans qui, suivant les traditions monarchiques, doit exercer la régence après la mort du roi — que les ambitieux et les novateurs se groupent, prêts, eux aussi, à remettre à l'aristocratie le pouvoir politique dont elle a été si longtemps frustrée. Au premier rang de ces amis du duc d'Orléans figure un duc et pair, également

ami de Beauvillier et de Chevreuse, moins, dévot certes, mais probe, et que la seule politique a rapproché d'un personnage aussi décrié par ses mœurs que le futur régent : c'est Saint-Simon.

III. — Comme Fénelon, Saint-Simon est hostile au despotisme ministériel ; il dénonce l'envahissement de la bureaucratie, l'avilissement des Conseils, qui ne sont plus que des « fantômes », la bureaucratie des intendants, la vénalité des offices, cette « gangrène qui ronge depuis longtemps tous les ordres et toutes les parties de l'État et sous laquelle il est difficile qu'il ne succombe ». Comme Fénelon, il réclame la paix, une politique de modération dans les relations extérieures, et de réciprocité dans le commerce avec l'étranger. Comme Chevreuse, il n'est point éloigné de conseiller le rappel des huguenots, dans l'intérêt même du royaume ; car il est un des hommes de ce temps qui ont eu la plus claire conscience des dommages que l'exode huguenote²³¹ a faits à la France. Dans ses projets de gouvernement il veut, lui aussi, remettre la haute aristocratie, dont il est, dans tous ses droits. Il supprime donc les secrétaires d'État et les remplace par des Conseils, composés de nobles de la plus haute lignée. Le royaume sera divisé en douze provinces, dont chacune aura ses États, qui répartiront et percevront l'impôt, à la place des intendants, ces agents de centralisation et de despotisme. Les États généraux répartiront l'impôt entre les provinces, et pourront adresser des remontrances au roi ; mais ils n'auront aucun pouvoir politique ; ils ne pourront même ni consentir ni refuser les subsides. L'aristocratie qui, en fait, gouvernera, au nom du roi, ne doit pas rencontrer d'obstacles dans les États. Ainsi l'aristocratie se substitue aux ministres, à ces ministres « de vile bourgeoisie », appelés par Louis XIV, et dirige la monarchie à sa guise. Mais, dans ce système, analogue, en somme, à celui de Fénelon, où cependant les

²³¹ Voir le jugement de Saint-Simon sur la persécution, dans *le Parallèle des trois premiers rois Bourbons*, éd. Faugère, p. 222-226 : « Elle dépeupla le royaume et transporta nos manufactures et presque tout notre commerce chez nos voisins et plus loin encore ; fit fleurir leurs États, aux dépens du nôtre, remplit leurs pays de nouvelles villes et d'autres habitations, et donna à toute l'Europe l'effrayant spectacle d'un peuple si prodigieux, proscrit, fugitif, nu, errant sans aucun crime, cherchant un asile loin de sa patrie. » A la fin il écrit : « Immense plaie intérieure. » Voir encore p. 312-313.

États généraux obtiennent beaucoup moins de pouvoir et de considération, ne sera-ce pas encore une monarchie tout aussi despotique que celle de Louis XIV, avec une autorité moins solide et plus instable, morcelée entre plusieurs Conseils, et, dans chaque Conseil, entre plusieurs membres jaloux chacun de son influence ?

Ce qui gêne et irrite le noble duc et pair, si infatué de sa pairie, c'est l'ambition du Parlement. Il sait bien que le régent ne pourra rien sans le Parlement ; que le testament de Louis XIV, qui attribue la régence au duc d'Orléans, mais diminue singulièrement la position du régent par les pouvoirs énormes qu'il confère au duc du Maine, futur gouverneur du jeune roi, ne pourra être cassé ni modifié sans la décision du Parlement ; qu'il faudra, nécessairement, payer les hauts magistrats de cet éminent service, en leur rendant la faculté de présenter des remontrances et les rappelant à la vie politique. Mais il redoute ce nouveau pouvoir. Il n'ignore pas que le Parlement se considère comme le représentant des États généraux, en l'absence de ces États, parce qu'il comprend des membres des trois ordres : clercs, pairs, légistes du Tiers état²³². Mais il s'efforce de prouver que, bien qu'ils aient^{p192} « séance et voix délibérative, ces pairs, ces clercs ne sont point du corps du Parlement ». Le Parlement est-il, d'ailleurs, comme il le prétend, le premier corps de l'État ? N'y a-t-il pas le Grand Conseil, le Conseil privé, qui casse ses arrêts ? Mais, en admettant même cette prétention, « un premier corps de l'État n'être de nature et d'effet que des gens du Tiers état revêtus d'offices de pure judicature pour leur argent, et comme légistes pour juger uniquement les causes des particuliers, et sans compétence par eux-mêmes pour les grandes sanctions de l'État et le jugement des causes majeures, c'est un paradoxe que tout l'art et le pouvoir ne sauraient persuader »²³³. « Une telle proposition ne peut mériter que le silence et le mépris²³⁴. » Ici s'exprime avec une vigueur qu'on trouverait difficilement ailleurs, l'hostilité jalouse des grands nobles pour cette

²³² C'est une opinion ancienne, exposée dans une « mazarinade » de 1652 : « Les véritables maximes du gouvernement de la France, justifiées par l'ordre des temps. » Voir *Mémoires de Saint-Simon*, éd. de Boislisle, t. XXV, p. 483.

²³³ Id., t. XXV, p. 340. Réfutation de l'idée du Parlement d'être le premier corps de l'État nouvellement prise et hasardée (février 1716), dans les *Écrits inédits de Saint-Simon*, t. III, p. 401-418.

²³⁴ *Mémoires*, éd. Boislisle, t. XXV, p. 329.

Noblesse parvenue qui peuple le Parlement. La grande aristocratie ne semble-t-elle pas refuser, par l'organe de Saint-Simon, l'alliance des magistrats contre le pouvoir absolu de la monarchie ? Et pourtant ce ne sont pas les ducs et pairs qui, en l'absence d'États généraux, seraient, à eux seuls, capables d'apporter des réformes sérieuses et durables au régime monarchique tel que l'a établi Louis XIV. Saint-Simon s'évertue à faire rentrer cette prétendue aristocratie judiciaire dans son humilité primitive, en rappelant les divers degrés par lesquels elle a monté au cours des siècles depuis saint Louis. « Ces gradations, ajoute-t-il, ne changèrent pas la nature originelle et purement populaire des légistes devenus magistrats, et ne l'a pas changée jusqu'à présent, quelques efforts que dans la suite ils aient pu faire pour sortir de cette essentielle bassesse, dont l'idée ne leur est venue que longtemps depuis ²³⁵. » C'est le duc et pair qui regarde vers le passé, un passé qui ne reviendra plus : on ne saurait immobiliser les sociétés et les États. Voilà ce qu'il oublie, comme tant d'autres de sa caste.

C'est qu'en effet, pendant que Saint-Simon s'efforce de rabaisser le Parlement, dont il redoute l'ambition et pressent le rôle futur, ce même Parlement, muet pendant le règne du grand roi, recouvre déjà la voix, sinon avec son premier président, créature de la Cour et assez effacé, du moins avec son procureur général Daguesseau, à l'occasion des dissensions religieuses qui agitent si violemment l'Église et l'État. Un esprit nouveau souffle au ^{p193} Parlement, comme partout ailleurs. L'opposition est là, comme elle est dans l'Église gallicane avec le cardinal de Noailles.

Dans le royaume l'esprit d'indépendance, si longtemps comprimé, commence à percer. Les États provinciaux, comme ceux du Languedoc, discutent davantage. Tous les États prennent un regain de vie. Les municipalités, surtout ces grandes municipalités, assez libres jadis, asservies par Louis XIV, ses ministres et ses intendants, se réveillent, elles aussi. Il semble qu'après la paix (1713) une France nouvelle, qui s'est longtemps recueillie, dans la misère, se redresse, que les armateurs de ses ports, les grands négociants et fabricants de ses principales cités retrouvent leur initiative, qui ne demande rien à l'État que la liberté de leur travail. Saint-Simon, Fénelon, entichés de

²³⁵ *Ibid.*, p. 322.

leur naissance et de leur aristocratie, ont-ils eu pleine conscience de cette crise par où venait de passer le monde du travail ? Ils n'y font, dans leur plan, même pas allusion, et nous pouvons dire qu'ils n'ont guère vu que la Cour, et fort peu la France elle-même. Seul Vauban l'a vue et montrée, dans son malheur et dans son effort.

Quoi qu'il en soit, au cours de cette effroyable guerre de la Succession d'Espagne, guerre dynastique dans ses origines, et non pas nationale, la nation se retrouve différente de ce qu'elle était jadis, pleine d'initiative pour réparer ses pertes, mais prête aussi à accueillir les critiques du régime d'absolutisme et de centralisation excessive et à revendiquer les libertés provinciales et municipales d'autrefois. L'aristocratie, qui veut diriger la France, les lui accordera-t-elle ?

[*Table des matières*](#)

IV. — L'absolutisme monarchique aux prises avec la société

Au milieu de toutes ces ambitions et de tous ces projets, qui spéculent sur sa fin prochaine, et dont il a été certainement informé, au moins en partie, soit par ses confidents et ses conseillers secrets, comme Chevreuse lui-même, soit par Mme de Maintenon²³⁶, qui tient les fils de toutes les intrigues et d'abord des siennes, Louis XIV s'efforce de maintenir sa volonté de puissance et, dans son vieil orgueil de roi, de ne point se démentir. Engagé dans une guerre terrible que son ambition a déchaînée, il resserre autour de sa personne ce gouvernement absolu, qui fut^{p194} sa création, et sans lequel il lui serait impossible de mener une lutte formidable qui tend tous les ressorts du pays.

I. — Ce n'est pas que le grand roi n'ait consenti à donner à la bourgeoisie et au monde du travail quelques satisfactions d'intérêt et

²³⁶ Une lettre de Mme de Maintenon à Beauvillier, 1712 (dans Fénelon, *Œuvres*, t. VII), dit qu'une partie des papiers du duc de Bourgogne a été brûlée ; qu'une autre partie, précieuse, qu'elle lui envoie, a été sauvée. Donc elle l'a lue. En a-t-elle donné connaissance au roi ? C'est possible. — Les conversations continuelles du roi avec Chevreuse depuis 1705, même discrètes de la part du duc, avaient certainement révélé beaucoup de choses à Louis XIV.

même d'honneur. Son gouvernement a desserré son étreinte sur l'industrie et le commerce, autant par nécessité diplomatique que par condescendance à des intérêts dont il sent mieux la puissance. L'État a maintenant une plus grande considération pour les négociants des principales villes, pour les armateurs des ports, sans parler des banquiers, auxquels il a sans cesse recours. Et de certains d'entre eux, comme Mesnager, de Rouen, il fait des ambassadeurs : les questions commerciales sont désormais au premier plan des traités internationaux. Le traité de Ryswick, suivi de conventions de commerce avec les Hollandais²³⁷, puis le transfert du monopole commercial de l'Espagne dans l'Amérique espagnole aux mains des Français (1701), ont modifié les idées.

La réciprocité de commerce que Colbert répudiait, dans son tyrannique système mercantile, et que ses successeurs avaient condamnée, est désormais admise par le gouvernement, qui se règle suivant les vœux des députés du commerce, appelés à former un « Conseil », et réunis bientôt en des « Chambres de Commerce », dans les cités les plus actives²³⁸. Toute la politique économique du royaume est conduite par Henri Daguesseau, puis par Amelot, conseiller d'État, selon leurs légitimes aspirations, au moins en ce qui touche les rapports avec l'étranger. C'est un libéralisme tout nouveau, qui vient tempérer le mercantilisme, cher encore à tous les États de l'Europe, et auquel, on l'a vu, adhèrent les réformateurs pacifiques, qui voient dans de plus libres relations commerciales entre pays voisins un heureux lien de solidarité et un gage de prospérité et de paix. Le gouvernement a fait sienne la nouvelle doctrine, avec plus de décision que les commerçants eux-mêmes, parfois hésitants entre l'ancien système mercantile et protectionniste et le régime libéral. On peut en suivre les progrès : la franchise des ports est rétablie peu à peu, à Dunkerque (1700), à Marseille (1703), ensuite à Lorient, à Bayonne ; les privilèges déjà accordés aux Hollandais après Ryswick sont, en 1711, concédés aux Anglais, aux Danois, aux Hanséates. A ce moment, le mouvement est vraiment donné, et le contrôleur

²³⁷ Le tarif commercial avec les Provinces-Unies leur accorde des conditions beaucoup plus favorables qu'avant la guerre (1699).

²³⁸ Aux Chambres de Commerce, déjà existantes, de Marseille et de Dunkerque, se sont ajoutées celles de Lyon (1702), de Rouen, Toulouse, Montpellier, Bordeaux (1705), de La Rochelle, de Lille (1714).

général Desmaretz écrit même, en 1712, à Mesnager, chargé d'une mission en Angleterre : « Je vous avoue que je ne crois pas qu'il y ait à craindre des suites préjudiciables au commerce de la France en donnant à toutes les nations une égalité réciproque. Mon opinion est que, plus on donnera de facilité aux étrangers de nous communiquer leurs marchandises et les productions de leur pays, plus on facilitera le débit des nôtres. L'uniformité et la liberté en fait de commerce font toujours la richesse du pays où elles sont établies ²³⁹. » Le traité avec les Provinces-Unies, à Utrecht, s'inspire de cette doctrine, rétablit les relations commerciales sur un bon pied de réciprocité ; un traité est signé également avec la Prusse (1713). L'horizon commercial de la France s'étend à l'Éthiopie, à la Perse, où un traité négocié par l'explorateur Michel ²⁴⁰, quelques années auparavant, est près d'être ratifié. Enfin un traité est signé à Londres, par Mesnager : le gouvernement tory de Bolingbroke et d'Oxford est pleinement favorable à ces relations de bonne réciprocité, si nouvelles, entre Anglais et Français ; mais, sous la pression du parti whig, revenu au pouvoir avec George I^{er}, et des négociants de la Cité de Londres, le traité, violemment attaqué, tant pour des raisons politiques que pour des raisons économiques, toutes inspirées du plus pur mercantilisme, n'est pas ratifié par le Parlement ²⁴¹. Grave échec pour la politique

²³⁹ Cette lettre, du 15 mars 1712, se trouve aux Arch. Nat., G⁷ 1700, registre n° 141. Voir Ph. Sagnac, *La Politique commerciale de la France avec l'étranger, de la paix de Ryswick à la paix d'Utrecht*, dans la *Revue historique*, t. CIV (1910), p. 265-286, et toute la bibliographie donnée par H. Sée, *Histoire économique de la France*, t. I^{er}, avec de précieuses notes de R. Schnerb ; Trevelyan, *England under Queen Anne*, t. III. — D'autres députés du commerce furent envoyés en Angleterre, de 1712 à 1714 : Anisson, Fénellon (Arch. Nat., G⁷ 1704, et G⁷ 1699).

²⁴⁰ Sur ce traité et le commerce de Perse, voir aux Archives Nationales, G⁷ 1704. Cette question amena un conflit entre la Compagnie des Indes qui voulait faire ce commerce du port d'Ormuz aux ports du Ponant, et non à Marseille, et la Chambre de Commerce de Marseille qui voulait que le trafic se fît de Tauris à Alep et Smyrne, par caravane, et de là à Marseille ; elle défendait son privilège. Cette affaire était très importante pour les soies.

²⁴¹ On a versé des flots d'encre, à l'époque, sur le traité de commerce, en Angleterre, et nous n'avons pas à rappeler ces conflits violents d'intérêts. On trouvera des détails dans Trevelyan, *England under Queen Anne*, t. III, dans J. Maintrieu, *Le Traité d'Utrecht et les polémiques du commerce anglais* (Paris, 1909, in-8°) ; G. W. Trevelyan, *Bolingbroke's defence of the treaty of Utrecht* (Cambridge, 1932, in-8°). Vue générale dans Pierre Muret, *La Prépondérance anglaise*, t. XI de *Peuples et Civilisations*, 2^e édition, 1943.

libérale du commerce français, sans doute, mais qui n'en souligne que mieux l'effort persévérant du gouvernement de Louis XIV vers cette politique toute nouvelle.

Cependant est maintenu l'ensemble du régime réglementaire et fiscal qui gêne tant le commerce à l'intérieur du royaume : privilèges^{p196} et monopoles, douanes provinciales, inquisition des inspecteurs des manufactures, taxes multiples, d'où pertes de temps autant que d'argent ; intolérance religieuse à l'égard des huguenots, sans aucune réserve, malgré les maux évidents qu'elle cause. Mais, malgré les ruines accumulées, la paix, après 1713, et le rétablissement des relations commerciales sur une base de légitime réciprocité, vont donner au travail français un nouvel essor. Ici la monarchie absolue a compris la leçon de l'expérience ; elle a modifié, suivant les besoins, ses doctrines, sinon toutes ses pratiques.

II. — Dans toutes les autres parties de son administration, Louis XIV et ses ministres ont résisté, soit par nécessité, en vue de poursuivre la guerre, soit par orgueil ou tradition. Et d'abord la politique de fiscalité continue, malgré toutes les protestations. Jamais les expédients financiers ne furent aussi nombreux et variés. Le contrôleur général est sans cesse à la recherche de ressources nouvelles, pour fournir des subsides à ce budget « extraordinaire » de la Guerre qui dévore les dernières réserves du royaume. Les intendants sont chargés de harceler, chacun dans sa province, les gens aisés ou riches pour leur faire acheter des offices en faveur de leurs enfants : résistances, prières et supplications. Mais, comme tout cela ne suffit point, un impôt nouveau est créé, le dixième — non pas la « dîme » de Vauban, qui devait remplacer, dans l'esprit du réformateur, les autres impôts, et ne monter au dixième du revenu qu'exceptionnellement, — mais le dixième des revenus, en sus de la taille et de la capitation : surcharge énorme, dans l'état du royaume, et qui, les « abonnements » venant à jouer, pour les privilégiés, retombe sur les plus pauvres. Louis XIV a bien eu quelque scrupule ; mais son confesseur, auquel il s'est adressé pour avoir sa conscience en repos, a levé ses hésitations (1710). Il n'entend pas les protestations, il ne voit pas les résistances. Mais les intendants, le contrôleur général savent déjà qu'on ne peut aller plus loin : de toutes petites taxes sur le

contrôle des actes de baptême et d'enterrement ont déjà occasionné, dans certaines provinces, des émeutes populaires ²⁴².

Dans l'administration des villes et des provinces, c'est toujours le même régime centralisateur et despotique, encore renforcé, obéissant à un centre d'impulsion qui s'est lui-même fortifié, surtout au contrôle général ²⁴³. Les bureaux des intendants ^{p197} ne sont plus ceux de leurs débuts : avec l'accroissement de pouvoir que leur a valu la création de nouveaux impôts, surtout après 1710, toute une bureaucratie s'est établie, au centre de la « généralité », sans parler des lieutenants de police ; et, dans la « généralité », le nombre de leurs « subdélégués » s'est augmenté, en Dauphiné, en Bretagne, partout. Il y a souvent un « subdélégué général » au siège même de l'intendance, lequel remplace l'intendant absent ou empêché ; parfois des subdélégués généraux, temporaires, ailleurs qu'au siège. En Bretagne l'intendant a quatre-vingt-six subdélégués à ses ordres, en 1713 : ce sont des « officiers » qui ont accepté ces « commissions » : parfois des sénéchaux, et même des sénéchaux de seigneurs ²⁴⁴ ; de sorte que des « officiers », possesseurs de leur office, reçoivent des « commissions » du représentant du roi et travaillent, en dehors de leur fonction acquise, pour le roi. Ce régime, qui semble paradoxal, mais que les circonstances imposent, fortifie l'autorité royale, fait participer au gouvernement provincial une foule d'officiers et semble les gagner à la monarchie absolue. Avec cette organisation plus savante, doublée des lieutenances de police ²⁴⁵ et des inspections des manufactures, le roi dispose d'une armée d'agents qui voient, ordonnent, contrôlent tout. Comment les villes, grandes et petites, pourraient-elles, en quoi que ce soit, échapper à leur inquisition et à leur tyrannie ? Le contrôleur Law, venant de l'étranger, ne sera-t-il

²⁴² Voir plus loin, p. 221.

²⁴³ Au contrôle général, des « intendants des finances » ont été déjà créés auparavant : trois, puis, en 1690, sept ; en 1701, il y a, en outre, deux « directeurs », à côté du contrôleur général.

²⁴⁴ H. Fréville, Notes sur les subdélégués généraux et subdélégués de l'intendance de Bretagne au XVIII^e siècle, dans Études sur l'histoire administrative de l'Ancien Régime ; J. Ricommard, Les Subdélégués des intendants, dans les mêmes Études, publiées par la Revue d'histoire moderne, t. XII (1937).

²⁴⁵ Sur la police, voir J. Ricommard, La Lieutenance de police à Troyes au XVIII^e siècle (1700-1790) (Paris, 1934, in-8°).

pas étonné en voyant l'énorme pouvoir des intendants des provinces ? Il les appellera des « vice-rois ». Et, en effet, ils le sont, surtout ceux qui sont vieillis dans la carrière et longtemps restés dans le même poste, comme un Lamoignon de Basville, en Languedoc, ou un Dugué de Bagnols dans la Flandre wallonne. Ils luttent contre les grands personnages qui ont conservé une influence traditionnelle, cherchent à diminuer l'autorité des États provinciaux, en Languedoc, en Bourgogne. Basville l'emporte sur le cardinal de Bonzi, président des États du Languedoc, qui soutient un candidat à la mairie de Montpellier, et fait choisir son protégé, maire par achat. Basville, si on l'eût écouté, aurait établi une véritable inquisition : « On ne peut douter, écrit-il au contrôleur général, que le cœur des Toulousains ne soit affectionné au service du roi ; mais il y a dans cette ville un libertinage d'esprit qu'il serait bon de ^{p198} réprimer, s'il était possible, et qui consiste à parler très mal à propos sur toutes les affaires nouvelles et à les censurer. » On sait ce que veut dire « affaires nouvelles » dans la langue de l'administration : ce sont les « affaires extraordinaires », la foule de taxes inventées à chaque instant, comme à plaisir. Cela prouve bien qu'on murmurait, qu'on protestait, et aussi que le pouvoir royal passait outre. Certes, avec les États provinciaux, en Languedoc, en Bourgogne, il faut à l'intendant déployer toute une diplomatie ; il se trouve en présence de corps qui n'ont pas abdiqué, qui même, en rachetant des charges municipales et nombre d'offices de finances, comme en Bourgogne, et possédant à leur tour des agents, reprennent un regain de vie ²⁴⁶. C'est déjà une lutte d'influence entre l'intendant et les États. Mais le dernier mot reste à l'intendant.

III. — L'absolutisme monarchique ne désarme point dans le gouvernement de la religion. Au contraire. Du moment, en effet, où le roi ne préside plus à la direction des arts, où les intelligences lui échappent, il entend rester plus fortement que jamais le roi très

²⁴⁶ Voir Alexandre Thomas, *La Situation politique et administrative de la Bourgogne de 1661 à 1715* (Paris, 1844, in-8°) montre très bien ce rachat des charges municipales et de beaucoup d'offices. Mais cela même constitue les États de Bourgogne en un corps de privilégiés, défenseurs de tous les privilèges de province et de classe, et c'est ce que n'a pas vu l'auteur, qui ne parle que des libertés de la Bourgogne. Voir ici encore Roupnel, qui a bien vu dans les États un corps de défenseurs des privilèges de classe.

chrétien, défenseur de la foi, et jouer ce rôle que tous, d'ailleurs, lui reconnaissent. Il est pris d'une véritable rage contre le jansénisme, cette secte remuante, en laquelle il sent une ennemie-née de son autorité. Il sacrifie définitivement Port-Royal-des-Champs, chasse ses religieuses, fait raser ses bâtiments, renverser les colonnes de son église, violer les tombes des « solitaires », et celle de M. Hamon et celle même de Racine, toutes indistinctement : brutale expédition de police, conduite par d'Argenson, le lieutenant de police en personne, et vraiment sans gloire. L'archevêque de Paris, cardinal de Noailles, a dû céder sur ce point, pour se maintenir ferme sur le point essentiel ; et, en effet, malgré la pression du pouvoir, favorisée par le P. Tellier, confesseur, les Jésuites, Mme de Maintenon et le parti des dévots qui se tourne de plus en plus vers Rome, il refuse de désapprouver le *Nouveau Testament*, du P. Quesnel, origine de toute la querelle. En vain Fénelon et ses amis, et même le duc de Bourgogne, soufflé par eux, essaient de soulever l'épiscopat contre l'archevêque de Paris : Noailles refuse net de les suivre. Louis XIV va-t-il donc recourir au pape ? Fera-t-il ce dernier pas, si dangereux ^{p199} pour le gallicanisme ? Harcelé par son confesseur et le parti des dévots qui, avec Chevreuse, ont son oreille, il se tourne vers Rome (1711), et le pape Clément XI condamne par la bulle *Unigenitus* cent et une propositions extraites du livre du P. Quesnel (1713). Mais recevra-t-on la bulle ? Le roi convoque une assemblée « extraordinaire » du clergé (1713). Presque tous les évêques acceptent ; huit refusent ; mais les acceptants font décider l'adjonction d'une instruction explicative. Ce n'est donc plus l'acceptation absolue, sur laquelle le roi comptait. Alors exil des sept partisans de Noailles, défense à Noailles de paraître à Versailles. Noailles déclare « recourir de nouveau au pape mieux informé » ; il ne contredit pas la sentence, mais se retranche derrière le gallicanisme, sûr d'avoir avec lui tout Paris, curés, ordres religieux, Sorbonne et fidèles. Hardiment, il réclame un Concile général : il rejette l'intervention de Rome dans les affaires du royaume. Le pape réplique par un bref qui réproouve le mandement de Noailles comme « ayant une odeur de schisme ».

C'est alors que le Parlement se réveille. Son chef moral est le procureur général Henri-François Daguesseau²⁴⁷. Il est soutenu, d'ailleurs, par des ministres, Pontchartrain et Torcy : ainsi le gouvernement même de Louis XIV est divisé²⁴⁸. Et ceux que l'on voit agir en cette circonstance, ce sont surtout des personnages occultes : Fénelon, maintenant privé de ses amis Beauvillier et Chevreuse, puis les Jésuites et toujours Mme de Maintenon, tous harcelant Louis XIV, qui, déjà las de ces éternelles disputes, se résout pourtant à faire jusqu'au bout sa fonction suprême de roi-prêtre qu'il estime peut-être la plus belle et la plus utile à son salut. Noailles, « l'homme de la nation », Daguesseau, représentant des maximes nationales et gallicanes, se dressent devant lui : il veut briser cette opposition. Mais le Parlement discute — on n'est plus en 1661 ou en 1667, au temps de la gloire et du silence général — et à la suite d'une véhémence critique, fondée sur les vieilles libertés gallicanes, il conclut à l'impossibilité de recevoir la bulle du pape en France. L'opinion publique s'émeut : elle est, à Paris, pour les parlementaires, pour l'archevêque, elle est contre les Jésuites, détestés pour^{p200} leurs intrigues par une foule de fidèles, surtout dans les quartiers de « l'Université », par les curés et les grands ordres religieux. Les ultramontains sont battus : « tout est à refaire », soupire Fénelon, que l'on retrouve encore du côté des vaincus. Noailles refuse de se soumettre ; Daguesseau, sommé d'intervenir, refuse aussi. Alors Louis XIV se propose de tenir un concile pour juger l'archevêque. A quoi Daguesseau riposte qu'« après cela », il ne reste plus au roi que d'« établir, quand il lui plaira, un nouvel article de foi » et de l'imposer à tous. Le roi mande Daguesseau à Versailles (dimanche 11 août 1715). Le magistrat part, sans faiblir ; sa femme le quitte, l'âme ferme comme une Romaine de l'antiquité : « Allez, Monsieur, lui dit-elle ; et agissez comme si vous n'aviez ni femme ni enfant ; j'aime infiniment mieux vous voir conduire avec honneur à la Bastille que

²⁴⁷ Fils du fameux conseiller d'État, ancien intendant du Languedoc, qui, en fait, dirigea la Marine marchande à la fin du XVII^e siècle. Saint-Simon fait de lui un très grand éloge.

²⁴⁸ Et à la Cour bien des personnes s'émeuvent. La Palatine a déjà écrit (5 juillet 1711) : « Je ne sais quelle rage on a de persécuter les jansénistes. Cela a causé le malheur de bien des braves et honnêtes gens » (*Corresp.*, t. II, p. 154). Voir aussi 11 juin, p. 152 : « Quoique je compte plus d'amis parmi les Jésuites que parmi les Jansénistes, il me faut reconnaître que ces derniers vivent chrétiennement et ne méritent pas leur infortune. »

revenir ici déshonoré. » Cette grande Noblesse de robe a, tout comme la vieille Noblesse d'épée, le sentiment profond de l'honneur, avec, en plus, la gravité des mœurs.

Cependant Louis XIV n'est déjà plus que l'ombre de lui-même. Naguère, harcelé de tous côtés, il s'irritait, se lamentait : « Quand je dirai : Je veux, il faudra bien qu'on m'obéisse. » Il criait au premier président et à Daguesseau « qu'il a le pied levé sur eux ; que, si le Parlement bronche, il lui marchera sur le ventre ; qu'il n'y a pas loin de son cabinet à la Bastille ; qu'il lui soucie peu qu'on l'accuse de tyrannie ». Fureurs, où l'on ne reconnaît plus le monarque courtois, qui savait si bien dire, et qui révèlent un autre Louis XIV, celui qui fut toujours très animé contre les Parlementaires, en souvenir de la Fronde. Mais maintenant le roi ne dispose plus du temps. Il veut convoquer un Concile national pour y évoquer toute l'affaire — il n'est plus question de l'appel de Noailles à Rome — mais ce Concile n'est plus que le projet d'un moribond (juillet-août 1715), vaincu dans sa lutte contre des forces spirituelles et morales qu'il avait cru pouvoir enchaîner.

Son despotisme n'éclate pas moins dans sa politique contre les huguenots. Autour de lui, Mme de Maintenon, le duc de Bourgogne l'y maintiennent ; sa dévotion calculée, de même. Quand on parle, à la Cour, des dommages que cause au royaume l'exode de tant d'hommes actifs et industriels, ne cherche-t-on pas encore à en diminuer l'importance ? Le duc de Bourgogne réduit misérablement ces pertes²⁴⁹. Et pourtant, on l'a vu, le_{p201} duc de Chevreuse n'est pas loin, au moment des désastres de la France, de caresser le projet d'un rappel des protestants. Malgré les hésitations qui, on l'a dit, suivirent la paix de Ryswick et l'enquête générale des intendants, le gouvernement n'a rien fait qui puisse donner l'idée d'un changement

²⁴⁹ Il parle d'une perte de soixante-cinq mille réfugiés, ce qui est certainement bien au-dessous de la réalité. Au reste, il est impossible de donner un chiffre. Des huguenots partis après 1680 sont rentrés à la fin du règne. Combien y avait-il de réfugiés à une date déterminée, par exemple, en 1715, nous ne le savons pas. Par les diverses colonies étrangères, nous estimons qu'il y a eu peut-être deux cent mille réfugiés. On a parlé d'un million ! Mais alors il n'y aurait plus eu un seul huguenot en France. Et étaient-ils même un million en tout ?

complet d'attitude ²⁵⁰. Bien plus, la guerre se rallumant avec les États protestants qui ont servi de refuges, et ces États soutenant les huguenots de France révoltés, la politique de persécution est renforcée ; la guerre des Camisards, dans les Cévennes, est atroce. Que de ruines matérielles et morales ! Mais, après la paix, après le supplice de tant de martyrs, quelle Jérusalem nouvelle ! Dans le Midi, grâce à l'héroïsme des pasteurs et de leurs fidèles, Antoine Court et tant d'autres, l'Église huguenote est « replantée » ²⁵¹. Le grand roi est vaincu, ici encore. Le protestantisme, comme le jansénisme, est plus puissant que jamais.

En les persécutant l'un et l'autre, Louis XIV avait déclaré la guerre, une guerre inexpiable, à des sectes essentiellement chrétiennes, de mœurs austères, qui ne séparaient point la morale de la religion, et qui faisaient de leurs préceptes de solides règles de vie. Il ne s'était point demandé si, en les sapant, en les voulant même ruiner, il n'allait pas favoriser le parti, de plus en plus dangereux, des libertins, qui ne secondaient déjà que trop les tendances générales du siècle. N'est-ce pas le résultat général de sa politique religieuse ? En voulant trop comprimer les consciences, il les a incitées à la révolte ; et, en combattant des hommes pieux, il a, sans le vouloir, donné aux impies le goût, plus vif encore, de l'impiété et même parfois d'un libertinage de mœurs éhonté.

IV. — Ce roi, qui prétendait naguère diriger les mœurs comme l'esprit de ses sujets, laisse aller le cours des idées et des mœurs. La censure administrative s'avère impuissante. Comment empêcher de penser, de parler, d'écrire, à une époque où le gouvernement n'a plus l'auréole de la gloire ? Toutes les idées ont peu à peu changé : la société cultivée est allée, on l'a vu, d'abord à Descartes, jadis interdit ; puis à Malebranche, enfin parfois ^{p202} même à Bayle. Aucune autorité

²⁵⁰ Les grands administrateurs ont voulu modérer la persécution des gros fabricants. Ainsi Amelot, conseiller d'État, directeur général du commerce, est d'avis de « laisser jouir les Lefébvre, à Elbeuf, de la qualité et des fonctions de maîtres drapiers, puisqu'ils y ont été reçus », bien qu'ils ne soient pas de « véritables catholiques ». Mais l'embarras de l'administrateur est grand.

²⁵¹ Voir le détail des faits, exposé par Rébelliau, dans le *Louis XIV*, de Lavis, t. VIII¹, de l'*Histoire de France*.

n'est capable d'arrêter les idées. Le roi se peut plus rien empêcher. Il n'est plus, pour les arts, le grand chef d'orchestre, l'animateur suprême, le fastueux et presque unique Mécène, qui mobilisait à son service architectes, sculpteurs, peintres, décorateurs, dessinateurs de jardins, constructeurs de fontaines, voire d'aqueducs, ou de canaux aux fuyantes perspectives dans les parcs, et qui, par son goût délicat, avait créé un style en harmonie avec sa splendeur et sa gloire²⁵². Maintenant se révèlent de nombreux Mécènes, non seulement dans la Noblesse, mais surtout dans la haute bourgeoisie de la finance, et c'est eux, ces parvenus, qui, n'ayant que faire du « grand goût » louis-quatorzien, trop sévère, qui règne à Versailles, demandent aux arts plus de légèreté et de grâce, et, d'accord avec les artistes, un style nouveau. Et celui-ci s'impose vite, soit à Paris, dans les hôtels qui se bâtissent et se décorent, soit dans les grandes villes, où fleurissent des écoles provinciales, à Montpellier, à Caen, à Aix-en-Provence, décentralisant l'art français, naguère tout concentré, comme la monarchie, à Paris et à Versailles²⁵³. A la frivolité de l'esprit est venu se joindre, sans la permission royale, le libertinage des mœurs, en pleine Cour. Depuis le mariage secret de Louis XIV avec Mme de Maintenon, cette reine manquée, qui ne put à deux reprises se faire déclarer reine de France, grâce à la tenace opposition de Louvois et à l'influence de Bossuet²⁵⁴, voire de Fénelon²⁵⁵, l'intrigue est devenue,

²⁵² Pour les beaux-arts les dépenses du roi, qui étaient, en 1683, de 15 millions, tombent de moitié en 1687 ; en 1709, elles sont de 1.200.000 livres ; en 1713, à peine quelques commandes de tableaux.

²⁵³ *Peuples et Civilisations*, Louis XIV, liv. VI, chap. I^{er}.

²⁵⁴ Saint-Simon dit de Mme de Maintenon : « Sa déclaration était toujours son plus ardent désir. L'opposition que Louvois y avait si héroïquement mise, sur le point d'éclater, le perdit bientôt après. » Cela se place vers 1690, après la mort de, la Dauphine. — « Mais le roi, plein encore de ce qui lui était arrivé là-dessus, consulta le célèbre Bossuet, évêque de Meaux, et Fénelon, archevêque de Cambrai, qui l'en dissuadèrent l'un et l'autre et qui, cette seconde fois, firent manquer le coup pour toujours. » Il y'eut donc deux tentatives suivant Saint-Simon, en 1690 ; Fénelon n'était alors qu'abbé. La deuxième tentative est de 1698.

²⁵⁵ Sur Fénelon, voir ce renseignement très curieux, dans la *Correspondance de Madame* (5 juillet 1711), t. 11, p. 154. « A la Cour on n'attribue pas la disgrâce de M. de Cambrai à ses opinions religieuses, mais bien à ceci qu'il affermit le roi dans l'opinion que ce n'est pas un péché de tenir secret un mariage déraisonnable. Cet avis ne plut pas à tout le monde, dit-on ; c'est pourquoi on prit pour prétexte l'histoire de Mme Guyon, et on a fait pousser M. de Cambrai par feu M. de Meaux. »

à Versailles, plus que jamais souveraine. « Toute la Cour, écrit Madame, est pleine d'intrigues. » Certes, ce n'est pas une nouveauté. Mais, surtout après 1700, les partis s'agitent fort, en vue de la fin du règne. « Les uns veulent obtenir la faveur de la ^{p203} puissante dame, les autres celle de M. le Dauphin ; d'autres encore celle du duc de Bourgogne... C'est, dit Madame, une plaisante comédie d'intrigues enchevêtrées. » A quoi Madame oublie de joindre le parti du duc d'Orléans, son fils, qui n'est pas le moins remuant après 1711 et 1712. Tous ces personnages ou presque ont leur politique et leurs mœurs. Mme de Maintenon, dit Madame en 1710, « compte faire sa pelote, tire de l'argent de tout », et cela n'est que trop vrai. « Le Dauphin est toujours épris de la Chouin, qu'il a peut-être épousée. Cette Chouin est une futée ; elle se refuse à paraître à la Cour ; car, si elle y venait, elle se verrait obligée de subir la férule de la belle-mère du Dauphin, ce dont elle se garde bien... Cette Chouin a ses créatures partout : le maréchal d'Huxelles, Albergotti, le conseiller d'État, M. Bignon sont aussi ses conseillers ²⁵⁶. » Le duc d'Orléans s'affiche, on l'a vu, comme le prince des libertins. Que pourrait dire Louis XIV à son fils et à la Chouin ? La Chouin, il l'ignore ou feint de l'ignorer. Le duc d'Orléans a reçu de lui, à plusieurs reprises, le commandement d'une de ses armées, mais jamais la moindre observation sur ses mœurs.

Tout ce monde qui s'agite et se conduit si mal autour de lui, le roi le laisse faire, pendant qu'il détruit Port-Royal, ce pur asile des vertus chrétiennes, et qu'il persécute les protestants les plus intègres avec une violence redoublée. A peine ose-t-il donner une leçon à Mme de Berry, dont la conduite est la fable de la Cour ; car il se sert de Madame, sa grand-mère, pour cette sévère commission. « J'ai reçu, écrit Madame à cette princesse, un ordre du roi, auquel, comme bien vous pensez, je ne saurais me soustraire : c'est de vous expliquer pourquoi lundi dernier il ne vous a pas menée à la chasse dans sa calèche. La raison en est que votre conduite déplaît au roi. » Et, après la semonce, Madame va supplier le roi de recevoir la princesse et de lui « donner cette consolation » car elle « est bien mortifiée : la tape qu'on lui a donnée est bonne et rude, car elle avait une grande passion pour cette fille » ; il s'agit d'une femme de chambre, d'une « favorite, qui avait brouillé le duc d'Orléans avec sa femme et Mme de Berry

²⁵⁶ *Correspondance de Madame* (1709), t. II, p. 101-102.

avec sa mère ». « Celle-ci (la mère) s'est fâchée, a tout dit au roi, qui a chassé la femme de chambre ²⁵⁷. » Le roi a enfin fait cesser ces scandales féminins dans sa famille. Mais aux princes, il n'a pas osé donner une pareille leçon. Le vieux monarque dévot supporte tout, même l'impiété et les scandales ^{p204} publics de son entourage. Le défenseur de la foi ne sait plus être le défenseur des mœurs.

Le souverain a voulu être le centre de tout, et, en effet, pendant longtemps il a été la source de toute autorité, de toute règle, et sa volonté a fait loi. Il a fondé une monarchie puissante qui a prétendu modeler la société et lui imposer ses principes, son ordre hiérarchique, ses faveurs ou ses disgrâces, même sa forme de religion. La société, d'abord surprise et soumise par la gloire et les honneurs, s'est peu à peu reprise, et, au moment des défaites et des désastres, conquise par les idées nouvelles de la philosophie, de la science et de la critique, et rendue plus indépendante par l'argent, qui se moque des rangs établis et des honneurs, elle a commencé de distinguer les gouvernants et les gouvernés, et, tout en restant loyalement, profondément monarchiste, d'aspirer à plus de liberté dans l'ordre, parfois même, par réaction, à s'adonner, du moins dans les hautes classes, à un certain libertinage des idées et même des mœurs, que réprouve, d'ailleurs, la masse de la nation.

[*Table des matières*](#)

V. — La société vers la fin du règne de Louis XIV

La société n'est donc plus la même que vers 1682, au splendide moment de l'installation du roi et de la Cour à Versailles. Sans doute l'ordre hiérarchique reste, en principe, semblable ; mais ce ne sont là qu'apparences, qui masquent les transformations. Les conditions sociales ont évolué ; les relations de classe à classe se sont modifiées.

I. — Et d'abord la crise de l'économie affecte à peu près, et de plus en plus, presque toutes les classes, sauf les financiers. Depuis 1660 environ la France est entrée comme on l'a déjà vu, dans une

²⁵⁷ *Correspondance de Madame* (11 octobre 1711), t. II, p. 157, 163.

époque qui va durer un siècle, où les prix se maintiennent, en général, à un niveau médiocre ou très bas, avec toutefois des fluctuations qui à la baisse universelle font un moment succéder la hausse. Dans un pays essentiellement agricole, où l'industrie est toute récente, et même dispersée en grande partie dans les campagnes, où l'on vit des profits que donnent surtout les grains et les vins ²⁵⁸, la rente foncière, très élevée dans les deux premiers tiers du XVII^e siècle, diminue beaucoup entre les mains du propriétaire (noble, ecclésiastique, bourgeois ou « laboureur ») ou du fermier et du métayer. De 1685 à 1692, conformément à la ^{p205} loi économique nouvelle, les prix sont bas ; la hausse survient, soit par suite de mauvaises récoltes, soit à cause de cette loi des fluctuations cycliques que les économistes les plus récents ont observées et analysées ; elle est à son apogée vers 1693-1694 et se prolonge jusque vers 1698 ; la baisse alors, obéissant à la loi générale du siècle, reprend de 1699 à 1707 ; puis c'est une crise de hausse, sans précédent, dans les années 1708 et 1709, qui ne s'apaise que peu à peu, vers 1715-1716.

Les prix des vins n'ont pas suivi la même courbe que les grains, et se sont tout le temps avilis ; la vente au dehors a été entravée, d'abord par la politique mercantile, puis par les guerres et le blocus, les clients naturels de la France, Anglais, Hollandais, étant allés chercher de préférence les vins du Portugal, de l'Espagne et de l'Italie ; la vente à l'intérieur du royaume a diminué ; de sorte que le propriétaire ou exploitant du vignoble qui n'a à vendre que son vin, et presque tout son vin, ne trouvant que peu d'acheteurs, et à des prix très bas, reste, après avoir payé ses impôts, absolument sans argent pour acheter des grains, qui, en temps de grande crise, sont cinq ou six fois plus chers ²⁵⁹. Le vigneron se voit même menacé de cette guerre à la vigne, à laquelle Colbert avait pensé, et que le gouvernement semble vouloir décréter définitivement, pour faire place au blé ou au seigle, dont le besoin est plus impérieux ; mais il est défendu par des intendants,

²⁵⁸ Pas de gros profits sur le cheptel ; de meilleurs sur le bois des forêts royales et seigneuriales, qui sert non seulement au chauffage domestique, mais surtout aux verreries, aux forges et à toute l'industrie, comme aux constructions navales.

²⁵⁹ Voir Ph. Sagnac, dans l'*Histoire de France*, de Lavis, t. VIII¹, p. 227. En Franche-Comté, en 1694, la mesure de blé vaut 6 livres 5 sols ; elle vaut, en 1695, 22 sols. En Artois, en 1698, la rasière de froment se paie 20 livres ; avant 1688, elle valait 3 livres.

comme Bégon (de La Rochelle) qui proteste au nom du droit de propriété, « n'y ayant rien que les particuliers aiment tant que la liberté qu'ils ont eue jusqu'à présent de faire valoir leur bien de la manière qu'ils croient leur être plus utile » (1699).

La crise qui atteint le vigneron ne peut guère être enrayée que par des tarifs libéraux avec l'étranger et que par le maintien de la paix : or on est toujours en guerre, les années de paix n'étant que de courtes trêves, La crise du « laboureur », du gros fermier, du grand propriétaire foncier, même du métayer, n'est pas permanente ; les pertes ou les manques à gagner se réparent, de temps à autre, au moment des hausses subites. Encore le petit propriétaire ou exploitant de terres à céréales est-il le plus à plaindre, car il est toujours forcé, pour acheter ses semences, payer ses impôts, de vendre ses grains aussitôt après la récolte, sans profiter, si l'on est en période cyclique de hausse, des meilleurs prix, tandis que les gros propriétaires (seigneurs, décimateurs ^{p206} ecclésiastiques, riches fermiers) peuvent attendre et ne jeter leurs blés sur le marché qu'au moment où la demande sera le plus forte, où l'on craindra pour la soudure, et où les prix seront le plus hauts : ce ne sont guère que ces propriétaires ou exploitants privilégiés qui arriveront à compenser un peu leurs pertes par ces années rémunératrices. Mais ils ne sont que le petit nombre : ce n'est pas dans toutes les provinces que l'on trouve de gros fermiers, comme dans les Flandres ou la Picardie, ou encore dans l'Ile-de-France, où les mêmes familles de fermiers se perpétuent, de père en fils, sur les vastes domaines des ecclésiastiques ²⁶⁰.

Ce n'est pas sur le cheptel que le petit exploitant ou le métayer peut compter pour augmenter le profit. Car des épizooties fréquentes, en 1693, en 1714, dues au manque de soins, au défectueux établissement des étables, viennent, dans l'Est et le Centre de la France, diminuer considérablement le bétail. La laine des moutons pourrait peut-être apporter quelque compensation à une faiblesse presque constante de la rente foncière, bien qu'elle soit déjà menacée d'un règlement de non-exportation, qui ferait encore baisser les prix, au profit des fabricants ; heureusement, le contrôleur général

²⁶⁰ Abbé Denis, *Lectures sur l'histoire de l'agriculture en Seine-et-Marne* (1880), nous parle de ces familles de fermiers centenaires.

Desmaretz s'est opposé à l'interdiction de l'exportation, qui eût sacrifié, une fois de plus, les intérêts agricoles aux intérêts industriels.

Sur les prix médiocres ou très bas qui dominent le marché dans l'ensemble de cette époque, l'impôt (dîme, droits seigneuriaux, contributions royales) frappe, proportionnellement, plus fort. Et, comme de nouveaux impôts royaux, en sus de la taille, la capitation et le dixième, viennent encore fondre sur le producteur, c'est, pour lui, la ruine de tout profit, sauf dans les années de grande hausse des prix ; de sorte qu'il n'est un peu à son aise que lorsque presque tout le peuple meurt de faim ; car, on le verra, les salaires des travailleurs, eux aussi, sont très bas, se conformant à cette loi générale qui a amené la baisse des prix de toutes choses.

Beaucoup de terres restent incultes. Dans les grands domaines seigneuriaux de l'Ouest et du Midi, ce ne sont souvent que landes et marais ²⁶¹ ; que de terres abandonnées retournent à la friche ! Il faudrait de la main-d'œuvre. Mais la mortalité, par suite de la misère et des guerres, a emporté plusieurs centaines de mille ^{p207} Français ²⁶² ; on a bien fait venir des étrangers pour défricher ou dessécher des terrains incultes ; mais souvent on s'en est privé, à cause de l'intolérance religieuse ²⁶³. Dans l'élection de Mantes, qui n'est pas une des plus mauvaises du royaume, le quart des terres est en friche. En Guyenne, en 1708, avoue l'intendant de Bordeaux, on manque même de semences.

En somme, le revenu du sol a diminué de moitié, depuis 1660, suivant Boisguillebert, et, suivant Vauban, d'au moins un tiers. Les prix des baux ont fortement baissé, et de même les prix des terres. C'est un royaume en ruine que Louis XIV laisse à son successeur.

²⁶¹ Il en sera encore ainsi avant 1789, comme le constate Arthur Young, entre Poitou et Guyenne, à sa grande indignation.

²⁶² Vauban a calculé — très approximativement, bien entendu — cette perte, qu'il estime à quatre cent ou cinq cent mille âmes. Chap. VII de la *Dîme royale*, § II, à la fin.

²⁶³ Des Suisses et des Savoyards, en Franche-Comté, en exemptant d'impôts pendant cinq ans les terres à la culture. En huit ans, suivant l'intendant, ils auraient augmenté d'un tiers la surface cultivable de la province ; ce qui nous semble bien exagéré. — Des Hollandais, pour des dessèchements. — Vauban parle de l'évasion secrète et presque continuelle, qui se fait peu à peu, des « Nouveaux convertis ». (*Dîme*, chap. VII, § II.)

Dans cette ruine générale, il est fort peu de gens riches ou aisés. On trouve, remarque Vauban, « presque autant de vieillards et d'enfants, d'invalides, de mendiants et de gens ruinés qui sont sur le pavé, que d'un âge propre à bien travailler et à aller à la guerre, la famine et la désertion en ayant consommé beaucoup »²⁶⁴. Comment secourir tout ce peuple ? Les impôts exorbitants ont ruiné tant de familles aisées ! « Les affaires extraordinaires ont encore épuisé et mis à sec ce qui était resté de gens un peu accommodés en état de soutenir le menu peuple de la campagne, qui de tout temps était dans l'habitude d'avoir recours à eux dans leur nécessité, tant pour avoir de quoi payer la taille et leurs autres dettes plus pressées que pour acheter de quoi vivre et s'entretenir, assurés qu'ils étaient de regagner une partie de cet emprunt par le travail de leurs bras ; ce qui faisait un commerce capable de soutenir les maîtres et les valets ; au lieu que les uns et les autres venant à tomber en même temps et par les mêmes causes, ne sauraient que difficilement se relever »²⁶⁵. »

II. — Le déclin est donc à peu près général, pour les grands eux-mêmes. La Noblesse, voire la plus haute, a perdu la moitié de ses revenus fonciers, alors qu'elle est accablée de charges croissantes ; car même la Noblesse la plus privilégiée paie de lourds impôts, directement ou indirectement, sauf la taille, dans les pays de taille personnelle, pour les biens du domaine qu'elle^{p208} exploite elle-même. La petite Noblesse du Languedoc est ruinée par la mévente des vins et ne peut plus suffire à l'entretien de ses familles, souvent composées de six enfants et davantage. Que de nobles qui exploitent eux-mêmes leur domaine, avec un valet seulement ! La grande Noblesse ne peut se maintenir que par les faveurs royales et par les bénéfices ecclésiastiques ; mais de plus en plus elle doit partager évêchés et abbayes avec les parents des ministres et des conseillers du roi.

Les grandes gratifications sont maintenant rares ; il n'y en a plus que pour quelques-uns, les princes bâtards et, naturellement, Mme de Maintenon, qui prend pour elle et pour toute sa famille. On a calculé

²⁶⁴ Vauban, *ibid.*, même chap.

²⁶⁵ Dîme royale, dans le Projet.

que Mme de Maintenon a reçu de Louis XIV au moins 4 millions de livres, sans compter 800.000 et des bijoux pour la dotation de Mlle d'Aubigné, sa nièce, mariée au comte d'Ayen, en 1698 : véritable dotation de princesse du sang. Et dans les 4 millions de la dame ne sont pas compris les frais très élevés des aqueducs, des canaux et des terrasses du château et du parc de Maintenon. Pour son frère, Charles d'Aubigné, que n'a-t-elle pas obtenu ? Elle stipule pour lui des pots de vin, dès le début de sa faveur. Elle lui écrit, en 1681 : « Vous n'aviez pas un sol vaillant, et maintenant vous possédez 12 à 15.000 livres de rente. » Quand elle fait admettre un financier aux Fermes générales, elle lui arrache une commission pour d'Aubigné : 108.000 livres. Elle lui conseille de le placer en terres, dans le Poitou, où il y en a à vendre, à la suite du départ des huguenots : « Surimeau, Saint-Pompin et plusieurs autres vont être en décret » ; mais, à la Toussaint, il a déjà tout mangé (1681). Alors elle recommence, en 1682 : « Voilà 20.000 francs que le roi vous donna hier, et vous en auriez de M. Brunet ; tout cela ferait une somme considérable que vous auriez grand intérêt à ne pas dissiper » : conseil qu'il se garde de suivre. Aussi continue-t-elle : en 1688, encore une gratification de 24.000 livres, avec un appartement à Marly, le gouvernement d'Aigues-Mortes, le cordon bleu, enfin le gouvernement du Berry (1691) : tant d'argent, de charges lucratives et d'honneurs qui font tourner la tête à l'homme : il tombe dans le vice²⁶⁶. Elle applique, à l'égard de ce frère débauché et sans valeur, le plan caressé dès son élévation, quand elle lui écrivait qu'il pouvait dépenser, sans souci du lendemain, toutes ses rentes. « Après cela, lui disait-elle, si je suis encore au monde, nous en aurons d'autres » (7 août 1683). Avec tout son argent, elle fait des aumônes, des fondations, Saint-Cyr, qui^{p209} augmente encore son influence, et qu'elle gouverne en despote ; mais, comme disait Fénelon, tout cela est sans mérite : « C'est l'argent des pauvres ! »

Privés de telles faveurs, que le roi est désormais incapable d'accorder sur un Trésor de plus en plus vide et réduit à la mendicité, les grands nobles continuent à s'endetter par la vie de Cour, le jeu, un luxueux train de maison, l'achat des grades de l'armée ; on voit les

²⁶⁶ Voir Marcel Langlois, *Madame de Maintenon* (Paris, 1932, in-12), p. 114 à 120.

plus illustres s'inquiéter des questions d'argent, comme Chevreuse, qui s'en ouvre à Fénelon ²⁶⁷ ; ils sont dans la gêne et, en dépit de leurs habitudes et de leurs goûts, obligés maintenant de calculer. Pourtant ce n'est pas leur affaire d'aller s'occuper, sur place, de leurs domaines ; ils en laissent le soin à leurs intendants et leurs officiers de justice et d'administration, qui leur coûtent fort cher ; presque toujours absents, ils dévorent à Versailles et à Paris les revenus fonciers, sans rien rendre au sol, qui peu à peu s'épuise. La petite Noblesse vit, elle, en partie sur ses propriétés, les fait valoir, et, chargée de familles nombreuses, subsiste péniblement : c'est, depuis longtemps, son lot. Elle pourrait, il est vrai, surtout dans les pays de l'Ouest, où l'attraction de l'Océan est si puissante, se tourner vers le commerce maritime, trafiquer avec le Levant, les États de la Baltique, l'Espagne et l'Amérique ; depuis Richelieu, la loi le lui permet sans dérogeance et même l'y incite, et, depuis Colbert, tous les ministres l'y engagent ; mais à tous ces appels elle reste sourde ; les préjugés et les habitudes sont les plus forts. Elle fera ce qu'elle a toujours fait : l'exploitation de son domaine et la vie de château, pour le chef de famille, et, pour tous les cadets, l'Église et surtout l'armée. Mais, à ce jeu, la Noblesse tombe en masse, à chaque guerre, car elle reste asservie désormais à cette fonction presque unique, la défense du pays, sa tradition et son honneur. Et cependant, tout en assurant avec une continuité héroïque ce service national, comme aux premiers siècles de la monarchie française, elle se reprend à penser que, pour ce service essentiel de sécurité, elle devrait, en toute justice, avoir sa part du gouvernement. Pourquoi en a-t-elle été frustrée par des bourgeois, des « robins », sans naissance, dont le roi a fait ses créatures et des puissances ? C'est maintenant ce qu'elle se demande en conscience. Alors s'échafaudent, comme on a vu, les plans de gouvernement de Saint-Simon, des ducs de Chevreuse et de Beauvillier et de Fénelon. Certainement beaucoup d'autres ^{p210} qu'eux ont caressé les mêmes ambitions. Il est hors de doute que la grande Noblesse est devenue fort mécontente du régime nouveau qui a mis l'État à deux doigts de sa perte, qu'elle en rend responsable Louis XIV lui-même, qui, d'ailleurs, par ses choix, et dans son orgueil, en a pris toute la

²⁶⁷ On trouvera dans la correspondance de Fénelon, *Œuvres*, t. VII, plusieurs lettres où Fénelon donne son avis à Chevreuse sur ces questions matérielles et défend les intérêts de son ami.

responsabilité. Et ce n'est pas seulement par ambition personnelle — un Beauvillier est au-dessus de ce sentiment — mais par pur patriotisme. Mais la Noblesse, caste essentiellement militaire, sera-t-elle capable de diriger un grand État, comme la France, qui s'est complètement transformé depuis cinquante ans, où les problèmes purement civils, économiques et financiers, tendent à dominer tous les autres ? N'a-t-elle pas dû, au cours des siècles, abandonner peu à peu à des lieutenants les fonctions judiciaires dans les bailliages, et laisser la justice et la « police » aux hommes « de robe longue », versés dans le Droit, qui ne portent pas l'épée, mais le glaive ? Il lui faudrait toute une éducation juridique, administrative et politique, une longue application, un goût inné ou acquis pour les lois et les écritures, toute une tradition, qu'elle ne possède point et ne saurait acquérir.

Le Clergé, tout noble dans ses chefs, s'est abaissé de plus en plus. Jamais on ne vit d'évêques plus médiocres qu'après la mort de Bossuet (1704). A peine quelques grandes voix se font-elles entendre, Fénelon, Massillon, Noailles. Le mode de recrutement par le roi et son confesseur a fait son œuvre : il a donné des évêques soumis à l'autorité, sans valeur intellectuelle et morale, mais terriblement ambitieux ; et ce sont ces chefs de diocèse qui voudraient des pouvoirs sans contrôle ! Paradoxe, dans lequel tombe Fénelon lui-même. Mais le Parlement n'est pas près d'abandonner ses prérogatives, « l'appel comme d'abus », le jugement des contestations bénéficiales et le reste. D'ailleurs, ce n'est pas dans la haute Église que résident la force et la gloire du Clergé de France, mais dans le Clergé régulier, selon une belle tradition déjà ancienne, ou encore dans cet illustre corps des grands docteurs de Sorbonne, que Rome admire peut-être, mais que plutôt elle redoute ; car ils sont indépendants, les Boursier, les Lavigerie, les Lepaige, et ils font l'opinion, à Paris, dans ces quartiers de « l'Université », si différents de la « Ville, » et où, depuis le Moyen âge et Abélard, la jeunesse française, et même européenne, vit de la vie de l'esprit²⁶⁸, où les questions morales^{p211} et religieuses prennent

²⁶⁸ On ne peut résister au plaisir de rappeler ici Alfred de Vigny et son roman inachevé, *Daphné* (éd. de Fernand Gregh, 1913), chap. III, *Le Pays latin* : « C'est ici que tout respire la passion du savoir ! C'est ici, c'est dans l'une des ruelles où nous sommes — disait Stello en marchant — que rôdait la nuit Abailard... » (p. 30). — « C'est l'éternel frottement de l'homme-esprit et de l'homme-matière... » (p. 40).

le pas sur toutes les autres. Et, non loin de ce « pays latin », où s'élèvent les célèbres maisons de Sainte-Geneviève et de Port-Royal, le prolongeant vers la campagne, à l'Ouest, c'est l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, où résident, auprès d'une splendide bibliothèque, les plus célèbres Bénédictins, les Mabillon et les Montfaucon, ces admirables érudits qui sont en train de construire l'histoire de France sur les fondements les plus solides, préparant la tâche des historiens et prenant modestement pour eux la part la plus ingrate de la recherche. En traversant le fleuve, c'est la maison de l'Oratoire, rue Saint-Honoré, avec sa merveilleuse bibliothèque, que dut tant regretter Richard Simon, quand, après ses démêlés avec Bossuet et l'autorité, il fut chassé de la congrégation : ordre savant, érudit et philosophe, aux gloires universelles²⁶⁹, et qui assume, en outre, la mission sociale de l'éducation de la jeunesse dans un esprit libéral. Les Jésuites, avec leur grand collège Louis-le-Grand, exercent une influence rivale de l'Université et de la Faculté des Arts : ils ont pour eux, dans leurs nombreux collèges dispersés à travers la France, les enfants de la Noblesse et même de la haute bourgeoisie ; mais la congrégation, si puissante sur le roi, est plus que jamais détestée des bourgeois et du peuple de Paris : Madame (la Palatine) le constate, sans déplaisir ; car s'il y a, dit-elle, « d'honnêtes gens parmi eux, la plupart sont trop intrigants et par trop entreprenants, comme nous l'avons vu par deux confesseurs du roi »²⁷⁰.

III. — La Noblesse de robe se soutient mieux que la vieille Noblesse d'épée, matériellement ; car elle ne vit pas à la Cour et dans le luxe gaspilleur ; elle se ressent de ses origines bourgeoises. Cependant la valeur de ses « offices » a encore baissé, comme ses rentes foncières et ses « épices ». Elle se maintient, moralement, beaucoup mieux que les autres « corps » de la société. Avec des études de droit plus disciplinées et plus larges, depuis la réforme du chancelier Michel Le Tellier, elle garde le sentiment de l'honneur, qui, chez elle, ne se sépare pas d'un vif sentiment gallican et national. Certes, tous les magistrats ne sont pas, à Paris, de la trempe d'un

²⁶⁹ Malebranche, Richard Simon.

²⁷⁰ C'est une lettre de Madame de 1717 ; mais elle vaut pour 1715. *Correspondance*, t. II, p. 250.

Daguesseau. Mais c'est la gloire d'un grand corps de magistrature de posséder des intelligences et surtout des caractères tels qu'un Daguesseau, comme ce sera celle d'un Parlement de province de posséder un magistrat philosophe ^{p212} et écrivain, tel que Montesquieu. De pareils hommes ne se rencontrent pas dans des « corps » dépourvus de solides traditions de science et de vertu. Là, c'est la vieille magistrature encore, avec Daguesseau, chrétien fervent et exact dans sa paroisse de Saint-André-des-Arcs, proche du Palais ²⁷¹ ; ici, c'est la nouvelle magistrature, sur laquelle souffle déjà l'esprit nouveau, avec le jeune Montesquieu, mondain, sceptique, savant expérimental, et bientôt grand voyageur à travers les pays et les peuples de l'Europe, dont il va scruter et comparer les lois et les coutumes, pour en rechercher les rapports et les lois supérieures qui les régissent elles-mêmes. Mais, qu'elle soit vieille ou jeune, la haute magistrature demeure essentiellement gallicane, veille à ce que le spirituel n'empiète pas sur le temporel, maintient jalousement les frontières entre les deux puissances, envers et contre toutes compagnies religieuses qui voudraient diriger l'État comme l'Église. Déjà s'annonce son combat furieux contre les Jésuites, et ce sera, au cours du siècle, la revanche de Port-Royal.

IV. — La Bourgeoisie — du moins la haute bourgeoisie — est la seule classe de la société qui non seulement surnage, mais qui, au milieu de la tempête, s'élève, comme si le malheur des temps la favorisait encore. La banque, les emprunts d'État, les fournitures de guerre, ont accru sans cesse la fortune des financiers et de tout ce qui touche à la finance. Déjà s'étaient faites de grandes fortunes, que Colbert avait trouvées en face de lui, et qu'il avait, on l'a vu, poussées vers l'industrie et le grand commerce. Maintenant, c'est un nouveau bond de ces parvenus, à Lyon, à Paris, et dans tous les ports qui, sans doute gênés dans leur essor pendant la guerre, n'en ont pas moins

²⁷¹ Quand le régent fera Daguesseau chancelier, et qu'on ira lui en porter la nouvelle, c'est à la sortie de la messe de Saint-André-des-Arcs qu'on le trouvera.

cherché à continuer le grand trafic sur les mers lointaines, jusque dans la mer du Sud, sur les côtes du Chili ²⁷².

C'est le règne des financiers, des armateurs, des concessionnaires de monopoles coloniaux, malgré la perte que la France vient de faire, à Utrecht, du monopole commercial (*asiento*) dans l'Empire espagnol d'Amérique. Dans les actes de concessions royales paraissent toujours les mêmes noms : Antoine Crozat reçoit le privilège du commerce en Louisiane pour quinze ^{p213} ans (1712) ; la Compagnie de Guinée, qui doit faire la traite des nègres d'Afrique et les transporter en Amérique, est une compagnie privilégiée, aux noms de Crozat, de Magon et de Samuel Bernard : deux grands financiers et un très puissant armateur de Saint-Malo. Les banquiers auxquels s'adresse le Trésor en détresse sont en particulier Samuel Bernard, de Paris, et Legendre, de Rouen, d'autres encore, de Lyon ou du Midi : en l'absence d'une banque d'État, et dans l'impossibilité où l'on est de déverser dans le public des flots de papier-monnaie — l'expérience a montré que le commerce français ne veut connaître que les espèces métalliques — c'est à eux que le contrôleur général demande des avances de fonds ou des importations de denrées, ou enfin la création d'une sorte de banque, que dirigerait Legendre ²⁷³. Il n'est pas jusqu'au blé que l'État ne les charge d'aller chercher dans les ports de la Méditerranée et jusque dans les pays barbaresques pour alimenter les armées et le royaume même, aux années de disette ²⁷⁴. Enfin c'est eux, on l'a vu, qui, comme Mesnager, de Rouen, représentent l'État dans les négociations économiques internationales et défendent les intérêts de leur pays comme de leur classe. Bref, c'est un rôle tout nouveau, et même officiel, que joue maintenant la haute bourgeoisie financière et commerçante. Elle est devenue, par la force des choses, la constante collaboratrice du Contrôle général des finances. Par les emprunts de l'État, par leurs avances, par les Fermes générales, par les importations, par les « changes », enfin par leurs « offices » de

²⁷² En 1708 déjà, il y a au port de La Concepcion, au Chili, toute une flotte française venant des ports du Ponant, que trouve le *Grand-Dauphin*, de Saint-Malo, qui vient de faire le tour du monde. Sur cette activité française dans le Pacifique, voir les travaux de Dahlgren, en suédois, traduits en français.

²⁷³ Ce ne fut qu'un projet, mais qui achemine à l'idée de la Banque d'État.

²⁷⁴ Documents nombreux dans la *Correspondance des intendants avec le Contrôle général* : on voit intervenir sans cesse Bernard, Castanier, Gilly. — A Lyon, Anisson, Hoggues.

finances, l'influence des banquiers, des trésoriers généraux et trésoriers des États, des fermiers généraux, des « traitants » de toute catégorie, s'étend sur toute l'administration et la vie économique du pays. Depuis 1707 chacun des fermiers généraux a un *brevet* du roi ; ils forment le Conseil extraordinaire du contrôleur général qui les convoque une fois par semaine à Versailles. L'État ne va-t-il pas tomber sous le joug de la haute finance ? Dans la crise où se débat le contrôleur général, qui ne prévoit lui-même d'autre issue que la banqueroute, le danger d'une main-mise des financiers sur l'État apparaît imminent²⁷⁵.

Certes, parmi ces financiers, il y a des « traitants », des maltôtiers, des usuriers, et la chanson, fredonnée par le peuple^{p214} de Paris, à Saint-Denis, au convoi du grand roi²⁷⁶, se chargera de les fustiger, pour en faire honte à Louis XIV même. Mais les grands financiers étaient indispensables à l'État : quelles prévenances Louis XIV et son contrôleur général n'ont-ils pas eues à Marly pour le banquier Bernard ! On pourra rire, à la Comédie, de M. Turcaret ; mais M. Turcaret peut se moquer de l'esprit de Lesage : il est puissant, recherché, flatté, et il se sent nécessaire. En vain les Fénelon et les Chevreuse rêvent-ils de la suppression des banquiers : ils restent des conservateurs terriens ; ils ne comprennent pas le nouveau train des choses²⁷⁷. Les temps qui vont venir verront la toute-puissance des Grozat, des Legendre, des frères Paris ; John Law, avec son « Système », n'est pas loin.

Plusieurs d'entre eux sont, au reste, des sortes de grands seigneurs, amateurs d'art, nouveaux Mécènes, qui font bâtir des hôtels somptueux, appellent de grands artistes pour les décorer, et forment de splendides galeries de tableaux : tel Crozat, qui marie heureusement dans son hôtel Hollandais et Vénitiens, fête éblouissante de la couleur, qui va illuminer et inspirer la jeunesse de Watteau. Pointeau, Le

²⁷⁵ Sur les financiers, voir en particulier, Ph. Sagnac, *Le Crédit de l'État et les banquiers à la fin du règne...* (Revue d'histoire moderne, 1908) ; V. de Swarte, Samuel Bernard, sa vie, sa correspondance, 1893.

²⁷⁶ « Ci-gît le roi des maltôtiers,
Le partisan des usuriers,.....

²⁷⁷ Voir plus haut, p. 189.

Normand, Hénault, François Mauricet de La Cour, fermiers généraux, vivent somptueusement dans de nouveaux hôtels.

V. — Quel contraste entre cette existence splendide et raffinée et la vie, souvent pénible, de la moyenne et surtout de la petite bourgeoisie ! Dans la bourgeoisie moyenne, il est vrai, beaucoup de familles d'« officiers », de notaires et de procureurs, de médecins et d'avocats, ou de gros marchands se soutiennent encore, malgré la diminution des rentes foncières et des bénéfices commerciaux. Il y a, chez elles, outre le revenu des terres, des capitaux accumulés, des réserves, des rentes sur l'État ou des « rentes constituées » ; les rentes d'État montent vers 1715, à l'énorme somme de 70 millions ²⁷⁸. Elles ont été souvent à 5,55 % ; mais elles sont depuis 1701 à 7,14 ou 8,33 % ; les rentes viagères émises en 1702 étaient au taux de 10 % ²⁷⁹ ; quelle aubaine pour la bourgeoisie rentière ²⁸⁰ ! Et il y a aussi des traditions de stricte économie. Il n'est que de voir les rôles de capitation, pour se rendre compte de ^{p215} la médiocrité du train de maison de la plupart de ces bourgeois : à peine une servante pour toute une famille, et une servante à 30 ou 40 livres l'an ! Il n'y a que les maisons vraiment cossues qui aient deux serviteurs ou davantage.

Que dire alors de la toute petite bourgeoisie, du petit maître de métier, limité dans son activité et dans son profit par les statuts mêmes de sa corporation, atteint maintenant par la crise générale ? Il semble cependant qu'il n'ait pas à souffrir autant que ses ancêtres du temps de la Fronde, et que même, dans le malheur des temps, il puisse encore vivre et espérer. Pour tous, c'est une époque de résignation, de recueillement, d'attente, d'aspiration profonde à la paix qui ramènera la prospérité. Aussi, chez eux, surtout chez les plus humbles, point de fêtes de famille coûteuses, pas de grands repas ; un logement très modeste, sans changement, sans amélioration, ou même sans réparation ; une existence monotone, le plus souvent étrangère aux arts et aux lettres, à moins qu'on n'habite une grande cité, surtout

²⁷⁸ Ph. Sagnac, *Le Crédit de l'État et les banquiers...*, art. cité (*Revue d'hist. mod.*, 1908, t. X, p. 259).

²⁷⁹ *Ibid.*, p. 260.

²⁸⁰ A la condition de recevoir ses arrérages de l'État. Le Clergé, lui, payait régulièrement.

Paris, où l'on acquiert tant de connaissances, et où l'on affine son esprit et son goût, par la seule vue des belles choses et l'incessant frottement social.

Au reste, dans toute cette bourgeoisie, une vie chrétienne, souvent exemplaire, la pratique exacte des devoirs de la religion, une morale saine, droite, sans subtilité, qui va plutôt vers celle de Port-Royal, en la tempérant, que vers celle, trop accommodante, des Jésuites ; une éducation sévère des enfants. Avec cela, un loyalisme monarchique à toute épreuve, un profond respect de l'autorité royale ; une grande admiration pour les hauts magistrats du Parlement, et, pour eux, un vieil attachement qui ne se démentira point. Car cette Noblesse de robe qui, elle, n'a pas quitté Paris, qui, en ses grands hôtels à porte cochère²⁸¹, vit au milieu de la Bourgeoisie, dans les denses quartiers, aux rues étroites, de l'« Université » et du Marais, est sa plus solide garante et la plus sûre protectrice de ses biens et de ses intérêts. Et elle est aussi, cette magistrature, par la dignité de sa vie, par ses sentiments gallicans et nationaux, un guide moral et politique pour toute la Bourgeoisie ; elle est populaire même parmi la masse des artisans parisiens.

^{p216} Mais combien la difficulté de vivre ne change-t-elle pas les dispositions de cette bourgeoisie économe à l'égard de l'État ! Les vexations de la taille indignent tellement qu'on cherche, jusque dans les petites villes, pour limiter les méfaits du fisc, à s'abonner à la taille et, pour avoir droit à cet abonnement, à l'acheter encore et fort cher. C'est ainsi, selon Vauban, que les habitants de Honfleur « se sont abonnés pour la somme qu'ils avaient coutume de payer, qui est de 27.000 livres, mais qu'ils se sont encore chargés, pour obtenir cet abonnement, d'une somme de 100.000 livres, qu'ils ont empruntée et dont ils payent l'intérêt, pour fournir aux réparations de leur port »²⁸². C'est qu'ils tiennent à leur port, qui est pour eux leur premier moyen de vivre, et que depuis longtemps l'État, obéré, ne fait plus rien pour

²⁸¹ Rues Séguier, Saint-André-des-Arcs, etc., sur la rive gauche de la Seine ; rues des Francs-Bourgeois, Vieille-du-Temple, etc., sur la rive droite. Beaucoup d'hôtels à porte cochère, qu'on peut voir encore en partie. Vauban estime que sur vingt-quatre mille maisons à front de rue, à Paris, il y en avait au moins quatre mille à porte cochère, dont il estime le loyer à 2.000 livres, en moyenne (*Dîme royale*, « Second fonds », à l'article « Maisons », en note).

²⁸² *Dîme royale*, « Premier fonds », à la fin.

Honfleur, pas plus que pour les autres ports du Ponant, qui s'ensablent ou dont les digues tombent en ruine. N'y a-t-il pas là un signe de l'esprit d'initiative qui, dans le malheur des temps et l'impuissance de l'État, se manifeste dans cette partie de la Bourgeoisie qui, au lieu de compter sur des rentes et des « offices », entend créer toujours plus de richesse ? On le constate, en effet, partout, dans les ports, grands et petits, comme dans les principales villes de l'intérieur. Et c'est là le meilleur garant du relèvement de la France.

Tout ce monde bourgeois, bien plus mêlé dans les ports que dans les cités terriennes où l'influence du sol et des revenus de la terre est plus forte que l'attraction de la mer et du commerce extérieur, ne fait, d'ailleurs, aucune opposition au régime politique pas plus qu'au régime social, dont il sait s'accommoder, tant qu'il n'entrave pas son ascension constante vers la richesse et la considération qui lui tient tant à cœur. Et cependant se développe chez lui un état d'esprit favorable à la liberté en général : la liberté commerciale conduit, naturellement, à la liberté municipale. Dans leurs cités maritimes, les négociants apparaissent dévoués à leur ville, à leur port, qu'ils voudraient administrer avec plus d'indépendance, outiller à leur guise²⁸³. C'est bien l'esprit individualiste et municipal du XVIII^e siècle ; et c'en est aussi l'esprit social. La vie fermente dans ces anciennes républiques de la mer, que l'État a voulu transformer en corps administratifs, soumis à des règlements, sans initiative, sans spontanéité, et déjà on n'y pense plus, pour satisfaire aux dépenses générales, au concours de l'État, dont on se passerait^{p217} fort bien. Cet état d'esprit des grands foyers d'industrie et de commerce maritime va se communiquer, de proche en proche, aux villes de l'intérieur, et donner à la société, même sous la monarchie absolue, une indépendance inconnue sous le grand roi, et une prospérité jusqu'alors vainement attendue.

VI. — Mais, en espérant, avec la paix revenue, des jours meilleurs, que de misère chez les ouvriers et chez les paysans !

²⁸³ Gaston Martin, Nantes au XVIII^e siècle. L'administration de Gérard Mellier, 1709-1720-1729 (Nantes, 1928, in-8^o).

La situation des ouvriers a empiré, comme celle de nombre de maîtres. La restauration d'un système corporatif étroit, jusque dans des villes, comme Dijon²⁸⁴, qui avaient réussi à maintenir quelque liberté des métiers, a contribué à élargir la distance entre le maître et l'ouvrier. Les nombreuses lettres de maîtrise, invention de la dévorante fiscalité royale, barrant la route du compagnon vers la maîtrise espérée, ont encore accentué cette différence hiérarchique et séparé de plus en plus des classes ouvrières le patronat, mué en caste fermée, seulement ouverte aux riches. Cela ne peut déjà que rendre plus difficiles les rapports, pourtant nécessaires, entre maîtres et compagnons. La guerre, de son côté, en entravant les importations de matière première, accroît le chômage, surtout dans les industries textiles ; provoque la désertion de nombre d'artisans français et étrangers. A Lyon, en 1706, la soie ne venant plus du Levant et d'Italie, beaucoup d'ouvriers partent pour l'Italie. Un grand nombre de compagnons drapiers, malheureux à Lille, sous l'occupation hollandaise, quittent la grande cité drapière pour aller chercher du travail dans les villes voisines des Pays-Bas, Menin et Tournai. A Abbeville, la grande manufacture des Van Robais est menacée de l'exode de ses ouvriers hollandais. Les ouvriers déserteurs affluent aux Pays-Bas, aux Provinces-Unies, en Angleterre ; certains vont même jusqu'en Espagne ; au reste les gouvernements étrangers les attirent, suivant une très ancienne tradition qui a été celle de tous les États de l'Europe.

S'il y a tant d'ouvriers déserteurs, c'est que les salaires en France sont restés très bas, même au moment des plus terribles crises, comme celle de 1708 et 1709, où le prix des denrées monta si fort. Les patrons refusaient toute augmentation de salaires ; ils ne voulaient pas, au moment de la diminution générale de la consommation, élever le prix de leurs produits. Et c'était l'artisan qui faisait les frais de cette politique économique, soutenue par les autorités municipales et les maîtrises.

Le chômage s'installe dans les villes, comme aussi dans les campagnes. Il arrive même que des patrons, mécontents de taxes^{p218} nouvelles, refusent tout travail à leurs ouvriers. Ainsi à Orléans, à la suite d'un droit de marque sur les bas et les bonnets (février 1709) ; à

²⁸⁴ Roupnel, *ouvr. cité*, chapitre sur Dijon.

Paris, en 1708, les maîtres bonnetiers congédient leurs artisans. Les autorités les plus hautes interviennent, ici, l'intendant, là, le lieutenant de police, qui obligent les maîtres à reprendre le travail. A Paris, ce ne fut pas sans peine, et d'Argenson dut envoyer à la prison du Châtelet un patron récalcitrant²⁸⁵. Beaucoup d'artisans, à la ville ou à la campagne, tombent dans la misère et la mendicité.

Dans le terrible hiver de 1709, que de drames de la misère Madame (la Palatine) en a le cœur serré. « Hier, écrit-elle, on m'a conté une lamentable histoire d'une pauvre femme, qui, au marché, vola un pain dans une boulangerie. » Le boulanger court lui arracher ce pain. « Si l'on savait ma misère, on ne me reprendrait pas ce pain ; j'ai trois petits enfants tout nus, sans feu, ni pain ; ils crient pour en avoir. Et c'était vrai. Le commissaire alla chez elle. Il vit trois enfants tremblants de froid. Le père, derrière la porte, de désespoir, s'était pendu. » Une émeute a lieu à Paris, au mois d'août 1709, à la porte Saint-Martin ; le pillage suit ; heureusement, le maréchal de Boufflers et le duc de Gramont réussissent à apaiser la foule, en jetant de l'argent et promettant d'informer le roi. Mais le pain coûte à Paris 8 sous la livre — c'est le prix d'une journée de travail dans plusieurs métiers, et, dit Madame, « beaucoup de gens meurent de faim ». Des bandes de gens sans pain viennent crier jusque sous les fenêtres de Versailles : « Au pain ! Au pain ! » La Cour tremble de peur²⁸⁶.

Partout gronde la révolte. Le contrôleur général Desmaretz écrit en 1709 : « La crainte de manquer de pain a agité les peuples jusqu'à la fureur ; ils ont pris les armes pour enlever les grains avec violence ; il y a eu des séditions à Rouen, à Paris et presque dans toutes les provinces ; ils se sont fait une espèce de guerre qui n'a cessé que pendant qu'ils ont été occupés à la récolte. » Desmaretz donne l'ordre aux intendants d'empêcher les attroupements de jour ou de nuit des pauvres des villes et des campagnes qui arrêtent et mettent au pillage les voitures de grains (11 mars 1709)²⁸⁷.

²⁸⁵ *Correspondance des intendants avec le Contrôle général*, publiée par A. de Boislisle, t. III, aux dates indiquées. — *Dîme royale*, voir l'exemple du tisserand de campagne, à la fin du « Second fonds ».

²⁸⁶ *Correspondance de Madame*, t. II, p. 84, 91, 100-101.

²⁸⁷ *Correspondance des intendants...*, t. III, à la date.

Comment remédier à toute cette misère, au chômage grandissant ? Les autorités ont beau multiplier les « ateliers de charité » ; p²¹⁹ ce n'est qu'un palliatif toujours insuffisant. Cependant des religieux, des particuliers n'avaient pas attendu cet excès de malheur pour prendre des mesures plus efficaces et plus généreuses. Les Compagnies du Saint-Sacrement qui avaient survécu aux interdictions du pouvoir et continué à se réunir en secret, jusque vers la fin du XVII^e siècle, à Lyon, à Marseille, avaient, elles aussi, créé des établissements non seulement pour les malades, mais pour les mendiants et les vagabonds, qui devaient y travailler. Les hôpitaux d'Aix, de Marseille (1687), d'Apt (1690), de Nîmes, d'Avignon, de Valence, de Poitiers, de Dôle, etc., datent de cette époque où les PP. Charrand, Dunod et Guevarre se vouèrent à cette grande œuvre de charité. Ici encore c'est le Clergé régulier, et non la haute Église officielle, qui prend l'initiative de cet apostolat dans les villes, pendant que, dans les campagnes déshéritées, les curés et les humbles desservants essaient, avec leurs maigres ressources, de soulager les maux des plus affligés. Les hôpitaux deviennent de plus en plus des refuges pour les pauvres et des asiles de travail. A Paris, l'Hôpital général peut contenir mille six cents pauvres, forcés à travailler. Mais, comme dans ces tristes temps, toutes ces fondations sont loin de répondre aux besoins ! La charité n'est pas un service d'État, pas plus que l'éducation nationale. L'État fait fort peu, en somme presque rien, pour la plupart de ses sujets, « mécaniques et viles personnes », disent les grands et les ministres, qui ne sont bons qu'à payer des impôts. Il compte, pour cela, sur l'Église, sur les religieux et les religieuses, sur des particuliers charitables. Et, en effet, l'Église est plus riche que l'État, et elle devrait, selon les « canons », faire de ses revenus une large part pour les pauvres. Mais le luxe a atteint depuis longtemps et perverti la haute Église, tirée de la Noblesse ancienne et de la nouvelle ; que d'évêques, de gros bénéficiers vont en carrosse, ont des châteaux splendides, vivent en princes ! Dans cette société sèche et égoïste, bien rares sont les hommes qui s'apitoient sur le sort du peuple. Combien peu nous parlent « des grandes peines que ces pauvres gens ont à supporter » ! « Il est bon, écrit Vauban, de faire tout ce qu'on pourra pour rétablir le menu peuple ; d'autant que la plupart, n'ayant que leurs bras, affaiblis par la mauvaise nourriture, la moindre maladie ou le moindre accident qui leur arrive les fait manquer de

pain, si la charité des seigneurs des lieux et des curés ne les soutient²⁸⁸. »

VII. — On a déjà constaté depuis longtemps l'état misérable des paysans en général. Il s'aggrave encore, dans la crise terrible^{p220} que subit la nation. On peut, maintenant plus que jamais, parler de classes rurales. Entre ces nombreuses classes la distance ne cesse d'augmenter, comme entre les diverses classes qui composent la Bourgeoisie. Partout on tend de plus en plus à un morcellement en multiples sous-classes.

Que de différence entre les « laboureurs » ou les gros fermiers des riches plaines de Flandre et de Picardie, par exemple, vraie bourgeoisie rurale, qui, par le genre de vie, l'éducation donnée aux enfants, se rapproche de la bourgeoisie des villes, et les autres classes des campagnes ! Certes, laboureurs et gros fermiers eux-mêmes ne sont point particulièrement favorisés, pendant les années terribles de l'invasion et de la croissante augmentation des impôts ; cependant la plupart d'entre eux profitent, durant la crise de 1708-1709, et encore dans les années qui suivent, des hauts prix des grains ; ayant des réserves d'argent, ils ne jettent leurs blés sur le marché qu'au moment le plus propice. Ces « coqs de paroisse » savent aussi se défendre contre le fisc mieux que les pauvres et rejeter le plus lourd poids de la taille sur ceux-ci.

Au-dessous d'eux, sont les petits propriétaires ou exploitants qui ont pu joindre aux ressources de la terre un bon métier, comme celui de maréchal-ferrant ou de cabaretier — les cabaretiers ont une situation assez enviable, dans les bourgs sur les grandes routes fréquentées par les rouliers. Ceux-là arrivent à subsister, avec leurs familles, tant bien que mal, un peu mieux que l'artisan, le tisserand, que Vauban prend pour exemple.

Plus bas est l'armée des métayers du Midi et du Centre, qui se prolonge jusqu'en Bourgogne ; ils vivent, dans bien des pays, surtout par les mauvaises années, misérablement. Enfin les vigneron en général. Et, toujours plus bas, les manouvriers, les pauvres

²⁸⁸ *Dîme royale*, § Manouvriers, à la fin du « Second fonds ».

« brassiers », sans exploitation rurale, qui travaillent sur les terres des autres, et qui ont parfois à eux un petit lopin. Là c'est la misère, l'impossibilité d'acheter du pain aux prix de 1708 et de 1709, la sous-consommation, la mendicité, la maladie, souvent la mort des enfants.

Intendants, évêques, curés se plaignent sans cesse au gouvernement. Mais, comme ils ont, depuis longtemps, employé les termes les plus forts pour peindre toute cette misère des campagnes, ils ne peuvent rien dire de plus. Mais ce qu'ils disent bien plus souvent, ce sont les « émotions » populaires. Elles deviennent chroniques et graves ; nous ne les connaissons certainement pas toutes. C'est un fait général. Dans sa généralité, il est nouveau. C'est un signe des temps ; c'est la condamnation même du régime : Vauban, Fénelon, Chevreuse ont bien vu.

^{p221} La faim, le froid, de nouveaux impôts, des taxes supplémentaires provoquent partout des révoltes. On a lu l'aveu du contrôleur général. En 1706 et 1707, l'extension du droit de contrôle aux actes de baptême, de mariage et de sépulture cause, des troubles graves dans le Périgord et surtout dans le Quercy. « Les pauvres et beaucoup d'autres petites gens, assure Saint-Simon, baptisaient eux-mêmes leurs enfants sans les porter à l'église, et se mariaient sous la cheminée par le consentement réciproque devant témoins, lorsqu'ils ne trouvaient point de prêtre qui voulût les marier chez eux et sans formalité. » A Catus, à 2 lieues de Cahors, 800 habitants environ se donnent rendez-vous pour tuer les commis du contrôle, brûler leurs maisons et enlever les registres. Une bande d'insurgés investit Cahors, criant qu'ils ne peuvent plus payer ni la rente au seigneur ni la taille et la capitation au roi (mars 1707). Nouvelle émeute en 1709. L'intendant, cette fois, eut grand peur, mais finit par rétablir l'ordre. Cependant il écrivait au contrôleur général : « Les auteurs de tous les tristes mouvements du Quercy ne seraient pas difficiles à trouver, ayant tous leurs noms écrits dans mon portefeuille ; mais ils sont en si grand nombre qu'il serait dangereux d'en vouloir faire des exemples sans s'exposer à renouveler ces terribles désordres, calmés avec tant de promptitude et de bonheur. Il y en eut neuf des plus coupables que je fis pendre sur le champ. Cela produisit son effet. Je ne saurais penser sans frémir que j'ai vu trente mille hommes armés en Quercy, Cahors assiégé pendant dix jours, et moi investi dans ma chaise par un

détachement de cette bonne compagnie, dont je me tirai par miracle²⁸⁹. »

La guerre, la disette, la misère noire engendrent d'étranges perturbations d'esprit. Des troubles naissant dans un pays provoquent d'autres troubles dans toute une province, par une sorte de contagion. En 1703, du 28 au 29 septembre, une panique, partie des Cévennes, du pays, si agité, des Camisards, se répand, par le tocsin sonné d'église en église, ou par des messagers, dans le Castrais, l'Albigeois et la plaine toulousaine. On racontait que les brigands approchaient, terriblement armés, détruisant tout. Les habitants se rendent au-devant des brigands ; mais point de brigands nulle part. Leur imagination les a enfantés. C'est une « grande peur », qui atteste leur détresse morale, leur dépression nerveuse, devant l'insécurité du lendemain.

On ne redira pas une fois de plus, avec Vauban, l'accroissement^{p222} de la mortalité dans les campagnes, la mendicité aux portes des églises, des presbytères, des maisons des notables, l'impossibilité pour les gens, jadis assez aisés, du village, de soutenir les plus pauvres. Les campagnes se dépeuplent. La race s'étirole.

Le règne de Louis XIV finit dans la misère, la famine et la mort, pour le petit peuple de France²⁹⁰.

[*Table des matières*](#)

²⁸⁹ *Corresp. des intendants*, t. III, à la date (lettre de l'intendant de Montauban).

²⁹⁰ Notre conclusion sur ce point est la même que celle de Fénelon et de ses amis, que celle de Vauban, que celle de Saint-Simon. Elle se trouve précisée et confirmée par une foule de lettres d'administrateurs, etc. Elle l'est encore, et avec plus de précision encore, en ce qui concerne les campagnes, par les travaux de Roupnel notamment.

Conclusion

Au cours des transformations que la monarchie de Louis XIV, avec son absolutisme et sa bureaucratie, ses guerres continuelles et sa dévorante fiscalité, a fait subir à la société française, on a vu celle-ci se dégager peu à peu, dans la mesure où elle le pouvait, de cette formidable étreinte, et évoluer lentement vers la liberté. Trop subordonnée à son gouvernement, elle tend à lui échapper. Le capitalisme industriel et commercial, que la monarchie elle-même, depuis Colbert, a favorisé, est un instrument libérateur ; le règne de l'argent, de la spéculation, des cités opulentes n'est pas loin.

Sans doute il est une puissance libératrice plus haute et plus noble : la pensée philosophique et la science expérimentale, intimement unies. Mais la liberté de la pensée a aussi son revers ; elle conduit déjà nombre de jeunes gens des hautes classes à la licence des mœurs et à la morale du plaisir.

Et cependant, même parfois parmi eux, et chez une foule de nobles et de bourgeois cultivés, un sentiment, propagé par la philosophie, fortifié par la dure expérience, est déjà né dans les grandes villes du royaume : le sentiment de l'utilité sociale. La société semble se dresser comme un organisme vivant, et c'est maintenant à elle que les hommes représentatifs de la nation rapportant tout. Les lettres, la philosophie, les arts, les sciences — et ne faut-il pas encore, même vers 1715, ajouter la religion chrétienne ? — ont eu, en France peut-être plus qu'ailleurs, surtout depuis le XVII^e siècle, une féconde fonction sociale. C'est par rapport à leur bienfaisance sociale que les historiens et les philosophes commencent à juger les institutions publiques. Et c'est relativement à elle que l'on estime le théâtre : la tragédie, qui met les hommes en face des conflits de la passion et du devoir ; la comédie, qui « châtie les mœurs en riant » ; grande et belle tribune qui, rendant à la société ce qu'elle lui a pris, lui donne souvent une haute leçon de sagesse.

Ce sens de l'utilité générale devient, chez les grands esprits et les grands cœurs, un sentiment patriotique, qui ne cherche que l'intérêt de la nation et de la société. Au besoin, dans le malheur des temps, il reste indépendant du sentiment monarchique, qui ^{p224} voit dans le roi l'image de la patrie, bien plus, la patrie même ; mais il se fond avec le vieux sentiment loyaliste. Et ainsi on ne pense plus seulement au roi en tant qu'incarnation de la France ; on pense, et beaucoup, à la France même ; ce qui est, certes, une manière de penser à soi, mais aussi, par-dessus un long règne, à l'avenir indéfini du pays. C'est le sentiment profond exprimé par un Vauban, par un Fénelon, par tous ceux qui ont l'angoisse du lendemain. Dans quelle mesure, lorsqu'il n'était pas rendu plus ou moins public, résidait-il au fond du cœur de tous les Français d'élite ? C'est ce qu'il est impossible de déterminer. Mais il est hors de doute que déjà il fermentait et qu'il portait nombre d'esprits à l'action sociale.

Désormais les gouvernés jugent les actes de leurs gouvernants. Et ils considèrent, avec La Bruyère, avec Fénelon, bientôt avec Massillon, que la société n'est point faite pour les rois, mais les rois pour la société. C'est là une des idées essentielles de l'époque : elle s'est formée dans la grande crise nationale et morale de 1685 à 1715 : Un siècle nouveau, qui n'a rien de chronologique, ni rien de commun avec la durée d'un règne, est commencé depuis longtemps.

Enfin cette société, si divisée en classes et sous-classes, sans autres liens moraux et politiques que la religion et la monarchie, sans communauté de sentiments vraiment humains, sans bonté, sans justice, presque sans charité, malgré les efforts de quelques saints, trouvera-t-elle des apôtres et des réformateurs qui lui apporteront ce que l'État, sec, égoïste, tout occupé de son autorité, de sa grandeur et de sa gloire, ne saurait lui donner : un idéal moral et social, capable de la régénérer, en rapprochant les classes si diverses qui la composent, et les unissant dans des principes de liberté, d'ordre et surtout de justice ? Vers 1715, de bons esprits l'espéraient, le croyaient. Ils préparaient déjà une réforme de l'État. Mais l'État se laissera-t-il réformer ? C'est la grande question du lendemain. Déjà se joue l'avenir de la monarchie absolue.

[*Table des matières*](#)

APPENDICE

I

PLANS DE GOUVERNEMENT
CONCERTÉS AVEC LE DUC DE CHEVREUSE POUR ÊTRE
PROPOSÉS AU DUC DE BOURGOGNE ²⁹¹
Novembre 1711

ARTICLE PREMIER
Projet pour le présent

1° Paix à faire. — Doit être achetée sans mesure. Arras et Cambrai très chers à la France.

Si, par malheur extrême, la paix était impossible à tout autre prix, il faudrait sacrifier ces places.

Si elle ne se fait pas, diligence pour être prêt dès la fin de mars. Fourrages, grains, voitures ; point de rivières contre les ennemis. — Castille ;

2° Guerre à soutenir.

Choix de général qui ait l'estime et la confiance, qui sache faire une excellente défensive.

Point de nouveaux maréchaux de France. Ils ne seraient ni plus habiles, ni plus autorisés, mortification pour les bons lieutenants généraux.

Choix d'un nombre médiocre de bons lieutenants généraux unis au général.

²⁹¹ *Œuvres complètes de Fénelon* ; t. VII. Paris, Leroux, Gaume, 1850, in-4°, p. 182-188.

La présence de M. le Dauphin à l'armée, pernicieuse sans un général habile et zélé, un second général bien uni, des lieutenants généraux bien choisis, l'autorité pour décider d'abord, et fermeté d'homme de cinquante ans.

Éviter bataille en couvrant nos places, laissant même perdre les petites.

A toute extrémité, bataille, au hasard d'être battu, pris, tué avec gloire.

Généraux : Villeroi, laborieux avec de l'ordre et de la dignité. — Villars, vif et peu aimé, parce qu'il méprise, etc. — Harcourt, ^{p226} malade ; peu d'expérience, bon esprit. — Berwick, arrangé, vigilant, timide au conseil, sec, roide ; et homme de bien. — Bezons, irrésolu et borné, mais sensé et honnête homme. — Montesquiou, ...

Officiers généraux. — N'engager point tous les courtisans à continuer le service ; dégoût, inapplication, mauvais exemple. — Bon traitement aux vieux officiers de réputation. — Conseil de guerre réglé. Officiers généraux bons à écouter, non toujours à croire ; beaucoup de très médiocres.

Conseil de guerre à la Cour, composé de maréchaux de France et autres gens expérimentés, qui sachent ce qu'un secrétaire d'État ne peut savoir, qui parlent librement sur les inconvénients et abus, qui forment des plans de campagne de concert avec le général chargé de l'exécution, qui donnent leur avis pendant la campagne, qui n'empêchent pourtant pas le général de décider sans attendre leurs avis, parce qu'il est capital de profiter des moments.

ARTICLE II

Plan de réforme après la paix

§ I. — *État militaire*

Corps militaire, réduit à cent cinquante mille hommes.

Jamais de guerre générale contre l'Europe. Rien à démêler avec les Anglais. Facilité de paix avec les Hollandais. On aura facilement les uns contre les autres. Alliance facile avec la moitié de l'Empire.

Peu de places. Ouvrages et garnisons ruinent. Multitude de places tombent dès qu'on manque d'argent, dès qu'il vient une guerre civile. Supériorité d'armée, qui est facile, fait tout.

Médiocre nombre de régiments, mais grands et bien disciplinés, sans aucune vénalité pour aucun prétexte ; jamais donnés à de jeunes gens sans expérience ; avec beaucoup de vieux officiers. — Bon traitement aux soldats pour la solde, pour les vivres, pour, les hôpitaux : élite d'hommes. — Bons appointements aux colonels et aux capitaines. — Ancienneté d'officier comptée pour rien, si elle est seule. — Soins de ne pas laisser vieillir dans le service ceux qu'on voit sans talent. Avancer les hommes d'un talent distingué.

Projet de réforme. Écouter MM. les maréchaux de Puységur, de Harcourt, de Tallard.

Fortifications par les soldats, par les paysans voisins, bornées à de médiocres garnisons.

Milices par tout le royaume. Enrôlements très libres, avec exactitude de congé après cinq ans. Jamais aucune amnistie. Au lieu de l'Hôtel des Invalides, petites pensions à chaque invalide dans son village. ^{p227}

§ II. — *Ordre de dépense à la Cour*

Retranchement de toutes les pensions de Cour non nécessaires. Modération dans les meubles, équipages, habits, tables. Exclusion de

toutes les femmes inutiles. Lois somptuaires comme les Romains. Renoncement aux bâtiments et jardins. Diminution de presque tous les appointements. Cessation de tous les doubles emplois : faire résider chacun dans sa fonction. Supputation exacte des fonds pour la Maison du Roi : nulle augmentation sous aucun prétexte.

Retranchement de tout ouvrage pour le Roi : laisser fleurir les arts par les riches particuliers et par les étrangers.

Supputation exacte de tous les appointements des gouverneurs, lieutenants généraux, etc., des états-majors, etc., des pensions inévitables, des gages d'offices des Parlements et autres Cours.

Supputation exacte de toutes les dettes du Roi ; distinguant celles qui portent intérêt de celles qui n'en doivent pas porter ; comptant avec chaque rentier, avec retranchement pour les usures énormes et évidentes, avec remise de beaucoup d'autres, avec réduction générale au denier 30, avec exception de certains cas privilégiés ; nettoyant chaque compte, s'il se peut, finissant par cote mal taillée, si on ne peut voir clair.

Supputation du total des fonds nécessaires pour la Maison du Roi et de la Cour, de tous les appointements, gages et pensions nécessaires, de l'intérêt de toutes les dettes, de la subsistance de tout le corps militaire.

Comparaison exacte de cette dépense totale avec le total des revenus qu'on peut tirer en laissant rétablir l'agriculture, les arts utiles, le commerce.

§ III. — *Administration intérieure du royaume*

1° Établissement d'Assiette, qui est une petite assemblée de chaque diocèse, comme en Languedoc, où est l'évêque avec les seigneurs du pays et le Tiers état, qui règle la levée des impôts suivant le cadastre, et qui est subordonnée aux États de la province ;

2° Établissement d'États particuliers dans toutes les provinces, comme en Languedoc ; on n'y est pas moins soumis qu'ailleurs, on y est moins, épuisé. Composés des députés des trois États de chaque diocèse ; avec pouvoir de policer, corriger, destiner les fonds, etc.

Écouter les représentations des députés des Assiettes ; mesurer les impôts sur la richesse naturelle du pays, du commerce qui y fleurit ;

3° Cessation de gabelle, grosses fermes, capitation et dîme royale. Suffisance des sommes que les États lèveraient pour payer, leur part de la somme totale des charges de l'État. — Ordre des États toujours plus soulageant que celui des fermiers du Roi ou traitants, sans l'inconvénient d'éterniser les impôts ruineux et de ^{p228} les rendre arbitraires. Par exemple, impôts par les États du pays sur les sels, sans gabelle. Plus de financiers ;

4° Augmenter le nombre des gouvernements de province, en les fixant à une moindre étendue, sur laquelle un homme puisse veiller soigneusement avec le lieutenant général et le lieutenant du Roi. Vingt au moins en France serait la règle du nombre des États particuliers. — Résidence des gouverneurs et officiers. — Point d'intendants ; *Missi dominici* seulement de temps en temps ;

5° Établissement d'États généraux.

Utilité. États du royaume entier seront paisibles et affectionnés comme ceux de Languedoc, Bretagne, Bourgogne, Provence, Artois, etc. — Conduite réglée et uniforme, pourvu que le Roi ne l'altère pas. — Députés intéressés par leurs biens et par leurs espérances à contenter le Roi. — Députés intéressés à ménager leur propre pays, où leur bien se trouve, au lieu que les financiers ont, intérêt de détruire pour s'enrichir. — Députés voient de près la nature des terres et le commerce de leur province.

Composition : de l'évêque de chaque diocèse ; d'un seigneur d'ancienne et haute noblesse, élu par les nobles ; d'un homme considérable du Tiers état, élu par le Tiers état.

Élection libre : nulle recommandation du Roi, qui se tournerait en ordre ; nul député perpétuel, mais capable d'être continué. Nul député ne recevra avancement du Roi, avant trois ans après sa députation finie.

Supériorité des États généraux sur ceux des provinces. Correction des choses faites par les États des provinces, sur les plaintes et preuves. Révision générale des comptes des États particuliers pour fonds et charges ordinaires. Délibération pour les fonds à lever par

rapport aux charges extraordinaires. Entreprises de guerre contre les voisins, de navigation pour le commerce, de correction des abus naissants.

Autorité des États, par voie de représentation, pour s'assembler tous les trois ans en telle ville fixe, à moins que le Roi n'en propose quelque autre. — Pour continuer les délibérations, aussi longtemps qu'ils le jugeront nécessaire. — Pour étendre leurs délibérations sur toutes les matières de justice, de police, de finance, de guerre, d'alliances et négociations de paix, d'agriculture, de commerce. — Pour examiner le dénombrement du peuple fait en chaque Assiette, revu par les États particuliers, et rapporté aux États généraux avec la description de chaque famille qui se ruine par sa faute, qui augmente par son travail, qui a tant et qui doit tant ? — Pour punir seigneurs violents. — Pour ne laisser aucune terre inculte, grands parcs nouveaux, fixer le nombre d'arpents, s'il n'y a labour ; abus des capitaineries grands pays de chasse, à cause du trop de fauves, de lièvres, etc., qui gâtent les grains, vignes, prés, etc. — Pour abolir tous privilégiés, toutes lettres d'état abusives, tout commerçants d'argent sans marchandise, excepté les banquiers nécessaires. ^{p229}

§ IV. — Église

1° Puissance temporelle : autorité coactive pour faire vivre les hommes en société avec subordination, justice et honnêteté de mœurs. — Exemples : ainsi ont vécu les Grecs et les Romains. Autorité temporelle complète dans ces exemples, sans aucune autorité pour la religion ;

2° Puissance spirituelle. Définition : autorité non coactive pour enseigner la foi, administrer les sacrements, faire pratiquer les vertus évangéliques, par persuasion, pour le salut éternel. — Exemple d'ancienne Église jusqu'à Constantin ; elle faisait pasteurs, elle assemblait fidèles, elle administrait, prêchait, décidait, corrigeait, excommunait ; elle faisait tout ceci sans autorité temporelle. — Exemple d'Église protestante en France. Exemple d'Église catholique en Hollande, en Turquie. — Église permise et autorisée dans un pays y devrait être encore plus libre dans ses fonctions. Nos rois laissaient les protestants en France libres pour élire, déposer pasteurs ;

commissaires aux synodes. Le Grand Turc laisse les chrétiens libres pour élire, déposer leurs pasteurs. Mettant l'Église en France au même état, on aurait liberté qu'on n'a pas d'élire, déposer, assembler. — Protection du prince doit appuyer, faciliter, et non gêner et assujettir ;

3° Indépendance réciproque des deux puissances. La temporelle vient de la communauté des hommes, qu'on nomme nation. La spirituelle vient de Dieu, par la mission de son Fils et des apôtres. — La temporelle est, dans un sens, plus ancienne : elle a reçu librement la spirituelle. La spirituelle, en un sens, est aussi plus ancienne : le culte du Créateur avant les institutions des lois humaines. — Princes ne peuvent rien sur les fonctions pastorales de décider, d'enseigner, d'administrer sacrements, faire pasteurs, excommunier. Les pasteurs ne peuvent contraindre pour la police temporelle. — Mutuel concours : prince peut punir novateur contre l'Église ; pasteurs peuvent affermir prince, en exhortant sujets, en excommuniant rebelles. — Les deux puissances, séparées pendant trois cents ans de persécution, unies et de concert, non confondues, depuis paix. Elles doivent demeurer distinctes, et libres de part et d'autre dans ce concert. — Prince est laïque, et soumis aux pasteurs pour le spirituel, comme le dernier laïque, s'il veut être chrétien. Pasteurs sont soumis au prince pour le temporel, comme les derniers sujets : ils doivent l'exemple. — Donc l'Église peut excommunier prince, et prince peut faire mourir pasteur. Chacun doit user de ce droit seulement à toute extrémité ; mais c'est un vrai droit ;

4° L'Église est mère des rois. Elle affermit leur autorité, en liant les hommes par la conscience. Elle dirige les peuples pour élire des rois selon Dieu. Elle travaille à unir les rois entre eux ; mais elle n'a aucun droit d'établir ou de déposer les rois : l'Écriture ne le dit point ; elle marque seulement soumission volontaire pour le spirituel.

^{p230} Rois protecteurs des canons. Protection ne dit ni décision ni autorité sur l'Église. C'est appui pour elle contre ses ennemis et contre ses enfants rebelles. Protection est secours prêt pour suivre ces décisions, non pour les prévenir jamais : nul jugement, nulle autorité. — Comme le prince est maître pour le temporel, comme s'il n'y avait point d'Église, l'Église est maîtresse du spirituel, comme s'il n'y avait point de prince. — Le prince, ne fait qu'obéir en protégeant les décisions. Prince n'est évêque du dehors qu'en ce qu'il fait exécuter

extérieurement police réglée par l'Église. Qui dit simple protecteur des canons, dit un homme qui ne fait jamais aucun canon ou règle, mais qui les fait exécuter quand l'Église les a faits. — De là il suit que le prince ne devrait jamais dire en ce genre : Voulons, enjoignons, ordonnons. Ce n'est que depuis François I^{er} ;

5° Mélange des deux puissances. — Assemblées mixtes : conciles où les princes et ambassadeurs étaient avec les évêques. Conciles particuliers de Charlemagne : capitulaires, règles de discipline ecclésiastique et de police séculière. — Chrétienté devenue comme une république chrétienne, dont le pape était le chef. Exemples : Amphyctions, Provinces-Unies. — Pape devenu souverain, couronnes fiefs du Saint-Siège. — Évêques devenus les premiers seigneurs, chefs du corps de chaque nation, pour élire et déposer souverains. Exemples : Pépin, Zacharie. Exemple de Louis, le Débonnaire. Exemple de Carloman ; Charlemagne. — Deux fonctions différentes dans ces évêques premiers seigneurs, qu'il ne faut confondre ;

6° Race royale.

Religion chrétienne et catholique, moins ancienne que l'État, reçue librement dans l'État, mais plus ancienne que race royale, qui a reçu et autorisé race royale. Exemple : Pépin, Hugues Capet.

Reste ou image d'élection : rois sacrés du temps de leurs pères, jusqu'à saint Louis.

Sacre consommait tout, parce que les peuples ne voulaient qu'un roi chrétien et catholique. — Contrat et serment dont la formule reste encore. Exemples de Pierre le Cruel, de Jean-sans-Terre, de l'empereur Henri IV, de Frédéric II, du comte de Toulouse Albigeois, de Henri IV roi de France, des Grecs en Italie du temps de Grégoire II. Exemples d'hérétiques : roi de Suède ; Jacques, roi d'Angleterre ; son grand-père, Jacques I^{er} ;

7° Rome. Centre d'unité, chef d'institution divine pour confirmer évêques frères, tous les jours jusqu'à consommation. Il faut être tous les jours dans la communion de ce siège, principalement pour la foi. — Personne du Pape, de l'aveu des Ultramontains, peut devenir hérétique : alors il n'est plus Pape. — Présidence au Concile de Nicée par Osius, évêque de Cordoue, au nom du Pape. Légats aux autres

conciles. — Nécessité d'un centre d'unité indépendant des princes particuliers, des Églises des nations.

Puissance de Rome sur le temporel — absurde et pernicieuse — évidente, quoique faillible, quand elle est réduite à décider sur le ^{p231} serment, par consultation ; mais déposition n'en suit nullement. — Intérêt des Églises particulières, d'avoir un chef indépendant de leur prince temporel. Indépendance du spirituel plus grande, si on n'avait pas temporel à ménager. — Les ecclésiastiques doivent contribuer aux charges de l'État par leurs revenus ;

8° Libertés gallicanes sur le spirituel.

Rome a usé d'un pouvoir arbitraire qui troublait l'ordre des Églises particulières : expectatives, appellations frivoles, taxes odieuses, dispenses abusives.

Il faut avouer que ces entreprises sont fort diminuées. Maintenant les entreprises viennent de la puissance séculière, non de Rome. Roi, dans la pratique, plus chef que le Pape, en France : libertés à l'égard du Pape, servitude vers le Roi. — Autorité du Roi sur l'Église dévolue aux juges laïques : laïques dominant les évêques, le Tiers état domine les premiers seigneurs. Exemple : arrêt d'Agen ; primatie de Lyon, — Abus énormes de l'appel comme d'abus, des cas royaux, à réformer. — Abus de ne pas souffrir les Conciles provinciaux ; nationaux dangereux. — Abus de ne laisser évêques concerter tout avec leur chef. — Abus de vouloir que laïques demandent et examinent bulles sur la foi.

Maximes schismatiques du Parlement : rois et juges ne peuvent être excommuniés ; roi nomme homme qui confère, etc. Collation est *in fructu*. — Possessoire réelle ; pétitoire chimérique.

Autrefois l'Église, sous prétexte du serment des contractants, jugeait de tout. Aujourd'hui laïques, sous prétexte de possessoire, jugent de tout.

La règle serait que les évêques de France se maintinssent dans leurs usages canoniques ; que le Roi les protégeât pour s'y maintenir canoniquement, selon leur désir ; que Rome les maintînt contre les usurpations de la puissance laïque ; qu'ils demeurassent subordonnés

à leur chef pour le consulter sans cesse, pour les appellations, pour les corriger, déposer, etc.

Abus des assemblées du Clergé, qui seraient inutiles, si le Clergé ne devait rien fournir à l'État. Elles sont nouvelles. — Danger prochain de schisme par les archevêques de Paris ;

9° Libertés gallicanes sur le temporel.

Liberté pleine pour le pur temporel à l'égard du Pape, pour le Roi et peuple, pour le Clergé même. — Utilité de l'Église de ne pouvoir aliéner sans lui.

Droit du Roi pour rejeter bulles qui usurperaient le temporel. Nul droit d'examiner celles qui se bornent au spirituel : les renvoyer aux évêques, qui feront à cet égard leurs fonctions ;

10° Moyens de réforme à procurer.

Rétablir le commerce libre des évêques avec leur chef pour consulter et être autorisés.

Convenir avec Rome sur la procédure pour déposer les évêques. Exemple : ancien évêque de Gap.

Ne rien faire de général sans se concerter avec le nonce du Pape, et sans en faire parler à Rome par un cardinal français. ^{p232}

Laisser élire papes les sujets les plus éclairés et les plus pieux.

Se défier des maximes outrées des parlementaires.

Mettre quelques évoques pieux, savants, modérés, dans le Conseil, non pour la forme, mais pour toute affaire mixte. Se souvenir qu'ils sont tous naturellement les premiers seigneurs et conseillers d'État.

Recevoir le Concile de Trente, dont les principaux points sont reçus dans les ordonnances, avec des modifications pour les points purement temporels.

Faire un bureau de magistrats laïques et pieux, bons évêques avec le nonce, pour fixer l'appel comme d'abus.

Faire cesser toutes les exemptions de chapitres et de monastères non congrégés.

Poursuivre la réforme ou suppression des ordres peu édifiants.
Exemple : Cluny, Cordeliers.

Laisser aux évêques, sauf l'appel simple, liberté sur leur procédure, pour visiter, corriger, interdire, destituer curés et tous ecclésiastiques.

Laisser aux évêques liberté de juger eux-mêmes dans leurs officialités.

Ne nommer au Pape, pour le cardinalat, que des hommes doctes, pieux, qui résident souvent à Rome. — Leur laisser dans les conclaves entière liberté de suivre leur serment pour le plus digne.

Demander nonces savants et zélés, point politiques et profanes.

Avoir un Conseil de conscience, pour choisir des évêques pieux et capables ; le composer, non par les places, mais par le mérite. Ne le faire au temps présent.

Plan pour déraciner le jansénisme. Demander à Rome une décision sur nécessité relative et alternante. Faire accepter la Bulle par tous les évêques. Faire déposer ceux qui refuseront. Ôter les docteurs d'abbés, répétiteurs, grands vicaires, professeurs, supérieurs de séminaires. Donner règle de doctrine à l'Oratoire, aux Bénédictins, aux chanoines réguliers.

§ V. — *Noblesse*

1° Nobiliaire fait en chaque province sur une recherche rigoureuse.

L'état des honneurs et des preuves certaines de chaque famille, l'état de toutes les branches dont l'ensouchement est clair, dont il est douteux, qui paraissent bâtardes.

Chaque enfant enregistré. — Registre général à Paris. — Nulle branche reconnue sans enregistrement .

Inventaire en ordre alphabétique de la Chambre des Comptes de Paris, du Trésor des Chartes, des Chambres des Comptes des provinces, avec distribution à chaque famille de ce qui lui appartient ;

2° Éducation. p233

Cent enfants de haute noblesse, pages du Roi, choisis d'un beau naturel : études, exercices.

Moindres nobles, ou de branches pauvres, cadets dans les régiments. Parents, amis de colonels, de capitaines.

Maison du Roi remplie des seuls nobles choisis, gendarmes, cheveau-légers.

Nulle place militaire vénale. Nobles préférés.

Maîtres d'hôtel, gentilshommes ordinaires, etc., tous nobles vérifiés. — Chambellans ou gentilshommes de la chambre, au lieu de valets de Chambre et huissiers ; seulement valets ou garçons de la chambre pour le grossier service. Toutes autres charges plus considérables aux nobles vérifiés ;

3° Soutien de noblesse.

Toute maison aura un bien substitué à jamais ; *majorasgo* d'Espagne. Pour maisons de haute Noblesse, non petites (substitutions) ; moindres pour médiocres.

Liberté de commercer en gros, sans déroger.

Liberté d'entrer dans la magistrature.

Mésalliances défendues aux deux sexes.

Défense aux acquéreurs des terres des noms nobles, du nom de familles nobles subsistantes, de prendre ces noms.

Anoblissements défendus, excepté les cas de services signalés rendus à l'État.

Ordre du Saint-Esprit pour les seules maisons distinguées par leur éclat, par leur ancienneté sans origine connue.

Ordre de Saint-Michel, pour honorer le service de bonne Noblesse inférieure.

Ni l'un ni l'autre pour les militaires sans naissance proportionnée.

Nul duché au delà d'un certain nombre. Ducs, de haute naissance : faveur insuffisante. Nul duc non pair. Cérémonial réglé. On attendrait

une place vacante pour en obtenir. On ne serait admis que dans les États généraux.

Lettres pour marquis, comtes, vicomtes, barons, comme pour ducs.

Honneurs séparés pour les militaires. Divers ordres de chevalerie, avec des marques pour lieutenants généraux, maréchaux de camp, colonels, etc. — Privilèges purement honorifiques ;

4° Bâtardise. La déshonorer pour réprimer le vice et le scandale. Ôter aux enfants bâtards des rois le rang de princes : ils ne l'avaient point. Ôter à tous les autres le rang de gentilshommes, le nom et les armes, etc. ;

5° Princes étrangers.

Laisser les rangs établis de longue main.

Retrancher tout ce qui paraît douteux et contesté.

Régler que chaque cadet n'aura les honneurs que quand le Roi l'en jugera digne.

Ne donner point facilement à ces maisons charges, gouvernements, bénéfices. Ils ne croiront jamais avoir d'autre souverain que l'aîné de leur maison. ^{p234}

Bouillon, Rohan, aînés ducs ; cadets, cousins, etc.

Nulle autre famille, avec aucune distinction que celles des ducs.

§ VI. — *Justice*

1° Le chancelier doit veiller sur tous les tribunaux et régler leurs bornes entre eux.

Doit savoir les talents et la réputation de chaque magistrat principal des provinces ; procurer à chacun de l'avancement, selon ses talents, ses vertus, ses services ; faire quitter leurs charges à ceux qui les exercent mal.

Le chancelier chef du Tiers état devrait avoir un moindre rang comme autrefois ;

2° Conseil, composé, non de maîtres des requêtes introduits sans mérite pour de l'argent, mais de gens choisis dans tous les tribunaux du royaume ; établi pour redresser avec le chancelier tous les juges inférieurs.

Conseillers d'État envoyés de temps en temps dans les provinces pour réformer les abus ;

3° Parlements. Ôter peu à peu la paulette, etc. Charges fort diminuées ; charges à diminuer encore par réforme ; laisser pour leur vie tous les juges intègres et suffisamment instruits ; faire succéder gratis leurs enfants dignes ; attribution de gages honnêtes sur les fonds publics ; exemples d'avancement pour ceux qui feront le mieux.

Peu de juges. — Peu de lois. — Lois qui évitent les difficultés sur testaments, contrats de mariage, ventes et échanges, les emprisonnements et décrets. Peu de dispositions libres.

Grand choix des premiers présidents, procureurs généraux. Préférence des nobles aux roturiers à mérite égal, pour les places de président, de conseiller. Magistrats d'épée, et avec l'épée au lieu de robe, quand on pourra ;

4° Bailliages. Point de présidiaux : leurs droits attribués aux bailliages. Rétablir le droit du bailli d'épée pour y exercer sa fonction. — Lieutenant général et lieutenant criminel, nobles s'il se peut. — Nombre de conseillers réglé, non sur l'argent qu'on veut tirer, mais selon le besoin réel du public : quarante ans et au delà.

Nulle justice aux seigneurs particuliers, ni au Roi dans les villages de ses terres. Leur conserver justice foncière, honneurs de paroisse, droits de chasse, etc. Tout (le reste) immédiatement au bailliage voisin.

Conservation aux seigneurs de certains droits ou leurs vassaux pour leurs fiefs, de garde et service militaire sur leurs paysans.

Régler les droits de chasse entre seigneurs et vassaux ;

5° Bureau pour la jurisprudence.

Assembler jurisconsultes choisis, pour corriger et réunir toutes les coutumes, pour abréger la procédure, pour retrancher les procureurs, etc. p235

Compte rendu au chancelier par ce bureau dans le Conseil d'État. Examen à fond pour faire un bon Code ;

6° Suppression de tribunaux. Plus de Grand Conseil. Plus de Cour des Aides. Plus de trésoriers de France. Plus d'élus.

Additions au § VI

Conseil d'État où le Roi est toujours présent. — Six autres Conseils pour toutes les affaires du royaume. Nulle survivance de charges, gouvernements, etc.

Permettre à tout étranger de venir habiter en France, et y jouir de tous les privilèges des naturels et regnicoles, en déclarant son intention au greffe du Bailliage royal, sur le certificat de vie et mœurs qu'il apporterait et le serment qu'il prêterait, etc. Le tout sans frais.

§ VII. — Commerce

Liberté. Grand commerce de denrées bonnes et abondantes en France, ou des ouvrages faits par les bons ouvriers.

Commerce d'argent par usure, hors des banquiers nécessaires, sévèrement réprouvé. — Espèce de censure pour autoriser gain de vraie mercature, non gain d'usure ; savoir moyen dont chacun s'enrichit.

Délibérer dans les États généraux et particuliers s'il faut abandonner les droits d'entrée et de sortie du royaume.

France assez riche si elle vend bien blés, huiles, vins, toiles, etc.

Ce qu'elle achètera des Anglais et Hollandais sont épiceries et curiosités nullement comparables : laisser liberté.

Règle courante et uniforme pour ne vexer ni chicaner jamais les étrangers, pour leur faciliter l'achat à prix modéré.

Laisser aux Hollandais profit de leur austère frugalité et travail, du péril d'avoir peu de matelots dans leurs bâtiments, de leur bonne police pour s'unir dans le commerce, de l'abondance de leurs bâtiments pour le fret.

Bureau de commerçants, que les États généraux et particuliers, aussi bien que le Conseil du roi, consultent sur toutes les dispositions générales.

Espèce de Mont-de-Piété pour ceux qui voudront commercer et qui n'ont de quoi avancer.

Manufactures à établir, pour faire mieux qu'étrangers, sans exclusion de leurs ouvrages.

Arts à faire fleurir, pour débiter, non au Roi jusqu'à ce qu'il ait payé ses dettes, mais aux étrangers et riches Français.

Lois somptuaires pour chaque condition. On ruine nobles pour enrichir les marchands par le luxe. On corrompt par ce luxe les mœurs de toute la nation. Ce luxe est plus pernicieux que le profit des modes n'est utile.

Recherche des financiers. On n'en aurait plus aucun besoin. ^{p236}

L'espèce de censeurs examinerait en détail leurs profits. Les financiers pourraient tourner leur industrie vers le commerce.

Additions au § VII

Le tout réglé par le Conseil de commerce et de police du royaume, dont le rapport des résultats toujours porté au Conseil d'État où le Roi est présent.

Marine médiocre, sans pousser à l'excès, proportionnée au besoin de l'État, à qui il ne convient pas d'entreprendre seul des guerres par mer contre des puissances qui y mettent toutes leurs forces.

Régler prises. — Commerce de port à port, etc.

II

Mémoire des bonnes œuvres entreprises par la Compagnie du Saint-Sacrement de Lyon (1694) [tiré des Papiers des dévots de Lyon, 1630-1731, publiés par Georges Guigue (Lyon, in-12, 1922, Librairie Vve Blot), p. 122-124].

« On a souvent parlé d'un grand mal qui se commet entre les marchands et les ouvriers, en ce que les marchands payent si peu les façons que les ouvriers ne peuvent subsister de leur travail, et il se trouve que des bons ouvriers, fidèles, laborieux, travaillant autant qu'ils le peuvent, ne peuvent pas gagner le nécessaire à leur vie, à celle de leurs femmes et de leurs enfants ; ce qui fait que plusieurs d'entre eux se rendent infidèles, se nourrissent mal et deviennent infirmes, eux, leurs femmes et leurs enfants, à la charge des hôpitaux et du public, et enfin qu'une mauvaise éducation rend ces enfants malheureux, les garçons fripons et larrons et les filles corrompues et très souvent prostituées.

« D'autre côté, les marchands qui ne laissent pas de vendre bien chèrement leurs marchandises deviennent extraordinairement riches. Ces grands biens les portent au luxe, aux plaisirs et à la bonne chère ; leurs enfants prévenus et persuadés d'une grande fortune méprisent le commerce et le travail, se donnent à la volupté et consomment en peu de temps ce que les pères ont gagné en bien des années, en sorte que les uns se perdent par l'abondance, comme les premiers par l'indigence et la misère.

« Le mal vient de ce que les ouvriers se courent et, pour se procurer la besogne de leur voisin, la font à meilleur marché que lui, bien que celui-là eût déjà assez de peine à vivre de son travail.

« Ce mal paraît quasi sans remède, à moins que quelques-uns des meilleurs marchands, touchés d'un si grand mal et pénétrés d'un esprit d'équité, de droiture et de religion prissent la résolution de moins gagner, de ne se pas prévaloir de la misère des ouvriers et de leur payer leurs façons d'une manière qu'ils puissent subsister honnêtement ; par ce moyen ils auraient le choix des meilleurs, ^{p237} seraient mieux servis, donneraient l'exemple aux autres marchands et

courage aux ouvriers qui s'efforceraient à bien faire pour être préférés par ceux qui auraient pris une si bonne résolution, lesquels attireraient par là une abondance de bénédictions sur eux et sur leurs familles et trouveraient, dans une moindre abondance, plus de solidité dans leur fortune, même temporelle.

« Il serait aussi bon que MM. les Curés dans leurs prônes et les prédicateurs dans les chaires fissent ouvrir les yeux à ces vérités, sur lesquelles il n'est presque personne qui fasse réflexion.

« Ce serait encore un remède plus efficace si deux ou trois négociants zélés en parlaient aux autres ; il est quasi impossible que des personnes justes et équitables ne fussent touchées et ne prissent le dessein de travailler à une si bonne œuvre. »

III

Lettres patentes, mai 1680, autorisant rétablissement d'un bureau des Petites Écoles, à Lyon [G. Guigue, Les Papiers des dévots de Lyon].

« ... divers établissements en différents quartiers de la ville, où on leur apprend gratuitement à prier Dieu, lire, écrire, l'arithmétique et plusieurs autres connaissances qui ouvrent leurs esprits et les rendent industrieux et mieux disposés pour servir aux arts et manufactures auxquels on les applique au sortir des dites écoles, dans lesquelles on leur fournit aussi leur papier, encre et autres choses pour la dite instruction ; ce qui a causé un tel fruit dans les mœurs des enfants qu'il a même passé dans ceux des parents, en sorte qu'il paraît visiblement un changement notable dans la police et conduite populaire depuis que ces écoles ont été instituées...

« A ces causes, sachant combien la grandeur des États, la paix des peuples, leur soumission, obéissance, bénédiction et prospérité temporelle dépendent principalement de la bonne éducation et instruction qui est donnée dans le bas âge et qu'elle est d'autant plus nécessaire au petit peuple que c'est à lui de faire fleurir les arts par l'assiduité et fidélité dans le travail, le commerce et les fonctions domestiques où il est employé... »

En conséquence l'établissement d'un bureau pour diriger dix petites écoles donnant l'enseignement gratuit à des enfants pauvres est autorisé ; il peut « recevoir donations, legs » (meubles et immeubles). « Amortissons la maison et enclos seulement destiné à cet établissement, sans payer de finance ni indemnité. » Louis, Phélippeaux, Le Tellier. p238

IV

Lettres patentes, janvier 1710, au sujet de la maison de recluses de Lyon, quartier Bellecour [tirées de G. Guigue, même ouvrage, p. 205].

Il s'agit des femmes et filles d'une prostitution publique.

« Mais comme leur nombre croît tous les jours, à cause de l'abord et du passage des étrangers, qu'elles se répandent en si grande quantité dans tous les quartiers de la ville et des faubourgs qu'on les voit en troupes aux avenues, sur les remparts et dans les places publiques, même jusque dans les églises, s'offrir à toutes sortes de personnes et principalement à nos troupes qu'elles infestent de maladies qui obligent les soldats de s'arrêter dans les hôpitaux pour y être traités... »

De pareilles mesures de réclusion dans des maisons spéciales furent prises à Paris, Aix, Marseille, Toulon.

[*Table des matières*](#)